

911
6

LE BUREAU DE POLICE DU COMITE DE SALUT PUBLIC

ETUDE SUR LA TERREUR

PAR
ARNE ORDING

SKRIPTER UDGITT AV DET NORSKE VIDENSKABS-ÅKADEMI I OSLO
II. HIST.-FILOS. KLASSE. 1930. No. 6

UTGITT FOR FRIDTJOF NANSENS FOND

OSLO
I KOMMISSJON HOS JACOB DYBVAD

1930

Table des Matières.

	Page
Préface	I
Chapitre I. Introduction.	
I. La situation politique après la chute des factions	10
II. Les lois de ventôse	12
III. La surveillance des fonctionnaires publics	14
IV. L'opposition dans la Convention et la lutte intérieure dans les comités du gouvernement	19
Chapitre II. La légende thermidorienne	27
Chapitre III. Le fonctionnement et l'organisation du bureau	37
Chapitre IV. Les rapports du bureau de surveillance administrative et police générale.	
I. Les exnobles et les « honnêtes gens »	47
II. Les vendéens, les modérés et les factions	52
III. La lutte religieuse	68
IV. La politique économique et sociale	74
V. Les fonctionnaires publics. Caractère de notes de Robespierre et Saint-just	80
Chapitre V. Les arrestations du bureau et le Comité de salut public.	
I. Le « triumvirat »	87
II. Ordres d'arrestation signés de autres membres du Comité que les « triumvirs »	89
III. Ordres signés de « triumvirs » seuls	96
Chapitre VI. Les arrestations du Comité de salut public et le Comité de sûreté générale.	
I. Comparaison statistique des arrestations des deux comités. Compétence des comités	101
II. Le bureau et les agents du Comité de sûreté générale	103
III. Les arrestations opérées par les deux comités	109
IV. Les arrestations opérées par le Comité de sûreté générale seul	136
V. Conclusion	138
Chapitre VII. Le bureau et les agents du Comité de salut public.	
I. Les agents du Comité dans les départements	139
II. La police secrète à Paris	148
Chapitre VIII. Le bureau et le Tribunal révolutionnaire.	
I. L'accusateur public, les juges et les jurés	153
II. Les « grandes fournées »	158
III. Les conspirations des prisons	160
Chapitre IX. Le bureau et les lois révolutionnaires.	
I. Les lois de ventôse et les commissions populaires	168
II. La commission d'Orange et la loi du 22 prairial	173
Conclusion.	
I. La situation politique avant thermidor	181
II. Le rôle du bureau. Robespierre et la dictature	187

PRÉFACE

Pourquoi la dictature jacobine de 1794 fut-elle remplacée par la réaction thermidorienne? Voilà le problème qui me fit entreprendre l'étude de la politique de Robespierre et de ses amis pendant les derniers mois avant le 9 thermidor. Après des conférences avec M. Albert Mathiez je me décidai à concentrer mes recherches sur un problème particulier: la question du rôle du bureau de surveillance administrative et police générale.

Le sujet est assez étroit, il est vrai, mais d'importance centrale. La conception qu'on se fait du bureau est décisive pour la question de savoir si la responsabilité de la grande terreur retombe sur Robespierre seul et si celui-ci a aspiré à la dictature personnelle.

Nous espérons avoir résolu la question débattue de l'importance politique du bureau, et nous espérons en même temps par nos recherches avoir contribué à la compréhension des effets de la terreur et des motifs qui poussaient les terroristes dans les derniers mois précédant le 9 thermidor.

Nous sentons le désir de présenter immédiatement à notre maître, M. Albert Mathiez, nos remerciements les plus sincères. Il s'est depuis le commencement vivement intéressé à notre travail en nous prêtant un secours précieux dans l'orientation si difficile dans les matériaux des sources pour l'étude d'un problème complexe dans l'histoire d'un pays étranger. Il a su aussi nous assister dans notre travail, sans jamais sur aucun point essayer d'imposer ses idées personnelles. Nous avons reçu une forte impression de ses sévères exigences à la méthode historique, et de sa faculté de pénétrer au cœur de la révolution française sans se laisser guider par les préjugés créés par la postérité.

En parlant des sources de la période s'écoulant entre la chute des factions et le 9 thermidor, il faut se rappeler que les luttes politiques de l'époque pour la plupart prennent la forme d'intrigues secrètes et souterraines. Il est très rare qu'elles montent à la lumière du jour dans les journaux ou dans les actes officiels.

Après le 9 thermidor, au contraire, les causes de la chute de Robespierre sont discutées dans une profusion de brochures et de pamphlets

et dans une série de débats à la Convention. Mais ces sources ne sont pas toujours d'accord entre elles et sont de plus fort partiales. Robespierre et ses amis étaient exterminés et personne n'osait se solidariser avec eux. Ces sources se répartissent sur deux groupes :

1. celles qui rendent la conception réactionnaire, et qui avant tout cherchent à présenter la terreur et le gouvernement révolutionnaire sous un jour aussi odieux que possible,
2. celles qui émanent des anciens révolutionnaires qui ne cherchent qu'à sauver leurs têtes, et que par conséquent veulent démontrer que les « robespierristes » seuls sont responsables de la terreur.

Pris isolément, ces deux groupes n'ont naturellement aucune force probante, mais en procédant à une comparaison minutieuse entre eux, on pourra souvent réussir à une reconstruction exacte des faits. D'ailleurs le public auquel on s'adressait immédiatement après thermidor, avait été engagé lui-même plus ou moins dans les événements décrits. Ce fait fixait naturellement une certaine limite aux altérations qu'on faisait subir aux événements.

Notre tâche principale sera cependant de nous rendre compte de ce qu'un examen systématique de la totalité des sources peut mettre au jour. Comme les intentions politiques se présentent rarement d'une manière nette, un tel examen suppose une exactitude scrupuleuse. Il peut p. ex. être de la plus grande importance pour nos recherches de connaître ceux qui ont écrit et ceux qui ont signé les arrêtés. A cause de la complexité du problème et de l'importance que prend l'interprétation des actes, nous avons trouvé nécessaire de citer une partie des actes les plus importants dans le texte même de notre exposé — ce qui bien entendu rend notre travail d'une lecture pénible.

Les papiers du Comité de salut public et du Comité de sûreté générale ont en partie été détournés des archives après thermidor par des personnes intéressées. Il est vrai qu'un grand nombre — sans doute la plus grande partie — ait été conservée aux Archives Nationales. A cause de l'ignorance des anciens archivistes et parce que les papiers ont été remis à des époques différentes, des papiers de la même catégorie ont été classés dans des séries différentes. Ainsi, les papiers du Comité de salut public et ceux du Comité de sûreté générale ont été confondus. Le problème qui nous occupera ici, n'a pas jusqu'ici été examiné, et il n'existe pas de catalogue exhaustif de tous les documents aux Archives. Nous avons dû, en conséquence, procéder à des recherches assez étendues, et souvent, il va sans dire, avec résultat négatif.

Nous faisons ici un relevé des sources les plus importantes que nous avons consultées.

Aux Archives Nationales nous avons recouru à l'« Etat sommaire par série de documents conservés aux Archives » de 1891 qui embrasse

toutes les séries, pour la série F à l'« Etat sommaire des Versements des Ministères. F². Police générale » et à Ch. SCHMIDT : « Les papiers du comité de sûreté générale ». Pour les autres séries nous avons utilisé les Inventaires manuscrits qui se trouvent dans la salle de travail aux Archives Nationales.

« Les sources de l'histoire de France depuis 1789 aux Archives Nationales » par Ch. SCHMIDT et « Manuel pratique pour l'étude de la Révolution Française » par PIERRE CARON m'ont rendu aussi de grand services.

Dans la série F² qui contient la plupart des papiers du Comité de sûreté générale, nous avons avant tout utilisé les papiers de la commission des 21. F² 4435—38. Cette commission, dont le président était Saladin, et qui avait été établie pour décider s'il fallait mettre en état d'accusation les anciens membres des comités de gouvernement, s'était fait remettre aussi les papiers de la commission de Courtois, établie pour examiner les papiers de Robespierre et ses « complices ».

F² 4437 contient les rapports du bureau avec les notes des « triumvirs », F² 4436^A un grand nombre de minutes des ordres d'arrestations du Comité de salut public. Sous les autres cotes se trouvent beaucoup des plus importants documents sur la terreur. F² 3821—22 contient la partie des rapports du bureau qui ne se trouve pas sous F² 4437.

Dans la série F² nous trouvons une série départementale d'arrestations et de mises en liberté de F² 4551 à F² 4575, et une série alphabétique des individus poursuivis, arrêtés et emprisonnés à Paris de F² 4576 à F² 4775^B. Nous avons dépouillé 70 de ces cartons et bien que nos recherches n'aient souvent conduit à rien, il va sans dire que nous avons ici une des sources principales de notre travail. Nous avons en outre dépouillé F² 3055 — registre des lettres écrites pour le bureau de surveillance de l'exécution des lois de pluviôse-thermidor. Le registre ne donne que des résumés très sommaires. Nous avons vu aussi F² 4428 — registre de mandats d'arrêt et d'amener de 7 jours du 2^e mois au 21 germinal an II. Il s'y trouve en outre une série de copies de mises en liberté, pour la plupart datant du temps après le 9 thermidor.

Des registres F² 2202^B—10, F² 2202 contient les copies de quelques lettres et arrêtés du Comité de sûreté générale de l'époque prairial-thermidor, F² 2204 les copies des arrêtés du 1^{er} au 25 floréal. Les autres concernant l'an III. F² 1—100 contient l'enregistrement de la correspondance du comité de sûreté générale. J'ai fait 12 sondages dans ces registres, mais je les ai trouvés sans intérêt, comme ils ne donnent aucun renseignement sur le contenu des lettres.

En cherchant à trouver des renseignements biographiques, j'ai dépouillé, sans grand résultat, F¹a 550—51, F¹b¹ Seine 1—6 sur le personnel administratif, F¹b¹ 103—104, et quelques-uns des comptes-rendus administratifs 1790—an III dans F¹c III. J'ai enfin examiné les arrêtés et

les registres du Comité de salut public F^{1a} 69-80, qui, à ce que je peux voir, n'ont pas été utilisés par Aulard dans son « Recueil des actes du Comité de salut public ». F^{1a} 69-71, 73-76, 79-80 concernent la période qui nous occupe, mais la plupart des arrêtés touchent les commissions de l'agriculture et des arts, de commerce et d'approvisionnement, et de secours public.

La série AFII contient la plupart des papiers du Comité de salut public, et a été utilisée par Aulard dans le recueil cité. Nous avons naturellement constamment recouru à ce recueil. Cependant, Aulard donne rarement les variantes, et ne dit pas si les arrêtés sont des minutes ou « Extraits du Régistre ». Dans les cas où les arrêtés ont été de quelque importance, nous avons trouvé nécessaire d'aller aux documents. Aulard ne mentionne aussi que les arrêtés du Comité de salut public et la correspondance des représentants en mission.

Nous avons examiné AFII 20, 23, 24, 30, 46, 47, 48, 60. De les registres, AFII* 95 contient le registre de la correspondance du bureau de détenus du 1^{er} thermidor à floréal an III, AFII* 94 le registre de la correspondance du bureau des indigents du 1^{er} thermidor an II.

Le registre qui pour nous est le plus important, est cependant AFII* 221, qui est le registre de notre bureau et qui n'a pas été utilisé par Aulard. AFII* 220 contient les jugements des commissions populaires qui furent approuvés au commencement de thermidor, AFII* 222-23 la correspondance avec les agents nationaux sur les tableaux de détenus, AFII* 224 les copies de diverses lettres du Comité de sûreté générale et AFII* 225 les copies des lettres du bureau de police.

AFII* 254-55 contient le registre le plus complet du Comité de sûreté générale du 1^{er} floréal au 30 thermidor. Une partie de ces arrêtés et de plus une partie de la correspondance du Comité de cette période sont aussi enregistrées dans AFII* 275-76 et AFII* 284-85. En vue d'obtenir des renseignements biographiques, j'ai aussi dépouillé, sans grand profit d'ailleurs, AFIII 281-96, qui contient la correspondance sur les fonctionnaires publics sous le Directoire.

Dans la série BB, nous avons examiné les copies de la correspondance de la commission des administrations civiles, police et tribunaux dans BB¹ 1-6 sans trouver rien qui intéresse notre sujet. BB³⁰/22 contient une partie des papiers de Herman qui nous a rendu quelques services. BB³⁰/30-32 concerne la commission d'administrations et le bureau de la surveillance de l'exécution des lois, mais n'a aucun intérêt direct pour notre sujet.

Dans la série DIII, qui pour la plupart contient les papiers du Comité de législation, nous avons dépouillé la correspondance de ce comité de cette période dans DIII 320, 22, 23, 31 et dans le registre DIII* 6-7, 39, 49, les comptes décennaires de Herman dans DIII 224, et la correspondance du bureau de la surveillance de l'exécution des lois DIII 329-30. Enfin nous

avons vu les arrêtés du Comité de salut public dans DIII/1, qui d'ailleurs a été utilisé par Aulard.

La série W contient les papiers du Tribunal Révolutionnaire classés alphabétiquement et avec un bon répertoire manuscrit. Nous renvoyons dans le texte aux cotes que nous avons utilisées.

Une seule fois nous avons aussi utilisé la collection de manuscrits à la Bibliothèque Nationale.

Quant aux sources imprimées, nous mentionnerons, avec le Recueil d'Aulard, le « Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution Française » de A. Tuetey. C'est le dernier volume, t. XI, qui intéresse notre période.

Quant aux journaux, nous avons examiné « Le Moniteur » d'après la réimpression de 1863-70 et le « Journal de la Montagne ». Les décrets de la Convention sont cités d'après la Collection Dutergier.

Pour la bibliographie nous avons avant tout utilisé le « Catalogue de l'histoire de France » et « La Bibliographie de l'histoire de Paris pendant la Révolution Française » de Maurice Tourneux.

Nos plus importantes sources imprimées sont les nombreuses contributions à la discussion après le 9 thermidor qui se trouvent à la Bibliothèque Nationale sous les cotes Lb³³ et Le³³. Nous avons relu tout ce qui a pu intéresser notre sujet, et nous y renverrons sur les points où nous les avons utilisées. Les principales sont l'écrit d'accusation de Lecointre, le rapport de Saladin et la réponse à celui-ci des anciens membres du Comité de salut public¹. Dans la grande histoire de Buchez et Roux beaucoup de sources importantes ont été imprimées, ainsi au t. 34-35 tout le compte-rendu du Moniteur du procès de Fouquier-Tinville.

Wallon donne aussi dans son Histoire du Tribunal Révolutionnaire quelques matériaux. Les réquisitoires et les mémoires justificatifs de Fouquier-Tinville ont été publiés par Hector Heischmann¹.

D'une grande importance sont de même les trois volumes de « Papiers inédits trouvés chez Robespierre, Saint-Just, Payan etc. »¹. Nous avons aussi utilisé la « Correspondance de Maximilien et Augustin Robespierre » publiée par M. Michon. Pour les discours de Robespierre et Saint-Just nous avons utilisé Charles Vellay: Discours et Rapports de Robespierre, Paris 1908 et le même: Œuvres complètes de Saint-Just, t. I-II, Paris 1908.

Nous avons en outre utilisé les mémoires suivants:

« Tableau historique des prisons d'état en France sous le règne de Buonaparte, par M. Eve, dit Demaillot, vieillard infirme et prisonnier d'état pendant dix ans ». 1814.

¹ Pour le titre exact et les cotes voir ci-dessous.

« Révélations puisées dans les cartons des Comités de salut public et de sûreté générale ou Mémoires inédits de Senart, agent du gouvernement révolutionnaire », publiées par Alexis Dumesnil 1824.

A.-V. Thibaudau: Mémoires sur la Convention et le Directoire. 1824.
Durand de Maillane: Histoire de la Convention Nationale. 1825.
Mémoires de R. Levasseur (de la Sarthe), ex-conventionnel, 1829.
Souvenirs de M. Berryer, Doyen des avocats à Paris 1839.
Mémoires de B. Barère, membre de la Constituante, de la Convention, du Comité de Salut public, publiées par M. M. Hippolyte Carnot et David d'Angers 1842.

Documents relatifs à la Révolution Française. Extraits des Œuvres inédits de A. R. C. de Saint-Albin 1873.

Mémoires sur Carnot par son fils. 1861.

Marc-Antoine Baudot: Notes Historiques sur la Convention, le directoire, l'empire et l'exil des Votants. Ed. par la veuve Edgar Quinet. 1893.

Mémoires de Barras, membre du directoire. Publiés par George Durey 1895.

Mémoires de Fouché: Introduction et notes de Maurice Vitsar et Arnold Galopin. 1906.

Billaud-Varenne, membre du Comité de salut public: Mémoires inédits et correspondance accompagnés de notices biographiques sur Billaud-Varenne et Collot d'Herbois, par Alfred Bégis. 1893.

« Saint-Just et les bureaux de la police générale au Comité de salut public en 1794 ». Notice par Augustin Lejeune, chef des bureaux. Documents inédits publiés par Alfred Bégis. Paris 1896. (Curiosités révolutionnaires.)

Pour les renseignements biographiques nous avons utilisé la « Biographie Moderne » (dite de Leipzig) 1806, « La Biographie des hommes vivans ou Histoire par ordre alphabétique de la vie publique de tous les hommes qui se sont fait remarquer par leurs actions ou leurs écrits », Paris 1816—19, rédigée par L. G. Michaud, « Le Dictionnaire des Conventionnels » par A. Kuscinski et les registres dans le Moniteur, dans Tuetey et Wallon.

Nous avons en outre examiné les revues suivantes: « La Révolution Française », « Annales révolutionnaires », « Revue Historique de la Révolution Française », « Annales Historiques de la Révolution Française », « Revue d'histoire moderne et contemporaine ».

Pour la biographie nous faisons remarquer que nous avons donné le titre de quelques ouvrages qui n'intéressent pas directement notre sujet, mais qui ont contribué à nous orienter dans la politique générale de la période.

Aulard, A.: Histoire politique de la Révolution Française. 1926.

Aulard, A.: Le christianisme et la Révolution. 1925.

Babeau, A.: Histoire des Troyes pendant la Révolution. 1874.

Barthou, L.: Le 9 thermidor. 1926.

Belloni, G.: Le comité de sûreté générale de la Convention. 1924.

Blanc, L.: Histoire de la Révolution Française, t. XI—XII. 1847—62.

Buchez, B. J. et Roux, P. L.: Histoire parlementaire de la Révolution Française, t. 29—35. 1837.

Campardon, E.: Histoire du Tribunal Révolutionnaire de Paris. 1866.

Caron, P.: Paris pendant la terreur. Rapports des agents secrets du ministère de l'intérieur. 1910.

Caron, P.: Rapports des agents du ministère de l'intérieur dans les départements. 1913.

Chassin, Ch.-L.: La Vendée patriote t. I—IV. 1893.

Cochin, Aug. et Charpentier, Charles: Les actes du gouvernement révolutionnaire. 1920.

Dauban, A. C.: Paris en 1794 et 95. 1869.

Dunoyer, A.: Fouquier-Tinville, accusateur public du Tribunal Révolutionnaire (1746—95). Paris 1913.

Dunoyer, A.: Deux jurés au Tribunal Révolutionnaire, Vilate le petit maître et Trinchard l'homme de la nature. 1910.

Esméin, A.: Gouverneur Morris. Paris 1906.

Hamel, Ernst: Histoire de Robespierre, t. III, La Montagne. 1867.

Hamel, Ernst: Histoire de Saint-Just, t. II. 1860.

D'Hauterive, E.: Figaro-Policier. Un agent secret sous la terreur. 1928.

D'Herricault, Ch.: La révolution du 9 thermidor. 1876.

Jarrin, Ch.: Bourg et Bellay dans la Révolution. 1881.

Lebon, E.: Joseph Lebon dans sa vie privée et dans sa carrière politique. 1861.

Lecocq, G.: Notes et Documents sur Fouquier-Tinville. 1885.

Lecocq, G.: La police de sûreté sous la Révolution. 1885.

Madelin, L.: Fouché. 1901.

Martin, G.: Carrier et sa mission à Nantes. 1925.

Mathiez, A.: Contributions à l'histoire religieuse de la Révolution. 1906.

Mathiez, A.: La Révolution et l'église. 1910.

Mathiez, A.: Etudes robespierristes. I. La corruption parlementaire sous la terreur. 1917. II. La conspiration de l'étranger. 1918.

Mathiez, A.: La révolution et les étrangers. 1918.

Mathiez, A.: Danton et la paix. 1919.

Mathiez, A.: Un procès de corruption sous la Terreur: L'affaire de la Compagnie des Indes. Paris 1920.

Mathiez, A.: Robespierre terroriste. 1921.

Mathiez, A.: Autour de Robespierre. 1925.

Mathiez, A.: Autour de Danton. 1926.

Mathiez, A.: La Révolution Française, t. III. La Terreur. 1927.

- Mathiez, A.: La vie chère et le mouvement social sous la Terreur. 1927.
 Mathiez, A.: La réaction thermidorienne. 1929.
 Mautouchet, P.: Philippeaux. 1900.
 Mautouchet, P.: Le gouvernement révolutionnaire. 1912.
 Mellé, E.: Les sections de Paris. 1808.
 Mennier, P.: La Nièvre pendant la Révolution. 1808.
 Michelet, J.: Histoire de la Révolution Française, t. VII. Paris 1853.
 Paris, A. J.: La Terreur dans le Pas-de-Calais et dans le Nord.
 Histoire de Joseph Lebon et les tribunaux révolutionnaires. 1864.
 Pariset, G.: La révolution 1792-95. Histoire de la France contemporaine, t. II. 1920.
 Perroud, C.: La proscription des Girondins. 1917.
 Quinet, E.: La Révolution, t. II. 1865.
 Schmidt, A.: Tableaux de la révolution parisienne, t. II. Leipzig 1869.
 Sorel, A.: L'Europe et la Révolution Française, t. IV. 1885-1903.
 Stéphane-Pol: Autour de Robespierre. 1901.
 Taine, H.: Les origines de la France contemporaine, t. VII: Le gouvernement révolutionnaire. 1884.
 Tournier, A.: Vadier, président du Comité de sûreté générale. 1896.
 Vatel, Ch.: Charlotte Corday et la proscription des girondins, t. I-II. 1864.
 Wallon, H.: Histoire du Tribunal Révolutionnaire de Paris, t. I-VI. 1880-82.

Pour certaines sources que nous citons souvent, nous nous sommes servis d'abréviations dans les notes.

Alphonse Aulard: «Recueil des actes du Comité de salut public avec la correspondance officielle des Représentants en mission et le registre du conseil exécutif provisoire». — Aulard.

Alexandre Tuetey: «Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution Française». — Tuetey.

«Les Crimes de sept membres des anciens Comités de salut public et de sûreté générale ou dénonciation personnelle à la Convention Nationale contre Billaud-Varenne, Barère, Collot d'Herbois, Vadier, Voulland, Amar et David, suivie de pièces justificatives, indication d'autres pièces originales existantes dans les comités, preuves et témoins indiqués à l'appui des faits, par Laurent Lecointre, député du département Seine et Oise». Bibl. Nat. Lb⁴¹/1441. — Lecointre.

«Réponses des membres des deux anciens Comités de salut public et de sûreté générale aux imputations renouvelées contre eux par Laurent Lecointre de Versailles et déclarées calomnieuses par décret du 13 fructidor dernier à la Convention Nationale». Réimprimée dans La Révolution Française 1898, t. XXXIV. — L. R. F. XXXIV.

«Rapport au nom de la commission des 21, créée par le décret du 7 nivôse pour l'examen de la conduite des Représentants du Peuple Billaud-Varenne, Collot d'Herbois et Barère, membres de l'ancien Comité

de salut public, et Vadier, membre de l'ancien Comité de sûreté générale. Fait le 12 ventôse par Saladin, Représentant Du Peuple, député de Somme». Bibl. Nat. Le²²/1259. — Saladin.

«Réponse des membres de l'ancien Comité de salut public dénoncés aux pièces communiquées par la commission des 21». Bibl. Nat. Le²²/1260. — Réponse.

«Papiers inédits trouvés chez Robespierre, Saint-Just, Payan etc. supprimés ou omis par Courtois précédés du rapport de ce député à la Convention Nationale». Paris 1828 de Barrière et Berville: «Collection des mémoires relatifs à la Révolution Française». — Papiers inédits.

«Réquisitoires de Fouquier-Tinville, publiés d'après les originaux conservés aux Archives Nationales et suivis de trois mémoires justificatifs de l'accusateur public avec une introduction, des notes et des commentaires par Hector Fleischmann». Paris 1911. — Fleischmann.

«Biographie moderne, ou dictionnaire biographique de tous les hommes morts et vivants qui ont marqué à la fin du XVIII^e siècle et au commencement de celui-ci, par leurs écrits, leur rang, leurs emplois, leurs talents, leurs malheurs, leurs vertus, leurs crimes». Breslau 1806. — Biographie moderne.

«Histoire Parlementaire de la Révolution Française ou Journal des Assemblées Nationales depuis 1789 jusqu'en 1815», par P. J. Buchez et P. C. Roux 1837. — Buchez et Roux.

«Histoire du Tribunal Révolutionnaire de Paris avec le journal de ses actes I-VI» 1880-82, par Henri Wallon. — Wallon.

Tous les décrets sont cités d'après la «Collection complète des lois, décrets, ordonnances, règlements et avis du conseil d'état, publiés sur les éditions officielles du Louvre, de l'imprimerie nationale par Baudouin et du «Bulletin des lois» de 1788 à 1824 inclusivement, par ordre chronologique, avec un choix d'instructions ministérielles et des notes sur chaque loi, indiquant: 1) les lois analogues, 2) les décisions et arrêts du conseil d'Etat, 3) les discussions rapportées au Moniteur suivies d'une table analytique et raisonnée des matières par J. B. Duvergier». Paris 1825-28. Malgré le titre étendu, il est facile de s'orienter dans ce recueil et nous avons trouvé superflu d'indiquer le tome et la page toutes les fois que nous mentionnons un décret d'une date définie. Toutes les cotes d'Archives renvoient aux Archives Nationales.

Enfin je tiens à remercier tous ceux qui, d'une manière ou autre, m'ont aidé dans mes travaux, en première ligne mon ami M. Hans Vogt, à qui je dois la traduction française du mon ouvrage; en suite Mlle Carlotta Thorkildsen de m'avoir prêté un secours précieux avec la correction des épreuves, M. M. les archivistes aux Archives Nationales à Paris, la Bibliothèque Universitaire à Oslo par l'intermédiaire de laquelle j'ai obtenu le prêt des livres des bibliothèques étrangères; mais avant tout je suis heureux d'exprimer ma reconnaissance profonde envers l'Académie des Sciences à Oslo qui a fait publier cet ouvrage.

CHAPITRE I

Introduction¹.

I.

La vie politique de l'automne 1793 et du printemps 1794 est caractérisée par des luttes de parti envenimées. Le gouvernement révolutionnaire fut attaqué sur deux fronts — par les « ultra » et par les « citra ». Les « ultrarévolutionnaires » — qui en général sont désignés du nom peu justifié de « hébertistes » d'après le rédacteur de leur organe principal — avaient leur force principale dans les sections et la Commune de Paris. Ils s'étaient solidement établis dans le Ministère de la Guerre et comptaient des partisans dans la nouvelle bureaucratie révolutionnaire et parmi les plus ardents révolutionnaires dans toute la France. Parmi leurs chefs plusieurs existences douteuses que le gouvernement non sans raison soupçonnait d'être à la solde de puissances étrangères ennemies. Les hébertistes étaient partisans de la guerre de conquête à outrance et d'une déchristianisation violente. Ils voulaient résoudre le problème des subsistances en terrorisant tous les producteurs et commerçants et en envoyant à la guillotine tous les accapareurs. Leur programme politique était de renverser le gouvernement révolutionnaire et d'élire un « grand juge » qui présiderait à la condamnation ou plutôt au massacre de tous les détenus suspects.

Les « citra », les « indulgents », dont le personnage le plus connu est Danton, étaient conduits par un groupe de députés du monde des affaires qui avaient commencé leur carrière politique comme des montagnards. Ils étaient cependant compromis par des affaires de spéculations douteuses, surtout par l'affaire de la Compagnie des Indes². Leur programme politique était la paix immédiate, la liquidation de la terreur et du gouvernement révolutionnaire, abrogation des prix maxima et du système de contrainte économique. Ils pouvaient compter sur la sympathie de tous les bourgeois modérés et de tous ceux qui étaient las de la révolution.

¹ Cette introduction donne un exposé général de l'époque où notre sujet est cherché. Nous renvoyons pour l'époque précédant le 9 thermidor à Albert Mathiez: *La Révolution Française* t. III, Paris 1927, et pour l'époque qui suit à Albert Mathiez: *La réaction thermidorienne*, Paris 1929.

² Voir A. Mathiez: *Un procès de corruption sous la Terreur: L'affaire de la Compagnie des Indes*, Paris 1920.

Les deux comités du gouvernement avaient par une politique énergique fait front à ces deux factions. Ils les considéraient comme deux manifestations de la même conspiration dont la source était les intrigues de l'ennemi et l'or anglais.

Ils tendaient cependant à ménager les hébertistes, et leur politique sociale avait pour but principal de satisfaire les sans-culottes à Paris. Mais les meneurs hébertistes voulaient à tout prix s'emparer du pouvoir politique, et préparaient un soulèvement. Les comités prenaient les devants. Le 4 germinal 19 hébertistes et intrigants étrangers furent envoyés à l'échafaud. Mais en même temps les comités avaient couvert un certain nombre de révolutionnaires connus, entre autres le maire de Paris et le chef de la garde nationale, qui avaient été liés avec les hébertistes, mais qui néanmoins étaient considérés comme de bons patriotes.

La condamnation des hébertistes ne signifiait pas que les comités reculeraient devant les attaques dirigées contre le gouvernement révolutionnaire par les indulgents. La nuit du 10 au 11 germinal Danton et ses amis furent arrêtés et le 16 condamnés à mort par le Tribunal révolutionnaire.

Après la chute des factions tout le pouvoir politique était aux mains des comités. Il s'agissait maintenant d'affermir et de stabiliser le régime. Les autorités constituées de Paris, où les hébertistes avaient compté beaucoup de sympathisants, furent soigneusement épurées et des personnes sûres furent nommées pour les charges principales. Les représentants du peuple, qui avaient contrecarré les plans du gouvernement, furent rappelés. L'armée révolutionnaire de Paris, qui avait été commandée par des hébertistes, fut dissoute le 7 germinal — dans les départements la dissolution des armées révolutionnaires avait été effectuée déjà par la loi du 14 frimaire. La terreur fut centralisée — la loi du 27 germinal arrêta que tous les conspirateurs seraient jugés par le Tribunal révolutionnaire à Paris, le décret du 19 floréal abolit expressément tous les tribunaux révolutionnaires établis dans les départements par les représentants du peuple. Le Comité du salut public était toutefois autorisé par des décrets particuliers à les conserver dans les cas où il le jugeait nécessaire.

On surveille sévèrement l'opinion publique. Les sociétés populaires dans les sections de Paris, où les hébertistes avaient exercé quelque influence, furent dissoutes sous la pression des jacobins. Les membres des comités surveillent eux-mêmes l'esprit des jacobins. Dans toutes les sociétés populaires les fonctionnaires publics commencent à dominer. La presse est soumise à une censure sévère et les journalistes sont devenus prudents à la suite de la condamnation de Hébert et de Camille Desmoulins. Les théâtres ne jouent que des pièces où souffle l'esprit patriotique de bon aloi.

Par le décret du 18 floréal, l'unité et l'ordre sont introduites dans la politique religieuse. Le décret, qui fut proposé et motivé par Robespierre,

régle les fêtes patriotiques et le culte révolutionnaire. L'être suprême et l'immortalité de l'âme sont décrétés être la base de la morale sociale et des vertus civiques. Le décret entre en vigueur le 20 prairial. La politique en l'honneur de l'être suprême et de la Nature le 20 prairial. La politique anticléricale continue, mais Robespierre avait dans son rapport d'une manière tranchante désavoué toute déchristianisation violente, et le décret maintenait expressément la liberté des cultes. Robespierre avait toujours été sur ses gardes contre toute politique qui créât une opposition entre les masses catholiques et le gouvernement révolutionnaire. Dans le domaine économique le Comité de salut public adopte une nouvelle politique. Les montagnards n'avaient que malgré eux et sous la pression des sans-culottes, adhéré à la politique des prix maxima et des réquisitions. Ils craignaient à bon droit que ces mesures ne fissent qu'aggraver la vie chère en alarmant les producteurs, et que les spéculateurs riches les tourmentent. Mais une fois ces lois votées, ils cherchent loyalement à les appliquer. Même après la chute des hébertistes ils ne veulent abroger les mesures de coercition. Mais ils les appliquent avec plus de modération et tâchent de ne pas terroriser les petits commerçants et les paysans. On cherche aussi par des mesures positives à encourager le commerce et l'industrie. La loi du 27 germinal autorise à faire des avances aux négociants patriotes qui offrent des approvisionnements au maximum, et garantit la défense du commerce et du transport contre le désordre et des abus de pouvoirs.

II.

La nouvelle politique était motivée par Saint-Just, Robespierre comme président de la Convention présida à la fête de l'être suprême. Tous deux voulaient réunir tous les patriotes autour du gouvernement révolutionnaire, mais aucun d'eux ne considérait la révolution comme terminée. Dans ce cas ils auraient pu s'attacher toute la bourgeoisie et conserver le pouvoir sans difficulté. La bourgeoisie avait supporté la terreur et le gouvernement révolutionnaire parce que toutes ses conquêtes politiques et sociales étaient menacées par les émigrés et les armées ennemies. Mais au courant de l'été 1794 les troupes étrangères sont partout refoulées, et les armées révolutionnaires peuvent faire la guerre sur le territoire ennemi. Les insurrections royalistes de la Vendée et des grandes villes commerçantes étaient écrasées. La bourgeoisie ne voyait plus la nécessité de maintenir l'alliance avec les sans-culottes.

Pour Robespierre et Saint-Just l'essentiel restait à faire. Ils avaient gardé la foi en leur mission malgré toutes les luttes fractionnelles envenimées. Ils voulaient couler la société dans un moule nouveau et fonder la République sociale. Au milieu des plus âpres luttes de parti Robespierre avait formulé le but grandiose: « Nous voulons un ordre des choses où toutes les passions basses et cruelles soient enchaînées, toutes les passions bienfaisantes et généreuses éveillées par les lois, où l'ambition soit le désir

de mériter la gloire et de servir la patrie, où les distinctions ne naissent que de l'égalité même, où le citoyen soit soumis au magistrat, le magistrat au peuple, et le peuple à la justice, où la patrie assure le bien-être de chaque individu, et où chaque individu jouisse avec orgueil de la prospérité et de la gloire de la patrie... »¹

Mais on était bien loin d'avoir atteint ce but. Pendant la lutte pour réaliser la démocratie, Robespierre et Saint-Just avaient appris à comprendre la lutte des classes. Déjà en juin 1793 Robespierre avait noté dans son carnet: « Les dangers intérieurs viennent des bourgeois, pour vaincre les bourgeois il faut rallier le peuple »². Les girondins et les dantonistes avaient reçu l'appui des bourgeois modérés, et partout les « riches égoïstes » cherchaient à saboter les lois populaires. L'été et l'automne 1793 et l'hiver 1793-94 la disette et la question des subsistances avaient dominé la politique. C'était la misère dans les faubourgs qui avait permis aux agitations des « enragés » et des hébertistes de gagner du terrain.

Les montagnards avaient vu que les taxes ne pouvaient résoudre la question sociale. Le 8 ventôse Saint-Just présente un nouveau plan pour la solution du problème social: « La révolution nous conduit à reconnaître ce principe que celui qui s'est montré l'ennemi de son pays n'y peut être propriétaire... » « Abolissez la mendicité qui déshonore un état libre; les propriétés des patriotes sont sacrées, mais les biens des conspirateurs sont là pour tous les malheureux. Les malheureux sont les puissances de la terre; ils ont le droit de parler en maître aux gouvernements qui les négligent »³.

Le 13 ventôse il donne une forme positive à son projet. Toutes les communes dresseront un état des patriotes indigents et l'enverront au Comité de salut public. Les comités de surveillance enverront des tableaux de tous les détenus avec renseignements sur leur conduite depuis le 1^{er} mai 1789. Le Comité de salut public fera ensuite un rapport sur les moyens d'indemniser tous les patriotes avec les biens des ennemis de la révolution. « Que l'Europe apprenne que vous ne voulez plus un malheureux ni un oppresseur sur le territoire français; que cet exemple fructifie sur la terre; qu'il y propage l'amour des vertus et le bonheur! Le bonheur est une idée neuve en Europe »⁴. Le 23 ventôse la Convention décrète que les deux comités nomment six commissions populaires qui jugeront les détenus. Le 27 germinal elle décrète que ces commissions seront créées avant le 15 floréal. La loi du 27 germinal contient en outre un article

¹ Voir son « Rapport sur les principes de morale politique qui doivent guider la Convention, 18 pluviôse an II », dans Charles Vellay: *Discours et Rapports de Robespierre*, Paris 1908, p. 325-26.

² Voir Albert Mathiez: *La Révolution Française* t. III, p. 4.

³ Vellay: *Œuvres complètes de Saint-Just*, t. II, p. 238. Paris 1908.

⁴ Ibid. t. II, p. 248. Voir sur les lois ventôse et leur application l'étude de A. Mathiez dans *Annales historiques de la Révolution française*, mai-juin 1928.

(n° 23) qui condamne ceux qui se sont plaints de la révolution et qui ont vécu sans rien faire, à la déportation à la Guyane. Ces affaires seront jugées par les commissions populaires.

Jusqu'ici on avait confisqué les biens des émigrés et de l'église pour les vendre. Ils étaient par conséquent venus aux mains de acquéreurs aisés. Maintenant on confisque les biens de tous les ennemis de la révolution pour les distribuer gratuitement aux sans-culottes pauvres. Or, il y avait en France environ 100 000 détenus¹, dont certainement un pourcentage élevé de riches et d'aisés. Il s'agissait d'une tentative de créer une nouvelle classe de propriétaires, attachés par des liens indissolubles à la révolution. Un projet qui devait provoquer une inquiétude profonde chez la plupart des bons bourgeois qui siégeaient à la Convention.

III.

Les montagnards avaient organisé pas à pas le gouvernement révolutionnaire et la terreur, forcés par les circonstances. Ils étaient tous les élèves de Rousseau, leurs principes politiques se fondaient sur une démocratie extrémiste et une méfiance extrême envers le pouvoir exécutif. La constitution montagnarde de 1793 contenait pour ces raisons de nombreuses garanties contre les abus de pouvoir de la part des fonctionnaires publics. Par l'ironie du sort, la guerre et les insurrections forçaient ces démocrates sincères à organiser une dictature centralisée. Mais selon leurs idées, le gouvernement révolutionnaire n'était qu'un état de passage avant la libre jouissance de la constitution. Cependant, la dictature mettait des pouvoirs énormes aux mains de la bureaucratie, et une des tâches principales fut de surveiller la grande armée de fonctionnaires publics. Dans un temps où la majorité de la population se composait d'analphabètes sans conscience politique et sans instruction, le gouvernement était dans son choix de fonctionnaires forcément limité aux couches aisées et instruites de la société. Mais le temps était passé où la majorité des bourgeois accueillait avec joie les mesures révolutionnaires. On peut plutôt supposer que la majorité des autorités constituées prenait une attitude assez froide envers les grandes lois révolutionnaires que la Convention avait votées sous la pression des patriotes et des masses de Paris, p. ex. envers les lois sur les suspects, sur la levée générale, sur le maximum, sur le secours aux soldats pauvres et leurs familles, sur l'instruction publique etc. Elles ont plutôt été enclines à les saboter; tout au plus, elles les ont appliquées qu'à contre-cœur. D'autre part la vente des biens nationaux et les livraisons militaires donnaient aux fonctionnaires des occasions faciles de spéculation et d'enrichissement. C'est pourquoi l'administration du gouvernement révolutionnaire attirait à elle toutes sortes d'aventuriers et

¹ Voir *Annales Historiques de la Révolution Française* 1928, p. 75.

de charlatans. Beaucoup des jeunes meneurs révolutionnaires qui subitement étaient montés à des postes importants, profitaient de la situation, et se jetaient sur la vie avec l'appétit robuste de la première génération. Dans son discours du 19 vendémiaire (10 octobre) Saint-Just se plaint amèrement des fonctionnaires: « Les lois sont révolutionnaires, ceux qui les exécutent ne le sont pas ». On achète des emplois, des administrations, des farines aux Vendéens. « Le gouvernement est la caisse d'assurance de tous les brigandages et de tous les crimes... Tous ceux qu'emploie le gouvernement sont paresseux, tout homme en place ne fait rien par lui-même, et prend des agents secondaires aux siens, et la République est en proie à vingt mille sots qui la corrompent, qui la combattent, qui la saignent ». Dans le décret voté à la suite du rapport de Saint-Just, le conseil exécutif, les corps constitués et les généraux sont placés sous la surveillance du Comité de salut public¹.

Le 28 brumaire c'est Billaud-Varenne qui stigmatise l'apathie et la corruption des fonctionnaires². Le décret du 14 frumaire qui est voté à la suite du rapport de Billaud-Varenne, établit des limites sévères à l'autorité des fonctionnaires, interdit toute coalition entre les différentes autorités constituées, leur interdit de déléguer leurs pouvoirs, et leur enlève toute possibilité d'une interprétation individuelle des lois. Pour tout fonctionnaire qui transgresse ses pouvoirs ou montre de la négligence, le décret fixe des peines dures — confiscations à des degrés différents et prison. Ce décret, qui était une espèce de constitution pour le gouvernement révolutionnaire, pose les règles suivantes pour la surveillance des fonctionnaires publics:

« Tous les corps constitués et les fonctionnaires publics sont mis sous l'inspection immédiate du Comité de salut public pour les mesures du gouvernement de salut public conformément au décret du 19 vendémiaire, et pour tout ce qui est relatif aux personnes et à la police générale et intérieure, cette inspection particulière appartient au Comité de sûreté générale de la Convention, conformément au décret du 17 septembre³ dernier, ces deux comités sont tenus de rendre compte à la fin de chaque mois des résultats de leurs travaux à la Convention nationale. Chaque membre de ces deux comités est personnellement responsable de l'accomplissement de cette obligation ». Le Comité de sûreté générale s'est probablement senti négligé par le décret du 19 vendémiaire. Les fonctionnaires sont maintenant sous l'inspection des deux comités.

¹ Vellay: *Ouvrages complètes* t. II, p. 75 sqq.

² *Moniteur* no. 62, an II.

³ C'est le célèbre décret relatif aux suspects qui donne l'ordre aux comités de surveillance d'arrêter tous les suspects et qui définit ce qu'il faut entendre par suspect. L'article 6 leur donne l'ordre d'envoyer au Comité de sûreté générale un état de tous les détenus avec les motifs de leur arrestation.

Mais il n'était pas possible d'appliquer la loi du 14 frimaire en un jour, et de toutes les régions de la France les représentants en mission se plaignent d'autorités constituées malveillantes et de la pénurie de sujets capables. Brival écrit d'Uzerche le 17 nivôse que la disette totale de sujets l'a forcé à remplir les places d'hommes sans talents: « Une plus grande pénurie règne encore dans les campagnes, et n'embarrasse cruellement. Les gens les plus instruits sont suspects et détenus dans les maisons d'arrêt... »¹. Milhaud et Soubrany écrivent le 13 pluviôse de Perpignan qu'on ne peut avoir aucune confiance dans les fonctionnaires des administrations et des tribunaux et demandent qu'on leur envoie des jacobins et des cordeliers de Paris². Fremanger et Bouret se heurtent à des difficultés toutes pareilles à Caen³. Vernerey trouve que dans les départements Creuse et Allier les administrateurs sont sans doute en général des patriotes, mais qu'ils sont faibles et sans énergie et hardiesse, parce qu'ils manquent instruction et de connaissances⁴. Bô, le représentant dans le Lot et le Cantal se plaint le 1^{er} germinal des difficultés à trouver des « sans-culottes instruits et en même temps patriotes »⁵. Le 16 floréal il écrit de Villefranche d'Aveyron: « Mais, en général, les administrations sont faibles, et les municipalités des campagnes joignent à l'ignorance l'insouciance et l'égoïsme. Les officiers municipaux sont partout les plus riches propriétaires et oublient le malheureux ouvrier qui seul manque de pain. J'ai pris toutes les mesures possibles pour faire disparaître cette inégalité criminelle. Mais les mesures tenant à l'activité des administrations ne se sont pas présentées. Les anciens administrateurs n'ont guère soigné les biens nationaux provenant des pères et mères d'émigrés, des prêtres déportés et des particuliers condamnés dont la confiscation s'ensuivit ». De plus, elle n'a pas observé la loi du maximum⁶. Mallarmé, représentant dans la Meuse-et-Moselle, se plaint de la tiédeur et du modérantisme des fonctionnaires publics⁷. Il a acquis la conviction que « le serpent du modérantisme était bien plus dangereux au progrès de la révolution et au

¹ Aulard, t. X, p. 94.

² Ibid. p. 609, lettre du 13 pluviôse.

³ Ibid. t. XI, p. 64. Voir aussi t. XIII, p. 500 les observations de Pomme l'Américain dans sa lettre du 24 floréal.

⁴ Ibid. t. XI, p. 487, lettre du 11 ventôse, et t. XIII, p. 67, lettre du 6 floréal, et t. XV, p. 122, lettre sans date.

⁵ Ibid. t. XII, p. 97.

⁶ Ibid. t. XIII, p. 307, voir aussi p. 168 sa lettre du 11 floréal, et p. 481 sa lettre du 23 floréal.

⁷ Ibid. t. XIII, p. 127, voir aussi p. 354 sa lettre du 18 floréal.

⁸ Ibid. t. XII, p. 248, lettre de Thionville du 8 germinal.

développement de la moralité que le tigre de l'aristocratie »¹. La situation était encore plus critique en Alsace, où l'on avait en plus l'avilissement des assignats, l'agiotage et le problème de la langue allemande. « Dans ces malheureux départements, les riches sont tout, et partout on ne voit que des cultivateurs grands propriétaires », écrivent Hentz et Goujon de Strasbourg le 4 thermidor². C'est aussi une image désolante que donne Maignet des autorités constituées à Vaucluse. Bien que l'Orange soit « la partie la plus pure » dans le département, il a même dans ce district été impossible d'établir les autorités constituées d'une manière satisfaisante. Maignet a dû réduire les comités de surveillance à un par canton³. Guyardin, représentant dans l'Ardèche et la Haute-Loire, a dû recourir aux mêmes mesures, et il n'a même pas réussi à établir des comités de surveillance dans tous les chefs-lieux de canton⁴. Chaudron Rousseau, représentant dans l'Ariège et les Pyrénées Orientales, n'établit qu'un comité par canton faute de patriotes éclairés⁵.

Le gouvernement révolutionnaire s'était appuyé sur les sociétés populaires, la minorité fervente de la bourgeoisie, et les petit-bourgeois et artisans qui sous la terreur avaient obtenu une certaine influence politique. Mais après la chute des factions et la centralisation outrée, les sociétés populaires perdent l'initiative et le contrôle des fonctionnaires publics. Elles sont elles-mêmes dominées par les fonctionnaires, et les grandes réformes sociales, que Robespierre et Saint-Just voulaient introduire, étaient entièrement à la merci de la nouvelle bureaucratie.

L'exercice d'un contrôle sévère n'en devenait que plus urgent. Les grand procès contre les factions au printemps 1794 avaient en outre aiguë la susceptibilité des comités. On était convaincu que la corruption et la trahison existaient même à la Convention. Et on regardait avec la plus grande méfiance les étrangers et les ex-nobles qui se trouvaient encore au gouvernement révolutionnaire, surtout aux bureaux à Paris. Parmi les condamnés étaient le belge Proly, qui passait pour le fils naturel du baron de Kaunitz, le baron allemand et financier Anarcharsis Clootz, le banquier hollandais Jean-Conrad Kock, les deux juifs roumains Frey, le danois Diederichsen, l'espagnol Gusman, l'abbé agiotier d'Espagnac, le riche ex-parlementaire Hérault de Séchelles. Le décret du 27 germinal expulse de Paris, des places fortes et des villes maritimes tous les ex-nobles et étrangers.

Dans le rapport qui motive la nouvelle loi de coercition, Saint-Just s'occupe cependant particulièrement de la police révolutionnaire et des

¹ Aulard, t. XIII, p. 508, lettre de Bouzonville le 24 floréal. Voir aussi p. 423 sa lettre de Boulay le 21 floréal.

² Ibid. t. XV, p. 368.

³ Ibid. t. XIII, p. 540, lettre du 26 floréal.

⁴ Ibid. t. XIV, p. 10, lettre du 10 prairial.

⁵ Ibid. t. XIV, p. 462, lettre du 4 messidor.



fonctionnaires publics: « Il n'est point de gouvernement qui puisse maintenir les droits du citoyen sans une police sévère. Mais la différence d'un régime libre à un régime tyrannique est que dans le premier la police est exercée sur la minorité opposée au bien général, et sur les abus ou négligences de l'autorité, tandis que dans le second la police de l'Etat est exercée contre les malheureux livrés à l'injustice et l'impunité du pouvoir ». « Le moment est venu de tirer du sommeil toutes les autorités dépositaires de l'autorité publique ». Il donne des exemples: « Les uns ont protégé les traitres, les autres les fripons, l'administration des subsistances militaires a des comptes à rendre à ce sujet, elle appelait hommes à sang Gatteau et Thuillier¹, deux de ses membres qui, chargés par le Comité de salut public de chercher les voleurs, avaient dénoncé un garde-magasin qui leur avait offert cinquante mille écus pour se taire. La comptabilité aura à justifier son indulgence envers les comptables. Les départements rendront compte de l'affreux état des chemins qui menacent de la famine par l'interception des convois et des communications. L'administration de la poste rendra compte de la nullité des services. Nous déclarons la guerre à tous les abus par lesquels on a servi les factions pour faire abhorrer la liberté et provoquer la tyrannie. Les départements répondront de l'air de souveraineté qu'ils ont souvent pris devant les malheureux. Les pouvoirs répondront de toute coalition criminelle contre la liberté publique. Les juges de paix rendront compte de la justice refusée aux pauvres des campagnes. Les tribunaux des armées de la discipline des chefs de corps, et de leur courtoisie envers les hommes puissants »².

Le décret du 27 germinal oblige toute administration et tout tribunal civil de terminer avant 3 mois les affaires qui leur ont été présentées (art. 4). L'inspection des fonctionnaires publics est expressément faite du ressort du Comité de salut public: « Le Comité de salut public est expressément chargé de faire inspecter les autorités et les agents publics chargés de coopérer avec l'administration » (art. 5). Cet article est suppléé par l'article 18: « La Convention Nationale ordonne à toute les autorités de se renfermer rigoureusement dans les limites de leurs institutions sans les étendre ni les restreindre », et par l'article 19: « Elle ordonne au Comité de salut public d'exiger un compte sévère de tous les agents et de poursuivre ceux qui serviront les complots et auront tourné contre la liberté le pouvoir qui leur aura été confié ».

En vertu de ce décret le Comité de salut public crée un nouveau bureau: « le bureau de surveillance administrative et de police générale ».

¹ Gatteau et Thuillier étaient tous deux amis de Saint-Just et placés par lui dans l'administration des subsistances militaires. Le 14 août 1793 le comité de salut public avait arrêté de les envoyer à l'armée pour contrôler les livraisons. Voir: Charles Vellay: Un ami de Saint-Just, Gatteau, dans *Annales Révolutionnaires* 1908, F° 1716.

² Vellay: *Œuvres complètes de Saint-Just*, t. II, p. 384.

IV.

Pour réaliser une régénération sociale il ne suffisait pas d'avoir à sa disposition une bureaucratie révolutionnaire solide. Elle était de peu d'utilité tant que la Convention elle-même n'était pas épurée des hommes immoraux qui, soit par leurs excès, soit par leur faiblesse, abusaient les lois révolutionnaires, les appliquaient d'une manière révoltante contre leur intention ou les faisaient servir des particuliers au lieu du bien public. Mais le Comité ne considérait pas son travail d'épuration comme terminé. Avant tout Robespierre nourrissait une haine violente contre ceux « qui ont embrassé la révolution comme un métier et la république comme une proie »¹. C'étaient Fouché qui avec Collot d'Herbois était responsable des excès à Lyon, et qui avait prêché l'athéisme dans la Nièvre, Tallien qui avait trafiqué de la justice à Bordeaux avec sa maîtresse espagnole Teresa Cabarrus, Barras et Fréron, Rovère et Poulthier qui s'étaient enrichis dans le Midi, Dubois-Crancé qui était soupçonné de trahison devant Lyon, Bourdon de l'Oise qui avait appartenu aux plus agressifs indulgents, etc.

Fouché, Barras et Fréron vont trouver Robespierre pour l'apaiser, Tallien lui écrit une lettre obséquieuse. Mais Robespierre était irréconciliable. Les députés « pourris » entamaient pour sauver leurs têtes une campagne d'intrigues sans repos, 9 d'entre eux signent déjà le 5 prairial un écrit d'accusation contre Robespierre, et plusieurs d'entre eux semblent avoir formé des projets d'assassinat². Ils dressaient de fausses listes de proscription, qu'on prétendait écrites par Robespierre, et s'efforçaient de semer la terreur parmi les conventionnels. Ils entraient en rapports avec « la plaine » ou « le marais » et les survivants de la Gironde. Ceux-ci n'aimaient pas, il est vrai, les « pourris », mais ils étaient, bien entendu, adversaires de la politique sociale des robespierristes et se laissaient persuader à garder une neutralité bienveillante à l'égard de la conspiration. Le gouvernement révolutionnaire s'appuyait sur une minorité toujours décroissante de la population, il avait à la Convention contre lui un groupe très actif d'hommes qui combattaient pour leur vie, et il devait compter sur une hostilité sourde et une résistance passive de la part de la majorité. Pour pouvoir, dans ces circonstances, garder les positions, il fallait qu'il fût absolument un. Or, pendant ce temps une âpre lutte de compétence

¹ Rapport sur les principes de morale politique, Vellay p. 332.

² Voir « Conjuraison du 5 prairial par 9 représentants du peuple contre Maximilien Robespierre pour l'immoler en plein sénat. Rapport et acte d'accusation dont la lecture devait précéder dans la Convention cet acte de dévouement par Laurent Lecointre de Versailles, département Seine et Oise », Bibl. Nat. Lb°/1169. Voir aussi chap. IV, p. 64 l'allusion de Fouché aux Jacobins le 23 prairial, et chap. VII p. 149-50 le plan d'assassinat de Bourdon de l'Oise. D'après les Mémoires de Fouché, Tallien a eu aussi des projets d'assassiner Robespierre. Mémoires de Fouché. Introduction et notes de Maurice Vitrac et Arnould Galopin 1906, p. 15.

et une méfiance réciproque entre les deux comités de gouvernement, le Comité de salut public et le Comité de sûreté générale, commence à se dessiner.

Le Comité de sûreté générale était plus vieux que le Comité de salut public. Il avait été créé le 2 octobre 1792 et continuait directement le Comité de surveillance de la Législative. Par le décret du 28 juillet 1793 le Comité de salut public était aussi autorisé, il est vrai, à lancer des mandats d'arrêt. Mais par les décrets du 17 septembre et du 14 frimaire le Comité de sûreté générale avait conservé la direction de la police révolutionnaire. Le rapport dans le procès des girondins était présenté par Amar, c'est de même à lui qu'on confia l'instruction de la grande affaire suivante, l'affaire de la Compagnie des Indes¹. Mais c'est justement cette affaire qui retendait les rapports entre les deux comités. Amar faisait montre de peu de zèle dans l'affaire, qu'il laissait traîner, et le Comité de salut public eut un soupçon de ses motifs. Il est vrai qu'Amar était de la Montagne, mais il était en même temps très riche, ancien avocat au parlement, et pourvu d'un office de trésorier de France au bureau des finances à Grenoble. A la présentation du rapport, il fut violemment attaqué par Robespierre et Robespierre, qui accusaient Amar d'avoir fait un rapport de procureur et d'avoir totalement sous-estimé le côté politique de l'affaire. Robespierre fit voter par la Convention que le rapport d'Amar ne serait pas publié avant d'être revu². Les rapports contre les hébertistes le 23 ventôse, contre les dantonistes le 11 germinal et sur la police générale le 27 germinal étaient tous confiés à Saint-Just. Nous avons vu aussi que si le décret du 14 frimaire partage la surveillance des fonctionnaires entre les deux comités, le décret du 27 germinal laisse toute cette partie importante de la police au comité de salut public.

Le décret sur l'être suprême déplut à l'autre politicien dominant du Comité de sûreté générale, Vadier. Vadier, « le vieil inquisiteur », était un vieux sceptique et voltairien, obsédé par une haine farouche contre la religion et l'église³. Il lança l'affaire de Théot qui n'était en réalité qu'une intrigue montée contre Robespierre⁴. A l'exception de David et de l'ami de Robespierre, Lebas, les autres membres du Comité de sûreté générale se sentaient solidaires d'Amar et de Vadier. Ils étaient tous de bons montagnards, de robustes bourgeois sans scrupules, adversaires fanatiques de la noblesse et de l'église, mais certainement sans sympathie pour

la politique sociale hardie de Robespierre et Saint-Just. Les robespierristes les accusaient aussi, probablement à bon droit, de saboter les commissions populaires et les lois de ventôse⁵.

Dans le sein du Comité de salut public il y eut de même des tiraillements. La plupart des membres virent avec inquiétude l'immense popularité de Robespierre parmi les patriotes, popularité qui sautait particulièrement aux yeux à la grande fête populaire du 20 prairial en l'honneur de l'être suprême. Ceci était surtout vrai de Billaud-Varenne qui voulait être le porte-parole du Comité dans toutes les grandes questions de principe — c'est lui qui avait élaboré le rapport qui servait de fondement au décret du 14 frimaire. Il avait eu en outre un conflit orageux avec Robespierre qui avait hésité à livrer Danton et Camille Desmoulins. Dans son rapport du 1^{er} floréal il indique légèrement la popularité de Robespierre comme un danger au gouvernement révolutionnaire. « Tout peuple jaloux de sa liberté doit se tenir en garde contre les vertus même des hommes qui occupent des postes éminents. C'est la confiance aveugle qui enfante l'idolâtrie, qui égare l'amour propre, qui réveille l'ambition, qui corrompt les âmes faibles et disposées à devenir vicieuses. Le fourbe Périclès se servit des couleurs populaires pour couvrir les chaînes qu'il forgea aux athéniens »⁶. Ce n'était certainement pas difficile pour ceux qui approchaient le gouvernement de comprendre l'allusion — bien qu'elle fut prudemment voilée par une longue tirade contre les chefs militaires. Billaud-Varenne a vu avec hostilité le décret de l'être suprême et de la liberté des cultes⁷. Il manœuvrait avec le Comité de sûreté générale⁸, et fit une attaque violente contre Robespierre pour avoir fait voter la loi du 22 prairial sans qu'elle fût présentée d'abord à l'autre comité. Aux séances du comité il était tantôt sombre et taciturne et laisse tomber des allusions couvertes — tantôt irrité et irascible, tantôt d'une amabilité jouée⁹.

Billaud-Varenne était suivi de son collaborateur Collot d'Herbois qui avait appartenu aux partisans les plus enthousiastes de Robespierre. Il avait cependant été lié avec les hébertistes et coopéré avec eux à Lyon. Robespierre n'avait jamais approuvé ses excès à Lyon et n'avait pas répondu à sa lettre persuasive. A Lyon Collot d'Herbois avait en outre collaboré avec Fouché. Robespierre considérait Fouché comme le chef

¹ Voir p. 10, note 2.

² A. Kuselniski: *Dictionnaire des Conventionnels* p. 6.

³ On trouve le rapport d'Amar, et les interventions de Billaud-Varenne et Robespierre dans Mathiez, ouvrage cité p. 320-328.

⁴ Voir sur Vadier Albert Tournier: *Vadier, président du Comité de sûreté générale sous la Terreur*, 1896.

⁵ Voir chap. VI, p. 132.

⁶ Voir chap. IX, p. 170-171.

⁷ *Moniteur* no. 212. Voir Mathiez: *Autour de Robespierre* p. 177-179.

⁸ Dans son discours le 9 thermidor Saint-Just dit que les deux comités l'avaient chargé de faire un rapport, mais « Billaud-Varenne et Collot d'Herbois insinuèrent qu'il ne fallait point parler de l'être suprême, de l'immortalité de l'âme, de la sagesse. On revient sur ces idées, on les trouve indiscrètes et l'on rougit de la divinité ». Vellay: *Œuvres* t. II, p. 487.

⁹ Intervention de Moïse Bayle dans le débat du 3 germinal an III. *Moniteur* no. 187.

¹⁰ Voir le discours de Saint-Just le 9 thermidor: Vellay t. II, p. 482.

de la conspiration qui se tramait contre lui¹. Des relations semblent avoir existé entre Collot et Billaut d'un côté et quelques-uns des députés qui se sentaient menacés par Robespierre, de l'autre². Ils disent probablement la vérité lorsqu'ils affirment après thermidor qu'ils s'opposaient avec le Comité de sûreté générale à l'arrestation des députés corrompus³.

Carnot avait eu des scènes violentes avec Saint-Just. La première au commencement de floréal à l'occasion d'un fonctionnaire que Saint-Just croyait poursuivi. Robespierre paraît avoir tenté d'intervenir, mais appuya naturellement Saint-Just. Lorsque Saint-Just rentre de l'armée immédiatement après la victoire de Fleurus, il accuse Carnot d'avoir été près de gâter la chance en retirant à l'insu de Saint-Just 18 000 hommes de l'armée de Sambre-et-Meuse. Saint-Just était aussi adversaire d'une expédition militaire en Hollande projetée par Carnot⁴. Robespierre avait eu des conflits avec Carnot à propos de l'arrestation de deux généraux aristocrates, de persécuter les généraux patriotes et d'entourer ses opérations d'une atmosphère de secret. Carnot augmente leurs soupçons en proposant immédiatement avant le 9 thermidor de retirer de Paris 24 compagnies de canonniers. Le conflit fut aiguïté par les différends surgis entre le commissaire de la guerre, Pille, et son adjoint, le jacobin Sijas. Carnot avait déjà longtemps avec inquiétude regardé la popularité de Robespierre⁵. Il était d'ailleurs bourgeois prononcé, toute loi sociale lui paraît superflue dès que le danger extérieur est écarté avec l'aide des sans-culottes, et il a certainement vu avec déplaisir les lois de ventôse. Au Comité il pouvait compter sur son ami et collaborateur Prieur, (de la Côte d'Or), comme un allié sûr.

Les autres membres du Comité, Prieur (de la Marne) et Jeanbon Saint-André, étaient constamment en mission, et Robert Lindet paraît réellement avoir été « enseveli dans ses bureaux »⁶. C'était un bourgeois

¹ Journal de la Montagne no. 80: Intervention de Robespierre aux Jacobins le 26 messidor.

² Intervention de Rumors dans le débat le 6 germinal an III. Moniteur no. 190.

³ Barras dit dans ses Mémoires qu'on avait dressé au comité une liste de proscription contenant 32 noms, mais que Robespierre refusa sa signature. Mais si cela est vrai, on ne comprend pas que Robespierre et Saint-Just n'y fassent pas allusion dans leurs discours le 8 et le 9 thermidor, ou justement ils protestent de leur respect envers la Convention (Mémoires de Barras, membre du directoire, publié par Georges Durey 1895, I, p. 337).

⁴ Voir son discours le 9 thermidor. Vellay t. II, p. 482-483. Voir aussi le mémoire justificatif de Demaillot: « Ma conduite » dans son dossier F²/4669.

⁵ Voir sur cette affaire chap. V, p. 98.

⁶ Voir dans son rapport du 12 germinal p. 5: « Malheur à une république où le mérite d'un homme ou sa vertu même serait devenue nécessaire ». Bibl. Nat. Le²/744.

⁷ Voir le discours de Saint-Just le 9 thermidor. Vellay t. II, p. 489. Le discours de Prieur (de la Côte d'Or) le 3 germinal an III: « Ainsi il fallait que Lindet eût été presque entièrement hors du Comité réuni pour se livrer à sa partie celle des subsistances ». Bibl. Nat. Le²/1306, p. 2. Prieur n'avait aucun intérêt à détacher ainsi Lindet. Il y a donc tout lieu d'ajouter foi à son affirmation sur ce point.

travailleur et prudent qui certainement n'avait pas beaucoup de sympathie pour la politique sociale des robespierristes. Il n'avait pas signé l'ordre d'arrestation contre les dantonistes, et il paraît avoir jusqu'à la fin fait des objections contre les commissions populaires¹.

Reste Barère. L'ironie du sort avait fait de cet aimable et souple caméléon politique un membre important du gouvernement de la vertu et de la terreur. Sa puissance de travail et ses grandes facultés formelles le rendaient très utile, et Robespierre l'avaient défendu contre les hébertistes. Il avait assumé le rôle avantageux de rapporteur des victoires des armées révolutionnaires. Il fut très populaire à la Convention où on l'applaudissait lorsqu'il se montrait aux séances². Mais Robespierre et Saint-Just qui craignaient et le « généralat » et une paix prématurée, lui reprochaient de parler des victoires avec une « légèreté académique » — « racontée avec moins de pompe, elles paraîtraient plus grandes »³.

Le procès contre les factions avaient compromis un grand nombre des noms les plus marquants de la Montagne et contribué à la création d'une atmosphère de soupçons entre les révolutionnaires qui jusqu'ici avaient collaboré. Il ne faut pas non plus perdre de vue que les membres du Comité de salut public étaient sérieusement surmenés — pendant des mois ils avaient travaillé de 15 à 18 h. par jour. Surtout depuis la fête de l'être suprême le 20 et le décret sur le Tribunal révolutionnaire du 22 prairial une atmosphère d'inimitiés personnelles réciproques règne dans le comité. Vers le 12 messidor⁴ Robespierre se retire des travaux du Comité et se retranche aux Jacobins, d'où il prépare une attaque contre tous ses ennemis.

Les tiraillements intérieurs n'arrivaient à l'extérieur que sous la forme de bruits et d'allusions. Les deux comités hésitaient à déclarer la guerre ouverte à Robespierre. On était incertain de l'issue à cause de la grande popularité de Robespierre, et en tout cas quelques-uns des membres des comités ont compris que l'agitation contre Robespierre était dirigée en même temps contre le gouvernement révolutionnaire et la terreur en général. Ce n'étaient pas les « nouveaux indulgents » seuls qui intriguaient. Une agitation obscure fut menée dans les sections⁵, et il semble que de grandes masses de fonctionnaires déstitués et d'autres suspects⁶ se

¹ Voir l'étude de A. Mathiez sur les séances du 4 et du 5 thermidor dans Ann. Hist. de la Rév. Fr., mai-juin 1927.

² Moniteur no. 300 og 301.

³ Vellay: Discours et Rapports de Robespierre p. 416.

⁴ Voir chap. III, p. 42.

⁵ Voir l'étude de A. Mathiez sur l'affaire Legray dans Ann. Hist. de la Rév. Fr. juillet-août 1927.

⁶ Voir le rapport de Barère le 2 thermidor et le décret sur les fonctionnaires suspendus et les commissaires des autorités constituées, Moniteur no. 303, et le rapport d'un décret le 4 thermidor, Moniteur no. 306.

CHAPTER II

section de la police générale que le tyran Robespierre organisa, d'où il lançait des lettres de proscription qui contrecarraient les opérations du Comité de sûreté générale en enlevant des patriotes souvent chargés des opérations importantes.¹

Le 14 Barère déclare que le Comité de sûreté générale était « presque anéanti ou du moins paralysé, contrarié dans une partie de ses mesures » et que « il a manqué d'être renversé ».²

Sous la discussion de l'accusation de Lecointre, Billaut-Varenne répond : « La Convention sait que Robespierre pour marcher à la contre-révolution par la terreur, avait organisé une police générale dont il s'était chargé exclusivement avec Saint-Just ».³

Le 12 vendémiaire Collet, Billaut, Carnot et Priour (de la Côte d'Or) affirment que tous les décrets concernant la police générale n'étaient signés que par Robespierre, Saint-Just et Couthon.⁴

Ce n'est cependant que dans leur réponse imprimée aux accusations de Lecointre que les anciens terroristes donnent un exposé suivi du rôle du bureau. Dans cette réponse on reconnaît avec facilité le style souple et verbeux de Barère. Nous jugeons nécessaire de citer in extenso leur exposé du rôle du bureau pour donner une image complète de l'argumentation des thermidorien. Nous nous bornerons ici à citer Barère. Au cours de notre travail nous soumettrons chacune de ses affirmations à un examen détaillé :

« Ce fut Saint-Just et non Robespierre qui forma le bureau, peu considérable dans son origine, et qui ne fut présenté au Comité que comme chargé plus particulièrement de la surveillance sur les fonctionnaires publics et les agents nationaux en vertu de la loi du 14 frimaire⁵. Cette surveillance était essentielle pour la marche du gouvernement révolutionnaire, et Saint-Just ne nous présenta que ce motif de la formation de son bureau de la police générale : c'est là que, secrètement et par toutes sortes de perfidies, les triumvirs firent tourner dans la suite au profit de leurs ambitions ces divers pouvoirs dont ils ont si horriblement abusé. Saint-Just fit renvoyer par décret à ce bureau les opérations à faire sur les tableaux de détenus comme suspects et de tous les indigents de la République. C'est ainsi qu'avec le même artifice il chercha à faire utiliser, agrandir et sanctionner par la Convention la création de ce bureau de la police générale⁶. Si la correspondance des agents nationaux le porta dans la suite à prendre

¹ *Moniteur* no. 314.

² *Moniteur* no. 315.

³ *Moniteur* no. 325.

⁴ *Moniteur* no. 14 an III.

⁵ Erreur. Sur la surveillance des fonctionnaires après la loi du 14 frimaire, voir chap. I, p. 13. Le bureau est sans doute organisé en vertu de la loi de 27 germinal.

⁶ Nous n'avons pu trouver aucune mention du bureau à la Convention avant le 9 thermidor.

des mesures d'arrestation, la police générale fut, d'après ses projets secrets, composée de la surveillance de l'administration de police. Saint-Just recevait tous les jours les réclamations du maire de Paris, ou le tableau qu'il envoyait, des recherches faites par les commissaires de police dans les sections.

Lorsque Saint-Just alla passer quelques jours près l'armée de Sambre et Meuse, Robespierre le remplaça au bureau de police générale ; et lorsque Robespierre s'éloigna 4 décades du comité, Couthon le remplaça dans ce travail, excepté les jours où le chef du bureau portait le travail à faire chez Couthon infirme ou chez Robespierre absent.

Ainsi le Comité n'a rien à se reprocher sur l'établissement de ce bureau, dont le principe était pris dans l'exécution de la loi du 14 frimaire, dans la surveillance des fonctionnaires publics. L'accumulation de pouvoir ou de compétence faite dans ce bureau est une usurpation insensée et clandestine faite par Saint-Just, Couthon et Robespierre sur les attributions du Comité de sûreté générale.¹

Après l'impression du rapport de Saladin, les dénoncés publièrent une nouvelle brochure de défense, où ils essayaient de réfuter point par point le rapport. Ils reprennent de plus en gros l'argumentation que nous avons citée. Ils ajoutent un exposé des méthodes de travail au Comité de salut public, qu'il vaudra la peine de citer :

« On sait aussi quelle est l'organisation des comités chargés d'une grande masse courante des affaires. Elles sont distribuées par classes et forment des divisions réparties entre les membres du même comité. Ces membres sont tenus d'en suivre les détails, de veiller à ce que tout soit expédié avec soin et célérité, de soumettre à la délibération du comité les objets importants, et de vérifier eux-mêmes la rédaction des arrêtés et des lettres avant de les faire passer à la signature. Aussi chaque membre a une responsabilité personnelle dans son attribution comme une solidarité collective pour les opérations communes. Par conséquent, la garantie particulière pour ce qui a été fait dans le bureau de la police générale, porte sur les membres attachés à cette partie, et s'il y avait à cet égard une responsabilité pour les membres qui ne sont point spécialement chargés de cette attribution, elle seroit commune à tous et non pas restreinte à trois exclusivement ».²

Comme nous voyons, les dénoncés font appel à la solidarité de leurs anciens collègues Carnot, Priour (de la Côte d'Or) et Robert Lindet. Dans la même brochure de défense nous apprenons aussi que le bureau ne devait pas se borner à la surveillance des fonctionnaires publics : « Ce bureau devoit dans le principe embrasser la surveillance de tous les fonctionnaires, présenter chaque décade au Comité des tableaux de la situation politique de la France pour servir de type aux autres opérations ».³

¹ L. R. F. XXXIV, p. 257.

² Réponse p. 9.

³ *Ibidem*.

pas le « complice des triumvirs », mais qu'il avait seulement conféré avec les deux comités du gouvernement qui selon la loi étaient ses supérieurs. Voilà pourquoi il persiste à nier d'avoir eu des relations avec le bureau de police générale. Nous lisons dans un de ses mémoires :

« D'abord je n'ai jamais eu connaissance que le bureau de la police générale, dont parle Billaud, fût un établissement distinct et séparé du Comité de salut public, et je devois d'autant moins y croire que j'ai vu plusieurs fois Lejeune, l'un des secrétaires en chef du bureau, venir faire approuver son travail dans le lieu de séances du Comité de salut public; je n'ai su que ce citoyen Lejeune était un des chefs de ce bureau, que pour l'avoir eu venir dans le lieu où se tenait ce bureau de police générale; d'ailleurs tous les ordres m'ont été donnés dans le lieu des séances du Comité, de même tous les arrêtés qui m'ont été transmis, étaient intitulés: « Extraits des registres du Comité de salut public » et signés de plus ou moins de membres de ce comité »¹.

Vadier fut compris dans « la conspiration des Égaux » et condamné à 3 ans et demi de prison dans l'île Pelée près de Cherbourg, avec Buonarrotti et d'autres complices de Babeuf. Sous la restauration, Buonarrotti retrouve Vadier en Belgique où il vivait comme régicide exilé. Buonarrotti était, comme on sait, fervent robespierriste et reprocha souvent à Vadier sa participation au 9 thermidor². Vadier composa tout un mémoire justificatif qu'il transmit à Buonarrotti. La plupart des anciens montagnards qui furent persécutés sous la réaction thermidorienne et dans la suite, regrettèrent amèrement le 9 thermidor. Vadier regrette aussi dans son mémoire « la réaction furibonde » du 9 thermidor. En même temps il a cependant gardé sa haine invétérée de Robespierre: « Le tyran populaire (Robespierre) avait usurpé nos attributions (du Comité de sûreté générale) et les rendait nulles en les contrariant; dirigeant en despote la société des Jacobins et ses annexes dans les départements, il en avait corrompu les principes, ce qui l'enhardissait à renforcer son autorité d'un prétendu bureau de police où il siégeait avec ses adjoints Couthon et Saint-Just. Il osa tenir ce bureau dans le local même du Comité de sûreté générale (hôtel de Brionne); c'est là que ces triumvirs rédigeaient leurs arrêtés en vertu desquels on mettait en arrestation les citoyens que notre comité avait mis en liberté, et ils mettaient en liberté ceux dont le comité avait ordonné l'arrestation »³.

Aussi dans les « Révelations » de Sénar le bureau de police est indiqué comme une cause importante de la tension entre les deux comités. Suivant elles, c'est après l'établissement du bureau de police générale que Robespierre perdit son influence dans les deux comités. « Ce qui venait

du Comité de salut public n'obtenait pas souvent le suffrage du Comité de sûreté générale, et celui-ci taisait les connaissances qu'il avait, lorsqu'il s'agissait de quelqu'un poursuivi par le bureau du salut public, surtout par le bureau de police générale et principalement encore lorsqu'il s'agit d'un représentant »⁴.

Sénar avait été un des principaux agents du Comité de sûreté générale. Comme il mourut en 1796 les « Révelations » furent transmises par l'ancien collègue de Sénar, Dossonville, à l'homme de lettres Dumesnil qui les fit publier en 1824. Leur authenticité est douteuse, elles sont en tout cas sujettes à caution. Si Sénar accorde tant d'importance au bureau de police, pourquoi n'en fait-il mention ni dans son mémoire justificatif après thermidor⁵ ni dans sa déposition dans le procès de Fouquier-Tinville?

Barère modifie au déclin de ses jours sa conception de Robespierre. Mais il paraît avoir persévéré dans l'idée que les triumvirs aspiraient à une sorte de dictature, et que le bureau fut un instrument de cette politique⁶.

Hippolyte Carnot, le fils de Lazare Carnot, décrit dans les « Mémoires sur Carnot par son fils » le bureau et la division du travail dans le Comité de la même manière que son père. Il s'appuie aussi sur des entretiens avec Barère et Prieur (de la Côte d'Or). Dans un passage où il s'en rapporte à Prieur, il dit expressément, après avoir indiqué qu'à l'origine le Comité n'avait eu qu'à surveiller les fonctionnaires publics: « Mais ceux qui la dirigeaient exagéraient bientôt sa juridiction, dénonçant, accusant et envoyant au Tribunal révolutionnaire les membres de la Représentation Nationale. Robespierre usait de son empire sur les jacobins pour faire accepter ses volontés par la Convention. Les abus devinrent si grands que Carnot finit par déclarer qu'il ne signerait aucune pièce de ce bureau »⁷.

Le conventionnel Baudot fait dans ses notes un exposé du bureau qui est en accord complet avec celui que nous ont donné les anciens membres du Comité: « C'est alors (après le décret du 27 germinal), que Robespierre s'associa Saint-Just et Couthon et forma un bureau séparé du Comité de salut public, comme il y en a déjà un pour la guerre, les subsistances etc. Lorsque ce bureau fut formé, Robespierre fit enlever au Comité de sûreté générale tous les cartons qui avaient rapport aux nouvelles attributions de ce bureau ».

¹ Révelations puisées dans les cartons des comités de salut public et de sûreté générale ou mémoires inédits de Sénar agent du gouvernement révolutionnaire publiés par Alexis Dumesnil, Paris 1924, p. 147.

² Sénar à la Convention Nationale 8 brumaire, Bibl. Nat. Lb⁶/1456.

³ Voir ce qu'il dit à David d'Angers après 1830. Mémoires de B. Barère membre de la Convention, du comité de salut public et de la Chambre des Représentants, publiés par Hippolyte Carnot et David d'Angers, 1842, p. 104.

⁴ « Mémoires sur Carnot par son fils », Paris 1861, p. 321-322.

Vid. Akad. Skrifter. II. H.-F. Ki. 1930, No. 6.

⁵ Fleischmann p. 234.

⁶ Voir l'étude d'Albert Mathiez: « Le rôle de Barère et Vadier au 9 thermidor » dans « Autour de Robespierre », Paris 1925.

⁷ Bibl. Nat. Fond français, nouvelles acquisitions no. 20804.

Ceci produisit naturellement une certaine confusion et eut pour résultat des « discussions, des haines, des menaces, des projets de vengeance qui amenèrent enfin le 9 thermidor ». Baudot expose ensuite comment dans ce bureau on trouve l'explication du fait que Robespierre pendant 6 semaines avant le 9 thermidor a pu être absent du Comité. C'est aussi l'explication du grand nombre d'exécutions pendant ce période — Fouquier-Tinville et Dumas n'étaient en rapport qu'avec ce bureau. Ici se prépare la dictature. En messidor Robespierre et Saint-Just la préparent ouvertement, l'ayant déjà en réalité exercée depuis longtemps¹. Dans la suite nous examinerons en détail la valeur de ces affirmations. Contentons-nous des à présent de faire remarquer que Baudot est un témoin extrêmement suspect. Premièrement, ses notes sont écrites plusieurs dizaines d'années après les événements. Deuxièmement il détesta Saint-Just avec qui il avait eu de violentes querelles en Alsace où ils étaient tous deux en mission. Ses mémoires nous le révèlent comme un dantoniste fanatique; comme représentant en mission il s'était fait remarquer par le genre d'excès et de bravades extérieures qu'on regardait comme typiques aux hébertistes. La plupart des historiens ont accepté la version des thermidoriens, les réactionnaires de Saladin, les démocrates celle des anciens terroristes.

Mais leurs conceptions ont peu d'intérêt, vu qu'en général ils n'ont aucune connaissance des actes du bureau. Ceci est vrai d'Edgar Quinet qui sans réserves accepte la version de Baudot². Michelet attribue à Robespierre une double infamie — d'avoir provoqué par le bureau les hécatombes de messidor et de thermidor et aussi d'avoir utilisé le bureau secret en vue de faire retomber sur le Comité de sûreté générale la responsabilité du régime sanglant. Il confond d'ailleurs le bureau avec la commission de l'administration civile, police et tribunaux, et donne même au bureau le nom du bureau d'Herman³.

Taine fait du bureau l'instrument de la tyrannie où la plus grande honte retombe sur Robespierre, mais où néanmoins il en reste suffisamment pour les complices Billaut-Varenne, Collot d'Herbois et Barère⁴. Même le robespierriste Louis Blanc n'a pas connu les papiers du bureau. Il s'appuie sur la version des anciens membres en les interprétant à sa manière: « Robespierre a formé le bureau pour l'opposer au Comité de sûreté générale dont il sentait les efforts pour le faire tomber »⁵.

D'autres historiens ont connu les rapports dans F¹/4437, mais leurs exposés n'en sont pas d'une valeur très supérieure. Adolphe Schmidt

¹ Notes historiques sur la Convention nationale, le directoire, l'empire et l'exil des Votants, citée par la veuve Edgar Quinet, 1893, p. 229—30.

² Edgar Quinet: La Révolution t. II, 1865, p. 274.

³ J. Michelet: Histoire de la Révolution Française t. VII, 1853, p. 308, 310, 349—50, 357.

⁴ Hippolyte Taine: Les origines de la France contemporaine, t. VII. Le gouvernement révolutionnaire, p. 271, 1884.

⁵ Louis Blanc: Histoire de la Révolution Française, t. X, 1847—62, p. 89.

mentionne le bureau dans ses « Tableaux de la Révolution Française ». Il se contente cependant de s'en tenir à Sénar. Il copie ensuite un rapport de Rousseville avec les décisions et arrêtés qui le suivirent⁶.

Dans « Paris en 1794 et en 95 » Dauban approuve Cambon et Barère, qui, dit-il, « sont dans la vérité lorsqu'ils ont avancé que la section de police générale, organisée par Robespierre et entièrement conduite par lui comme nous en donnons la preuve, paralysait, maîtrisait les comités »⁷. « La preuve » se trouve dans un résumé des rapports du bureau dans F¹/4437 avec quelques exemples⁸.

Ernest Hamel a aussi connu les rapports dans F¹/4437, mais en tire naturellement de tout autres conclusions. Il dit du bureau: « Etabli au commencement de floréal, non point comme on l'a dit dans un but d'opposition au Comité de sûreté générale, mais pour surveiller les fonctionnaires publics, et surtout pour examiner les innombrables dénonciations adressées au Comité de salut public, ce bureau avait été placé sous la direction de Saint-Just qui, étant parti en mission très peu de jours après, avait été remplacé par Robespierre ». Il cite ensuite ce que Robespierre le 8 thermidor dit du bureau, mentionne quelques articles dans les rapports avec les notes de Robespierre et Saint-Just pour démontrer leur bon sens et modération, et renvoie à Fouquier-Tinville et Saladin pour montrer que le bureau était subordonné au Comité entier⁹.

L'historien qui a prêté le plus d'attention au bureau, est sans doute d'Hericault dans son livre consacré au 9 thermidor. Il s'appuie également sur les rapports dans F¹/4437, mais surtout sur les thermidoriens: « Maximilien arrivait aussi par un de ces moyens sournois et détournés qui lui étaient habituels, à annuler l'influence du Comité de sûreté générale »¹⁰. Sa haine aveugle de Robespierre l'entraîne à accepter entièrement la version des anciens membres du Comité. Il la complète et dramatise: « Le matin on le (Robespierre) voyait arriver au Pavillon d'Egalité, mais non pour se rendre à la salle des délibérations. Il montait jusqu'au troisième étage où se tenait sous la direction du secrétaire général Lejeune, l'ami et le protégé de Saint-Just¹¹, le bureau de la police générale administrative. Il traversait les corridors, plus austère que jamais, à la fois plus sombre et plus inquiet. Ses yeux petits et ternes s'étaient, dit-on, rougis de tâches sanglantes »¹². Il expose ensuite comment le « but réel »

⁶ Adolphe Schmidt: Tableaux de la Révolution Française publiés sur les papiers inédits du département et de la police secrète de Paris, Leipzig 1867, t. II, p. 208. Le rapport de Rousseville et les autres pièces sont aux F¹ c⁶ Seine.

⁷ A. C. Dauban: Paris en 1794 et en 95. Histoire de la Rue, du Club, de la Famine, composée d'après des documents inédits particulièrement les rapports de police et les registres du comité de salut public, Paris 1869, p. 3.

⁸ Ibid. p. 363 et suiv.

⁹ Ernest Hamel: Histoire de Robespierre, 1867, t. III, p. 602 sqq.

¹⁰ Charles d'Hericault: La Révolution de Thermidor, 1876, p. 144.

¹¹ Voir chap. III, p. 38 sqq.

¹² Ouvrage cité p. 256.

du bureau était d'enlever la surveillance de toute la France au Comité de sûreté générale pour la remettre aux mains de Robespierre. Il accepte de même sans réserves la version des membres dénoncés sur la signature de confiance. C'était du bureau que le Tribunal révolutionnaire reçoit ses ordres, c'était là qu'on vit « aboutir les malfaisances de cet immense filet d'espionnage qui enveloppait Paris ». Il conclut : « Ce bureau représente une des grandes forces impulsives de la terreur »¹. Comme preuve de cette affirmation, d'Héricault donne pour sa part quelques extraits des rapports dans F¹ 4437. En parlant des commissions populaires, il dit : « Qui procurait cette masse de prisonniers aux commissions populaires ? Rien que le bureau de police générale, le bureau de Robespierre »².

Un autre historien réactionnaire, Wallon, fait aussi quelques citations de F¹ 4437 dans son « Histoire du Tribunal révolutionnaire de Paris »³. Il considère aussi le bureau comme un instrument aux mains de Robespierre et l'appelle « le principal instrument de son action »⁴.

Aulard se contente de mentionner le bureau⁵. Mais M. Charles Belloni se prononce d'autre part dans sa thèse « Le Comité de sûreté générale » avec d'autant plus d'assurance. Après avoir mentionné les accusations dirigées contre Robespierre d'aspirer à la dictature, il dit : « Je n'accueillerais pas sans réserves des déclarations aussi tranchantes, si les faits même ne prouvaient que le Comité de salut public, ou plus exactement Robespierre, eût aimé à diriger seul la police, à absorber le Comité de sûreté générale, et qu'il y réussit effectivement pendant un temps en s'annexant le fameux bureau de police générale »⁶.

Il considère comme établi que les arrêtés du bureau, d'une « extrême rigueur », sont l'expression de l'ambition personnelle de Robespierre⁷.

Nous avons en vain, en lisant toutes les 500 pages de la thèse volumineuse, cherché la preuve de cette affirmation.

¹ Ouvrage cité p. 237.

² Ibidem p. 301.

³ Wallon t. III, p. 263-79 et t. IV, p. 133.

⁴ Ibid. t. IV, p. 133.

⁵ A. Aulard : Histoire politique de la Révolution Française, 6^e éd., 1926, p. 341.

⁶ Charles Belloni : « Le comité de sûreté générale de la Convention nationale », Paris 1924, p. 205.

⁷ Ibid. p. 207.

CHAPITRE III

Le fonctionnement et l'organisation du bureau.

Toutes les sources sont d'accord pour placer au commencement de floréal l'organisation du bureau de surveillance administrative et police générale. Les premiers rapports sont enregistrés le 4 floréal¹ et le registre des arrêtés du bureau s'ouvre le 5². Fouquier-Tinville, Vadier, Barère, Baudot et Hippolyte Carnot affirment tous que le bureau a eu un local séparé des autres comités — selon Barère il s'est tenu au pavillon de l'Égalité, 3^e étage³. Vadier dit après 1815 qu'il a été installé dans les locaux du Comité de sûreté générale dans l'ancien hôtel de Brionne. Mais comme ceci est peu probable en soi et qu'aucun des membres du Comité de salut public n'en dit mot dans leurs mémoires justificatifs, on peut tranquillement négliger cette affirmation.

Robespierre se plaint le 8 thermidor que le bureau fût « faiblement organisé »⁴, et dans une note au rapport du 5 messidor il fait remarquer que certains actes ont disparu à cause de la mauvaise organisation du bureau⁵. Le Comité de salut public avait cependant, le 2 messidor, pris une décision en vue de donner au bureau une organisation satisfaisante. C'est la seule décision concernant l'organisation du bureau que j'ai pu trouver, et je la citerai in extenso :

« Le Comité du salut public, considérant qu'il importe au bien public d'organiser définitivement et solidement les bureaux de la police générale, nomme pour chef principal Lejeune, pour ses adjoints chargés de la correspondance et de la surveillance des bureaux Petitot et Duplay. Il divise la police générale en 4 sections et établit un bureau central. Il nomme pour chef et souschef de la première section : Gay et Lamare, pour chef et souschef de la deuxième Lacorny et Debeauve, pour chef et souschef de la troisième Puisieux et Sibillotte, pour chef et souschef de la quatrième Derché et Devienne, pour chef et souschef du bureau central Endel et

¹ F¹ 4437.

² AFII² 221.

³ Fleischmann p. 152. Mémoires de Barère p. 208. Mémoires de Vadier, Bibl. Nat. Fond. français, nouvelles acquisitions 20 804. Baudot, Notes historiques p. 184.

⁴ Voir la citation p. 27.

⁵ F¹ 4437.

Martin. Le citoyen Lejeune est autorisé à placer selon leurs moyens les autres citoyens employés dans les bureaux. Il est impérieusement prescrit au chef principal et à ses deux adjoints de veiller à ce que les employés accomplissent leur devoir avec la plus sévère exactitude. Les chefs des quatre sections et du bureau central seront responsables du travail qui sortira de leurs bureaux. Les employés seront aux bureaux à huit heures et demie précises du matin et en sortiront à trois heures et demie. Un cinquième de la totalité des employés avec un chef se rendront au bureau le soir. Le chef principal et les chefs de bureaux seront chargés en ce qui les concerne, de l'exécution de ce règlement¹. Le 7 messidor le Comité décide, sur la proposition de Robespierre, de faire mettre un gendarme à la porte du bureau qui ne laissera passer personne sans carte².

Ce que nous savons du chef du bureau, Augustin Lejeune, se réduit à bien peu de choses³. Comme tant d'autres qui occupaient des positions importantes dans la bureaucratie révolutionnaire, ce fut un homme très jeune — né à Soissons en 1771. Il avait été blessé à la guerre, et eut ensuite un emploi dans un bureau du Ministère des Affaires Étrangères. Il était une ancienne connaissance de Saint-Just, et c'est dans ce fait qu'il faut chercher la raison de la charge très importante, comme chef du bureau de police, qui lui est attribuée. C'était un homme d'instruction supérieure — plus tard il débute comme romancier, et est en 1802 nommé chef de douane.

Pendant la réaction thermidorienne Lejeune fut accusé d'avoir voulu livrer à la guillotine un certain nombre de ses compatriotes de l'Aisne. Il publie un mémoire justificatif, où entre autres choses il fait connaître une liste d'aristocrates suspects, originaires de Soissons, qu'il prétend avoir reçue de Robespierre. Il se vante d'avoir empêché leur arrestation. Deux dénoncés seulement du département de l'Aisne, à savoir Hébert et Robert de Chauny, ont été arrêtés, et il a lui-même eu soin de les faire mettre en liberté après un rapport écrit de sa main quelques jours plus tard.

Dans les papiers du bureau nous ne pouvons trouver qu'une seule affaire à laquelle Lejeune puisse faire allusion ici. Le 17 floréal nous trouvons une dénonciation de Chollet, agent national de Soissons et ami de Saint-Just, contre l'agent de la commune de Chauny, Hébert, et l'agent du district du même nom, Robert, comme aristocrates. Le même jour le Comité lance contre eux un mandat d'arrêt⁴. Robert est mis en liberté le 14 prairial⁵. Hébert paraît avoir été détenu jusqu'après le 9 thermidor.

¹ AFR² 221. 2 messidor.

² Aulard t. XIV, p. 519. C'est la minute qui est signée de Robespierre.

³ Les renseignements biographiques qui suivent sont puisés dans: *Curiosité révolutionnaires. Saint-Just et les bureaux de la police générale au comité de salut public en 1794. Notice par Augustin Lejeune, chef des bureaux. Documents inédits publiés par Alfred Bégis. Paris 1896.*

⁴ Enregistré AFR² 221.

⁵ Ibidem.

Dans le rapport du 4 thermidor se trouve un mémoire justificatif¹, et nous ne trouvons rien ayant rapport à sa libération dans le registre du bureau. On voit aisément la valeur des affirmations de Lejeune. Lejeune prétend aussi avoir mis en liberté d'autres suspects, et affirme qu'il a saboté le bureau. Il y a eu 20 000 dénonciations, mais grâce à ses efforts 250 affaires seulement ont été expédiées². Comme exemple il cite, en dehors de l'affaire sus-nommée, l'affaire d'un capitaine anglais, Wood, venu d'après Lejeune effectuer l'échange de 1200 prisonniers, et qui avait été arrêté comme espion. Saint-Just et Robespierre avaient dit: « Il faut l'envoyer à l'échafaud sans l'entendre ». Lejeune avait cependant protesté au Comité, Carnot était intervenu demander les pièces et le capitaine fut sauvé. Nous avons dans le registre du bureau une décision suivant laquelle l'agent national de St. Malo reçoit l'ordre d'envoyer Wood à Paris³. La décision date du 13 prairial et le 3 messidor nous trouvons dans les rapports un rapport favorable sur Wood, écrit non pas par Lejeune, mais par Herman. Il s'agit non de 1200 prisonniers, mais de 121. Le rapport est sans notes de la part de Robespierre. On a le droit de croire qu'il l'a accepté entièrement⁴. Pour sauver sa renommée, Lejeune nous apprend aussi qu'il était tombé en disgrâce auprès de Robespierre, qu'il était suivi d'espions, et calomnié de son mieux ses protecteurs. En réalité il n'y a dans les papiers du bureau aucune trace d'une action personnelle de la part de Lejeune. Il va sans dire qu'il n'eût pas obtenu ce poste de confiance, si Saint-Just ne l'eût pas regardé comme un homme d'une foi à toute épreuve. D'un autre côté il y a lieu d'ajouter foi à ses affirmations, quand il prétend s'être tenu à l'écart de toute politique. Il affirme lui-même qu'il n'a été qu'une seule fois au club des Jacobins, et le fait qu'il n'a pas été inquiété après le 9 thermidor, semble le confirmer.

Parmi les autres fonctionnaires nous remarquons le nom de Simon Duplay. Il était neveu du menuisier Maurice Duplay, chez la famille de qui Robespierre habitait depuis 1791. Simon Duplay était né en 1774. Il vivait dans la maison de son oncle et y avait appris son métier. Il appartenait aux volontaires de 1792 et avait perdu une jambe à la bataille de Valmy. On l'appelait « Duplay à la jambe de bois » pour le distinguer du maître de la maison et du jeune fils Jacques de celui-ci⁵. Après sa convalescence il fut employé dans le bureau de gendarmerie. Le 29 floréal il demande sa démission à la commission de l'organisation des armées de terre pour entrer au Comité de salut public, et

¹ F² 3822. Rapport 4 thermidor. 1 division.

² AFR² 221.

³ F² 4437. Rapport 3 messidor.

⁴ Voir sur Simon Duplay: Leonce Grasilier: *Un secrétaire de Robespierre, Simon Duplay et son mémoire sur les sociétés secrètes et les conjurations sous la restauration. Paris 1913.*

Carnot accepte la démission le 6 prairial¹. Ce n'est donc qu'après cette date qu'il a travaillé dans notre bureau. Le 11 thermidor il est frappé d'une dénonciation anonyme pour avoir montré le courage d'avoir protesté au club des jacobins contre l'arrestation de la famille Duplay. Il fut lui-même arrêté le 14 thermidor sur l'ordre du Comité de sûreté générale. Le 11 vendémiaire l'an III il est mentionné dans une note comme « Simon Duplay, arrêté et mis au secret comme secrétaire de Robespierre »². Ce renseignement doit être mis sur le compte des thermidoriens. Il a été accepté plus tard par les historiens, même par l'historien robespierriste Hamel³. Lui-même le nie dans un mémoire adressé au Comité de sûreté générale du 9 fructidor, où il affirme que Robespierre n'avait aucun secrétaire⁴. Je suppose que c'est son entrée au bureau de police qui est l'origine du mythe.

Les thermidoriens interrogèrent Simon Duplay et son cousin Jacques le 12 nivôse an III. Cependant ils n'ont pas réussi à leur arracher des révélations sur Robespierre. Les deux interrogés n'ont même pas pu être entraînés à calomnier Robespierre dans l'espoir de racheter la liberté — chose inouïe à cette époque⁵. Simon Duplay a partagé le dévouement de sa famille pour Robespierre, et a sans doute été comme ses parents un défenseur fidèle de sa mémoire.

Les autres commis du bureau sont tous anonymes. On peut considérer comme certain qu'on a dans ce bureau, qui était sous la direction immédiate de Robespierre et Saint-Just, observé une sévère discipline, d'autant plus que ce bureau devait surveiller les fonctionnaires publics.

Nous avons une circulaire d'Herman, le commissaire de l'administration civiles, police et tribunaux, qui nous donne une image saisissante de l'esprit que les jacobins voulaient créer dans l'administration publique. La circulaire est adressée aux employés à la commission de l'administration civiles. Comme Herman était en rapport constant avec le bureau de police, sa circulaire est certainement aussi l'expression des exigences de Robespierre et de Saint-Just aux commis du Comité de salut public. La circulaire, datée le 1^{er} prairial, dit entre autres :

« Il faut surtout déposer ses anciens vêtements, laisser cette politesse maniérée qui contraste si fort avec l'attitude d'un homme libre et qui rappelle encore le temps où il y avait des ministres et des esclaves. Toutes les formes ministérielles ont dû déjà disparaître ; il faut en oublier jusqu'à l'apparence même. Des manières simples, naturelles doivent prendre la

place de cette contenance étouffée qui faisait souvent toute la valeur d'un chef de bureau ou d'un commis principal. La décence et une gravité non affectée doivent composer tout l'extérieur d'un homme occupé de la chose publique ; la manière d'être de l'homme dans le système de la nature est de se tenir droit.

Un stile simple, clair et cependant concis, dégagé de toutes expressions serviles, de toutes formules obséquieuses à l'égard des autorités supérieures, de toute morgue, de toute pédanterie, de tout ce qui annoncerait une autre supériorité que celle de la raison, de l'ordre général établi par la loi, et qui est dans la nature des choses à l'égard des autorités secondaires, doit remplacer le jargon, le fatras ministériel. Point de phrases banales, pas un mot inutile »⁶.

Robespierre et Saint-Just exigent de leurs fonctionnaires de l'assiduité, de la précision et de la simplicité. Dans son mémoire justificatif le futur romancier Lejeune se plaint « du laconisme barbare » de Saint-Just.

D'après quelles méthodes travaille donc le bureau ? La correspondance arrivant au bureau a d'abord été enregistrée au bureau central. Nous n'avons conservé aucun de ces registres, mais nous pouvons nous représenter la tâche du bureau central par une comparaison du règlement du 2 messidor avec le règlement adopté par le Comité de sûreté générale le 20 germinal⁷. Ce comité était aussi divisé dans un bureau central et quatre « régions », et la tâche du bureau central était d'enregistrer et de répartir les pièces⁸. Sur la base des pièces enregistrées on élaborait chaque jour un rapport, dont les articles donnent un résumé des pièces — une dénonciation, un mémoire justificatif etc. A partir du 6 messidor ces rapports sont répartis entre les 4 divisions, chaque division comprenant un nombre fixé de départements. L'ordre choisi paraît être assez arbitraire, en tout cas est-il sans rapport avec la position géographique. La 1^{ère} division comprend avec Paris les départements suivant : Allier, Ardèche, Calvados, Aube, Ain, Aisne, Hautes-Alpes, Basses-Alpes, Alpes Maritimes, Aude, Aveyron, Bouches du Rhône, Cantal. S'il y a un ordre, c'est l'ordre alphabétique. Mais celui-ci n'est pas non plus suivi rigoureusement.

Le rapport est chaque jour présenté au membre du Comité de salut public qui était chargé du bureau. Il fait une note à la marge de tous les articles d'un certain intérêt. Elles sont en général très brèves, p. ex. « arrêter », « traduire à Paris », « examiner », « renvoyer à Carnot, à

¹ Aolard t. XIII, p. 741. La démission est signée « accepter 6 prairial an II. Carnot ».

² Les renseignements sont puisés dans son dossier F⁷ 4694.

³ Histoire de Robespierre t. III, p. 281.

⁴ Albert Mathiez a montré dans un compte-rendu de l'étude de Leonce Grasilier que c'est improbable que Duplay ait été le secrétaire de Robespierre avant de rejoindre l'arrest. Voir Annales Révolutionnaires 1913.

⁵ A. Mathiez : Autour de Robespierre 1925, p. 175.

⁶ La circulaire est citée dans Mémoire justificatif pour le citoyen Herman, p. 29-30. Bibl. Nat. Lb⁸/1206, publié par Emile Campardon : Le Tribunal révolutionnaire de Paris, 1866, p. 345-46.

⁷ Belloni p. 83.

⁸ Ibidem. Article 4 et 5 du règlement. Dans le Comité de sûreté générale il y avait aussi le bureau d'agence centrale qui s'occupait d'affaires concernant députés et fonctionnaires supérieurs et le bureau de l'arrière qui devait expédier les affaires qu'on avait laissées traîner.

Lindet » etc. Parfois un bureaucrate ajoute encore une note comme « fait le . . . » « écrit le . . . ». Les notes du membre du Comité du salut public sont pour les rapports dans l'intervalle du 4 floréal au 9 floréal écrites de la main de Saint-Just. Le 9 floréal nous trouvons cependant aussi des notes écrites par Robespierre et dès le 10 jusqu'au 12 prairial toutes sont écrites de sa main. Le 13 prairial nous retrouvons et Robespierre et Saint-Just, du 14 prairial jusqu'au 11 messidor Robespierre seul, 12 messidor Robespierre et Saint-Just. Les dernières minutes des arrêtés faites de la main de Robespierre sont de même du 12 messidor.

Pour une partie des rapports suivant, nous trouvons en messidor des notes faites par Saint-Just¹ et pour quelques-uns des notes faites par Couthon². Les autres rapports sont ou bien sans notes ou bien avec l'annotation : « à lire » ou « à examiner » écrite de la main de Lejeune.

L'explication se trouve dans le fait que le Comité de salut public le 10 floréal envoie Saint-Just à l'armée du nord³. Saint-Just est rappelé le 6 prairial⁴, mais n'est rapporté présent au Comité de salut public que le 12⁵. Le rappel de Saint-Just était décidé sur l'avis de Robespierre, comme on craignait une crise politique amenée par les attentats de Lamiral et Cécile Renault⁶. Déjà le 18 il est renvoyé au front⁷. Après la victoire décisive de Fleurus le 8 messidor il rentre à Paris dans la nuit du 10 au 11⁸. La 12 messidor sur le lendemain Robespierre se retire du Comité de salut public⁹.

Robespierre a revu ces rapports chez lui. Un des rapports porte la note : « à remettre à Lejeune, bureau de la police générale, de la part du citoyen Robespierre »¹⁰. La même chose est attestée par le jeune Jacques Duplay, qui fut interrogé en compagnie avec Duplay « à la jambe de bois » le 12 nivôse an III. On lui posa la question suivante : « N'as-tu pas connaissance que quelques jours avant la journée du 9 thermidor Robespierre et Saint-Just ont fait enlever de la police générale des cartons qui renfermoient différents papiers ? » Réponse : « Je sais seulement qu'environ

¹ F⁴⁴³⁷. Rapport 12 messidor 2, div. 14 messidor 1, 2, et 4, div. 18 messidor 1, div. F³⁸²¹ rapport 14 messidor 3, div.

² F⁴⁴³⁷. Rapport 18 messidor 1, et 2, div., rapport 24 messidor 2, div.

³ Aulard t. XIII, p. 130. Saint-Just a fait le 20 floréal une courte visite secrète à Paris. Il n'est pas alors entré en relations avec le bureau. Voir Mathiez : *Autour de Robespierre* p. 175.

⁴ Correspondance de Maximilien et Augustin Robespierre recueillie et publiée par Georges Michon, Paris 1926, p. 288.

⁵ Aulard t. XIV, p. 40.

⁶ Voir la lettre à Saint-Just (note 4 ci-dessus) écrite de la main de Robespierre.

⁷ Aulard t. XIV, p. 171.

⁸ Aulard t. XIV, p. 543, note 2.

⁹ Il est rapporté présent le 13 messidor, mais il n'a pas signé les arrêtés. Voir Aulard t. XIV, p. 628. Le même soir il commence une violente attaque contre ses ennemis au club des Jacobins, voir *Journal de la Montagne*, nr. 68.

¹⁰ F⁴⁴³⁷. Rapport 11 floréal.

un mois avant cette journée, notamment le temps où Robespierre était chargé de la police générale de la dite police, un des chefs du bureau de la dite police lui apportait tous les matins plusieurs papiers dans un portefeuille, qu'il renvoyait après en avoir pris lecture »¹.

Nous voyons Duplay préciser, que c'était au temps où Robespierre était chargé du bureau, qu'on lui apportait ces papiers.

Les arrêtés sortant du bureau de police sont conservés sous plusieurs formes différentes. Nous avons les *minutes*, l'arrêté dans sa forme première. Elle est en général signée du membre chargé du bureau, souvent aussi écrite de sa main. Il arrive cependant fréquemment qu'elle soit aussi signée d'un ou de plusieurs des autres membres du comité. Souvent dans un coin se trouvent des notes comme : « enregistré » ou « sur l'avis de . . . » suit le nom du dénonçant, que ce soit un agent du comité ou une autorité constituée. La plupart de ces minutes se trouvent dans les papiers de la commission des vingt et un, celle qui fut présidée par Saladin². Nous avons aussi les arrêtés sous une autre forme, destinée à l'expédition. Ces ordres commencent par les mots : « Extrait du registre des arrêtés du Comité du salut public du . . . » (la date) et se terminent par « signé au Régistre . . . » suivent les noms d'un certain nombre de membres du Comité, écrits de la main du bureaucrate. En bas se trouvent les formules : « Pour Extrait » ou « pour copie conforme », suivis de la signature de trois ou de plus des membres du comité³.

Exemple : « Le Comité de salut public arrête que le citoyen André, conjointement avec le comité de surveillance de la section, arrêtera le nommé Louis — René — Furey Levain, ci-devant attaché à Monsieur, frère de Capet, accusé d'avoir été un des chefs d'une insurrection provoquée par les aristocrates de Lyon, et enfin d'être un contre-révolutionnaire. Il demeure rue de la Monnaie no. 10, section du Muséum. Saint-Just ». Dans la marge à gauche, en haut : « sur l'avis de G. »⁴. C'est une minute, écrite entièrement de la main de Saint-Just. En outre nous avons cependant le même ordre sous la forme suivante : « Extrait du Régistre des arrêtés du Comité de Salut Public de la Convention Nationale du 26 messidor. Le même texte suit, mais en bas : signé au registre Carnot, B. Barère, Couthon, Billaud-Varenne, C. A. Prieur, Robert Lindet. Pour extrait : Saint-Just, Billaud-Varenne, C. A. Prieur, Couthon ». En haut à gauche : « Bureau de la surveillance administrative et de la police générale ». Toutes les signatures, excepté celles « pour extrait » sont écrites de la main du bureaucrate⁵.

¹ A. Mathiez : *Autour de Robespierre* p. 175.

² La majorité est conservée dans F^{4436A}.

³ On trouve aussi un grand nombre de ces Extraits dans F^{4436A}. D'ailleurs ils se trouvent dispersés dans les différents dossiers personnels.

⁴ Guérin, voir chap. VII, p. 149.

⁵ F^{4436A}. Enregistré AFIIⁿ 221.

Nous ne connaissons pas un tel registre signé. Les arrêtés du bureau sont enregistrés dans le registre AFII* 221, qui porte le titre: « Registre des arrêtés du Comité de salut public, du bureau de la surveillance administrative et de la police générale ». Ce registre donne jusqu'au premier messidor chaque jour les noms des membres présents, mais il n'est pas signé.

Dans sa dénonciation Lecointre reproche aux anciens membres du Comité qu'ils n'ont pas tenu de registre en règle. Ceux-ci répondent: « Il existe aussi dans le Comité plusieurs registres où sont transcrits, jour par jour, les arrêtés pris dans chaque séance, et outre ces registres il y a encore des cartons numérotés dans lesquels sont enfermés les minutes originales de tous les arrêtés pris par le Comité: voilà la véritable registre; ainsi il existe deux au lieu d'un pour chaque arrêté ». Ils font en suite remarquer qu'on n'enregistrait pas les arrêtés secrets concernant les plans de campagne, expéditions navales etc.¹

Hippolyte Carnot écrit dans ses « Mémoires sur Carnot » sur l'enregistrement: « Des feuilles volantes, servant d'aide-mémoire, étaient simplement classées par deux secrétaires de confiance, faisant alternativement un service décadaire, ce qui n'empêchait pas que tous les arrêtés portassent la mention: signé au registre. Vers deux heures de la nuit on apportait des monceaux qui faisaient rapidement le tour de la table recevant des parafes sans que la conversation fût interrompue. Puis, le lendemain matin on expédiait le tout avec le timbre particulier de chaque bureau »².

D'un autre côté Billaud-Varenne dit dans un mémoire justificatif personnel: « C'est faux qu'il n'existait pas des registres contenant les arrêtés et discussions du Comité par ordre de date et jour par jour; c'est que même, depuis la loi du 14 frimaire, il y a deux pour l'inscription de chaque arrêté: registre tenu dans chacune des divisions de travail du Comité³, et registre central où les arrêtés sont de nouveau transcrits »⁴. Mais comme on voit, Billaud ne dit pas si ce registre est signé ou non.

Nous nous trouvons ici en face de témoins contradictoires. Carnot qui écrit plus de 50 ans après les événements, se fondant sur les entretiens avec son père, Prieur et Barère, est sans doute un témoin extrêmement suspect. Il ne poursuit qu'un seul but, celui de montrer que son père n'avait aucune responsabilité dans les arrêtés terroristes. Mais dans la réponse à Lecointre il s'agit de réfuter l'accusation d'une mauvaise gestion des affaires. Rien ne serait plus naturel que de signaler l'existence d'un registre signé, si un tel avait existé.

Mais comment Billaud-Varenne, peut-il parler d'un registre central où les arrêtés sont transcrits, si celui-ci n'existait pas? Ceci se pouvait encore facilement vérifier.

Nous croyons cependant que les arrêtés fournissent la preuve de l'existence d'un registre signé, qui n'a pas seulement consisté dans un classement des minutes. Dans l'exemple cité ci-dessus, nous voyons que la minute est signée Saint-Just, tandis que l'extrait porte: signé au registre. Carnot, B. Barère, Couthon, Billaud-Varenne, C. A. Prieur, Robert Lindet. Dans tous les cas où nous avons pu comparer les minutes et les extraits du registre, nous avons trouvé le même chose: Les noms en bas des minutes ne sont pas les mêmes que ceux en bas des registres. Ceci nous porte à croire, qu'il a existé un registre central signé, qu'il ait consisté en « feuilles volantes », ou qu'il ait été un registre dans le sens ordinaire du mot.

C'est naturellement étrange qu'un tel registre ait totalement disparu. D'un autre côté nous savons que les papiers du Comité ont été pillés après thermidor et qu'un grand nombre de papiers ont disparu plus tard⁵.

L'exécution des arrêtés a été abandonnée à Herman, aux autorités constituées et aux agents du Comité. Le bureau avait à sa disposition deux personnes qui exécutaient les ordres d'arrestation du Comité en collaboration avec les comités de surveillance, à savoir les citoyens Braud et André. Dans les registres du Comité de sûreté générale je trouve encore un nommé André, chargé des arrestations. Les deux sont peut-être identiques.

Nous avons vu que les dénoncés dans leur réponse à Saladin affirment que le bureau, en plus de la surveillance des fonctionnaires publics, devait présenter chaque décade un tableau de la situation politique de la France⁶. De cette manière ils désirent expliquer que le bureau avait été un bureau de « la police générale ». Billaud-Varenne reprend dans son mémoire justificatif personnel à Lecointre cette affirmation et y ajoute: « Aussi, cherche bien, Lecointre, dans les papiers de ce bureau et tu y trouveras ces tableaux de situation qui étaient présentés chaque décade au comité par l'ordre de trois conspirateurs, sans doute pour entretenir notre confiance et prévenir tous les soupçons »⁷. Nous n'avons trouvé aucune trace de ces tableaux, et c'est étrange que les anciens membres n'en fassent pas mention dans leur réponse commune, pas plus que plus tard.

Le bureau de surveillance administrative et de police générale n'a pas joui d'une situation particulière au Comité, mais en a été détaché comme une conséquence naturelle de la division du travail réalisée. Nous trouvons

¹ L. R. F. t. XXXIV, p. 259.

² Mémoires sur Carnot p. 241.

³ C'est donc un tel registre que nous a conservé AFII* 221.

⁴ Réponse de J. B. Billaud, Représentant du Peuple, à Laurent Lecointre, Représentant du peuple, Bibl. Nat. Lb⁹/1444, p. 13.

⁵ Dans la réponse à Lecointre il est fait mention d'une lettre à Prieur (de la Marne), qui renvoie aux registres sous le numéro 176. (L. R. F. t. XXXIV, p. 263.) Aulard déclare qu'il ne connaît pas ce registre. Une réponse à notre problème ne saurait être donnée qu'après un dépouillement des papiers de tous les comités, en se fondant sur l'ancien classement M. On saurait alors quels registres manquent.

⁶ Voir p. 29.

⁷ Lb⁹/1444, p. 27.

une série de bureaux semblables qui ont travaillé de la même manière. Ce serait sortir des cadres de notre travail que de procéder à un examen de l'organisation complète du Comité. Nous nous contentons de rappeler que Carnot a eu sa section de guerre, Robert Lindet son bureau de subsistances, que Billaut-Varenne et Collot d'Herbois ont dirigé le bureau de la surveillance de l'exécution des lois etc.¹

A quel moment le bureau a-t-il cessé de fonctionner? Les anciens membres se contredisent entre eux aussi sur ce point. Dans leur réponse à Lecomte les dénoncés disent: « Sur les réclamations du Comité de la sûreté générale à la fin de messidor, le Comité du salut public délibéra de réunir le bureau de la police générale tout entier avec les papiers et commis au Comité de sûreté générale; ce qui fut exécuté »².

Mais Barère ment. Il est contredit catégoriquement par ses propres mots à la Convention Nationale le 14 thermidor: « Le Comité de sûreté générale, que Saint-Just et Robespierre avaient dépouillé sous prétexte de faire un bureau de police générale, était presque anéanti, ou du moins paralysé, contrarié dans ses fonctions, dans une partie de ses mesures; il a manqué d'être renversé. Il faut aujourd'hui lui rendre son domaine »...³. Mais il n'eût évidemment pas été nécessaire de lui rendre son ancien domaine, si ceci avait été effectué à la fin de messidor. D'ailleurs les registres des arrêtés du bureau vont jusqu'au 7 thermidor, le 8 et le 9 on n'a naturellement pas eu le temps de s'en occuper.

Le bureau n'a donc pas été rendu au Comité de sûreté générale qu'après le 9 thermidor.

¹ J'ai vu la copie de la correspondance de ce bureau dans DIII 429-30, d'autres pièces concernant son travail dans BB²/30, BB²/20, DXLI 1. Aussi Barère et Couthon paraissent s'être occupés occasionnellement de ses affaires. Le 2 messidor on trouve des notes de Couthon dans la marge (BB²/30) le 12 floréal une lettre de ce bureau signée Collot d'Herbois et Barère (DXLI 1).

² L. R. F. I. XXXIV, p. 218.

³ Moniteur no. 315.

CHAPITRE IV

Les rapports du bureau de surveillance administrative et de police générale.

Les rapports du bureau se trouvent aux Archives Nationales sous les numéros F¹ 4437, F¹ 3821, F¹ 3822. Nous avons dans ces rapports compté en tout 3777 articles du 4 floréal au 10 thermidor. De ce nombre d'articles 419 sont de floréal, 807 de prairial, 1851 de messidor et 700 de 10 premiers jours de thermidor¹.

Les articles contiennent soit des dénonciations contre des fonctionnaires publics, soit la correspondance des autorités constituées concernant la politique générale, et en plus un certain nombre de pétitions et de dénonciations n'entrant pas dans les catégories nommées. Ils donnent des résumés des rapports des agents particuliers du Comité². Ils touchent rarement la haute politique, mais donnent une image d'une clarté saisissante du fonctionnement réel du régime dans toute la France. A nos yeux ils sont d'un intérêt particulier par les notes qui nous montrent les « triomphes » en activité jour par jour. Nous croyons donc intéressant d'en donner une analyse détaillée.

I.

La loi du 27 germinal mettait tous les ex-nobles et étrangers dans une situation particulière, en leur interdisant pendant la guerre le séjour à Paris, dans les places fortes et les villes maritimes. Par les notes nous pouvons voir que la loi a été observée sévèrement. L'agent national de la commune de la Montagne, « Isle républicaine », sollicite en faveur d'un vieux militaire estropié qui n'a d'autres ressources que de louer une partie de sa maison et de prendre des pensionnaires³. Saint-Just noté dans la marge: « La loi et la patrie au-dessus du reste ».

Mais les rapports montrent aussi que les patriotes veulent souvent aller plus loin que le Comité. La société populaire régénérée de Farvel (?), département de Morbihan, demande, dans le rapport du 18 prairial, que tous

¹ Tous les rapports de floréal et de prairial se trouvent dans F¹ 4437; nous trouvons donc inutile de renvoyer à cette cote chaque fois que nous les citons.

² Voir sur ces agents chap. VII, p. 139-140.

³ F¹ 4437. Rapport 12 messidor 2 div.

les ex-nobles et généraux sans activité soient écartés des départements de la Manche, Seine Inférieure et Pas-de-Calais, et exige en outre qu'en général le sol de la liberté soit purgé de tous les ex-nobles. Le Comité ne permet pas que les ex-nobles soient incommodés pourvu qu'ils observent les lois et ne se montrent pas hostiles à la révolution. Quand un ex-noble de 74 ans et « accablé d'infirmité » demande s'il est compris dans la loi, Saint-Just ne note que « la loi ». Mais l'article 8 de la loi excepte expressément les vieillards au-dessus de 70 ans. L'administration du district Corbigny, département de la Nièvre, a fait apposer les scellés chez tous les ex-nobles, mais n'ayant rien trouvé de suspect, demande au Comité de « statuer sur le sort de ceux qui se sont bien conduits ». Saint-Just répond dans la marge : « de quel droit a-t-il puni ceux qui se conduisent bien après l'avoir reconnu, le lui demander ». Et quand le comité de surveillance de Saignac, Lot-et-Garonne, demande « si les ci-devants et étrangers qui étaient dans les corps constitués, et qui ont passé au scrutin épuratoire de la société populaire, peuvent continuer dans leurs fonctions », Saint-Just ne rejette pas catégoriquement cette possibilité, mais exige un contrôle sévère. Il écrit : « Demander ce qu'on a fait pour l'apprécier avec les noms et la conduite, avant et depuis la révolution, de ceux dont il s'agit ».

Le Comité a un agent particulier, Rousseville¹, pour surveiller les ex-nobles des environs de Paris, qui envoie des rapports réguliers qu'on trouve analysés dans les rapports du bureau. Les ex-nobles éveillent des soupçons par leur luxe et leurs « repas somptueux » et en « cachant la cocarde »². Ils font courir le bruit que la loi du 27 germinal sera abrogée à cause de la victoire des armées, mais « les patriotes pensent au contraire que l'on doit renfermer tous les ci-devant privilégiés qui n'ont pas prouvé leur attachement à la révolution »³. On veille avec soin à ce qu'ils ne conquièrent aucune influence sur l'esprit public; la loi du 27 germinal leur défendait l'entrée des sociétés populaires et des autorités constituées (article 15). Rousseville rapporte cependant que le peuple de Vaugirard se réjouit de la venue de 150 réfugiés⁴, et qu'à Neuilly on plaint les ex-nobles, pensant qu'ils valent mieux que leurs persécuteurs⁵. De Montmarat (Montmartre) il rapporte que « deux femmes ex-nobles, trouvées sans cocarde, ont déclaré les avoir perdues en travaillant à la moisson. Il a blâmé la municipalité de ce qu'elle laissait ainsi les ci-devant nobles se confondre avec les citoyens même pour travailler à la moisson »⁶.

¹ F¹ 4437. Rapport 12 messidor 2 div.

² F¹ 3821. Rapport 14 messidor 3 div.

³ F¹ 3821. Rapport 14 messidor 3 div.

⁴ Voir chap. VII, p. 142.

⁵ F¹ 4437. Rapport 3 prairial.

⁶ F¹ 3821. Rapport Rousseville 12 messidor.

⁷ F¹ 4437. Rapport 16 floréal.

⁸ F¹ 4437. Rapport 2 prairial.

⁹ F¹ 3821. Rapport 14 messidor 2 div.

A Sceaux la société populaire a fait chanter de la tribune de la société l'auteur connu Florian, ex-noble, au dépit des protestations des patriotes. Robespierre note dans la marge : « arrêter Florian et le traduire dans une maison d'arrêt à Paris »¹. Lorsque Rousseville l'arrête, il s'est amèrement plaint du « peu d'égard que l'on avait pour les hommes de lettres qui selon lui ont préparé la révolution »². Aux yeux de Rousseville c'était plutôt une circonstance aggravante. Les temps étaient durs pour les gens d'esprit.

On veille avec un soin particulier à ce que les fonctionnaires publics ne se corrompent pas. L'agent national de Romainville, Roch, est arrêté pour avoir donné une fête « de dépenses criminelles » à l'arrivée des ex-nobles. Lorsque le comité de surveillance examine l'affaire, il apparaît que deux représentants du peuple, Laplanche et Lagueule, avec l'ex-secrétaire de la commune de Paris, Colombeau, ont participé aux orgies. Laplanche compose un mémoire justificatif. L'occasion de la fête était le mariage du frère de l'agent national, où étaient réunis amis et parents. Laplanche y avait été, accompagné de Lagueule, son beau-père, et toute sa famille. Il affirme « qu'il ne s'est rien passé contre les principes de l'égalité et de la liberté, les mœurs et la révolution dont on n'a point parlé, que le dîner a été très simple, qu'il ignore si dans la nouvelle famille de Roch il y a des nobles, que quant à la sienne, elle est composée de sans-culottes »³. Le Comité a été convaincu — l'agent est dans peu mis en liberté⁴. La défiance envers les nobles va jusqu'à vouloir leur défendre l'apprentissage de métiers bourgeois, de peur qu'ils ne corrompent les bons citoyens. Le président du comité révolutionnaire de Dol se plaint que les ci-devants mettent leurs enfants en apprentissage chez les officiers de santé et des pharmaciens, — « il faut leur ôter les moyens d'être nuisibles à la société » — il demande qu'ils soient exclus de ces états pendant 25 ans, que tous ceux qui les recevaient pour élèves, soient regardés comme suspects et punis comme tels⁵. Robespierre ne veut cependant pas aller plus loin que d'arrêter les suspects. Il écrit dans la marge : « Il faut mander d'arrêter les nobles du district de Dol qui se sont rendus suspects et d'en rendre compte »⁶.

Les soupçons ne s'arrêtent pas aux ex-nobles, mais atteignent aussi les bourgeois. « Il n'y a pas de patriotes parmi les bourgeois », écrit un patrouille de Neuilly⁷, et Rousseville rapporte de Bagnolet qu'il exerce « une surveillance très active sur les bourgeois sans troubler leur tranquillité »⁸.

¹ F¹ 4437. Rapport 17 prairial. Voir la minute de l'ordre d'arrestation signée Saint-Just daté le 14 messidor, dans Aulard, Florian pendant la Révolution, La Rév. Française t. XXIX, p. 289.

² Voir la minute du rapport dans Aulard, article cité.

³ F¹ 4437. Les rapports 29 floréal, 6 et 11 prairial.

⁴ AFII* 221. 16 prairial.

⁵ F¹ 4437. Rapport 12 messidor 2 div.

⁶ F¹ 3821. Rapport 12 messidor 4 div.

⁷ F¹ 3821. Rapport 17 messidor 1 div.

Ceux qui sont le plus mal situés, ce sont ceux qui doivent leurs richesses aux privilèges de l'ancien régime, comme les fermiers généraux. C'est ce qu'on voit clairement dans le rapport d'Herman sur Andry. Il y avait 14 ans que Andry avait été à la ferme générale; depuis 1792 il était inspecteur des salines et affirme qu'il a été persécuté par ses collègues « parce qu'il n'avait pas les principes financiers ». Mais Herman ajoute: « Mais comment n'avoir pas les principes financiers, comment s'être occupé de choses utiles aux hommes et avoir porté aussi longtemps le nom de fermier général qui a toujours été en horreur même sous l'ancien régime? »¹.

Les « honnêtes gens » sont aussi en général suspects, principalement si ce sont des fonctionnaires publics qui ont fait preuve d'arrogance envers le peuple. Un citoyen de Preuilly se plaint que sa fille a été arrêtée pour avoir dit au ministre du comité de surveillance qu'elle ignorait le décret défendant l'emploi du mot « Monsieur ». Cet article ne provoque aucune démarche de la part de Robespierre². Rousseville rapporte que le maire de Montrouge s'est laissé entraîner à des propos inciviques à la fête de l'être suprême. Il a dit en regardant danser les citoyens: « Cette canaille n'a pas de chemise, voyez comme elle danse ». Robespierre note dans la marge: « qu'on l'arrête et le traduise devant le commissaire de police générale »³. Comme exemple caractéristique des idées des jacobins sur les « gens comme il faut », on peut regarder la pétition de Latour, un commissaire de guerre qui avait été arrêté par ordre du Comité de salut public⁴. Il proteste de son patriotisme et exige sa mise en liberté. Après un résumé de sa pétition suit une copie du rapport d'Herman sur son affaire. Herman fait remarquer que Latour a été arrêté en conséquence d'une lettre écrite à un ami en 1792. Dans la lettre les 2 phrases suivantes se trouvent: « Temoignez mes regrets aux dames que vous m'avez fait connaître; dites-leur que dix mille hommes que j'entend par semaine, ne valent pas une d'elles par quart d'heure », et « si madame la chevalière de Beauval se présente ou quelqu'un de ses gens pour elle, faites-lui assurer que je lui écrirai bientôt ». Herman donne ce commentaire: « Ces deux phrases me semblent peindre l'homme tout entier. D'abord il serait difficile de croire qu'un homme aussi extrême en galanterie ait l'âme trempée pour la liberté. Il est impossible d'être aussi léger et patriote. Il est incroyable que l'on puisse être assez superficiel, assez irréfléchi, pour lier dans une phrase 10 000 républicains à un quart d'heure de bavardage d'une femme. Il y a même de l'insolence d'écrire qu'on préfère un quart d'heure

d'entretien avec une femme galante à la visite de 10 000 républicains qui viennent réclamer ce que la loi leur accorde pour le service et l'intérêt de toute une nation; et lorsque c'est un fonctionnaire public qui tient ce langage, il est bientôt jugé ». La seconde phrase « peint un homme du monde dans toute la signification qu'on donnait à cette expression, et cet homme n'a jamais pu être patriote »⁵.

C'était le même Herman qui ne permettait l'accès de ses bureaux qu'aux femmes qui par leur costume montraient qu'elles appartenaient « à la classe respectable » du peuple, c.-à-d. les sans-culottes⁶. Les « jolies solliciteuses » n'avaient plus aucune chance — la vertu était à l'ordre du jour!

Lorsqu'une dénonciation porte trop clairement la marque de provenir de modérés ou d'aristocrates, le bureaucrate même se sent obligé de la repousser. Un article qui rend compte d'une dénonciation contre Dufresse, Lavalette et Targes⁷, envoyée de Lille le 9 germinal, est terminé par les mots suivants: « Ce dernier (Targes) et ses consorts étaient sans cesse dans les guinguettes avec la crapule. La canaille, les gens sans aveu, sans fortune (c'est ainsi qu'il appelle la classe respectable du peuple) les aidaient dans leurs vices. Conclusion du rapport: Il est facile de démêler les intentions et le caractère de ce dénonciateur, c'est un modéré. Il méconnaît le peuple et ses vertus »⁸.

Une autre dénonciation anonyme, envoyée de Lille le 5 messidor, voudrait que les départements du Nord « ne prissent plus pour jurés des escrocs et des joueurs de profession, la vertu étant à l'ordre du jour. Il faudrait que les jurés sussent du moins lire »⁹. Le dénonciateur a certainement bien fait de garder son anonymat. Le Comité l'aurait sans doute tenu pour plus suspect que ceux qu'il accusait.

Nous savons aussi d'un rapport indiquant que les loges maçonniques ont été tenues pour suspectes. « Bordeaux 24 messidor. Le représentant du peuple à Xantes¹⁰ a pris un arrêté tendant à détruire toute association secrète, nommément celles dites maçonniques, qu'il regarde comme les foyers du modérantisme et de gens chassés de la société populaire »¹¹.

Le régime a cependant souvent aussi frappé durement les « petites gens ». L'agent national de l'Egalité-sur-Marne, département de l'Aisne, soumet à la décision du Comité un cas, où il est question d'un apprenti tailleur de 15 ans qui s'est rendu coupable de « propos inciviques ». Il est

¹ F⁷ 3821. Rapport 24 messidor 1 div.

² Rapport 24 bréial.

³ Rapport 24 prairial.

⁴ Nous trouvons dans le registre du bureau, 18 prairial, un ordre de transférer à Paris Latour et Rameau, ci-devant commissaires de guerre en état d'arrestation à Auxerre. AF II* 221.

⁵ F⁷ 3822. Rapport 5 thermidor 1 div.

⁶ Voir la déposition de Grand-Pré dans le procès de Fouquier-Tinville Buchez et Roux t. 35, p. 45.

⁷ Voir sur Dufresse et Lavalette chap. V, p. 96.

⁸ F⁷ 3821. Rapport 17 messidor 3 div.

⁹ F⁷ 3821. Rapport 17 messidor 3 div.

¹⁰ Le représentant en question est Garnier de Saintes.

¹¹ F⁷ 3822. Rapport 18 thermidor 2 div.

dénoncé pour avoir dit: «qu'il voudrait qu'on mit la main sur le col de tous les patriotes, qu'on foulerait la cocarde nationale, et qu'il ne serait pas fâché si tous les patriotes étaient collés». Il a avoué les propos à lui imputés, excepté le plus dangereux, celui concernant la cocarde, mais il présente comme excuse le fait que les autres jeunes gens l'avaient traité de muscadin et de fanatique, et qu'il avait bu. Doit-il être traduit devant le Tribunal révolutionnaire? L'affaire ne se trouve que dans le rapport du 28 thermidor, de sorte que nous ne connaissons par la réponse du Comité. C'est probable que Robespierre et Saint-Just auraient trouvé ici un exemple des «patriotes égarés». Il arrivait même dans le dernier temps que le Tribunal révolutionnaire acquittât dans de telles affaires².

II.

Il n'y avait aucune opposition politique ouverte contre le Comité de salut public. Tous les groupements politiques hostiles au régime étaient écrasés et devaient travailler dans l'ombre. En Vendée la guerre civile n'était pourtant pas close. Mais les vendéens avaient subi leur défaite décisive à Mans et à Savenay. Le Comité du salut public avait abandonné le «système de dévastation» par ses arrêtés du 8 et du 24 floréal, qui renvoyaient les «généralistes exterminateurs», et du 4 prairial³, qui introduisait un système de recensements et de déclarations de la récolte au lieu des dévastations jusqu'ici effectuées, et Carrier avait déjà été rappelé le 18 pluviôse sur l'instance de Julien⁴. Nous trouvons dans le rapport du 11 prairial une liste des suspects à Châlons, parmi lesquels nous remarquons un garçon de 12 ans dont le père, la mère et les sœurs sont dans l'armée brigande⁵. Nous avons de même un rapport de l'accusateur public dans le département des Deux-Sèvres, qui fait savoir qu'en vertu du décret du 19 floréal⁶ de nombreux insurgés pris sans armes seront transférés au Tribunal révolutionnaire de Paris⁷. 44 maisons d'arrêt sont remplies. Nous trouvons aussi de nombreuses dénonciations visant les généraux sans-culottes. Le général Aubertin est paresseux et lâche⁸, le général Dutruy mène une vie dans «un faste insolent» et a

² F⁷ 3822. Rapport 28 thermidor 1. div.

³ Voir Wallon t. IV, p. 40.

⁴ A. Mathiez: *La Révolution Française* t. III, p. 170. Voir aussi les décrets contre les vendéens du 1 août et 1 octobre 1793.

⁵ Voir E. Lockroy: «Une mission en Vendée», Aulard t. X, p. 725.

⁶ Rapport 11 prairial.

⁷ Voir ce décret qui complète et précise l'article 1 du décret du 27 germinal dans le *Moniteur* no. 230.

⁸ Les insurgés pris armes en main étaient fusillés en vertu du décret du 17 mars 1793.

Voir aussi l'arrêté du Comité de salut public de 18 pluviôse, Aulard t. X, p. 724.

⁹ Rapport 25 floréal. Il s'agit de Dominique-Joseph-Aubertin, né 1751, soldat depuis 1790, promu adjudant général 15 nivôse an II. Il a laissé des mémoires très intéressantes. Voir Chassin, Ch.-L.: *La Vendée patriote*, Paris 1893-95, t. III, p. 487.

«une foule de femmes»¹. Le général Huché «fait un usage despotique et criminel de son autorité». Saint-Just ajoute en marge à cette dénonciation: «prévenu de correspondre avec des rebelles, qui a dit à une jeune fille qu'il la violera sur un cadavre et a fait fouiller». «Le faire destituer et traduire à Paris»². Déjà le 10 floréal nous trouvons dans un rapport de l'accusateur public près le département de Charente Inférieure que le général est traduit et que «ses forfaits sont sans nombre».

Le rapport 11 floréal donne un résumé d'une lettre de la société populaire de Luçon. Le bureaucrate la date le 11 pluviôse. «La société populaire de Luçon croit que la résurrection de la Vendée provient des horreurs commises dans les chaumières, où la mère, l'enfant et le vieillard étaient massacrés. Elle sollicite un décret qui excepte de l'incendie les communes qui n'ont pas méconnu leurs droits, qui préserve des massacres les enfants, les vieillards, les mères, qui ordonne l'incendie des châteaux et la conservation des chaumières».

Dans le rapport du 27 floréal nous trouvons une autre sollicitation de la société populaire de Luçon en vue de conserver «les communes qui ont bien mérité de la patrie» de la dévastation. Le rapport du 28 messidor contient une longue dénonciation anonyme contre les généraux et les représentants du peuple en Vendée. Seulement en ce qui concerne Carrier, elle contient des faits précis. Il est accusé d'avoir «fait périr 7 à 8000 hommes à Nantes, de s'y être présenté à la tribune de la société populaire les bras nus, et d'y avoir prêché le carnage, d'avoir enlevé pour en jouir une femme mariée et fait disparaître l'époux»³.

Le comité de surveillance d'Alençon fait savoir qu'il a découvert une pétition «tendant à maintenir le tyran sur le trône», et que de nombreux fonctionnaires publics avaient signé. Il demande les mesures à prendre, et Robespierre répond dans la marge: «écrive au comité de surveillance qu'il envoie la pétition, lui ordonne d'arrêter Goupil de Préfelin, exconstituant, et de rendre compte sous trois jours de l'exécution de ces mesures»⁴.

¹ Rapport 4 floréal. Il s'agit de Jacques Dutruy, né à Genève 1762, soldat depuis 1789, promu général de brigade 13 juin 1793. Il a été en opposition aux procédés violents. Voir Chassin, ouvrage cité t. II, p. 370.

² Cette dénonciation est publiée par Dauban: Paris en 1794-95, p. 364. Voir l'arrestation du général Huché chap. VI, p. 109. Jean-Baptiste-Michel Huché, né 1749, soldat avant la révolution, promu général de division 20 germinal. Il a été plusieurs fois dénoncé d'ivresse et cruauté. Comme commandant à Luçon il a été «exécuteur forcé des ordres de destruction du général en chef Turreau». Voir Chassin, ouvrage cité t. III, p. 258.

³ F⁷ 3821. Rapport 28 messidor 1. div. Voir une tentative de «sauver» Carrier dans Gaston Martin: *Carrier et sa mission à Nantes*, et le compte rendu de M. Mathiez dans *Ann. Hist. de la Rév. Franç.*, 1925, p. 81.

⁴ Rapport 13 floréal. Publié chez Dauban p. 363. Le bureaucrate a écrit dans la marge: «expédié. Goupil est arrêté». L'ordre du Comité de transférer Goupil est du 26 floréal. AFII* 221. Goupil était ancien magistrat, et depuis la Constituante président du Tribunal du district d'Argentan.

Goupil de Préfebi n'a probablement pas fait partie des pétitionnaires, mais Robespierre le connaît de l'Assemblée Constituante comme modéré, et a dû le soupçonner d'avoir inspiré l'adresse¹.

Rousseville donne dans le rapport du 19 prairial les noms de plusieurs fanatiques à Champigny, où l'arbre de la liberté a été abattu, et dit à la fin que Chabroud, exconstituant, est aussi suspect. Cette fois Robespierre est moins sûr. Il note dans la marge: «arrêter les individus dénoncés dans cet article», mais il ajoute plus bas «savoir ce que Chabroud a de commun avec ces individus»². A ce que nous voyons, Chabroud n'a pas été arrêté. Un troisième constituant, Mévolhon, est dénoncé du comité de surveillance de Sisteron, département des Basses-Alpes. Il est accusé d'avoir loué Lafayette et Bonillé et d'avoir été membre du club des Feuilleants. Robespierre note «arrêter» dans la marge — l'ordre n'a cependant été donné que le 12 messidor³.

On peut signaler aussi dans le rapport du 11 messidor une dénonciation anonyme contre l'ambassadeur américain Gouverneur Morris. Il est accusé de «protéger les ennemis de la chose publique; il se charge de faire passer en Amérique les fonds que lui remettent les aristocrates, que ensuite cherchent à y passer eux-mêmes. La femme Dumas⁴ a été arrêtée chez lui». Dans le rapport du 9 thermidor nous trouvons un pétition de Morris, envoyée 11 messidor, «Goud Morris (sic!) ambassadeur des Etats Unis témoigne ses inquiétudes sur la translation de la femme de Lafayette à Paris, craint que la mort n'altère l'attachement des américains à la Révolution Française et ne soit pour nos ennemis un sujet de triomphe. Il désapprouve d'ailleurs la conduite de Lafayette en France»⁵. Madame Lafayette ne fut-elle pas mise en accusation par égard pour les Etats Unis? Le Comité de salut public tenait beaucoup aux relations cordiales avec le gouvernement de Washington, et venait aussi d'avoir de précieux résultats de cette politique. En prairial la grande flotte chargée de blé arriva de l'Amérique dans le port de Brest.

Dans les rapports on rencontre rarement les girondins. Les armées et la justice de la révolution avaient écrasé l'insurrection fédéraliste, et avaient en même temps obligé les bourgeois modérés à affecter une attitude

¹ Le comité de surveillance ne mentionne pas non plus le nom de Goupil dans une nouvelle dénonciation qui se trouve dans le rapport du 29 floréal, mais un grand nombre d'autres signataires.

² Chabroud, avocat de Vienne, avait joué un rôle important à la Constituante où il avait été élu président le 9 avril 1791. Depuis la Constituante, il était juge au Tribunal de Cassation.

³ Aulard t. XIV, p. 608. — AFII²²¹. Mévolhon était avocat à Sisteron.

⁴ Morris fait allusion lui-même en décembre 1794 en écrivant à son gouvernement:

«Je fus grossièrement insulté par l'arrestation d'une dame dans ma maison par ordre du Comité de sûreté générale». Voir A. Esmein: Gouverneur Morris, Paris 1906, p. 264.

⁵ F¹ 3822. Rapport 9 thermidor 1 div.

révolutionnaire. «La société républicaine des sans-culottes montagnards» de Tonnerre envoie cependant une dénonciation contre un certain nombre de fédéralistes et une pétition du 24 juin 1793, qui est signée de 200 noms. La dénonciation figure dans le rapport du 14 prairial. Robespierre a cependant hésité à les faire arrêter sans enquête, il note: «Envoyer un agent à Tonnerre».

De Grenoble, l'accusateur public envoie le 12 messidor une dénonciation résumée ainsi: «L'accusateur public écrit pour la troisième fois soit au Comité de salut public, soit au Comité de sûreté générale, relativement à des individus des Hautes-Alpes, transférés dans les prisons de Grenoble par les représentants du peuple Fréron, Barras et d'Herbays. Presque tous les fonctionnaires publics de districts sont prévenus d'être entrés dans la coalition des Marseillais. L'accusateur public n'a pas de preuves matérielles, mais il considère les accusés comme grièvement entachés de fédéralisme et de modérantisme»¹. Pourquoi le Comité a-t-il fait si peu de cas du zèle du fonctionnaire? Cela tient-il à la mauvaise organisation du bureau — cette affaire a trainé presque un mois avant d'être enregistrée — ou au fait que le Comité a peu de confiance dans les arrestations ordonnées par Barras et Fréron?

Le 5 messidor la municipalité de Castillon, département Bec d'Ambès, écrit qu'on a trouvé Barbaroux, qui a tenté de se tuer, et deux autres qui probablement étaient Petion et Buzot². Des renseignements plus précis sur cet événement sont donnés dans une lettre de la société populaire de Castillon, lue à la Convention le 19 messidor. Son style caractérise si bien l'époque que nous en citerons quelques passages: «Il était trop doux pour des traîtres, le supplice que la loi leur préparait, et la justice divine leur en réservait un plus digne de leurs forfaits. On a trouvé leurs cadavres hideux et défigurés, à demi rongés par les vers; leurs membres épars sont devenus la proie de chiens dévorants, et leurs cœurs sanguinaires la pâture des bêtes féroces. Telle est l'horrible fin d'une vie plus horrible encore. Peuple! Contemple ce spectacle épouvantable, monument terrible de la vengeance! Traîtres! que cette mort ignominieuse, que cette mémoire abhorrée vous fasse reculer d'horreur et frémir d'épouvante! tel est le sort affreux qui tôt ou tard vous est réservé»³.

Il existe aussi dans les rapports quelques dénonciations contre les «dantonistes». On a cependant l'impression précise qu'on n'a pas ici

¹ F¹ 3822. Rapport 7 thermidor 2 div.

² F¹ 3821. Rapport 30 messidor 2 div. Barbaroux fut arrêté le 3 messidor et exécuté comme «hors la loi» 6 messidor. Petion et Buzot furent trouvés le 8. Voir A. Vatel: Charlotte Corday et la proscription des girondins, 1864, t. II, p. 124. — Le Comité de salut public fut aussi renseigné par deux lettres de son agent Julien du 5 et du 11 messidor. Voir AFII 46 et l'analyse ans Tuetey t. VIII, nr. 3478 et 3481.

³ Vatel; ouvrage cité t. II, p. 166.

à faire à une tendance politique. Un citoyen d'Écoulex, département de l'Aisne, dénonce « une faction qui marche sur les pas de Danton et de Lacroix »¹. A Pont-de-mer, Eure-et-Loire, tous les administrateurs de district sont dénoncés comme « fédéralistes et créatures de Danton »². Mais ailleurs les dénonciations contre Danton et ses amis visent des crimes de droit commun.

Ronsseville rapporte le 2 prairial de Choisy-le-roi qu'un nommé Fauvelle³, qui possède plusieurs belles maisons aux alentours de Paris, est considéré comme un prête-nom de Danton. Et le 7 prairial le rapport contient la dénonciation suivante: « L'administration des Postes à Paris envoie copie par extrait d'une lettre au citoyen Lasse, distillateur, rue Pastourelle, qu'on a reçue de Danton deux lettres adressées à un ci-devant marquis, contenant deux assignats faux de 400 l. Ces lettres ne sont pas jointes ». Robespierre note dans la marge: « faire apporter ces lettres ». Nous ne pouvons trouver aucune trace d'un interrogatoire du citoyen Lasse, et il n'en est plus question dans les rapports⁴. De Sézanne, département de la Marne, un dénonciateur nous fait connaître d'autres bruits. « Il appelle l'attention du Comité sur la famille et les amis de Danton, qu'on soupçonne dépositaires d'objets précieux provenant de chez la ci-devant reine »⁵. Le rapport du 18 prairial contient une dénonciation du comité de surveillance de la même commune contre Sintex, président de la société populaire. La dénonciation raconte qu'il avait été cherché à Arcis-sur-Aube pour être juré au Tribunal révolutionnaire, et que sous le procès contre le général Custine il avait écrit à la société populaire qu'il doutait de sa culpabilité⁶. « Dans un voyage qu'il fit de Sézanne, il distribua des échantillons de draps qu'il dit avoir à vendre en quantité provenant d'un marché que Danton avait fait avec un négociant. La société nomma sur la dénonciation de ce fait une commission pour examiner cette affaire, mais les partisans de Sintex empêchèrent le rapport ». Robespierre note dans la marge: « faire arrêter Sintex ». Le Comité de salut public expédie aussi l'ordre d'arrestation le 27 prairial⁷.

¹ F¹ 4425. Rapport 18 messidor 2 div. Il s'agit du député Charles Delacroix exécuté avec Danton.

² F¹ 3821. Rapport 20 messidor 2 div.

³ Voir l'étude de M. Mathiez: La fortune de Danton dans *Études robespierristes* I. La corruption parlementaire sous la terreur, 1917.

⁴ Voir Dubon p. 386.

⁵ F¹ 3821. Rapport 21 messidor 3 div.

⁶ Robespierre reproche à Sintex qu'il avait voté pour le général Miranda, accusé de complicité avec Dumouriez. Sintex était un vieux Cordelier et dantoniste, mais avait ensuite marché avec les hébertistes, attaqué Barère, et donné son appui aux sociétés populaires de sections et à la motion de Bricbet contre les crapauds du Marais. Il avait été expulsé des Jacobins sur la proposition de Robespierre. *Moniteur* n° 263 du 1792, 29, 38, 32, 132, 144 an II. *Moniteur* dit Saintes.

⁷ AFII* 221 à la date.

Le ci-devant président du tribunal du 21^{er} arrondissement de Paris, Perdry, envoie un mémoire justificatif où il se plaint d'avoir été arrêté le 14 messidor¹ bien qu'il fût membre du club des Jacobins depuis 1790 et membre du comité central révolutionnaire le 31 mai. Le rapport cite ensuite Herman: « Herman dans son rapport sur les tribunaux dit que Perdry, ci-devant avocat au conseil, n'a jamais joué même dans l'ancien régime d'une bonne réputation, il a été l'ennemi de la révolution jusqu'à la suppression de l'État. Il était lié avec Danton qui, devenu ministre de la justice, le nomma commissaire du pouvoir exécutif, puis membre du conseil de justice »².

Les rapports ne citent pas de dénonciations contre des partisans des « indulgents ». Ils ont eu leur appui essentiel parmi les conventionnels. Philippeaux³ fait cependant exception. Il laisse après lui un groupe de partisans à Mans, qui avant ce temps avaient combattu Levasseur (de la Sarthe)⁴ et qui maintenant étaient aux prises avec Garnier (de Saintes). Garnier avait envoyé ses principaux ennemis dont Bazin⁵, ci-devant agent national du Mans, au Tribunal révolutionnaire. Ils avaient été acquittés le 11 floréal, mais réintégrés par ordre du Comité de sûreté générale le 12^o. Mais les troubles poursuivaient leur cours. Mautouchet, le biographe de Philippeaux, a montré qu'il ne s'agit pas d'une lutte entre des tendances politiques, mais d'une lutte purement personnelle pour le pouvoir. Levasseur, qui avait joué un rôle dans la révolution à Mans, était venu aux prises avec les « patriotes à fraîche date » dont Bazin était le chef. Levasseur et Philippeaux se détestaient cependant à cause de différends sur la guerre de Vendée. Bazin et ses amis prirent le parti de Philippeaux. Garnier s'est laissé diriger par Levasseur qui, comme originaire de Mans, connaissait mieux l'état des choses.

Dans le rapport du 14 messidor plusieurs de ces rapports sont réunis. Un membre de la société populaire dénonce Garnier comme « entouré de malveillants » qui protègent les émigrés. L'agent national écrit que le plus mauvais esprit règne dans la société. On dénonce « l'irréprochable représentant du peuple Garnier », et deux individus sont partis pour élargir les détenus à Paris. Dans le même rapport il y a deux articles de Garnier, dont l'un fait savoir qu'il a constitué une nouvelle société

¹ L'ordre d'arrestation date du 11 messidor. AFII* 221 à la date.

² F¹ 3822. Rapport 8 thermidor. Voir de Charles-Louis Perdry *Tueteu* t. VIII, p. XVII.

³ Philippeaux avait dirigé des attaques violentes contre les généraux sans-culottes en Vendée, et avait été exécuté avec Danton comme indulgent. Voir sur lui P. Mautouchet: *Le Conventionnel Philippeaux*, Paris 1900.

⁴ Levasseur (de la Sarthe), auteur de *Mémoires* connus, était originaire de Mans.

⁵ Voir sur Rigomer Bazin: Mautouchet: *Philippeaux* p. 270.

⁶ F¹ 2204 à la date.

populaire¹, et l'autre que les détenus à Paris ont provoqué des troubles nouveaux. Saint-Just a eu confiance en Garnier. Il note dans la marge : « mander à Garnier d'envoyer les complices à Paris »².

Les rapports du 19, du 21 messidor et du 4 thermidor dénoncent de nouvelles intrigues et arrestations, mais ne contiennent pas de renseignements concrets³. Dans le rapport du 28 messidor Garnier écrit que « le peuple réuni en assemblée convoquée par Garnier dénonce la conjuration de Philippeaux et demande la vengeance nationale pour ses complices »⁴. Ceux des anciens amis de Danton qui avaient survécu à sa chute, et qui maintenant conspiraient contre Robespierre, étaient réunis à Paris et furent dès la fin de prairial surveillés par la police secrète du Comité, dirigée par Guérin. Mais ceux de ses rapports qui ont trait aux députés, ne sont pas mentionnés par prudence dans les rapports du bureau⁵. On y trouve seulement quelques-uns de ses rapports de prairial, sans grand intérêt. Il semble qu'il ait veillé avec un soin particulier sur le Palais Royal et les maisons de jeu⁶. Julien (de Paris) que le Comité avait envoyé à Bordeaux le 29 floréal⁷, y eut à soutenir une âpre lutte avec Ysabeau⁸. Les rapports du bureau ne les connaissent cependant pas —

probablement encore une mesure de prudence politique. Le 15 prairial nous trouvons un rapport qui ne parle que de l'esprit public. Le 14 messidor on rend compte de 2 rapports de Julien, l'un daté du 16, l'autre du 18 prairial⁹. Il fait savoir le 16 qu'Ysabeau va partir le lendemain¹⁰, accentue la nécessité d'épurer le comité de surveillance et se plaint du commerce qu'on fait de la liberté et de la justice, et de la « dilapidation de plusieurs millions ». Mais il n'y a pas de dénonciations directes contre Tallien et Ysabeau¹¹. Dans le rapport du 7 floréal il se trouve par contre une dénonciation de la part du citoyen Marceau qui dénonce Ysabeau, Tallien et leurs agents. Il leur reproche « beaucoup de vexations, de cruauté et de rapines. Ils pensent, dit-il, que les fléaux de la disette et de la guerre bientôt feraient la fin de la représentation nationale. Ils ont chargé Le Mail de préparatifs pour prendre une retraite à l'Amérique ». Saint-Just

a ajouté dans la marge : « ordonner à la commission de Marine de mander à Paris Le Mail pour être entendu du comité »¹².

Le 11 messidor nous trouvons une dénonciation contre Thuriot, un des chefs des indulgents. Un certain citoyen Bigeot, rue de Grenelle, « prévient le Comité que Thuriot a annoncé calomnieusement à une citoyenne l'arrestation d'Audouin, le député ». Ici nous avons une trace du jeu d'intrigues qui précédait thermidor. Il importait de semer le bruit que Robespierre en voulait à la représentation nationale. On savait aussi que le frère du député, l'ancien adjoint au ministère de la guerre et rédacteur de l'Homme Universel, était arrêté avec son gendre Pache le 24 floréal¹³. Le 12 messidor Rousseville dénonce un autre député d'affaires, Merlin de Thionville, comme « étant très lié avec des fermiers dont le civisme est très douteux. Un d'eux est déjà arrêté »¹⁴.

La Commission populaire d'Orange envoie plusieurs dénonciations contre Rovère et Poulthier. Dans le rapport du 24 messidor on rend compte d'un rapport de la commission, où celle-ci exige que Rovère et Poulthier remettent les pièces qu'ils ont contre les conspirateurs, « des individus condamnés à la peine de mort ont produit des actes qui prouvent que ces représentants ont fait grâce à des officiers municipaux qui avaient prêté le serment de ne plus reconnaître la Convention »¹⁵.

Dans le rapport du 26 messidor, de nouvelles incriminations. Parmi les gens nouvellement arrêtés, il s'en est trouvé qui étaient nantis d'immunité des représentants Rovère et Poulthier¹⁶. Les accusations sont renouvelées dans plusieurs rapports¹⁷. Le 25 messidor la commission écrit qu'elle a pu s'emparer de trois passeports, délivrés par Rovère et Poulthier à des contre-révolutionnaires décidés, dont l'un est déjà frappé par la loi. Le parti de Rovère et de Jourdan¹⁸ « le condamné » est encore puissant¹⁹.

Le 6 thermidor la commission donne enfin un résumé de ces dénonciations, « elle a trouvé dans les prisons une foule d'artisans, de cultivateurs, d'artistes et de sans-culottes, tandis que la plupart des prêtres, nobles ou riches égoïstes ont été laissés en liberté par les comités et par Rovère et Poulthier »²⁰.

Il y a dans les rapports une foule d'autres dénonciations contre des représentants du peuple, mais elles sont tenues dans des termes si vagues

¹ Voir Moutonchet, œuvre citée, chap. V. La société populaire du Mans, et chap. VI. Garnier de Saintes et la société populaire du Mans.

² Les articles sont au F^o 4437, rapport 14 messidor 4 div.

³ F^o 3821, rapports 19, 21 messidor. F^o 3822, rapport 4 thermidor 4 div.

⁴ F^o 3821, rapport 28 messidor 4 div.

⁵ Voir sur Guérin et ses rapports, chap. VII, p. 149.

⁶ Voir les rapports de Guérin sur les rapports du bureau, F^o 4437, 4, 7, 8, 15, 24 prairial.

⁷ Voir Aulard t. XIII, p. 585.

⁸ Voir sur Julien et le Comité de salut public, chap. VII, p. 146.

⁹ F^o 4437, rapport 14 messidor 2 div.

¹⁰ Ysabeau était rappelé déjà le 25 floréal. Aulard t. XIII, p. 517.

¹¹ Tallien était parti pour Paris en ventôse pour se défendre à la Convention. Aulard t. XI, p. 661.

¹² Nous n'avons rien pu trouver sur Le Mail dans les papiers de les deux comités.

¹³ F^o 3821, rapport 11 messidor 1 div.

¹⁴ Voir sur cette arrestation chap. VI, p. 109.

¹⁵ F^o 3821, rapport Rousseville 1 div.

¹⁶ F^o 3821, rapport 24 messidor 4 div.

¹⁷ F^o 3821, rapport 26 messidor 4 div. daté 14 messidor.

¹⁸ F^o 3822, rapport 2 thermidor 4 div. daté 20 messidor. F^o 3822, rapport 4 thermidor 4 div. daté 24 messidor.

¹⁹ Voir sur Jourdan chap. VI, p. 137.

²⁰ F^o 3822, rapport 6 thermidor 4 div.

²¹ F^o 3822, rapport 28 thermidor 4 div.

qu'elles sont sans intérêt. Le 10 floréal nous trouvons une dénonciation contre le représentant Girard du comité révolutionnaire de Millery, causée par un arrêté « qui donne la faculté aux jeunes gens sujets ou non à la 1^{re} réquisition de se dévouer à la fabrication d'armes. Par là les riches ont trouvé des protecteurs parmi les armuriers et y ont placé leurs enfants, ce qui cause un grand mécontentement parmi ceux qui sont partis volontairement ». Robespierre note dans la marge : « rappeler Girard ». Ainsi fut fait le 13 floréal¹.

Le 11 floréal nous trouvons une dénonciation d'un citoyen de Villefranche contre Bô et son beaufrère qui est un aristocrate. Robespierre note de même : « rappeler Bô ». Ce qui cependant ne fut pas effectué — soit que la résistance du Comité ait été trop forte, soit que Robespierre après réflexion ait changé d'avis. Bô était un des députés qui étaient loyaux envers Robespierre.

Le 19 prairial nous apporte une dénonciation d'un citoyen de Mar-guérie, près de Nîmes, contre Borie : « son fils et sa belle-fille ont vu le représentant Borie danser pendant une demi-heure autour de la guillotine de Nîmes. Le même exemple fut suivi par plusieurs citoyens »².

Les rapports nous donnent l'impression que les hébertistes ont trouvé des partisans parmi les révolutionnaires et à Paris et dans des départements. Par « hébertistes » le gouvernement n'entendait cependant pas une tendance politique et sociale, mais une faction intrigante, qui voulait perdre la révolution par des excès, et qui par des attitudes et des manières ultra-révolutionnaires couvraient leurs intentions contre-révolutionnaires. D'un autre côté les luttes locales ne sont souvent que des luttes personnelles pour le pouvoir dans lesquelles on se jette à la tête des étiquettes fractionnelles qui en réalité ne correspondaient à aucune réalité politique.

Premièrement il y a plusieurs dénonciations contre les hébertistes à Paris. Les plus importantes se trouvent dans le rapport du 3 messidor, et ont trait aux comités révolutionnaires des sections de l'Indivisibilité et de l'Unité. Ces deux affaires ont dû amener des conflits dans les comités et nous préférons les traiter au chap. VI.

Le 4 floréal nous trouvons une dénonciation contre le comité révolutionnaire de la section de l'Homme armé comme « complices d'Hébert et de Chaumette ». Le comité révolutionnaire de la section du Finistère dénonce, le 27 prairial, Bouland, « ancien garde de la poste du cydevant Monsieur, juge du tribunal du deuxième arrondissement de Paris. Il n'a cessé de chercher de soulever les citoyens contre les marchands au retour d'une députation où il fut envoyé à la Convention nationale. Il a tourné en ridicule la réponse du président. Il a pris le parti des Hébert, Momoro

¹ AFD 221 à la date.

² Cette dénonciation fut renouvelée dans la Convention après thermidor. Voir Kuscinski, *Dictionnaire des Conventionnels*.

et autres, lorsque leur conspiration fut découverte, et il a demandé leur élargissement »³. Deux membres du comité révolutionnaire de la section de la Réunion furent arrêtés pour avoir fait arrêter sans cause et même baloté deux secrétaires du Comité de salut public. Les deux membres du comité avaient cependant été libérés déjà après deux jours⁴.

Le comité révolutionnaire de la section Bonconseil est aussi dénoncé⁵ comme « partisan de Lhuillier, de Momoro et d'Hébert »⁶. La citoyenne Lacroix est accusée d'avoir dit « le jour du supplice d'Hébert que la faction Pierrotine tombera sous peu »⁷, et la femme de Bodson, joaillier, a dit lorsqu'elle a entendu qu'on voulait assassiner Robespierre : « Tant pis pour lui, si mon mari le tenait dans un coin, il ne le manquerait pas »⁸.

L'assemblée générale de la section de la République demande dans une lettre du 20 messidor si « elle doit laisser ouvert le registre pour signer l'acceptation de la Constitution »⁹. Il s'agit ici de manœuvres contre le gouvernement, déclenchées dans la section de la Montagne le 1 messidor¹⁰. Signer l'acceptation était indiquer discrètement qu'on souhaitait l'application pratique de la Constitution. La section de la Montagne avait dû faire une retraite humiliante¹¹, mais le registre avait déjà reçu plus de 2000 signatures. Nous voyons ici que l'agitation a eu un champ plus vaste que la section isolée¹².

De différents départements dénonciations contre les « hébertistes » arrivent. Le 22 floréal nous apporte une dénonciation du département de l'Ain contre deux commissaires du représentant du peuple Albitte, Dorfeuille et Millet, comme étant de la faction Hébert¹³. Mais le

³ F¹ 3821, rapport 16 messidor 1 div.

⁴ F¹ 3822, rapport 2 thermidor 1 div. Le rapport Herman sur les deux secrétaires date du 26 messidor. L'ordre d'arrêt est du 23, la mise en liberté du 25 messidor. Aulard t. XV, p. 80 et 163. Enregistré AFD 221.

⁵ F¹ 3821, rapport 17 messidor 1 div.

⁶ Louis-Marie Lullier, ex-procureur syndic du département de Paris, fut acquitté dans le procès de Danton, mais se suicida peu de temps après dans la prison. Antoine François Momoro, imprimeur et libraire, était un des hébertistes les plus connus et fut condamné à mort dans leur procès le 4 germinal. Wallon t. III, p. 46, 187.

⁷ F¹ 3821, rapport 17 messidor 1 div.

⁸ F¹ 3821, rapport 1, 28 messidor 1 div.

⁹ F¹ 3822, rapport 28 messidor 1 div.

¹⁰ Voir A. Mathiez : *La Révolution Française* t. III, p. 209.

¹¹ *Moniteur* nr. 283.

¹² Ce fait, il faut certainement le rapprocher des dénonciations contre Legray (voir l'étude de M. Mathiez dans les *Ann. hist. de la Rév. Franç.* juillet-août 1927). Une action souterraine a été menée contre le gouvernement et Robespierre en particulier.

¹³ Le rapport est publié chez Dauban p. 367. Les représentants en mission dans l'Ain avaient suivi des politiques très différentes. Gouly s'était conduit avec prudence, mais Albitte, qui le remplaçait en vertu d'un arrêté du 9 nivôse, s'appuyait sur les extrémistes et suivait une politique nettement antireligieuse. Il s'entourait d'hommes qui avaient pris part à la répression de Lyon, Vauquoy, Dorfeuille, Millet. Ce dernier était un patriote de la commune de Bourg. Albitte fut révoqué à son tour le 30 germinal, et remplacé par Méaulle, qui suivait une politique jacobine, en évitant les excès d'Albitte. Voir Ch. Jarrin : *Bourg et Bellay pendant la Révolution*, Bourg 1881.

24 floréal nous apporte le compte-rendu d'une lettre de la société populaire régénérée de Bourg qui « fait un grand éloge du citoyen Dorfeuille, ci-devant commissaire du représentant du peuple Allotte, et déclare qu'il a été dénoncé à tort comme ayant dit « que c'était un nouveau parti dans la Convention dont Robespierre fut le chef, et que ce parti ferait périr les sans-culottes ». A la première dénonciation Robespierre ajoute dans la marge: « arrêter Dorfeuille et Millet ». Mais Dorfeuille, excomédien et hébertiste de marque, avait un protecteur puissant: il avait été avec Collot d'Herbois et Fouché à Lyon. Collot d'Herbois a dû le défendre dans le Comité. Il ne fut arrêté que sous la réaction thermidorienne. Le Comité avait fait nommer le 8 floréal un agent spécial pour l'Ain, le citoyen Vieille¹. Dans le rapport du 1 prairial nous trouvons une dénonciation de sa part contre le maire de Bourg, Alban, accusé de connexions et d'attaques contre le Comité de salut public. Alban a « reproché à la société populaire de Pont-de-Vaux de lire les arrêtés du Comité de salut public, de perdre temps en lisant les arrêtés du Comité de salut public, de dénoncer la « faction Robespierre ». Le 4 prairial il est accusé avec deux complices d'avoir procédé à des arrestations et des perquisitions comme commissaires d'Albiste². Ils ont tenu des « propos dangereux tels que: les municipalités valent autant que la Convention ». Le 23 prairial, il y a une nouvelle dénonciation de Vieille, cette fois contre un notaire, ex-membre du comité révolutionnaire de Bourg-Bellay. Il est hébertiste et « toute la municipalité est complice ». Alban, l'agent national Delisle, et plusieurs autres fonctionnaires publics avaient déjà été arrêtés le 2 floréal sur l'ordre du Comité du 28 germinal³. La raison cependant n'était pas « hébertisme », mais plusieurs abus de pouvoir et actions illégales⁴. Le 26 prairial le Comité donne l'ordre de transférer Alban, ancien maire de Bourg, à la conciergerie. Les autres membres de la municipalité devaient rester à Paris « sans gardes »⁵. Le 6 messidor on donne l'ordre d'élargir les officiers municipaux de Bourg et les citoyens de Bellay, excepté Alban et les 4 autres fonctionnaires publics⁶. Le 19 messidor enfin nous trouvons une dénonciation de la société populaire de Francamour, département du Jura, contre Alban pour « propos ré-

¹ Dorfeuille avait été président à la Commission de Justice Populaire à Lyon et avait pris part aux mitraillades. Il fut assassiné dans la prison après thermidor. Voir *Biographie moderne* t. II, et l'ouvrage cité de Jarrin p. 134.

² Voir chap. VII, p. 145.

³ Il était interdit, d'après la loi du 14 frimaire, aux représentants du peuple de déléguer leurs pouvoirs.

⁴ F¹ 4377.

⁵ Ils avaient fait arrêter un officier, Gauthier-Munan, parent du représentant Gauthier, originaire de Bourg. Ils avaient en outre brisé le cachet de la correspondance du Comité du salut public avec le tribunal criminel. Voir Jarrin, ouvrage cité p. 172.

⁶ AFII¹ 221.

⁷ Audard t. XIV, p. 496.

voltants ». Il a dit que Robespierre était un « factieux, l'assimilant à Roland ». En réalité Alban n'a guère été l'objet d'une persécution politique. Il existe aussi des dénonciations pour « délits communs »⁷.

Le rapport du 23 floréal apporte une dénonciation du comité révolutionnaire de Mâcon, département de Saône-et-Loire, contre 4 fonctionnaires publics, dont Roberjot, agent national du district et frère du conventionnel. Trois jours plus tard le comité se plaint que Roberjot ait été mis en liberté. Et dans le rapport du 30 floréal, l'agent national est accusé d'avoir laissé voiler les droits de l'homme dans une société populaire, d'avoir rédigé une circulaire pour fédéraliser les sociétés populaires et d'autres délits. Bernard de Saintes avait fait libérer Roberjot. Roberjot aîné, député à la Convention, est un ex-prêtre et a eu des rapports avec Ronsin. Un autre frère qui est à l'armée, est caractérisé comme « brigand, aristocrate et intrigant ». Robespierre note dans la marge: « me représenter demain cet objet ». Nous n'avons pas pu trouver si Roberjot a été arrêté.

Dans le rapport du 16 prairial plusieurs personnes du district de Marcigny, du même département, sont accusés d'être des « hébertistes ». Parmi eux se trouvent l'agent national et un ci-devant comte, Dree. Robespierre note dans la marge qu'il faut traduire trois nommés, dont l'excomte, à Paris et s'informer des autres. L'ordre du Comité du salut public est du 18 prairial⁸.

Dans la Nièvre, Fouché et Chaumette n'avaient pas opéré sans résultat⁹. Le rapport du 30 floréal contient une dénonciation détaillée de Chapsal, substitut de l'agent national de la commune de Nevers. Il accuse l'apothicaire Bonpoids d'avoir dit que « quoique le Comité de salut public et le Tribunal révolutionnaire aient jugé Hébert et les autres, il les connaissait comme innocents » et que « les Comités du sûreté et de salut public avaient joué à pair ou impair et que s'ils n'eussent point fait guillotiner les autres, il l'auraient été eux-mêmes ». Il mentionne en outre plusieurs des complices de Bonpoids. Robespierre note dans la marge: « ordonner à l'agent national d'arrêter les dénoncés et de faire transférer sous bonne garde Bonpoids ». L'ordre du Comité est donné déjà le lende-

⁷ Alban était un ancien serrurier qui — d'après Jarrin p. 121 — « siégea avec une peluche rouge et son tablier de veau ». Dorfeuille en parle dans ces termes p. 137, note 4: « Il a beaucoup de naïveté, et une force qu'on ne trouve que chez les gens sans éducation ». Si on en croit son dénonciateur, Gauthier-Munan, qui, il est vrai, n'est pas non plus un témoin impartial, le pouvoir lui était monté à la tête. Il était devenu « sybarite, festinait au dépens des détenus, promettait leur liberté à leurs femmes à un prix déshonorant et appelait ça à mettre les femmes en réquisition ». Jarrin p. 186 et 201. La dénonciation de Francamour est dans F¹ 3821. Rapport 30 messidor 3 div.

⁸ Enrég. AFII¹ 221 à la date.

⁹ Voir sur Fouché dans la Nièvre: Louis Madelin: Fouché, 1901, chap. VI, « Les Missions ».

main¹. Le 4 messidor l'agent national prend la défense des habitants de Nevers. Ce sont des patriotes séduits par Chaumette². Le 5 messidor Herman a interrogé Bonpoids. Mais le rapport ne donne qu'un très bref compte-rendu et se contente de faire remarquer que Laplanche, Noël-Poisson et Fouché protestent de son patriotisme, et que de son côté Bonpoids accuse Chapsal de fédéralisme³.

Le 13 prairial le Comité de salut public donne l'ordre de faire arrêter Chaix, juge de paix à Corbigny⁴. Une dénonciation non datée de la municipalité de Lormes fait savoir que Chaix a été investi de plusieurs pouvoirs par Fouché, et qu'il « ne les avait pas fait inscrire sur le registre avant d'agir ». Le 19 prairial le comité de surveillance écrit qu'il l'a fait arrêter, et qu'il l'envoie de brigade en brigade à Paris. Mais le 22 la société populaire de Lormes écrit que Chaix est innocent et patriote, et le 30 la société populaire de Clamecy envoie un mémoire justificatif⁵. Le 23 prairial une députation de la société populaire de Nevers était introduite aux Jacobins pour secourir les « patriotes opprimés ». Le même jour « les nouveaux indulgents » avaient poussé une attaque contre la loi du 22 prairial à la Convention⁶. Trois jours avant, le 20 prairial, ils avaient jeté des injures et des menaces à Robespierre pendant la fête de l'être suprême. Le 23 prairial Fouché présidait au club des Jacobins et il termina sa réponse à la délégation de Nevers par l'allusion hardie : « Brutus rendit un hommage digne de l'être suprême en enfonçant un poignard dans le cœur d'un tyran, sachez l'imiter ». Robespierre releva le gant, se tourna avec violence vers Fouché et la délégation, et exigea de la part de la délégation une déclaration claire sur son attitude envers Chaumette. Il accuse la société populaire d'avoir « foulé aux pieds le décret sur l'être suprême », d'avoir affirmé que la Convention avait été « trompée par le Comité de salut public et les modérés », et d'avoir persisté à prêcher l'athéisme. Robespierre réussit à provoquer de violents murmures contre Fouché et la députation, qui dut se retirer sans résultat⁷. Bonpoids et ses complices échappèrent cependant à la guillotine.

Il se trouve dans les rapports plusieurs résumés des rapports faits par l'agent du Comité en Loiret, Eve Demaillot⁸, dirigé contre les « factions » dans ce département, surtout à Orléans. Nous avons l'oc-

¹ Entrég. AFIIⁿ 221 à la date.

² Fⁿ 3821, rapport 16 messidor 3 div.

³ Fⁿ 3821, rapport 21 messidor 3 div.

⁴ Entrég. AFIIⁿ 221 à la date.

⁵ Les trois articles sur Chaix sont réunis dans le rapport du 14 messidor 3 div. Fⁿ 3821.

⁶ Chap. IX, p. 178.

⁷ *Moniteur* nr. 268.

⁸ Voir sur Demaillot chap. VII, p. 143.

casion de comparer les résumés de ces rapports, qui se trouvent dans les rapports du bureau de police, avec les copies des rapports originaux qui sont réunis dans le dossier de Demaillot au Comité de sûreté générale¹. Nous suivons ici les rapports originaux. La différence est très petite, mais les rapports originaux sont un peu plus détaillés. Le 11 floréal il envoie son premier rapport, où il écrit : « L'esprit du peuple à Orléans est généralement bon », mais « l'égoïsme mercantile y est à sa plus grande hauteur ». Les riches égoïstes sont conduits par Morène² « agent de l'antérieure commission de subsistance » et Bigot « meunier en 87 et millionnaire en 93 ». Ce dernier a été arrêté à Paris. Ils tâchent de masquer leur politique par des propositions extrémistes, et Bigot, qui est président de la société populaire, a présenté une motion qui exige « la mort du petit Capet », 2000 citoyens ont signé, mais les quatre sections les plus pauvres s'y sont opposées³.

Le rapport suivant est envoyé le 16 floréal. Il répète ses dénonciations contre Morène et se plaint qu'on construise sur la seule place d'Orléans « une montagne de 70 pieds de hauteur, qui peut nuire à la circulation et empêcher d'établir des marchés ». On a déjà voté des crédits de 30 000 écus quoique la ville soit grevée de dettes et souffre du manque de magasins. « Cette montagne est l'œuvre des trembleurs du Marais ». Après l'affaire Léonard Bourdon⁴ on avait provoqué une adresse contre celui-ci, signé d'un grand nombre de citoyens. Laplanche « a fait oublier l'affaire », mais maintenant on fait arrêter les signataires.

Le 19 floréal il écrit que « l'ignorance, l'égoïsme et la gredinocratie se sont partagé les esprits dans cette commune ». Parmi les autorités constituées de la commune il mentionne comme patriotes le maire et l'agent national du district, Aignan. Mais 7 ou 8 intrigants gâtent tout. Il y a deux comités de surveillance, « celui des 12 et celui de la municipalité qui finiront par s'incarcérer réciproquement ». L'intrigant Morène est parti pour Paris le même jour qu'il a provoqué l'adresse contre « le petit Capet ». Plus bas en parlant de Morène il dit : « Je puis me tromper, mais je soupçonne le petit intendant de la commune d'être un agent de Léonard Bourdon, duquel, sauf le respect dû à la Représentation nationale, je n'estime point la moralité ». La dernière phrase est par prudence omise dans le résumé dans le rapport du bureau de police⁵. Léonard Bourdon était hébertiste et méprisé par Robespierre⁶.

¹ Fⁿ 4669.

² Il écrit Moret dans ce rapport, mais plus tard toujours Morène.

³ Le rapport est résumé Fⁿ 4437, rapport 20 floréal.

⁴ Sur la tentative d'assassinat voir Wallon t. I, p. 181.

⁵ Fⁿ 4437, rapport 28 floréal.

⁶ Robespierre le caractérise dans ses notes comme intrigant et hébertiste, et lui reproche ses formes indécentes. Papiers inédits t. II, p. 21.

Le Comité avait déjà, le 8 floréal, ordonné l'arrestation de Morène et de l'apothicaire Bessière, son complice¹. Le 22 floréal il donne l'ordre de transférer l'ex-ménisier Bigot, l'agent national Aignan² et plusieurs autres membres des autorités constituées³. Le 28 floréal la décision définitive est prise. Plusieurs intrigants dénoncés par Demaillot sont arrêtés, « le comité illégal de la municipalité » dissous, et il est interdit aux sections de se réunir plus d'une fois par décade. Morène est transféré aux Carmes. Bigot avait déjà été arrêté, Aignan et les autres membres des autorités constituées sont mis en liberté⁴.

Demaillot raconte dans un mémoire justificatif qui se trouve dans son dossier, qu'il accompagnait lui-même Aignan à Paris. Aignan et Morène furent confrontés en présence de Robespierre, Laplanche et Demaillot. Morène fut contraint d'avouer « ses forfaits ». Robespierre approuva la conduite de Demaillot, mais proposa d'abord que Morène rentrerait à Orléans sous la garde d'un gendarme, sous le prétexte de sa commission dans cette commune. La raison en était d'après Demaillot — le mémoire est écrit après thermidor — « Qu'il (Robespierre) avait reconnu dans l'esprit subtil et tracassier de Morène un sujet propre à remplir l'atroce complot qu'il méditait » (1).

Le 1 prairial Demaillot écrit de nouveau d'Orléans. Il rapporte que l'ancien comité de la municipalité a fait arrêter beaucoup de « pères de famille et bons républicains », il propose que le présent « comité révolutionnaire », qui est « en bons principes », revise les arrestations de l'autre comité, et il exige « l'accélération des commissions populaires ». Robespierre note dans la marge du résumé du rapport de police⁵ « que le comité révolutionnaire donne son avis sur les détenus ». Le 3 prairial Demaillot demande le mandat d'apposer les scellés aux papiers de la société populaire, et prie le Comité de montrer de l'indulgence pour les signataires de la pétition contre le petit Capet. Beaucoup ont signé sans intentions coupables. Il renouvelle le 6 prairial sa prière de revision des arrestations et envoie d'autres noms de « complices du système hébertiste ».

Nous ne trouvons pas une telle revision dans le registre du Comité. Demaillot dit lui-même dans son mémoire justificatif qu'il est rentré à Paris après un bref séjour à Orléans, et qu'il a présenté au Comité le tableau des arrestations. Robespierre l'a engagé à se prononcer sur les détenus, et il dit que de 90—100 détenus, il a proposé la mise en liberté des trois quarts. Robespierre n'a cependant fait libérer que 10—12. Mais Demaillot, ne l'oublions pas, écrit ceci de la prison, immédiatement

¹ Enrég. AFII²²¹ à la date.

² Demaillot et le comité écrivent Aignan. Il s'agit d'Etienne Aignan, littérateur connu né 1773, élu membre de l'Académie Française 1814, mort 1824.

³ AFII²²¹ à la date.

⁴ Enrég. AFII²²¹ à la date.

⁵ F⁴⁴³⁷, rapport 3 prairial.

après thermidor, à une époque où la première condition de pouvoir espérer la mise en liberté était de maudire Robespierre. 20 ans plus tard il écrit cependant qu'il avait sauvé Orléans de la cruauté de Léonard Bourdon, et que les mises en liberté des persécutés furent effectuées sur l'ordre de Robespierre et signées par lui¹.

Le mandat de Demaillot avait été étendu le 28 floréal à comprendre les départements de Loiret, Seine-et-Marne, Yonne et Loir-et-Cher². Le 13 prairial il décrit « les horreurs du système hébertiste le long des bords de la Loire ». A Beaugency « l'esprit public est mauvais », le comité de surveillance consiste en « frippons et sots », conduits par le hébertiste notoire Cornet. Un autre coquin est Durand Lamotte, administrateur du district. A Blois, l'esprit public est bon, mais troublé par l'ex-prêtre Rochejean, par Arnault, membre du comité de surveillance et Hezine, l'agent national³. Le Comité de salut public décrète leur arrestation le 1 messidor⁴. Le 11 messidor le comité de surveillance annonce leur transfert à Paris⁵. Le 16 messidor le comité de surveillance envoie les pièces concernant Hezine « partisan de Vincent, Hébert et Ronsin »⁶. Le 19 messidor les dénoncés ont été interrogés par Lanne. Mais dans ce rapport on ne trouve pas trace d'« hébertisme ». Les dénoncés sont accusés de prévarications et d'autres abus de pouvoir, Garnier de Saintes les caractérise comme « feuillantins »⁷.

Nous avons donc ici plusieurs exemples qui montrent que le mot « hébertisme » a été appliqué tout simplement à des fonctionnaires publics qui se faisaient remarquer par une conduite malhonnête et brutale.

Les rapports font aussi connaître un article qui dévoile l'agitation souterraine menée contre Robespierre dans les départements le temps précédant thermidor. Une lettre de Dijon, datée du 20 messidor fait savoir qu'on raconte que « la République est sur le point d'être anéantie, que Robespierre veut devenir roi en épousant la fille de Capet »⁸.

Il y a aussi quelques rapports sur les repas civiques à la fin de messidor. Ces repas civiques furent instaurés à l'occasion du 5^e anniversaire de la prise de la Bastille, et consistaient en une sorte de repas patriotiques communs pris par des citoyens en public. Ils étaient l'objet d'une vive critique de la part de l'agent national dans la séance de la Commune le

¹ Tableau historique des prisons de l'Etat de France sous le régime de Buonaparte, par M. Eve Demaillot, vieillard infirme et prisonnier d'Etat pendant 10 ans. Paris 1814.

² Enrég. AFII²²¹.

³ F⁴⁴³⁷, rapport 18 prairial.

⁴ Aulard t. XIV, p. 401. Enrég. AFII²²¹.

⁵ F⁴⁴³⁷, rapport 18 messidor 3 div.

⁶ F³⁸²¹, rapport 20 messidor 3 div.

⁷ F³⁸²², rapport 4 thermidor 3 div.

⁸ F³⁸²², rapport 11 thermidor 2 div. L'article est publié par A. Mathiez dans Ann. Hist. de la Révolution Franç. sept.-oct. 1927.

27 messidor, Barère les attaque le 28 à la Convention, et Robespierre s'en plaint le même soir aux Jacobins¹.

L'agent national les mentionne dans ses rapports le 26, 27, 28 messidor². Un rapport d'Arras, écrit le 1 thermidor, est intéressant en ce qu'il montre que ceci n'était pas un phénomène isolé, limité à Paris. Les administrateurs du district écrivent: « Des repas avaient lieu dans la ville. La municipalité invite les bons citoyens à se méfier du piège qu'on leur tendait, les repas cessèrent ». Le rapport raconte en plus qu'une quarantaine d'individus se sont rendus à Paris, on soupçonne une conspiration.

Quelquefois on parle de personnes soupçonnées de vouloir assassiner Robespierre. On connaît assez les deux tentatives avortées du 4 et du 5 prairial³. Il est également certain que plusieurs députés qui se sentaient menacés par Robespierre ont eu des projets semblables⁴. Les autorités sont plus méfiantes que jamais. Le rapport du 23 prairial annonce que la section Mucius Scaevola envoie « le procès verbal de Jean Bertrand, ex-prêtre et vicaire de Saint-Sulpice, qui était suspect à plusieurs personnes parce qu'il s'était présenté plusieurs fois chez Robespierre. Bertrand a dit qu'il avait fait passer à Robespierre un hymne pour la fête »⁵. Le 12 messidor l'agent national, Payan, envoie une « copie de l'interrogatoire subi par le nommé Rouvière, ci-devant secrétaire de Capet. Il a été arrêté dans la maison du citoyen Robespierre, lorsqu'il demandait à lui parler particulièrement. Cet homme était en état d'arrestation à Bois-Commun, et par un arrêté du district il lui fut permis de voyager un mois pour affaires accompagné d'un garde. On l'a trouvé muni d'un couteau, d'un canif, d'un rasoir et de pièces d'argent portant les effigies de Capet XV, du dernier Capet et de sa femme Antoinette... »⁶.

III.

Les rapports montrent clairement que la question religieuse était encore une cause de troubles dans le pays. Dans quelques endroits on annonce la mort du fanatisme, dans d'autres on s'efforce de le vaincre par des moyens pacifiques. La société populaire d'Autun « instruit la Convention qu'elle a nommé des patriotes éclairés qui se transporteront dans les villages les jours de décades pour prêcher l'amour de la patrie et surveiller les fermiers. Elle demande d'inviter par une circulaire toutes les sociétés populaires de la République d'envoyer de semblables missionnaires dans les campagnes »⁷.

¹ Voir *Moniteur* nr. 269, 302, *Journal de la Montagne* 83.

² F⁹ 3822, rapport 1, 2, 6 thermidor 1 div.

³ Voir chap. VIII, p. 138.

⁴ Voir chap. I, p. 19.

⁵ Il s'agit naturellement de la fête du 20 prairial.

⁶ F⁹ 3822, rapport 6 thermidor 1 div.

⁷ Rapport 10 prairial.

Julien fait jouer des pièces patriotiques dans les théâtres et envoie des patriotes prêcher dans les communes rurales¹.

Dans plusieurs endroits les fidèles se plaignent des persécutions. Le 10 prairial nous trouvons que la société populaire de Neuilly, département de Lot-et-Garonne, s'est adressée au Comité parce que on a enlevé à la commune, en dépit de la loi, la dernière cloche. Les officiers municipaux de Saprois, Jura, se plaignent que « la liberté des cultes soit violée et qu'on tourmente les prêtres pour les forcer à abdiquer »². De Morlaix, Finistère, nous avons le résumé d'une pétition d'une citoyenne qui — dans la rédaction du bureaucrate — « au nom de 300 citoyennes », se plaint « que les autorités constituées empêchent l'exercice de la soi-disant religion catholique, et demande le retour de leurs enfants prêtres soumis aux lois. Tout caractérise une femme aveuglément superstitieuse quoique pénétrée de sentiments vraiment républicains »³.

La dernière remarque témoigne d'une sympathie indulgente. Les robespierristes s'étaient toujours opposés aux persécutions des fidèles naïfs et des prêtres qui obéissaient aux lois. Dans le rapport du 13 prairial nous trouvons l'article suivant: « L'agent national du district de Senlis, département de l'Oise, rend compte au Comité du succès de ses courses républicaines pour la destruction du fanatisme dans les communes de son arrondissement, prévient que l'esprit public dans les districts de Gonesse et de Meaux n'est point à la hauteur où il doit être, que les prêtres y continuent leurs fonctions, et que déjà plusieurs communes de son arrondissement prétendent s'autoriser de l'exemple de leurs voisins pour célébrer les fêtes et les dimanches ». Mais son zèle n'est pas apprécié. Saint-Just écrit dans la marge: « écrire à cet agent national qu'il doit se borner à ses fonctions précisées par la loi, respecter le décret qui établit la liberté des cultes, et faire le bien sans faux zèle ». Robespierre va jusqu'à trouver l'agent suspect. Il note au même article: « s'informer des principes de cet agent national »⁴. Et quand la société jacobine de Vienne la patriote, l'Isère, engage la Convention Nationale à donner une loi qui comprendra les prêtres dans le décret du 27 germinal, Robespierre écrit dans la marge: « cette demande prouve que cette société est menée par des intrigants, il faut communiquer cette adresse à Payan ». Payan, l'agent national de Paris, était du département de la Drôme, et devait par conséquent connaître personnellement l'état des choses à Vienne la patriote⁵.

Mais les « fanatiques » furent persécutés sans faiblesse s'ils violaient les lois, où si on avait l'impression qu'ils avaient des opinions politiques contre-révolutionnaires. Le 12 messidor on trouve un article résumant

¹ Rapport 15 prairial.

² Rapport 27 prairial.

³ F⁹ 3822, rapport 6 thermidor 2 div.

⁴ Hamel fait mention de cette article. *Histoire de Robespierre* t. III, p. 604.

⁵ La demande de la société est dans le rapport du 15 prairial.

une dénonciation de Rousseville contre 12 ci-devant augustines: « Il a trouvé dans les mains de leurs jeunes pensionnaires, qui sont au nombre de trois, un livre contenant des demandes et des réponses dont plusieurs sur les maisons impériales, royales et sur le pape. En conduisant la maîtresse de cette maison avec sa sœur au comité de surveillance, il a remarqué qu'elles refusaient de s'expliquer sur leurs opinions politiques. Il a su depuis que ces mêmes personnes avaient opiniâtement refusé d'aller à la fête de l'être suprême. On a cherché de vaincre leur mauvaise volonté en chantant des hymnes patriotiques devant leur maison. Elles ne se sont même pas montrées à leurs fenêtres »¹.

De Marcigny, Saône-et-Loire, l'administration du district annonce qu'on a fait arrêter 5 individus « prévenus de fanatisme » dont un citoyen « qui ne voulait consommer son mariage qu'après la bénédiction d'un prêtre non assermenté ». Il est vrai qu'on ajoute qu'il est aussi soupçonné de connaître le refuge d'un prêtre réfractaire².

C'est un sacrilège de profaner les symboles de la révolution. Un citoyen de Pont-audemer, Eure, prétend qu'il a été arrêté pour avoir « regardé l'arbre de la liberté avec indifférence »³. L'agent national du district de Donfront, l'Orne, rapporte qu'il a fait arrêter 4 jeunes gens de la 1^{re} requisition pour avoir abattu l'arbre de la liberté et un nommé Lebrun pour l'avoir acheté. Il a interrogé les 4 jeunes gens, qui répondirent qu'ils avaient bu, et l'agent national assure qu'ils avaient toujours été de bons républicains. Mais Saint-Just dit dans la marge: « envoyer à Paris les 4 jeunes gens et Lebrun »⁴.

Les fanatiques ont cependant déployé une grande activité. De toutes les régions de la république les dénonciations affluent contre des « rassemblements fanatiques », pour la plupart convoqués sur l'initiative d'ex-prêtres. On a presque l'impression de se trouver devant une offensive cléricale. Dans le rapport du 5 floréal nous trouvons une dénonciation de l'agent national du district Montagne contre plusieurs fonctionnaires publics dans la commune de Perotin — l'agent national qui est prêtre, le maire, des officiers municipaux, membres du comité de surveillance — qui ont arrangé des rassemblements dangereux pour ressusciter le fanatisme. Ils ont été arrêtés et Saint-Just note dans la marge: « Accélérer leur traduction à Paris ». Le comité de surveillance de Precy, l'Aube, « dénonce des rassemblements fanatiques, provoqués par l'ex-curé ». L'agent national, requis d'exécuter la loi contre ces rassemblements, répondait que l'exercice du culte était libre⁵. L'agent national du district Mont-sur-Loire rapporte

¹ F^o 3821, rapport 17 messidor 2 div.

² F^o 3821, rapport 16 messidor 4 div.

³ F^o 3821, rapport 30 messidor 2 div.

⁴ F^o 4437, rapport 14 messidor 4 div.

⁵ F^o 3822, rapport 3 thermidor 1 div. Le décret du 18 floréal maintient expressément la liberté des cultes.

le 19 messidor: « des agitateurs perfides, des fanatiques lèvent en ce moment une tête altière, l'esprit des prêtres régnant sur la majeure partie des campagnes aveuglées. Le décret de la Convention nationale¹ n'a pas produit l'effet qu'on attendait, le rapport sur le plan des fêtes décadaires est nécessaire »². L'agent national de Bordeaux rapporte que les prêtres dans les environs de la ville continuent à célébrer la messe et maintiennent « l'erreur et la superstition ». Les conséquences peuvent devenir « funestes »³. Un autre article parle du « scandale des districts de Libourne et de Bordeaux où tous les curés sont encore en fonctions »⁴. L'administration du district de Belfort annonce qu'elle a donné l'ordre au comité de surveillance de Woltz de se démettre de sa charge, « pour avoir, sous prétexte de religion, fait incarcérer un grand nombre de citoyens, de ne leur avoir rendu la liberté qu'après avoir exigé d'eux le serment d'aller à la messe »⁵. Le comité révolutionnaire de Tourves, Var, écrit le 11 messidor qu'il a trouvé nécessaire de révoquer sa décision relative aux cloches des églises et la cessation de l'exercice public du culte de peur de tumultes. Un administrateur du district a excité le peuple et menacé de recourir à la force armée pour faire arrêter le comité⁶. Dans la commune de Servion, Ardennes, des citoyens armés ont empêché l'agent national près le district d'afficher l'inventaire de « l'argenterie et des autres objets dans la ci-devant église », et les officiers municipaux ont refusé de disperser l'attroupement et de nommer les plus rebelles. L'agent national a cependant les noms de quatre femmes qui y ont pris part⁷. De Marigny, l'Aube, deux municipaux écrivent le 18 prairial qu'ils ont été démis de leurs fonctions pour avoir participé à « une insurrection ou plutôt rébellion à fin d'empêcher l'enlèvement des hochets du fanatisme ». Ils protestent de leur innocence.

C'est autour des fêtes du dimanche et de décade que les luttes les plus âpres ont eu lieu. Il y a une foule de dénonciations contre des personnes qui refusent de célébrer les décades. Les raisons du refus sont toutefois assez variées et toutes les dénonciations ne sont pas également sérieuses. Le 6 messidor le directoire du juré d'accusation du district de Pithiviers, Loiret, demande, à cause de la réponse du voiturier Rabet que « la fête de décade est une belle bougre de fête »: « Est-il nécessaire de le traduire

¹ Le décret du 18 floréal.

² F^o 3821, rapport 30 messidor 2 div.

³ F^o 4437, rapport 14 messidor 2 div.

⁴ F^o 3821, rapport 17 messidor 2 div.

⁵ F^o 4437, rapport 14 messidor 4 div. On pourrait être tenté de supposer un lapsus calami. Mais Saint-Just ajoute dans la marge « renvoyer à Collot d'Herbois » (pourquoi?) et le bureaucrate ajoute: « Écrit le 18 messidor sur l'avis de Saint-Just ». Il est impossible qu'aucun d'eux n'eût remarqué une si grossière erreur.

⁶ F^o 3822, rapport 6 thermidor 4 div.

⁷ F^o 3821, rapport 17 messidor 1 div.

devant le Tribunal révolutionnaire? Il est septuagénaire, infirme, ne paraît pas jouir de ses facultés intellectuelles. Il a plus de préjugés que de mauvaises intentions¹. Il est aussi question de la traduction d'un cultivateur de Saint-Martin, l'Ain, qui « veut fanatiser les esprits en soutenant publiquement qu'il valait mieux fêter les dimanches que les décades, les hommes et les animaux ne pouvant travailler 9 jours consécutifs »². Il n'est cependant pas douteux que nous sommes ici en présence d'une des causes du peu de popularité du système des décades parmi le peuple.

Mais il y a aussi des rapports qui prouvent que dans bien des endroits on se trouvait en présence d'une guerre religieuse entre les patriotes et les masses catholiques. L'agent national du district du Sigec, rapporte le 30 prairial: « Un enfant a prétendu que Dieu lui était apparu dans une cabane de berger et lui avait assuré que les prêtres insermentés reprendront bientôt leurs fonctions. Le 20 prairial (ci-devant jour de la Pentecôte) Dieu allait y dire la messe. La cabane fut en effet décorée de fleurs pendant la nuit. La municipalité, instruite par quelques femmes, fit marcher la garde nationale; on mit le feu à la cabane — les femmes se sont mises en fuite, on en a saisi une quinzaine. Il ne négligera rien pour connaître les moteurs de ce mouvement »³. De Saint-Didier, l'Eure, le comité de surveillance et la société populaire envoient une dénonciation contre le maire: « Il a célébré la Pentecôte dans le Temple de la Raison, revêtu de l'écharpe municipale. La garde nationale a refusé de prendre part à cette orgie, elle s'est portée autour de l'arbre de la liberté et chanté des hymnes en l'honneur de l'être suprême »⁴. A Avre Libre, ci-devant Roye, Somme, le comité révolutionnaire dénonce le fanatisme: « Les trois quarts des habitants affectent de célébrer les dimanches et les fêtes par une parure extraordinaire. Ils insultent aux patriotes qui ne fêtent que les nationaux »⁵. Le comité de surveillance de Montauban, département du Lot, se plaint « des propos superstitieux » qui se répandent dans les communes voisines. « L'on fait entendre au peuple qu'il a paru une lettre émanée de Jésus-Christ adressée aux bons chrétiens qui leur ordonne de ne pas travailler les jours de dimanches et fêtes »⁶. L'agent national de Montauban annonce la renaissance du fanatisme, « qu'on chôme les fêtes et les dimanches et que l'agriculture en souffre ». Mais les comités de surveillance et les officiers municipaux gardent le silence⁷. Et l'agent national de Nemours, Seine-et-Marne, rapporte qu'on ne fête pas les décades, mais les dimanches quoiqu'il n'y ait plus d'ecclésiastiques en fonctions⁸.

¹ F¹ 3821, rapport 16 messidor 3 div.

² F¹ 3821, rapport 17 messidor 1 div.

³ F¹ 3821, rapport 20 messidor 3 div.

⁴ F¹ 3822, rapport 6 thermidor 2 div.

⁵ F¹ 3821, rapport 20 messidor 4 div.

⁶ F¹ 3822, rapport 3 thermidor 3 div.

⁷ F¹ 3822, rapport 7 thermidor 3 div.

Il est particulièrement intéressant d'observer l'effet qu'ont produit les fêtes de l'être suprême et de la nature dans les départements. Les rapports diffèrent à cet égard. De Sotheville-sous-le-Val, Seine-Inférieure, le président de la société populaire écrit le 13 messidor que « le fanatisme est en train de reprendre forces. Plusieurs individus se sont permis de faire le signe de la croix, de se mettre à genoux pendant la lecture des lois et dans le sein de la société populaire qui y (dans l'église) tient ses séances. Il fait passer un arrêté de la société populaire portant que ceux de ses membres qui se mettraient à genoux ou qui feraient des signes de croix, seraient regardés comme fanatiques et chassés de la société. Il invite le Comité à seconder le zèle des patriotes »¹. L'agent national du district de Laon, département de l'Aisne, rapporte, le 13 messidor, « que dans cette commune les dimanches et les fêtes sont oubliés, mais qu'il n'en est pas de même dans les campagnes. Dans quelques-unes la fête de l'être suprême a été précédée d'une messe et d'une *veni creator* »². L'agent national du district de Reims (?), Aube, écrit que la fête de l'Eternel a été célébrée avec pompe dans le district, mais mentionne en même temps des exemples du réveil du fanatisme: « La municipalité de Crugny a substitué à la fête de l'être suprême celle de la Pentecôte. Une messe blanche a été chantée, les vêpres et l'hymne des Marseillais. On se propose de renouveler ces cérémonies chaque décade. Cette municipalité est très dangereuse »³. L'agent national de Cany, Seine-Inférieure, écrit en parlant de l'esprit public qu'il « est généralement bon », et « joint à cette lettre une proclamation pour détromper les crédules qui croient que la Convention voulait faire revivre la superstition »⁴.

Mais ceci paraît avoir été l'exception. Les rapports montrent souvent que les patriotes ont accepté avec joie le décret, et que la fête de l'être suprême a raffermi leur position. Ainsi l'agent national du district de Barjols, département du Var, écrit le 20 prairial: « Le décret du 18 floréal a produit le plus grand effet. Cotignac, Barjols et plusieurs autres communes ont fermé leurs églises. Les dépouilles sont envoyées au district. Il n'y a ni plaintes, ni murmures. Les prêtres se taisent, quelques-uns s'éloignent. La fête en l'honneur de l'être suprême a été célébrée le 20 prairial. L'affluence, la tranquillité, la gaieté y ont régné »⁵. L'agent national du district de Montargis, Loiret, « annonce le 20 prairial que la fête de l'être suprême a électrisé tous les vrais républicains ». Il y a plusieurs rapports semblables qui expriment leur enthousiasme pour le décret de la fête⁶.

¹ F¹ 3821, rapport 20 messidor 4 div.

² F¹ 3822, rapport 4 thermidor 1 div.

³ F¹ 3822, rapport 3 thermidor 4 div.

⁴ Voir l'article de l'agent national de la commune Montségur, Bec-d'Ambes, F¹ 4437.

⁵ rapport 14 messidor 2 div., de l'agent national de Valence, Lot-et-Garonne, F¹ 3822, rapport 7 thermidor 3 div., de l'agent national du district Villefort, Lozère, ibidem.

⁶ F¹ 3821, rapport 30 messidor 1 div.

⁷ F¹ 3822, rapport 5 thermidor 4 div.

Dans sa politique économique le gouvernement se heurte à des difficultés en partie nouvelles. Il avait, comme nous avons vu, adopté envers les producteurs une politique plus prudente. Nous avons dans un article du rapport du 9 thermidor sur l'affaire George Combes un témoignage de cette nouvelle politique économique. Georges Combes était négociant à Cette, département du Hérault, et accusé de fédéralisme. Plusieurs dénonciations affirmant qu'il avait tâché d'entraîner les jeunes gens à rejoindre les troupes des girondins en 1793. Le comité de surveillance de Cette ordonne son arrestation et saisit ses biens¹. George Combes avait cependant été nommé membre de la Chambre de Commerce de Paris et par deux arrêts, le 22 floréal et le 9 messidor — tous les deux de la main de Robert Lindet² — le comité le prend sous sa protection. Le mandat d'arrêt et le séquestre de ses biens sont levés. Le 17 messidor l'administration du département du Hérault répond que « les biens de George Combes et de sa famille jouiront de toute la protection des lois; sur la demande du Comité, ils fourniront un mémoire détaillé sur les moyens de vivifier la commune de Cette et d'exiger des négociants des exportations hors de la république; ils proposeront de former une agence de bons citoyens actifs et occupés de ce seul objet; ils travailleront à rétablir l'union entre les patriotes »³.

On a encore à lutter contre la spéculation et le discrédit des assignats⁴. Le discrédit des assignats est particulièrement grand en Alsace⁵. Les jacobins en accusent les juifs et les prêtres, et exigent « la proscription de toute monnaie métallique et l'expulsion des juifs »⁶. Le Comité cependant ne voulait pas aller jusqu'à proscrire toute monnaie métallique⁷. Il rejette également tout antisémitisme. L'accusateur public du Haut-Rhin avait élaboré un placard contre les discréditeurs des assignats, où il traite les juifs de « caste infernale ». Herman répondit par un sermon républicain: « les expressions injurieuses qu'il adresse à tous les juifs en général, contre-viennent au vœu de la Constitution qui tend à proscrire les préjugés, et à ne former de toutes les nations qu'une seule et même famille »⁸.

Les mesures sociales du Comité, comme le livre de bienfaisance⁹, sont souvent exposées au sabotage et à la malveillance. La société populaire

¹ Voir son dossier F⁹ 4361.

² Aulard t. XIII, p. 439, t. XIV, p. 538.

³ F⁹ 3822, rapport 9 thermidor 2 div.

⁴ Voir dans les rapports 17 floréal F⁹ 4437, 18 mess. 1 div., et F⁹ 3821, 24 mess. 4 div.

⁵ Voir les rapports de Garnerin F⁹ 4437, 2 prairial, et F⁹ 3821, 11 messidor 4 div.

⁶ F⁹ 3822, rapport 6 thermidor 4 div.

⁷ Lorsque le représentant en Alsace, Foussedoire le proposa, le gouvernement répondit en le rappelant. A. Mathiez: *La Révolution Française* III, p. 170.

⁸ DIII 221.

⁹ Voir Albert Mathiez: *La Révolution Française* t. III, p. 174.

de Melun écrit que « des malveillants répandent des alarmes dans les campagnes et donnent le ridicule aux travaux de la Convention. Ils disent aux vieillards auxquels la République a distribué des secours qu'on ne leur demande leurs noms que pour leur faire passer le reste de leurs jours dans les dépôts »¹.

La crise des vivres existe encore. A cette occasion le bruit court dans le district de Tarbes qu'on veut faire guillotiner les vieillards et les enfants à cause de la crise du pain. Robespierre note dans la marge qu'il faut faire arrêter les auteurs et les expédier à la Conciergerie². De Saprois, Jura, on rapporte que « la situation des subsistances est alarmante »³. Julien écrit le 16 prairial qu'une grande disette règne à Bordeaux⁴. Un anonyme d'Agen, Lot-et-Garonne, accuse la municipalité et l'agent national de « favoriser les accapareurs ». « Les sans-culottes n'ont point de pain, les riches sont opulents ». Saint-Just note dans la marge: « Ecrire une lettre de réprimande à cet agent, lui ordonner de rendre compte tous les dix jours des mesures qu'il a provoquées et du fruit des mesures »⁵.

De même que dans la province, la disette persiste à Paris, quoiqu'en causant moins de troubles. La crise de la viande paraît surtout avoir « fait murmurer ». Un citoyen de la section de la Fraternité a été arrêté pour les propos suivants: « il a dit que sous deux mois et même avant le citoyen Robespierre sera guillotiné. Il ajoute qu'il aimerait mieux mourir que d'avoir la difficulté qu'il a, à se procurer de la viande »⁶. Guérin signale le 23 prairial des petits rassemblements devant la porte des boulangers⁷ et, le 26 messidor, l'agent national écrit que « l'approvisionnement des Halles est faible et que la cherté des légumes et fruits fait murmurer »⁸. Déjà dans le rapport du 1^{er} thermidor il est cependant dit « que les subsistances sont moins chères et que la distribution se fait en ordre »⁹. On commençait à sentir l'effet de la récolte de l'année qui était extraordinairement riche.

Le Comité protège le transport et l'échange normal des marchandises. Un charretier dénonce trois individus de la commune de Maintenon pour lui avoir pris le beurre et le fromage destiné à Paris. Saint-Just note dans la marge: « renvoyer cette note à l'accusateur public pour qu'il agisse conformément aux lois ». L'affaire était d'après les décrets du 23 ventôse

¹ F⁹ 3821, rapport 20 messidor 4 div.

² Rapport 10 floréal.

³ Rapport 26 prairial.

⁴ F⁹ 4437, rapport 14 messidor 2 div.

⁵ F⁹ 4437, rapport 16 prairial.

⁶ F⁹ 4437, rapport 14 messidor 1 prairial. On peut comparer les rapports de l'agent national du département de Paris pour la 3^e décade de floréal, F⁹ cIII Seine 13.

⁷ F⁹ 4437, rapport 14 messidor 1 div.

⁸ F⁹ 3822, rapport 2 thermidor 1 div.

⁹ F⁹ 3822, rapport 1 thermidor 1 div.

et du 22 prairial de la compétence du Tribunal révolutionnaire¹. Le comité de surveillance de Dourdan, département de Seine-et-Oise, écrit que plusieurs citoyens parisiens se procurent des vivres dans cette commune, et qu'il a décrété de regarder comme suspects ceux qui envoient des vivres. Robespierre note dans la marge : « écrire au comité pour l'éclairer sur les inconvénients de cette mesure et lui dire qu'il révoque son arrêté »². La société populaire de Loudéac, Côtes-du-Nord, exige la mise en liberté d'un des administrateurs du district que le comité de surveillance de la commune a fait arrêter, parce qu'on avait trouvé chez lui un quintal et demi de blé en plus de ce qu'il avait déclaré. Mais il existe des témoins pour prouver qu'il les a déclarés. Saint-Just écrit dans la marge : « remettre cet homme en liberté »³. Le 18 messidor Herman a élaboré un rapport dirigé contre plusieurs cultivateurs de Pont-Oise, arrêtés pour « fausses déclarations ». Les uns doivent être mis en liberté, « comme paraissant avoir été suffisamment punis par une détention d'un mois pour une inexactitude peu considérable », les autres doivent provisoirement être retenus dans la prison, comme ayant soustrait des quantités considérables dans leurs déclarations. Enfin il propose la confirmation de l'arrestation d'une veuve riche et du maire. La veuve a soustrait 155 quintaux d'avoine, le maire n'en a soustrait que 15, mais comme fonctionnaire public sa responsabilité est plus grande⁴. A Paris le maximum est observé avec une certaine prudence. Garnier, électeur de Paris, greffier de paix, se plaint qu'il ait été arrêté exclusivement pour avoir proposé dans sa section, Panthéon Français, le 25 prairial, « d'autoriser la force armée à traduire devant les autorités constituées les citoyens qui s'introduiraient avant leur tour chez les bouchers ou bien en emporteraient une plus grande quantité que celle fixée par la loi »⁵.

Maintenant c'est de la part des ouvriers que le Comité rencontre la plus grande résistance. Le maximum de salaire faisait partie du système de réglementation, et avait été stipulé au salaire moyen de 1790 plus la moitié. Les prix maxima étaient fixés aux prix en 1790 plus le tiers, le comité avait donc eu l'intention de favoriser les ouvriers. C'est cependant évident que les prix maxima n'étaient pas observés, surtout dès le moment que le gouvernement avait adopté une politique plus prudente. Mais en même temps les ouvriers avaient la possibilité d'exercer une pression sur leurs patrons, parce que le service militaire et l'industrie de la guerre avaient provoqué une certaine rareté de bras ouvriers⁶. Les diffi-

¹ F¹ 4437, rapport 14 messidor 1 div.

² Rapport 22 floréal 14 messidor 1 div. Hamel fait mention de cet article dans Histoire de Robespierre t. III, p. 604.

³ F¹ 4437, rapport 14 messidor 2 div.

⁴ F¹ 3821, rapport 26 messidor 3 div.

⁵ F¹ 3822, rapport 7 thermidor 1 div.

⁶ Voir sur cette question Albert Mathiez : « La vie chère et le mouvement social sous la Terreur », chap. X : Le maximum des salaires. Paris 1927.

cultés étaient particulièrement sensibles lors des travaux de la moisson. De tous les côtés on se plaint de la hauteur des salaires. Le comité révolutionnaire de Seyne, dans le district de Digne, Basses-Alpes, « demande une loi contre les domestiques cultivateurs qui au mépris de leurs engagements exigent un salaire exorbitant et semblent profiter du peu de bras pour l'agriculture »¹. Les administrateurs du district de Mer envoient le 11 messidor une copie de 2 arrêtés dirigés contre deux ouvriers « prévenus de propos tendant à s'opposer à l'exécution de la loi du 11 prairial relative aux travaux de la campagne ». Ils demandent si « ces délits qui tendent à provoquer une coalition », sont de la compétence du Tribunal révolutionnaire².

Un des agents du Comité, Lambert, écrit que les ouvriers du département de la Marne refusent de travailler pour le maximum. Il recommande de les traiter en suspects, « mais on craint que les autorités constituées ne prennent aucune mesure de rigueur »³. L'accusateur public et le président du tribunal criminel de Puy-de-Dôme envoient le 24 messidor « les pièces de l'affaire Fabre, journalier cultivateur qui est prévenu d'avoir excité d'autres journaliers à refuser de travailler au prix de la taxe ». Il est mis en requête pour travailler au salpêtre, mais refuse⁴.

Pour remédier au manque de bras, la Convention décrète le 21 messidor, à la proposition de Vadier, que « les laboureurs, manouvriers, brasseurs et artisans de profession de campagnes, bourgs ou communes dont la population est au-dessous de douze cents habitants, qui étaient détenus comme suspects, doivent être mis en liberté provisoire »⁵. Seuls étaient exceptés ceux qui avaient porté des armes contre la République, ou qui étaient coupables de haute trahison. La mise en liberté devait être arrêtée par le comité de surveillance au chef-lieu du district pour être ensuite expédiée au Comité du salut public et au Comité de sûreté générale.

Les administrateurs du district d'Arras annoncent le 1^{er} thermidor « que l'extension qu'on a donnée au décret du 21 messidor sur les détenus a eu les suites les plus alarmantes. L'aristocratie lève la tête, les modérés, les faux patriotes se réunissent, on emploie tous les moyens pour soulever le peuple »⁶. Un compte-rendu, envoyé par un des comités révolutionnaires à Amiens, le 3 thermidor, signale les mêmes faits : « Ils (les membres du comité de surveillance) ont mis en liberté provisoire tous ceux que leurs municipalités ont réclamés comme cultivateurs et nécessaires pour le moment de la récolte et en outre reconnus n'avoir été arrêtés que par la mesure de sûreté générale, recommandée par l'arrêté des re-

¹ Rapport 4 prairial.

² F¹ 3821, rapport 20 messidor 3 div.

³ F¹ 3821, rapport 24 messidor 3 div.

⁴ F¹ 3822, rapport 2 thermidor 4 div.

⁵ Moniteur n^o 293.

⁶ F¹ 3822, rapport 7 thermidor 4 div.

présentants Saint-Just et Lebas¹. Le Comité a-t-il été d'avis que la seule réclamation des municipalités suffisait pour la mise en liberté, et que le décret devait être appliqué à l'égard des ci-devants? Robespierre en tout cas a été adversaire du décret. Dans son discours du 8 thermidor il regrette qu'on ait donné la liberté indistinctement à tous les cultivateurs et non seulement aux patriotes².

À Paris il y a aussi un fort mouvement parmi les ouvriers en faveur d'un haussement des salaires. Le rapport du 5 floréal signale « que les râteaux de tabac ont formé un rassemblement pour obtenir une augmentation des salaires qu'on a dissipé »³. Saint-Just note dans la marge: « envoyer à la police pour connaître les auteurs du rassemblement et la légitimité des demandes ». Dans le rapport du 11 prairial l'agent national de Paris demande « une décision sur les râteaux de tabac arrêtés le 3 floréal pour avoir formé un rassemblement ». Je n'ai pas trouvé une telle décision dans le registre du bureau.

Le 12 floréal le rapport contient une dénonciation de la part de l'administration de police contre les garçons boulangers qui ne veulent pas travailler à moins de 5 livres par jour et la nourriture. Ils ne portent plus la cocarde. Dans le rapport du 30 prairial le comité révolutionnaire de la section de Popincourt annonce qu'il ne peut pas mener à bout les travaux qu'il avait entrepris pour la République, parce que les ouvriers exigent « des augmentations énormes » de leurs salaires. Beaucoup d'ouvriers qui auparavant ne gagnaient que 5 livres, en gagnent à présent 20. Du mois de messidor nous avons une dénonciation des fabricants de faïence de Paris. « Ils annoncent au Comité que les ouvriers qu'ils emploient, viennent d'arrêter entre eux, qu'ils ne travaillent plus qu'on ne leur allouât le double du prix de 1790, menaçant ceux qui ne se conformeraient point à leur arrêté. Ils sollicitent du comité un ordre à tous les ouvriers de rentrer dans leurs endroits respectifs ». Saint-Just note dans la marge: « renvoyer à l'accusateur public près le Tribunal révolutionnaire »⁴.

Dans un rapport du messidor l'agent national demande s'il doit traduire devant le Tribunal révolutionnaire un garçon ouvrier chez un entrepreneur qui a quitté son travail malgré sa réquisition, « sous prétexte qu'il ne gagnait pas assez ». Deux autres individus sont dans la même situation⁵. Le 7 messidor le comité révolutionnaire de Quinze-Vingts écrit qu'il renouvelle une dénonciation qu'il a faite à Prieur (de la Côte d'Or) des compagnons charpentiers, qui « exigent des prix trop considérables des

¹ F¹ 3822, rapport 8 thermidor 4 div. L'arrêté de Saint-Just et Lebas du 16 pluviôse ordonnait l'arrestation de tous les ex-nobles des départements Pas-de-Calais, Nord, Somme, et Aisne. Voir Paris: Histoire de Joseph Lebon, p. 189.

² Vellay: Discours et Rapports p. 418.

³ Ce rassemblement a eu lieu le 2 floréal. Voir A. Mathiez, ouvrage cité p. 590.

⁴ F¹ 4037, rapport 28 messidor 1 div.

⁵ F¹ 3821, rapport messidor non daté.

commissaires chez lesquels ils travaillent »¹. Dans le rapport du 17 messidor il y a une dénonciation contre les porteurs d'eau qui vexent les citoyens, et contre les ouvriers du faubourg Saint-Antoine « désertant les ateliers à 4 heures pour aller voir les exécutions »². Dans le rapport du 1 thermidor l'agent national signale des troubles au pont de blé parce que les garçons de pille avaient refusé de travailler aux prix ordinaires³.

Les ouvriers travaillant au service de l'État ne pouvaient que difficilement briser la loi du maximum. Aussi le mécontentement a-t-il été le plus grand parmi eux. Le représentant Garnier (de Saintes) écrit le 1^{er} messidor de Rochefort que l'esprit public est bon, « cependant, vu la grande quantité d'ouvriers faciles à égarer, il serait nécessaire qu'il y eût encore pendant quelque temps une cour martiale révolutionnaire, son existence imprimait la terreur ». Mais Saint-Just ne veut pas déroger à la loi du 27 germinal. Il note dans la marge: « Écrire au R. D. P. transférer les coupables qui ont porté les ouvriers à la sédition »⁴.

Au mois de messidor un conflit éclata dans l'imprimerie même du Comité. Le 19 messidor le Comité ordonne l'arrestation de 3 employés dans l'imprimerie du Bulletin des Lois « prévenus d'avoir le jour d'hier forcé avec violence leurs camarades de quitter l'ouvrage avant l'heure fixée et avant que la tâche fût faite »⁵. L'ordre est signé de Barère et Billaud-Varenne. Le 29 messidor le rapport contient un article d'Herman daté du 21 messidor qui annonce l'exécution de l'ordre⁶. Le conflit n'était d'ailleurs pas causé par les salaires mais par le temps du travail. Les employés ont exigé, en plus du diner, un goûter d'une demi-heure entre 3 et 7 h. Herman leur adresse une lettre d'admonition: « La révolution est faite pour le peuple, c'est-à-dire spécialement pour les citoyens qui, comme vous, vivent du travail de leurs mains. Mais comme la révolution est fondée sur la justice, ceux-là seulement en jouiront qui s'en montrent dignes »⁷.

Robespierre et ses amis voulaient s'appuyer sur les sans-culottes, ils voulaient abolir le paupérisme et créer une nouvelle base sociale pour leur pouvoir. Mais par « le peuple » et « les sans-culottes » ils pensaient plutôt aux artisans et aux cultivateurs qu'au prolétariat salarié, qui n'était encore que peu développé. À l'égard du maximum des salaires, ils n'étaient pas libres. S'il ne pouvait pas être maintenu, tout le système de réglementation

¹ F¹ 3821, rapport messidor non daté.

² F¹ 3821, rapport 17 messidor 1 div. La guillotine était après le 22 prairial transportée de la Place de la Révolution à la Barrière du Trône Renversé, près de la porte de Vincennes.

³ F¹ 3822, rapport 1 thermidor 1 div.

⁴ F¹ 4437, rapport 14 messidor 2 div.

⁵ F¹ 4435, plaque 8 — enregistré AFIP à la date.

⁶ F¹ 3821, rapport 29 messidor 1 div.

⁷ Mémoire justificatif pour le citoyen Herman p. 34. Bibl. Nat. Lb⁹/1206, publié par Emile Campardon: Le Tribunal révolutionnaire de Paris, 1866, p. 248-49.

économique, accordé aux sans-culottes, s'écroulerait. Ce conflit qui tendait à dissoudre l'alliance des jacobins et des ouvriers de Paris, contribuait à affaiblir la position de Robespierre le 9 thermidor et fut une des causes indirectes de sa chute.

V.

De nombreux articles dans les rapports contiennent des dénonciations contre les autorités constituées, qui n'entrent pas dans les divisions précédentes. Il y a p. ex. plusieurs plaintes contre les comités de surveillance, surtout dans les campagnes. Ainsi une dénonciation anonyme de Tarascon déclare que « les comités de surveillance des petites villes et des campagnes se laissent mener par des haines particulières, et que les prisons regorgent de citoyens dont les bras sont nécessaires à l'agriculture ». Couthon note dans la marge : « mesure générale à prendre sur les comités, savoir s'il faut les réduire ou les laisser autant que les communes »¹.

Le gouvernement est sévère à l'égard des fonctionnaires dont le civisme est douteux. Le commissaire national près le tribunal du 1^{er} arrondissement à Paris, Faure, avait été arrêté le 14 messidor². Dans le rapport du 8 thermidor on rend compte d'une pétition de sa femme, où sont énumérés plusieurs exemples de son patriotisme. Mais l'article se termine par la remarque suivante : « Le rapport d'Herman sur les tribunaux porte que Faure, fils de Faure, député³, ne s'est montré à aucune époque ami de la révolution, a toujours été neutre, et a refusé la place d'accusateur public au Tribunal Révolutionnaire »⁴. Déjà dans son discours sur le gouvernement révolutionnaire l'automne 1793, Saint-Just avait déclaré : « Vous avez à punir non seulement les traîtres, mais les indifférents même. Vous avez à punir quiconque est passif dans la république et ne fait rien pour elle »⁵. Si ceci était valable pour le citoyen commun, combien davantage pour le fonctionnaire public !

Les notes montrent que Robespierre et Saint-Just étaient sur leurs gardes contre toute tendance à la légèreté ou l'indulgence. Un des comités révolutionnaires de Lunéville dénonce, dans le rapport du 24 floréal, un cordonnier pour « avoir tenu des propos très inciviques » devant deux cents prisonniers. Robespierre note dans la marge : « pourquoi dénoncer les gens suspects au lieu de les faire arrêter ? Réponse sur ce point ». Herman demande dans le rapport du 1 prairial si on peut réunir dans une maison

¹ F⁴ 4437, rapport 18 messidor 1 div.

² L'ordre de destitution et d'arrestation est du 11 messidor. Eurégistré AFH² 221 à la date.

³ Il s'agit de Louis-Joseph Faure, fils du député girondin Pierre-Joseph-Denis-Guillaume Faure du Havre, arrêté le 21 août comme signataire de la protestation contre l'arrestation des meneurs girondins. Voir Tuetey t. VIII, le registre.

⁴ F⁴ 4822, rapport 8 thermidor 1 div.

⁵ Veilley, Œuvres complètes t. II, p. 76.

de détention « les maris, les femmes et les enfants d'une maison à l'autre ». Robespierre répond durement : « Non ». Le comité révolutionnaire de Tartas, Landes, annonce dans le rapport du 11 prairial qu'un de ses membres s'est noyé, que c'était lui qui devait achever les tableaux de détenus, et qu'il a détruit beaucoup de papiers. Robespierre répond : « écrire à ce comité que la mort d'un de ses membres ne change rien à sa responsabilité, et que les explications ne suffisent pas pour convaincre ». Dans le rapport du 28 prairial il y a un article sur un nommé Fournier, détenu dans sa maison sur l'ordre du comité révolutionnaire de Saint-Maur. Robespierre insiste sur ce point dans la marge : « qu'on ne met pas les gens suspects en arrestation chez soi, mais dans une maison d'arrêt ». Un citoyen Fabre qui s'appelle « procureur du district de Rodez »¹, Aveyron, envoie une lettre du « procureur général syndic du département où celui-ci se plaint du 31 mai ». Robespierre note : « il n'y a pas procureur du district dans la République, il faut être plus exact, il fallait citer le nom de ce procureur syndic, il faut le faire arrêter s'il ne l'est pas déjà »².

Le président de la commune Exmes, Orne, est plus cruellement malmené. Il demande « si les croix que les femmes portent à leur col sont compris dans les signes extérieurs des cultes quelconques ». Robespierre écrit : « il n'existe pas de président de commune dans la République, il faut renvoyer la lettre de l'homme en question au commissaire de la police générale, pour s'informer si c'est un fou ou un fripon »³. C'est certainement la question qui est la cause de l'humeur subite de Robespierre. Nous connaissons sa prudence dans la politique religieuse.

L'agent national de Xantes (Saintes) se plaint que la loi des suspects ne soit pas respectée. Saint-Just répond : « écrire à l'agent national pour lui rappeler qu'il est responsable des abus dont il se plaint, que le commissaire prendra des renseignements ultérieurs sur sa conduite »⁴. L'ami de Saint-Just, Gâteau, membre de la commission de l'agriculture⁵, prend la défense de Dubois, membre de l'agence végétale de la commission de l'agriculture. La section de Bonne Nouvelle l'a fait arrêter exclusivement à cause de ses liens avec Lamoignon de Malesherbes⁶, mais ceux-ci avaient d'après Gâteau leur unique raison dans leurs intérêts

¹ F⁴ 4437, rapport 6 messidor. Le titre « procureur syndic » du district a été remplacé par celui d'agent national par le décret du 14 frimaire, section II, art. 14. Le « procureur général syndic du département » a été supprimé par le même décret section III, art. 6.

² F⁴ 4437, rapport 6 messidor. Cet article est publié par Dauban p. 411 et Hamel en fait mention Histoire de Robespierre t. III, p. 605.

³ F⁴ 4437, rapport 12 messidor 2 div.

⁴ Voir p. 18, note 1.

⁵ Il s'agit sans doute de Chrétien-Guillaume Lamoignon de Malesherbes, le défenseur célèbre de Louis XVI, exécuté le 3 floréal. Wallon t. III, p. 303.

botaniques communs. Saint-Just n'est pas satisfait. Il demande dans la marge: « Se sont-ils vus depuis la révolution? »¹.

Ce n'est pas le délit du point de vue juridique qui décide. Lorsque l'accusateur public du département du Nord fait un rapport sur 10 agriculteurs qui sont arrêtés pour « rixe particulière », Couthon écrit: « prendre des renseignements sur l'état de civisme et des mœurs des détenus auprès des comités de surveillance »². Les officiers municipaux de la commune d'Oneguez envoient une lettre défaitiste d'un volontaire, Carmes. Saint-Just note: « Demander renseignements à la municipalité sur la moralité et sur la famille de Carmes, s'informer de sa conduite à la bataille, lettre à Pichegru »³.

Les « triumvirs » sont sur leurs gardes contre toute tendance à l'indulgence, mais ils interviennent aussi toutes les fois qu'ils découvrent un abus de pouvoir, surtout si c'est le peuple ou les pauvres, qui en ont souffert. Un juge de paix, qui est détenu à la Force, écrit le 3 messidor pour demander d'être traduit immédiatement devant le tribunal. Il a sous scellés toutes ses pièces justificatives, et tous ses dénonciateurs sont suspects. Saint-Just note dans la marge: « Si l'innocence de ce citoyen est prouvée par les pièces, il faut les mettre sur le champ sous les yeux du comité pour qu'il soit fait justice »⁴. Un cultivateur à Treffort, Ain, écrit pour se plaindre qu'il ait été incarcéré injustement par l'agent national, Rollet, et joint à la lettre des certificats de civisme. Saint-Just répond: « écrire à Rollet pour demander compte de cette arrestation, mettre le laboureur en liberté »⁵. Les administrateurs d'un district, département de la Sarthe, annoncent « l'arrestation de la nommée Fleury, dénoncée d'avoir répandu de fausses nouvelles ». Saint-Just écrit: « quelle est cette Fleury, et les fausses nouvelles que rapporte cette pauvre femme? »⁶. Une veuve accuse l'administration d'un district dans le département Lot-et-Garonne, de « n'avoir pas payé assez pour un cochon qu'elle lui a vendu ». Saint-Just répond: « Demander compte au directoire et lui rappeler que le Comité rendra justice au peuple dans les plus petits détails de ses intérêts »⁷. Un sergent écrit de Cherbourg et se plaint de la municipalité de son pays qui refuse de verser à son père, 66 ans et infirme, le secours que les lois lui accordent. Saint-Just note: « écrire à cette municipalité pour lui demander compte de sa conduite. Ecrire au volontaire pour l'encourager et lui assurer qu'on lui rendra justice »⁸.

¹ F¹ 4437, rapport 12 messidor 2 div.

² F¹ 4437, rapport 24 messidor 2 div.

³ F¹ 3821, rapport 12 messidor 3 div.

⁴ F¹ 4437, rapport 14 messidor 1 div.

⁵ Ibid.

⁶ F¹ 4437, rapport 14 messidor 4 div.

⁷ F¹ 4437, rapport 14 messidor 3 div.

⁸ Ibid.

Robespierre, Saint-Just et Couthon ont voulu appliquer les lois révolutionnaires sans faiblesse, et éviter les deux écueils: l'exagération et l'indulgence. De 775 notes il n'y a que 229 arrestations, traductions au Tribunal révolutionnaire ou traductions à Paris. « Traduction à Paris » ne voulait pas toujours dire une détention prolongée, et encore moins traduction devant le Tribunal révolutionnaire. Souvent on désirait examiner l'affaire de plus près et mettre en liberté les traduits après les avoir interrogés. Parmi les notes les plus fréquentes de Robespierre sont « éclaircissements », de Saint-Just: « renseignements » ou « s'informer ». Robespierre écrit aussi assez souvent: « me présenter cette affaire », ou « me présenter cette affaire demain ». Également fréquente est une note comme: « envoyer au commissaire de la police générale », souvent avec la remarque: « pour qu'il fasse son rapport ». Les rapports ont été lus avec une grande attention, les décisions sont prises après un examen scrupuleux. Dans le rapport du 23 floréal « le concierge de l'enclos du ci-devant monastère Ave-Marie, Paris » dénonce Salomon, ex-judiciaire, pour avoir saboté le décret du Comité de salut public tendant à transformer le monastère en atelier. Robespierre a commencé la note: « envoyer la dénonciation au com... », la note a été bâtonnée, et il reprend: « faire arrêter Salomon par le commissaire de la police générale et l'interroger sur le fait ». Il a cependant bâtonné celle-là aussi, et ne donne sa décision que dans la troisième note: « renvoyer au commissaire de la police générale pour qu'il vérifie le fait, provoquer la punition du dénoncé dans le cas où il serait vrai ». Ils exigent des noms, des pièces, des faits précis. Dans le rapport du 19 floréal l'agent national du district de Compiègne dénonce « les malveillants qui cherchent à plonger le peuple dans la superstition et dans le fanatisme ». Robespierre note dans la marge: « quand on écrit une dénonciation, il faut la préciser autrement ». Une société populaire du département du Var « félicite le comité et l'invite à porter surveillance sur le fédéralisme et le système sectionnaire dans les départements méridionaux ». Saint-Just note dans la marge: « Demander les noms des fédéralistes, cela vaudrait mieux que des compliments »¹. On prend des renseignements chez les agents nationaux, les comités de surveillance, les sociétés populaires, les représentants du peuple en mission auxquels on a confiance, ou d'autres patriotes qui connaissent le pays — chez Hentz, Garnier de Saintes, Maignet, Maure, Richard, Lebon, Payan, Pichegru, Julien fils etc.

Il semble que Robespierre ait procédé avec plus de prudence que Saint-Just. Au rapport du 9 floréal il y a des notes et de Saint-Just et de Robespierre. Le rapport contient une dénonciation contre un cultivateur nommé Reynal à Evreux, Eure, qui est caractérisé comme « ex-membre de l'administration rebelle et contre-révolutionnaire ». Saint-Just écrit:

¹ F¹ 4437, rapport 14 messidor 4 div.

« arrêter Reynal, le faire traduire à la Conciergerie, charger l'agent du district ». Robespierre par contre note : « s'informer plus particulièrement de Reynal ». Dans le même rapport il y a une dénonciation d'un capitaine de grenadiers à Metz contre son chef de bataillon, comme « très attaché à sa croix de Saint-Louis qu'il a fait encadrer en or et qu'il portait toujours ». Les officiers au camp de Forbach la brisèrent et l'enfouirent en terre ». Saint-Just : « arrêter ce coquin, faire traduire à la Conciergerie de brigade en brigade, en charger l'agent du district de Metz », mais Robespierre, « prendre des informations à la commission de la guerre et aux patriotes du pays ». Sous les articles le bureaucrate a écrit — faisant allusion aux propositions de Saint-Just — « les mesures ont été révoquées par Robespierre ».

Lorsque l'article touche un autre membre du Comité de salut public, on note dans la marge, « renvoyer à » Carnot, Prieur ou Lindet ou bien « à la commission de subsistance, du mouvement des armées » etc. C'est à Carnot qu'on transmet les affaires touchant la police militaire, dénonciations contre officiers, questions de prisonniers de guerre etc. Ce n'est certainement pas dû au hasard si Robespierre aux mois de floréal et de prairial transmet 7 affaires à Carnot, tandis que Saint-Just ne lui en transmet qu'une seule. 8 affaires sont transmises à Collot d'Herbois. Il s'agit tantôt de détenus qui dans leurs justifications font appel à Collot d'Herbois¹, tantôt de la question de savoir si un ingénieur a le droit de requérir des personnes à des travaux urgents², tantôt d'un comité de surveillance qui refuse de viser les certificats de civisme accordés par l'assemblée générale de la section³, ou du comité militaire d'une section qui avait exigé de tous les fonctionnaires publics un impôt de 5 livres pour les exempter du service militaire⁴, ou d'une pétition tendant à supprimer les comités de surveillance des communes en faveur d'un seul comité au chef-lieu du district⁵, ou enfin d'une demande de confirmation d'un remplacement provisoire de fonctionnaires publics⁶. La plupart de ces affaires sont du ressort du bureau de surveillance de l'exécution des lois. Une seule affaire est expédiée à Barère. Le comité révolutionnaire de Nice envoie un paquet de lettres adressées à Barthélémy, chargé des affaires à Genève⁷. C'est Barère qui à ce moment surveillait la politique extérieure.

Au rapport du 14 prairial nous trouvons pour la première fois noté de la main de Robespierre : « renvoyer aux commissions populaires » à

¹ F⁴³⁷, rapport 24 prairial.

² F⁴³⁷, rapport 12 messidor 1 div. « renvoyer à Collot d'Herbois et Billaud-Varenne ».

³ F⁴³⁷, rapport 18 messidor 1 div.

⁴ F⁴³⁷, rapport 14 messidor 1 div.

⁵ F⁴³⁷, rapport 14 messidor 1 div. à Collot d'Herbois et Billaud-Varenne.

⁶ F⁴³⁷, rapport 18 messidor 1 div.

⁷ F⁴³⁷, rapport 14 messidor 1 div.

l'occasion d'un mémoire justificatif d'un soldat détenu. Le bureaucrate a écrit « remis au bureau de détenus ». Plus tard on trouve généralement ou bien « renvoyer aux commissions populaires » ou « renvoyer au bureau de détenus », dans le cas où il s'agit du mémoire justificatif d'un détenu ou d'une dénonciation contre un tel. Ceci vaut également pour les notes de Robespierre, de Saint-Just et de Couthon.

Pour terminer nous allons voir ce que disent les notes du bureau et du Comité de sûreté générale. Pendant les 5 jours de floréal que Saint-Just dirige le bureau, 8 affaires sont transmises au Comité de sûreté générale. C'est l'affaire Fauvelle, prêtre-nom de Danton, dénonciations contre les comités révolutionnaires de la section de l'Homme Armé, et de la section Mucius Scaevola, une dénonciation contre Dufour, administrateur de vivres et quelques petites affaires sans importance. Pendant tout le temps de direction de Robespierre, on ne transmet que 4 affaires. La première est une dénonciation contre un secrétaire de la ci-devant comtesse d'Argouges et sa femme, dans le rapport du 11 floréal. Ici Robespierre écrit : « envoyer et recommander exprès au Comité de sûreté générale ». La deuxième est du 22 floréal et se rapporte à un agent du Comité de sûreté générale, Laligant-Morillon¹. Il avait été l'agent de Bazire. Les deux dernières se trouvent dans le rapport du 24 floréal. L'une concerne une dénonciation d'un capitaine du 1^{er} bataillon de l'armée des Pyrénées Orientales contre 12 nommés que « discréditent les assignats et troublent la tranquillité publique ». Ici Robespierre écrit d'abord : « ordonner à l'agent national sous sa responsabilité personnelle de faire traduire... ». Puis le tout est bâtonné et au lieu de cette note il écrit : « renvoyer au Comité de sûreté générale avec invitation pressante de faire traduire à Paris les conspirateurs dénoncés ». Dans l'autre il s'agit d'une dénonciation de la société populaire du Mans contre les administrateurs de la Sarthe. Robespierre note « communiquer au Comité de sûreté générale avec instruction de les faire arrêter ».

On trouve dans la forme de ces notes l'expression de la défiance de Robespierre à l'égard du Comité de sûreté générale, et après le 24 floréal il ne communique plus aucune affaire à ce comité, tandis que d'autre part il en envoie plusieurs au commissaire de police générale, Herman. Saint-Just au contraire transmet encore au mois de messidor 4 affaires au Comité de sûreté générale. Dans le rapport du 14 messidor une nommée Thérèse Loroy de Chaumont, Loire-et-Cher, se plaint de la détention de son père qui est très vieux et qui a été l'ami de Franklin². Les trois autres se trouvent dans le rapport du 18 messidor. Il s'agit d'abord du citoyen Ardouin, ancien maire à Parthenay, qui avait été juge (du 9 juillet 1793), puis greffier (du 9 ventôse) près le Tribunal révolutionnaire, qui,

¹ Voir chap. VI, p. 102.

² F³⁸²¹, rapport 14 messidor 3 div.

devenu sans travail par la loi du 22 prairial, sollicite un emploi, ensuite quelques dénonciations contre un détenu de Vaugirard, et une dénonciation envoyée par la section des Champs-Élysées contre le comité révolutionnaire de la section¹. Il est difficile de comprendre pourquoi on a mis à part précisément ces affaires. Probablement on a transmis au Comité de sûreté générale les affaires qu'on présumait d'avance par ce comité. Les notes de Saint-Just paraissent cependant montrer que celui-ci n'a pas partagé le méfiance de Robespierre à l'égard de ce comité. On pourrait à ce propos rappeler le fait que Robespierre dans son discours le 8 thermidor attaque violemment le Comité de sûreté générale et surtout ses agents, tandis que Saint-Just dans le discours qu'il devait prononcer le 9, ne mentionne presque pas le comité et le néglige complètement dans sa conclusion.

¹ F⁹ 4437, rapport 18 messidor 1^{er} div.

CHAPITRE V

Les arrestations du bureau et le Comité de salut public.

I.

Nous avons vu que les thermidoriens représentent le bureau comme un instrument de tyrannie aux mains des « triumvirs ». La première question qu'il faut se poser, est de savoir si le mot « triumvirat » pour désigner Robespierre, Saint-Just, Couthon est justifié. La question est d'une grande importance pour la solution de notre problème. Nous avons vu que Robespierre n'a eu aucun rapport direct avec le bureau après le 12 messidor. Si Robespierre, Saint-Just et Couthon n'ont pas formé un « triumvirat », si Saint-Just et Couthon n'ont pas été les instruments de la politique personnelle de Robespierre, il est dès le début évident que Robespierre n'est aucunement responsable de l'action du bureau sous « la grande terreur » au mois de messidor.

Il existe quelques traditions relatives à des conflits entre Robespierre et Saint-Just. On a d'abord les étranges rapports dénaturés qu'un espion au Comité du salut public envoyait aux ministères des puissances étrangères. D'après ceux-ci Robespierre et Saint-Just auraient eu des scènes violentes à propos de Pache, ex-maire de Paris. Robespierre veut le soustraire au procès des hébertistes, Saint-Just veut le sacrifier. Robespierre l'emporte au début, mais doit finir par permettre l'arrestation de Pache¹ pour rétablir la paix. Ces rapports sont cependant sur tant de points si invraisemblables qu'on ne peut pas faire fond sur eux².

Les renseignements que nous donne Evé Demaillot, un des agents du Comité, dans un mémoire justificatif après thermidor, sont plus intéressants³. Demaillot était rentré le 20 messidor d'une mission dans le département du Loiret. Il va trouver Saint-Just qui dans le temps avait été son élève, et rencontre chez lui Prost, député du Jura, qui se plaint fortement de son collègue Lejeune, qui à ce moment était en mission dans le Jura⁴. Demaillot, qui était lui-même originaire

¹ Sur Pache voir chap. VI, p. 109.

² Voir A. Mathiez: « Histoire secrète du Comité du salut public » dans « La Conspiration de l'Étranger », Paris 1918.

³ Voir sur Demaillot chap. VII, p. 144.

⁴ Voir sur son conflit avec Prost, la lettre de Prost contre Lejeune et Dumas, Aulard t. XIII, p. 609.

de ce département, se plaint, dit-il, « de la faiblesse et de l'indolence actuelle de Robespierre », et prononce son étonnement à propos de sa « prédilection pour le représentant Lejeune, que d'après des certitudes acquises de ses monstrueux procédés dans le Jura, je ne peux regarder que comme un fou ou un contre-révolutionnaire. Je m'élevai bien davantage contre ses relations avec le traître Dumas¹ que je peignis à juste titre comme un dénué de morale; Saint-Just avec le rire sardonique qu'on lui connaissait, me dit: *Bon, bon, Ronsin, Vincent et tant d'autres, utiles pendant quelque temps, ont succombé par ambition, il en sera de même de ceux qui voudront les imiter* »².

On promit de présenter Prost au Comité de salut public le même soir, promesse qui fut tenue. Selon Demaillo Saint-Just aurait appuyé Prost, et Robespierre Lejeune. Mais nous savons que Lejeune a été aux prises avec Robespierre jeune en Franche-Comté, et que celui-ci a été probablement appuyé par son frère aîné³. Et lorsqu'un citoyen du Jura le 1 thermidor dénonce Prault (sic!) aux Jacobins, Robespierre prend sa défense. Il proteste contre « les dénonciations hasardées contre les représentants du peuple sans reproches » et déclare que « le citoyen Prault (sic!) ne porte pas le caractère d'un conspirateur et d'un chef de parti »⁴.

Nous pouvons donc négliger les affirmations de Demaillo. Demaillo n'a pas pu nier ses relations avec Saint-Just. Il a par conséquent eu tout intérêt à faire croire à un conflit imaginaire entre Saint-Just et Robespierre.

En face de ces faibles témoignages nous pouvons opposer non seulement le fait que Robespierre et Saint-Just avaient en commun les idées politiques fondamentales. Mais il y a aussi une preuve positive que leur collaboration n'a pas cessé avec la retraite de Robespierre du Comité de salut public. Elle se trouve dans l'interrogatoire subi par Jacques-Maurice Duplay, dont nous avons cité ci-dessus des passages⁵. Interrogé si Lebas et Saint-Just dinaient souvent chez son père avant le 9 thermidor, le jeune Duplay répond: « Lebas y dinait souvent comme ayant épousé une de mes sœurs⁶. Saint-Just y dinait rarement, mais il venait fréquemment chez Robespierre et montoit dans son cabinet sans communiquer avec personne »⁷. Il y a donc eu une collaboration étroite entre Saint-Just et Robespierre. Mais cela signifie-t-il que Saint-Just a été l'instrument

¹ René-François Dumas, le président du Tribunal révolutionnaire, était également du Jura.

² F¹ 4669. Publié et commenté par M. Lévy-Schneider dans *La Rev. Franç.* t. XXXVIII, p. 99, cité par M. Mathiez dans l'étude citée ci-dessus.

³ Voir l'étude de Albert Mathiez: « Robespierre jeune en Franche-Comté », dans « *Autour de Robespierre* », Paris 1925.

⁴ *Moniteur* nr. 306.

⁵ Chap. III, p. 42.

⁶ Elisabeth Duplay.

⁷ A. Mathiez: « *Autour de Robespierre* » p. 174.

de Robespierre? Certainement non. Nous croyons avoir prouvé une différence dans leur façon d'envisager le Comité de sûreté générale. Et nous trouvons une preuve du même fait dans la tentative de réconciliation du 4 et du 5 thermidor. Nous considérons comme prouvé après l'étude de M. Mathiez¹ que Saint-Just a pris part à cette démarche, tandis que Robespierre s'est décidé à ne pas l'accepter. Ceci ressort encore plus clairement de leur conduite le 9 thermidor. Saint-Just prend la défense de Robespierre, mais ne renonce pas complètement à son rôle d'intermédiaire. Il ne croit pas légitime l'amertume de Robespierre, en même temps qu'il l'explique. Il lui reproche de ne pas avoir, avec assez de clarté, nommé ceux qu'il accuse. Il se contente dans sa conclusion de proposer que la Convention décrète l'application des « institutions »².

Saint-Just a eu évidemment un vif sentiment d'une communion d'esprit vivante avec Robespierre, et il a prouvé à la postérité son dévouement pour lui en prenant sa défense le 9 thermidor, et en mourant avec lui à l'échafaud le lendemain. Mais en même temps il a eu le sentiment d'avoir été l'égal de Robespierre par son caractère et par ses vues politiques, et non pas un instrument subordonné.

Il en est de même de Couthon. Il s'engage d'une manière encore plus tranchée que Saint-Just en faveur des tentatives de réconciliations du 4 et du 5 thermidor³. Si les trois hommes vraiment formaient un triumvirat conspirateur, n'eussent-ils pas dans ce cas passé la nuit du 8 au 9 thermidor à élaborer un plan commun pour les journées décisives? Mais Couthon et Robespierre passaient la dernière nuit chez eux, tandis que Saint-Just était au Comité.

Nous croyons donc qu'on peut dire que Robespierre, Couthon et Saint-Just représentaient une ligne politique commune, mais qu'il n'est pas légitime de parler d'un triumvirat. Il est donc impossible de rendre Robespierre responsable du bureau de police après qu'il s'est retiré du Comité.

II.

Nous avons vu que les anciens membres du Comité de salut public avec beaucoup d'énergie prétendaient que le bureau travaillait à leur insu. Barère déclare après thermidor que le Comité de salut public pendant tout le temps de son activité n'a lancé que 5 mandats d'arrêt⁴, et Collot d'Herbois va jusqu'à affirmer qu'il n'a signé aucun mandat d'arrêt qui ait été préparé dans le bureau, mais bien des mises en liberté⁵. Comme preuve ils allèguent qu'ils n'ont signé qu'en second.

¹ Les séances du 4 et du 5 thermidor au II aux deux comités de Salut public et Sûreté générale. *Ann. Hist. de la Rév. Franç.* mai-juin 1927.

² Vellay: *Œuvres complètes* t. II, p. 401.

³ Voir l'étude citée de M. Mathiez.

⁴ Voir son intervention dans la Convention le 9 germinal an III. *Moniteur* nr. 192.

⁵ *Moniteur* nr. 186, an III.

Nous avons un moyen de contrôler ceci dans les minutes des arrêtés conservés parmi les papiers de la commission des 21. Ceci ne vaut, il est vrai, que pour une partie relativement petite des arrêtés sortis du bureau. Le registre du bureau contient 464 arrêtés, mais nous n'avons pu trouver que 121 minutes. La plupart d'elles datent de messidor. Nous pouvons répartir ces minutes en trois groupes :

1. Premièrement celles écrites de la main d'un membre du Comité autre que celui qui a été chargé du bureau. Dans ce cas, il est évident que l'arrêté a été pris non pas dans le bureau, mais dans le Comité complet. Il en est de même dans le cas où l'arrêté est écrit de la main d'un bureaucrate, mais où un autre membre que celui qui a été chargé du bureau, a signé le premier.
2. Deuxièmement, les arrêtés qui sont signés d'abord par Robespierre, Saint-Just ou Couthon, mais en outre par d'autres membres. Nous croyons en effet que toute signature d'une minute doit être interprétée comme une approbation complète de l'arrêté. Ernest Hamel affirme, il est vrai, que chaque arrêté doit être signé d'au moins 3 membres pour avoir force de loi. Il dit même que le Comité sur l'avis de Robespierre en a pris une décision expresse¹. Mais il suffit d'ouvrir un volume du recueil d'Aulard pour voir que ceci n'est pas en tout cas valable pour les minutes. Pour presque toutes les séances on trouve des minutes signées d'un seul membre, très souvent Carnot ou Lindet. Toutes les fois qu'une minute est signée de plusieurs membres du Comité, nous le considérons donc comme un témoignage de ce que l'arrêté a été discuté dans le Comité.
3. Troisièmement, les arrêtés signés par le membre qui était chargé du bureau. Dans ce cas rien ne prouve naturellement que l'affaire ait été soumise à la discussion au Comité.

Nous mentionnerons quelques exemples tirés du premier groupe². Le 13 floréal le Comité donne l'ordre d'arrêter et de conduire à la Conciergerie « Santerre, général de brigade, actuellement à Grenoble ». L'arrêté est de la main de Carnot et en outre signé par Barère, Robespierre et Collot d'Herbois³. Le 17 prairial le Comité donne l'ordre d'arrêter les généraux Delmas et Landère. Cet ordre est de la main de Barère et signé Saint-Just, Robespierre, Carnot, Billaud-Varenne, Collot d'Herbois et Couthon⁴. Le 2 messidor le Comité met en liberté 4 administrateurs du département d'Ardèche. L'arrêté est de la main de Barère et signé

¹ Hamel, *Histoire de Robespierre* t. III, p. 329.

² A moins d'indication expresse les minutes sont de F^o 4436 A pl. 8, publiées dans Aulard t. XIII-XV.

³ Il ne s'agit pas du général sans-culotte célèbre qui avait été arrêté déjà le 29 germinal, mais du général Ruelle Santerre, dénoncé par Albitte. Aulard t. XIII, p. 208.

⁴ F^o 4435, Aulard t. XIV, p. 155.

par Billaud-Varenne et Robespierre. Le 3 messidor, à un moment où Robespierre est encore chargé du bureau, nous trouvons un arrêté visant à mettre en liberté 5 cultivateurs de Puy-de-Dôme de la main de Couthon et signé Collot d'Herbois. Le 6 messidor nous avons la mise en liberté des officiers municipaux de Bourg et celle des administrateurs du district de Bellay. Cet arrêté est également de la main de Couthon et en outre signé Barère, C. A. Prieur, Collot d'Herbois. Le 9 messidor nous avons un ordre d'arrêter et de remplacer Magendie, Levasseur et Daupon, administrateurs des établissements publics de Paris. Il est de la main de Barère et en outre signé par Billaud-Varenne et Collot d'Herbois. Dans un mémoire justificatif du 21 messidor, qui est résumé dans les rapports du bureau, les ex-administrateurs déclarent que leur arrestation est due à une « dénonciation faite aux Jacobins contre la Maison des Enfants de la Patrie »¹, mais qu'ils déclinent toute responsabilité de l'état des choses dans cette maison, « état dû à la négligence de l'économe et à la dureté de la surveillante »². Déjà le 11 messidor la section de Fontaine de la Grenelle et le jacobin Raisson³ avaient envoyé des mémoires justificatifs en faveur de Magendie⁴. Le 28 les trois administrateurs sont mis en liberté. Cet arrêté est aussi de la main de Barère, et en outre signé Collot d'Herbois, Saint-Just et Billaud-Varenne. L'ordre d'arrêter les trois employés de l'imprimerie du Bulletin des Lois est signé par Barère et Billaud-Varenne, la mise en liberté par Barère⁵. Le 12 messidor nous trouvons l'ordre d'arrêter Pigeon, chef civil de la marine à Toulon, de la main de Carnot et en outre signé Saint-Just, Barère et Robespierre.

Le 19 messidor le Comité prend la décision — enregistrée dans le registre du bureau — de supprimer définitivement le comité du salut public du département de Paris et d'inviter les membres de rendre leurs comptes avant deux décades. L'arrêté est signé Barère, Billaud-Varenne et C. A. Prieur. Le comité en question, qui avait assumé la fonction de comité de surveillance pour tout le département de Paris, était la continuation du comité qui avait mené l'insurrection contre la Gironde du 31 mai au 2 juin. Plusieurs des membres avaient été de la commune du 10 août. Robespierre a eu confiance en ces patriotes, et considérait l'arrêté comme une chicane. Il n'est signé ni par lui ni par Saint-Just, ni par Couthon, et lorsque Robespierre dans son discours le 8 thermidor énumère tous les actes d'oppression contre les patriotes, il mentionne aussi qu'on « surprenait au Comité de salut public un arrêté qui renouvelait les pour-

¹ Un décret du 4 juillet 1793 décide que les enfants trouvés porteront le nom d'enfants naturels de la patrie.

² F^o 3822, rapport 4 thermidor 1 div.

³ François-Etienne-Jacques Raisson, secrétaire général du département de Paris. Voir Tuotey t. VIII, le registre.

⁴ F^o 3822, rapport 6 thermidor 1 div.

⁵ Voir chap. IV, p. 79.

suivies contre les membres de la commune du 10 août sous prétexte d'une reddition des comptes »¹.

Le 2 thermidor nous trouvons un arrêté relatif à la destitution et au renvoi des administrateurs du district d'Autun signé C. A. Prieur, Barère, Billaud-Varenne. Le même jour nous trouvons un autre ordre à tous les comités de surveillance de Paris de traduire dans la journée toutes les armes, qui sont déposées chez eux, au Comité du salut public. Exceptées sont les armes utiles au service public, « telles que les fusils de munitions et les piques ». L'arrêté est signé Billaud-Varenne, Saint-Just et Carnot et écrit de la main d'un bureaucrate. Au lieu de « Comité de salut public » il y a eu d'abord « bureau de police générale », mais ces mots sont bâtonnés. L'ordre porte 2 dates, à savoir 26 messidor et 2 thermidor. Nous avons aussi cet ordre sous la forme d'un « extrait du registre », qui cependant n'est pas « signé pour extrait », et qui par conséquent n'a pas été expédié. L'extrait qui ne mentionne que le Comité de salut public, est daté d'abord le 27 messidor, ensuite le 2 thermidor. Y a-t-il eu ici une discussion en rapport avec la discussion générale sur le bureau à la fin de messidor? La correction dans la minute semble être de la main de Saint-Just, qui dans ce cas a dû accepter de mettre à l'arrière-plan le bureau².

Dans le même dossier on trouve une note de la main de Lejeune: « Saint-Just a prié le citoyen Collot d'Herbois de faire arrêter la femme Lambert et l'homme qui demeurait avec elle, en lui disant qu'elle était venue chez lui sans doute pour l'assassiner ». L'ordre d'arrestation et de traduction à la Conciergerie est du 2 thermidor, signé Collot d'Herbois, et écrit de sa main. Saint-Just ne voulait pas signer des ordres qui le concernaient personnellement. Dans les discussions sur le rapport Saladin, Collot s'est amplement étendu sur cette affaire. Il se vante de ne pas avoir fait Traduire directement au Tribunal révolutionnaire la femme Lambert, déclarant qu'il n'a signé qu'à la condition que les autres membres du Comité signent aussi³.

Nous avons compté en tout 31 minutes qui sont de la main d'un des autres membres du Comité, ou bien pour lesquelles l'un d'eux a signé le premier les minutes écrites de la main du bureaucrate. A celles-ci il faut ajouter 24 minutes qui, en plus de Robespierre, Saint-Just et Couthon, sont encore signées par un ou plusieurs des autres membres. Comme caractéristique pour les affaires discutées dans le Comité complet, nous pouvons mentionner l'affaire de la municipalité d'Orbec, discutée dans le Comité le 23 prairial. Elle provoque 10 arrêtés différents — arrestations,

¹ Vellay: *Discours et Rapports* p. 389.

² Voir sur les discussions du bureau à la fin de messidor, chap. IX, p. 171-191. Je ne suis pas tout à fait sûr que la correction soit de la main de Saint-Just. Sa main ressemble à celle de Billaud-Varenne. Les 2 arrêtés se trouvent dans F⁹ 4436 A pl. 2. Aulard t. XV, p. 315 ne donne pas ces variations.

³ *Moniteur* nr. 189, an III.

destitutions, remplacements. 9 sont de la main de Robert Lindet et en outre signés par Collot d'Herbois, Couthon et Billaud-Varenne, un seul est de la main de Collot et n'est signé que de lui, un des 9 arrêtés est aussi signé par Robespierre.

A l'examen des arrêtés du bureau il est naturel de joindre celui de l'affaire Vaughan⁴, l'origine d'un mythe thermidorien connu, qui met Robespierre en relation avec le gouvernement anglais. Le 11 thermidor Billaud-Varenne déclare aux Jacobins que Robespierre, Saint-Just et Couthon voulaient partager entre eux la France. « Une lettre d'un membre du parlement d'Angleterre vient d'en instruire les comités. Cet étranger, qui ne pouvait plus, dit-il, supporter le despotisme de sa patrie, était passé en France, fut amené à Paris, et Robespierre voulait qu'il fut envoyé à la mort ». On exige cependant l'entendre. Il ne peut donner des renseignements utiles et ne paraît pas avoir eu des rapports avec l'opposition. « Robespierre devint son protecteur et prétendit que c'était un excellent citoyen. Il obtint en effet un passeport pour se rendre en Suisse. C'est ce même individu qui a écrit à Robespierre une lettre, dans laquelle il est dit qu'il faut ménager la caste privilégiée, ne pas mettre les sans-culottes au niveau de la noblesse, et autres assertions contre-révolutionnaires »⁵. Nous sommes aux Jacobins le lendemain de l'exécution de Robespierre. Billaud-Varenne a tout intérêt à représenter Robespierre comme un modéré. Barère donne dans ses « Mémoires » une copie textuelle de cette lettre, datée le 26 messidor. Selon Barère la lettre est parvenue au Comité le 9 thermidor même. Après une introduction philosophique, il est dit dans cette lettre: « Pourquoi donc ne pas proposer de la part de la France aux sept provinces des Hollandais, aux dix provinces des Autrichiens, à Liège, aux électors ecclésiastiques sur le Rhin et à tous les autres pays entre le Rhin et la France: Que, s'ils veulent profiter promptement de l'occasion, la France les aide à devenir un gouvernement fédératif sous un congrès, sauf à ceux à s'amalgamer ou non après, l'un avec l'autre, pour leurs gouvernements particuliers, pourvu toujours que tout mâle d'un âge convenable aura le droit de voter pour le choix d'un gouvernement, et particulier et fédératif, c.-à-d. sans rejeter les sans-culottes d'un côté ni les privilèges de l'autre, tous étant hommes... ».

Comme on voit, Vaughan propose à la France d'établir une suite de petits états et sur le territoire actuel de la Hollande, de la Belgique et sur la rive gauche du Rhin. Barère interprète cependant imprudemment la

⁴ Voir sur cette affaire l'étude de M. Mathiez: « Robespierre et Benjamin Vaughan », publiée dans « La Conspiration de l'Étranger », Paris 1918. Nous sommes ici à même de la compléter sur quelques points. Benjamin Vaughan était le fils d'un riche négociant, et avait été en France en 1790 prenant part aux réunions patriotiques. Plus tard il prit une part active dans le mouvement réformateur anglais. Mathiez: *La Conspiration de l'Étranger* p. 261.

⁵ *Journal de la Montagne* du 13 thermidor an II.

lettre à sa manière. Il y voit une preuve établissant que Robespierre entretenait des relations avec l'étranger et aspirait à la dictature. Il reprend : « Voilà un espion de haut parage qui commence par proposer le démembrement de la France, la fédération de l'Allemagne, enfin l'abandon de la Belgique et de la limite du Rhin ». Barère raconte ensuite que Vaughan est venu à Paris au commencement de messidor sous un faux nom, qu'il s'est installé à Passy où il entretenait des relations secrètes avec Robespierre, et où il fut arrêté. Le Comité chargea « la commission du ministère des affaires étrangères » de l'examen de son affaire et « les rapports furent que cet envoyé secret n'allait que chez Robespierre, et qu'on croyait qu'il n'avait été choisi par M. Pitt dans le parti de l'opposition que pour tromper la police de France et pour obtenir plus de crédit auprès de Robespierre ». Enfin il affirme que le Comité a donné l'ordre à Vaughan de quitter le territoire français avant 24 heures.

Nous voyons la différence des deux exposés — Barère ne souffle mot du fait que Robespierre voulait d'abord envoyer Vaughan à la mort, Billaud ne mentionne pas les relations secrètes entre Robespierre et Vaughan, et ne présente pas l'anglais comme l'envoyé de Pitt. D'après Billaud, Vaughan a lui-même sollicité un passe-port pour se rendre en Suisse. Le ministre français à Genève, Soultavie, raconte dans ses mémoires que deux espions policiers lui apportaient plusieurs lettres interceptées de Vaughan à Robespierre qu'il envoyait ensuite au Comité de sûreté générale par l'intermédiaire du représentant Méaulle, qui était en mission dans l'Ain¹. A la fin de la lettre de Vaughan à Robespierre nous trouvons la phrase suivante, qui à l'évidence montre qu'il écrit à Robespierre pour la première fois : « s'il se trouve que je ne vous dégoûte pas, je prendrai de temps la liberté de vous écrire par le canal de vos ministres ». Cette phrase nous fait cependant aussi croire que Vaughan a expédié la lettre par l'intermédiaire de Soultavie. Elle montre aussi que Vaughan s'adresse à Robespierre non pas comme particulier, mais en sa qualité de membre du Comité du salut public.

Barère, Billaud et Soultavie donnent donc des versions différentes. Nous allons maintenant les comparer aux documents contemporains. Dans le rapport du bureau de police du 8 prairial nous trouvons le résumé d'une lettre de l'agent national de Cherbourg, qui instruit le Comité de l'arrivée à Cherbourg dans une petite barque d'un anglais nommé Benjamin Vaughan, « il se dit membre de la Chambre des Communes — il s'est soustrait à la vengeance du gouvernement qui fait incarcérer tous les membres de l'opposition. Cet étranger demande à paraître devant le Comité de salut public pour s'expliquer devant eux des objets importants ». Il demande ensuite de faire parvenir une lettre au banquier Grand. Elle contient une prière d'envoyer une lettre de contenu privé à Sam Vaughan

¹ A. Mathiez, *La Conspiration de l'Étranger* p. 274.

et fils, Londres. Dans la marge Robespierre a écrit : « faire conduire à Paris sous bonne garde l'anglais en question en lui interdisant toute communication, faire venir au comité le banquier Grand »².

Dans le rapport du 13 prairial le même agent national donne quelques renseignements sur d'autres lettres trouvées chez Vaughan. Elles sont d'ailleurs sans importance. En même temps on apprend que Vaughan demande instamment que son arrivée ne soit pas publiée dans les papiers publics, mais qu'elle soit tenue secrète. Le 14 prairial le Comité ordonne de mettre Benjamin Vaughan au secret, après un premier interrogatoire³. Le 16 il décide : « Le Comité de salut public charge le commissaire de l'administration civile d'interroger une seconde fois Benjamin Vaughan, anglais, et l'autorise en conséquence à le faire tirer à cet effet de la maison où il est détenu, pour y être ensuite réintégré », signé Billaud-Varenne, Carnot et Collot d'Herbois⁴. Le même jour Herman écrit à Buchot, le commissaire des relations extérieures, et le prie de rechercher ce que les journaux anglais contiennent sur Vaughan après le 17 mai (28 floréal)⁵. Le 8 messidor il envoie un rapport au Comité de salut public. Il dit qu'il a déjà présenté deux rapports au Comité, et « qu'ils ont été remis au citoyen Robespierre comme chargé dans le Comité de la surveillance de police générale ». Le rapport d'Herman est d'ailleurs plutôt favorable à Vaughan. Il est d'avis qu'il n'est pas douteux qu'il ait été réellement menacé d'accusation pour haute-trahison à cause de ses rapports avec Jaenson, un agent du Comité qui déjà a été arrêté en Irlande. Vaughan est au secret depuis son arrivée. Il a l'intention de passer d'abord en Suisse, ensuite en Amérique, où il a des biens et deux frères. Herman propose l'arrêté suivant : « Le Comité de salut public, instruit des motifs qui ont forcé Benjamin Vaughan à fuir d'Angleterre, arrête qu'il sera sur le champ mis en liberté, et qu'il lui sera délivré un passe-port pour se rendre dans huit jours en Suisse »⁶. Le Comité a approuvé cet arrêté le même jour. Barère a cependant ajouté « que la commission des relations extérieures est chargée de l'exécution de l'arrêté ». Avec Barère l'arrêté est signé de Carnot, C. A. Prieur, Billaud-Varenne et Collot d'Herbois⁷. Comme on voit, Robespierre n'a pas signé, quoiqu'il fut chargé de l'affaire. Il est difficile d'interpréter ce fait autrement que comme l'expression d'une désapprobation de l'arrêté. Sa méfiance à l'égard des étrangers, surtout des anglais, était devenue très grande.

Nous pouvons considérer comme prouvé par notre examen : Benjamin Vaughan a été arrêté à son arrivée à Cherbourg et son séjour à Passy

² F¹ 4437, rapport 8 prairial. Un bureaucrate a ajouté « fait le 11 prairial ».

³ L'ordre est enregistré dans AFIV 221 à la date.

⁴ Aulard t. XIV, p. 132.

⁵ Mathiez p. 163.

⁶ Voir tout le rapport Mathiez p. 263.

⁷ Aulard t. XIV, p. 540.

est une fiction de Barère. Sur l'avis de Robespierre qui était chargé du bureau de police à ce moment, il a été transféré, sous bonne garde, à Paris où il a été tenu tout le temps au secret. Il a été interrogé une première fois immédiatement après son arrivée à Paris, selon Barère avec un résultat négatif. L'instruction ultérieure a été laissée à Herman et sur son avis Vaughan a été mis en liberté et, à sa demande, muni d'un passeport pour se rendre en Suisse. Ceci a été fait probablement sous les protestations de Robespierre. Vaughan n'en savait cependant rien, et a par conséquent adressé une lettre à Robespierre, contenant des projets politiques plutôt fantastiques. La lettre est parvenue au Comité de salut public le 9 thermidor. Toute l'affaire est une illustration de la mauvaise foi sans bornes des thermidoriens, surtout de Barère, et du peu de confiance qu'on peut leur accorder. Elle donne en outre un bon exemple d'une affaire qui, quoique du ressort du bureau de police, n'en est pas moins soumise à tout le Comité, et elle montre comment l'arrêté définitif peut être sans l'approbation de celui qui est chargé du bureau.

III.

Dans les cas où nous n'avons pas conservé de minutes ou bien où les minutes sont signées seulement de la main de Robespierre, de Saint-Just ou de Couthon, nous n'avons naturellement aucune preuve que les autres membres du Comité aient pris connaissance de l'affaire, et qu'ils aient pris part aux délibérations relatives à l'affaire.

Parmi les arrêtés où les minutes font défaut, nous remarquons celui de la mise en liberté de Lavalette et Dufresse le 23 floréal¹. Le général de brigade Lavalette et son aide-de-camp Dufresse avaient été arrêtés le 22 juillet 1793 par les représentants auprès de l'armée du Nord, Duhem et Lesage-Sénault, comme complices de Dumouriez². Robespierre avait cependant à la Convention pris leur défense avec beaucoup d'énergie en flétrissant le dénonciateur de Lavalette, le général commandant Lamorlière, comme complice de Dumouriez. Il exigea et fit voter le rappel de Duhem³. Le 31 juillet la Convention vota, après un rapport de Jeanbon Saint-André, un décret de non-inculpation. Lavalette avait arrêté personnellement un des complices les plus importants de Dumouriez, le général Miaczinsky⁴.

¹ AFII² 221 à la date. Aulard t. XIII, p. 460 donne cet arrêté sans signatures et sans notes. Un extrait du registre dans W. 498, doss. 535 mentionne comme présent Robespierre, Collot d'Herbois, C. A. Prieur, Billaud-Varenne, Robert Lindet. Nous faisons remarquer l'absence de Carnot.

² Moniteur nr. 206, 1793.

³ Ibid. séance de la Convention Nationale 22 juillet. Antoine-Nicolas-Collier-Lamorlière fut guillotiné le 16 frimaire. Wallon t. II, p. 102.

⁴ Moniteur nr. 214, 1793. Joseph Miaczinsky fut guillotiné le 17 mai 1793. Wallon t. I, p. 102.

Le 13 août le général Lavalette est cependant de nouveau arrêté¹, le 19 frimaire ils sont dénoncés à la Convention, pendant l'offensive des indulgents, de Bourdon de l'Oise², le 23 Dufresse est arrêté par les représentants du peuple auprès de l'armée du Nord³, le 28 frimaire Duhem obtient qu'ils soient traduits devant le Tribunal révolutionnaire⁴. Au Comité de salut public Robespierre est chargé du rapport⁵. Cependant, Dufresse a été chef de l'armée révolutionnaire du département du Nord, et Robespierre l'a regardé avec méfiance pendant la lutte contre les hébertistes. Il écrit dans son carnet: «Dufresse et l'armée révolutionnaire sont inquiétants»⁶. Mais après avoir examiné l'affaire, Robespierre a été convaincu qu'ils étaient patriotes. Par un arrêté du 3 prairial ils sont réintégrés au service⁷. Dufresse est envoyé à l'armée de la Côte de Brest, Lavalette est nommé aide-de-camp de Hanriot dans la garde nationale parisienne. Le 9 thermidor Billaud-Varenne dit: «Vous frémissiez d'horreur quand vous saurez que ceux qui accusent le gouvernement de placer à la tête la force armée des conspirateurs et des nobles, sont ceux qui nous ont forcé la main pour y mettre les seuls nobles qui y existent. Et Lavalette conspirateur à Lille en est une preuve»⁸. Si ceci confirme l'initiative de Robespierre dans l'affaire, cela montre aussi que l'affaire a été présentée au Comité.

La plupart des minutes qui sont signées seulement par Robespierre, Couthon ou Saint-Just, concernent des affaires courantes qui difficilement auraient pu provoquer des différends. La plupart sont marquées de «sur l'avis de...», suit le nom de l'agent ou le comité de surveillance dont émane la dénonciation. Sous les débats après thermidor les anciens membres du Comité ne mentionnent que deux cas concrets où ils aient signé des ordres d'arrestation, qu'ils auraient désapprouvé s'ils les avaient examinés⁹. Dans l'un des cas il s'agit de l'arrestation du restaurateur

¹ Moniteur nr. 226, 1793.

² Moniteur nr. 81, an II.

³ W. 498, nr. 535.

⁴ Moniteur nr. 90, an II.

⁵ W. 498, nr. 535.

⁶ Voir le carnet dans Mathiez: Robespierre terroriste, 1921, p. 75.

⁷ Les minutes sont de la main de Robespierre, mais ont la forme suivante: «Est approuvée la proposition faite par la commission de l'organisation et du mouvement des armées». Aulard t. XII, p. 692. Louis-Jean-Baptiste-Thomas Lavalette était un ex-noble et officier de l'ancien régime. Il fut mis hors la loi le 9 thermidor et exécuté avec Robespierre le 10 (Wallon t. V, p. 252). Simon Dufresse était par contre un des nouveaux officiers sans-culottes. Il avait été négociant à la Rochelle avant la révolution, puis comédien, juré au tribunal du 17 août, aide-de-camp à l'armée du Nord, général de brigade à l'armée des Côtes-du-Nord. Voir W. 498, doss. 535. Wallon t. VI, p. 73 sqq.

⁸ Moniteur nr. 312.

⁹ Nous exceptons l'ordre de l'arrestation du comité d'indivisibilité. Voir chap. VI, p. 112.

chez qui Carnot avait pris son dîner, et qui fut remis en liberté immédiatement après¹. L'autre cas, qui est plus grave, est relevé par Levasseur (de la Sarthe) à la Convention le 6 germinal an III: « Je me trouvais au Comité un jour où Carnot avait une dispute très vive avec Robespierre au sujet de l'arrestation de deux commis de ses bureaux, laquelle avait été ordonnée par ce dernier. Carnot dit à Robespierre: « Il ne se commet que des actes arbitraires dans ton bureau de police générale ». (Oui, oui, s'écrient les prévenus)². Carnot ajouta en s'adressant à Robespierre: « Tu es un dictateur ». Robespierre furieux prit les prévenus à témoin de ce que Carnot venait de dire. Ceux-ci le regardèrent avec mépris. Vous voyez par ce fait que les prévenus ne savaient pas ce qui se passait dans le bureau de police générale. (On rit.) » Carnot prend lui-même la parole: « J'avais la plus grande confiance dans les commis que Robespierre avait fait arrêter, et pour vous prouver de quelle manière se donnaient les signatures au Comité de salut public, je dirai que j'avais moi-même signé leurs arrestations sans le savoir... Robespierre dirigeait tellement le bureau de police générale, que je ne pus obtenir ni la mise en liberté de mes commis, ni leur transfèrement dans une maison de santé, quoiqu'ils fussent malades »³.

Pendant la discussion de l'accusation de Lecointre le 13 fructidor, Levasseur décrit une scène qui est sans doute la même que celle mentionnée ci-dessus: « Je n'étais pas ici à la mémorable journée du 10 thermidor, mais je me souviens que le 10 messidor, je fus au Comité de salut public. J'y fus témoin que ceux qu'on accuse aujourd'hui, traitaient Robespierre de dictateur. Robespierre se mit à une fureur incroyable, les autres membres du Comité le regardèrent avec mépris. Saint-Just sortit avec lui »⁴. Comme Saint-Just n'est arrivé à Paris que le 11 messidor, la scène a dû avoir lieu le 11 ou le 12. Le 13 Robespierre n'est plus au Comité⁵. Quels furent les 2 commis qui provoquèrent le conflit? Ernst Hamel essaie d'y répondre dans son Histoire de Robespierre: « Un soir qu'ils (les deux secrétaires) avaient bien dîné, ils firent irruption au milieu d'une réunion sectionnaire, y causèrent un effroyable vacarme et, se retranchant derrière leur qualité de secrétaires du Comité de salut public, menacèrent de faire guillotiner l'un et l'autre. Ils furent arrêtés tous deux et relâchés peu de temps après »⁶. Hamel renvoie à F⁴⁴³⁷. Cependant je n'ai pu trouver aucune trace de cette affaire, ni dans les papiers

¹ Voir l'intervention de Carnot dans le débat du 6 germinal dans le *Moniteur* n^o 190, an III.

² On discutait le rapport de Saladin qui comme conclusion proposait un décret d'accusation contre Barère, Billaud, Collot et Vadier.

³ *Moniteur* n^o 190, an III.

⁴ *Moniteur* n^o 243.

⁵ Voir chap. III, p. 42.

⁶ Histoire de Robespierre t. III, p. 600.

de la commission de 21¹, ni au registre du bureau. En tout cas il s'agit ici d'une toute autre affaire. Nous trouvons encore une fois la solution chez Levasseur, cette fois dans une lettre qu'il a écrite à Robespierre, datée Mézières le 1 thermidor. Il dit dans un post scriptum: « J'ai envoyé hier au Comité de salut public une très forte dénonciation contre Junius Rambourg, dénoncé avec Bauche et que tu avais fait mettre en arrestation. Je t'en parle parce que j'ai été témoin d'une vive discussion que a eu lieu à ce sujet au Comité »². Nous voyons que Levasseur alors, avant le 9 thermidor, prit le parti de Robespierre dans ce conflit. Les deux commis furent arrêtés à cause d'une dénonciation transmise du Comité de sûreté générale le 19 prairial. C'était une dénonciation fait par un officier municipal de Villes-sur-Lund, (?) Ardennes. Junius Rambourg était le fils d'un ci-devant adjudant général qui venait d'être traduit devant le Tribunal révolutionnaire. Bauche était ci-devant secrétaire du département des Ardennes, destitué « comme signataire des arrêtés fédéralistes, et comme émissaire envoyé aux Girondins qui conspiraient contre le peuple ». Cet article est introduit dans le rapport du 23 prairial. Robespierre a noté dans la marge: « arrêter les deux commis indiqués »³. L'ordre d'arrestation ne date que du 7 messidor⁴. Le 19 messidor Rambourg envoie un mémoire justificatif et accuse son dénonciateur d'être un intrigant⁵. Ce long intervalle entre la note de Robespierre et l'ordre d'arrestation, veut-il dire que l'arrestation s'est heurtée à la résistance d'une partie du Comité? Nous n'avons pas la minute de l'arrêté, et ne pouvons rien conclure des signatures. Il est cependant certain que Carnot s'est opposé à leur arrestation. Aussi Bauche est-il mis en liberté le 10 thermidor, Rambourg le 11. Les deux arrêtés sont de la main de Carnot⁶. C'est aussi possible que Carnot ait signé à l'extrait sans savoir ce qu'il faisait. Mais d'après Levasseur l'arrestation était parfaitement légitime, et Robespierre a vu dans l'intervention de Carnot une preuve que celui-ci voulait protéger les aristocrates. Les autres membres du Comité ont, selon Levasseur, regardé Robespierre « avec mépris ». Levasseur, qui était lui-même compromis aux yeux des « nouveaux indulgents » comme « l'assassin de Philippeaux », voulait avant tout défendre les terroristes accusés.

Ce cas mis à part, — cas qui amenait des conflits violents, — nous avons mentionné nombre de cas où les affaires ont été examinées dans

¹ Plusieurs renvois chez Hamel semblent indiquer que dans la cote F⁴⁴³⁷ il comprend aussi la cote actuelle F⁴⁴³⁶.

² Correspondance de Maximilien et Augustin Robespierre, recueillie et publiée par Georges Michon, Paris 1926, p. 307.

³ F⁴⁴³⁷, rapport 23 prairial.

⁴ F⁴⁷⁷⁴^m. C'est une copie de l'extrait du registre dans le procès-verbal de l'arrestation, enrég. APBⁿ 221 à la date.

⁵ Ibid.

⁶ Aulard t. XV, p. 484 et p. 493.

tout le Comité. Dans les notes dans la marge il est toujours écrit « traduire au Comité », jamais « traduire au bureau de police ». Une fois nous trouvons une note de la main d'un bureaucrate « cette mesure a été révoquée à la signature »¹. Nous venons de voir l'exemple d'un cas où la proposition de Robespierre n'a pas été suivie, à savoir le cas Dorfeuille². Dans le chapitre suivant nous aurons l'occasion d'en mentionner 2 autres, à savoir l'affaire du comité révolutionnaire de l'Unité et du comité révolutionnaire de l'Indivisibilité. S'il est arrivé que des arrestations moins importantes aient été traitées comme des affaires courantes et signées de confiance, ces cas ont fait les exceptions. A contre-cœur les anciens membres du Comité le reconnaissent eux-mêmes. Ceux-ci n'étaient pas des fonctionnaires publics qu'on pouvait enterrer dans leurs bureaux. « J'ai assisté à toutes les délibérations du Comité », dit Carnot à la Convention du 12 vendémiaire, « il est faux comme on l'a avancé, que j'aie été relégué dans mon bureau »³. Mais est-il naturel que les membres du Comité à cette époque où ils avaient perdu la confiance l'un dans l'autre, et où ils s'observaient avec une méfiance nerveuse, eussent pris intérêt à autre chose qu'aux arrestations? Ces arrestations étaient devenues l'arme politique la plus importante. Dans un des mémoires justificatifs de Billaud-Varenne, qui d'ailleurs reprend la défense générale des anciens membres analysée ci-dessus (au chapitre « La légende thermidorienne »), un aveu important lui échappe. Parmi les inculpations lancées contre les triumvirs, il s'en trouve celle-ci: « Quelquefois pendant des séances entières, ils ne se livraient qu'aux détails du bureau de police générale »⁴. Mais que ferons-nous alors de l'affirmation accoutumée que les arrêtés du bureau furent pris par les triumvirs seuls, dans le secret le plus absolu, et que les signatures des autres membres étaient « purement mécaniques »?

¹ F⁷ 4437, rapport 10 floréal.

² Voir chap. IV, p. 62.

³ *Moniteur* nr. 14, an III.

⁴ Défense de Billaud-Varenne, *Revue hist. de la Rév. Franç.*, 1910, p. 167.

CHAPITRE VI

Les arrestations du Comité de salut public et le Comité de sûreté générale.

I.

Nous avons vu l'affirmation des thermidoriens que le bureau de police était à l'origine constitué pour surveiller les fonctionnaires publics, mais que plus tard il usurpait une compétence plus grande, effaçait le Comité de sûreté générale, intervenait dans ses opérations et faisait arrêter ses agents. Nous allons examiner ces affirmations. D'abord il faut comparer les registres du Comité avec les registres du bureau. Nous avons pour l'intervalle de temps entre le 5 floréal et le 9 thermidor compté 1814 arrêtés dans les registres du Comité de sûreté générale, sur 464 dans le registre du bureau¹. Il est impossible de calculer avec précision le nombre de personnes comprises dans les arrêtés. Les registres sommaires ne mentionnent pas toujours tous les noms, mais se contentent de dire: « la municipalité », « le comité de surveillance », « un tel avec complices ». En comparant les deux nombres il faut cependant avoir présent à l'esprit que tandis que les arrêtés du Comité de sûreté générale regardent presque exclusivement des arrestations, rarement des mises en liberté, il y a parmi les arrêtés du bureau plusieurs arrêtés de caractère administratif — nomination de fonctionnaires publics, pouvoirs aux agents du Comité etc. Sur les 464 arrêtés nous avons compté 250 ordres d'arrestations et 58 mises en liberté².

Passons à la deuxième question. Le bureau s'est-il borné à la surveillance des fonctionnaires publics? Il n'est pas facile de dresser ici une statistique, comme le même arrêté peut regarder des fonctionnaires et des citoyens ordinaires; et parce que les arrêtés souvent ne mentionnent que les noms, il est difficile de savoir à quelle catégorie de citoyens on a à faire. Mais nous pouvons établir d'une manière sûre que sur les 464 arrêtés 295 regardent des fonctionnaires, probablement le nombre doit-il être relevé encore beaucoup. Notre analyse des rapports a dû donner une certaine impression des motifs. Nous renvoyons de même aux exemples

¹ La comparaison repose sur AFII² 254—55 pour le Comité de sûreté générale, et sur AFII² 221 pour le bureau. La répartition sur les mois pour le bureau est ainsi: Floréal 80, prairial 184, messidor 180, thermidor (1—7) 20.

² Cette statistique ne doit être retenue qu'avec des réserves, les limites entre les mesures administratives et les ordres de police étant souvent flottantes.

du chapitre précédent. La compétence du bureau n'a pas d'ailleurs été délimitée par une loi aux fonctionnaires. C'était aussi un « bureau de police générale », et le Comité de salut public avait depuis le 28 juillet 1793 le droit de lancer des mandats d'arrestation. Les limites étaient difficiles à établir. Les agents du Comité qui avaient à surveiller les autorités constituées en particulier, ont aussi dénoncé des citoyens ordinaires compromis dans les affaires suspectes. Ceci est surtout vrai de Rousseville auquel était confiée la surveillance des ex-nobles aux environs de Paris. Le Comité a eu un intérêt particulier à surveiller l'observation de la loi du 27 germinal. Avec ces réserves nous pouvons établir que la partie essentielle de l'activité du bureau regardait les fonctionnaires, et que les autres arrestations regardent des hommes obscurs, et que nous n'avons rien trouvé qui indique que le Comité de sûreté générale s'est plaint de telles arrestations avant thermidor.

D'un autre côté le Comité de sûreté générale n'a aucunement laissé au Comité de salut public la surveillance administrative. Nous trouvons au contraire qu'il prend continuellement des décisions ayant rapport à des fonctionnaires publics. Le 25 floréal il met en liberté G. Piron, administrateur du département de la Nièvre, le 27 il fait arrêter Lépine, inspecteur de la Poste, le 6 prairial il donne l'ordre de traduire à Paris les administrateurs du département des Ardennes, le 15 il met en liberté le maire de Hesdin etc.¹. Le même jour il prend un arrêté dans lequel il empiète directement sur le domaine du bureau, tout en défendant apparemment la compétence du Comité de salut public: « Le Comité de sûreté générale, considérant qu'aucune loi n'attribue le droit de substituer des officiers municipaux et les membres des comités de surveillance aux agents nationaux près les districts, que la loi sur le gouvernement révolutionnaire met tous les fonctionnaires publics sous la surveillance immédiate du Comité de salut public, et que l'agent du district a commis une prévarication en destituant les citoyens... (suivent les noms), arrête que l'agent national de Louviers qui a prononcé la suspension de... (suivent les noms), sera traduit au Comité de sûreté générale pour y rendre compte de sa conduite ». L'agent national près du district le Bernay est chargé de l'exécution de l'arrêté et de la réintégration des fonctionnaires destitués². Le Comité de sûreté générale ignore par conséquent que le Comité de salut public eût constitué un bureau qui avait comme tâche exclusive la surveillance des agents nationaux.

Le 24 prairial le Comité de salut public demande une décision prompte dans l'affaire du citoyen Mollien, « à cause de sa grande utilité pour la direction des entreprises de manufactures ». La minute est de la main

¹ Les exemples sont tirés de AFII² 254.

² AFII² 254 à la date. L'ordre est signé Elie Lacoste, Moses Bayle, Dubarreau, Lavicomterie, Louis (du Bas-Rhin) Jagot.

de C. A. Prieur³. Deux fois Carnot a exigé la mise en liberté de ses employés. Le 15 floréal il écrit que deux secrétaires, qui sont ex-nobles, mais mis en réquisitions, sont arrêtés. S'il n'y a pas d'autres motifs que leur qualité d'ex-nobles, il exige leur mise en liberté⁴. Ce qui fut fait le même jour⁵. Le 17 prairial il s'agit de Carlier, sous-chef du bureau central de la Comptabilité. Carlier a été chargé d'« élaborer une série de questions relatives au nouveau règlement » et sa présence est absolument nécessaire⁶. Le 27 prairial le Comité de sûreté générale répond par un refus. Carlier a été arrêté le 12 prairial pour avoir injurié le comité révolutionnaire de l'Indivisibilité⁷. Le 16 messidor Carnot envoie une autre lettre, en y joignant un certificat de civisme pour Carlier. Son crime consiste en ce que, « étant ivre, il a eu différend avec les commissaires du comité de surveillance de la section de l'Indivisibilité »⁸.

Nous voyons que les domaines de compétences des deux comités n'ont pas été nettement délimités. Il est cependant évident que l'activité du Comité de sûreté générale a été de beaucoup la plus étendue, et qu'il n'a pas renoncé à son autorité de police à l'égard des nombreux fonctionnaires publics.

II.

Dans son discours le 8 thermidor Robespierre fait des sorties violentes contre les agents du Comité de sûreté générale. Il parle de « l'excessive perversité des agents subalternes d'une autorité respectable établie dans votre sein ». — « Pour moi, je frémis quand je songe que des ennemis de la révolution, que d'anciens professeurs de royalisme, que des ex-nobles, des émigrés peut-être, se sont tout à coup faits révolutionnaires et transformés en commis du Comité de sûreté générale, pour se venger sur les amis de la patrie de la naissance et du succès de la République. Il serait assez étrange que nous eussions la bonté de payer des espions de Londres ou de Vienne pour nous aider à faire la police de la République »⁹. C'est donc certain que Robespierre a eu une profonde méfiance de ces agents. Mais cela veut-il dire qu'il a fait arrêter ces agents, paralysant par là l'action du Comité de sûreté générale?

³ Aulard t. XIV, p. 286.

⁴ AFII 60 de la main de Carnot, signé aussi par Barère.

⁵ AFII² 254 à la date.

⁶ AFII 24, plaque 192. L'arrêté est rédigé par la commission de l'organisation des mouvements des armées de la terre. Dans la marge il est écrit « renvoyer au Comité de sûreté générale lequel est invité à statuer le plus promptement possible ». Carnot, Barère.

⁷ F² 2202.

⁸ AFII 24, plaque 192.

⁹ Vellay: Discours et Rapports p. 409. Voir aussi les lignes raturées p. 392: « une horde de fripons qui ont usurpé une confiance funeste sous le nom de commis du comité de sûreté générale ».

La première fois que nous trouvons une mention d'un de ces agents dans les papiers du bureau, est dans le rapport du 22 floréal. C'est une dénonciation de la société populaire de Paray, Saône-et-Loire, contre Laligant-Morillon, accusé d'avoir « prévariqué dans ses fonctions, soutenu l'aristocratie, persécuté les patriotes, mis à prix la liberté de ses concitoyens. Laligant était proposé par Danton et était très lié avec Bazire ». Robespierre note dans la marge : « envoyer au Comité de sûreté générale ». Le Comité de sûreté générale avait cependant déjà le 1 floréal rappelé Laligant-Morillon¹. Le 8 prairial il donne l'ordre de l'arrêter et de le traduire devant le Tribunal révolutionnaire², et le 19 messidor il est guillotiné³.

Le 9 prairial nous trouvons une dénonciation contre trois commissaires du Comité de sûreté générale, Baroillet, Petit et Lullier. Ils sont dénoncés par l'administration du district d'Amiens. Herman rend compte des dénonciations : « Il résulte de ces dénonciations que les commissaires sont prévenus d'avoir exigé de plusieurs particuliers, qu'ils ont mis en état d'arrestation, ou chez lesquels ils ont fait des perquisitions, différentes sommes pour le paiement de leurs frais de route et de leurs vacations — d'avoir exécuté eux-mêmes ces arrestations en disant au concierge qui leur demandait la représentation du mandat d'arrêt, que leurs pistolets étaient leur mandat d'arrêt, de s'y être introduits pour conférer secrètement avec les détenus, d'avoir enfin usé de violence avec le concierge ». Ils sont en outre accusés d'avoir refusé de montrer leurs pouvoirs à l'administration du district et au comité révolutionnaire, et d'avoir fait arrêter un secrétaire qui était en route pour Paris avec un envoi d'argenterie. Petit est en particulier dénoncé pour avoir prévariqué comme membre de la commission révolutionnaire du département de la Somme.

Herman fait remarquer que la plupart des dénonciations ne sont signées que par les détenus eux-mêmes. Mais trois des dénonciations sont incontestées : les exigences arbitraires pour frais de voyage, le refus de montrer les pouvoirs, et l'arrestation du secrétaire. Robespierre note : « s'informer de l'adresse des trois individus et les appeler au Comité »⁴.

Il n'est impossible d'établir s'ils ont été arrêtés ou non.

Le 16 prairial nous trouvons l'ordre d'arrêter le citoyen Legrip, secrétaire analyseur au Comité de sûreté générale. La minute est de la main de Saint-Just⁵, et il a été arrêté sur une dénonciation de Guérin qui dans un rapport du 14 prairial en parle dans ces termes : « on le voit

¹ F⁴⁴³⁷ à la date, et la minute de la dénonciation AFII 30, carton 243.

² F⁴⁷⁶⁰ — enrég. AFB² 254.

³ Ibid.

⁴ Voir Wallon t. IV, p. 401.

⁵ F⁴⁴³⁷, rapport 9 prairial.

⁶ F⁴⁷⁷⁴⁹, enrég. AFB² 221. La dénonciation et l'enregistrement portent Legris, section des Piques, mais il signe Legrip.

partout où il y a des gens suspects; il allait très souvent à la Rotonde du jardin de l'Égalité¹; lorsqu'il y arrivait des patriotes, il savait faire silence en disant : voilà les mouchards ». Guérin dénonce en même temps deux autres suspects « qui souillent encore les promenades de leur présence ». Robespierre note dans la marge : « arrêter Legris et les deux autres quand on sait où les trouver »². Il ressort de deux mémoires justificatifs qui se trouvent dans son dossier, et dont l'un est adressé à Barère, qu'il a été employé au service de Necker de 1768—1777 et qu'ensuite il a servi dans la Compagnie des Indes, jusqu'à ce qu'il soit nommé le 7 septembre secrétaire au Comité de sûreté générale³. Carrière étrange — de la grande compagnie de corruption à la police révolutionnaire. Mais à ce moment Delauney et Julien (de Toulouse) qui devaient conduire la liquidation de la compagnie, étaient encore membres du Comité de sûreté générale⁴. Le 28 prairial le Comité de sûreté générale demande d'être instruit des motifs de son arrestation⁵. Le 13 messidor il est mis en liberté. L'arrêté est de la main de Barère et en outre signé Saint-Just, Collot d'Herbois, Billaut-Varenne⁶. C'est le jour même où Robespierre renonce à venir dans le Comité.

Dans le rapport du 23 prairial Guérin dénonce un autre employé du Comité de sûreté générale, Chambois, surpris dans un tripot à jouer gros jeu. Robespierre note dans la marge qu'on le fasse arrêter⁷, mais nous ne pouvons pas voir que le Comité ait donné un tel ordre.

Tous ceux-ci n'étaient cependant que des agents subalternes et il est peu probable que c'est à eux que Robespierre fait allusion le 9 thermidor. C'est probable qu'il pense en premier lieu aux machinations dans l'affaire Théot⁸. Cette affaire paraît être arrangée surtout par Sénar. C'était Sénar qui avait essayé de compromettre Robespierre dans l'affaire pendant les interrogatoires. C'était lui qui avait changé la nom Théot en Théos, et aussi Robespierre a-t-il dû le soupçonner d'avoir fabriqué la lettre de Cathrine Théot adressée à lui. Sénar était un homme de loi à Tours, qui avait été fait agent national dans cette ville. Il avait fourni des renseignements sur la Vendée au Comité de sûreté générale, et il avait arrêté Santerre le 29 germinal⁹. Le 28 prairial lorsque l'affaire Théot est déjà lancée, le Comité le renvoie à Tours¹⁰. Le 3 thermidor Sénar est dénoncé aux Jacobins par quelques citoyens de Tours et par Couthon¹¹. Le 6 ther-

¹ Auparavant Palais Royal.

² F⁴⁴³⁷, rapport 14 prairial.

³ F⁴⁷⁷⁴⁹.

⁴ Voir sur la Compagnie des Indes le livre de A. Mathiez cité chap. I, p. 10, note 2.

⁵ F⁴⁷⁷⁴⁹.

⁶ Aulard t. XIV, p. 629.

⁷ F⁴⁴³⁷, rapport 23 prairial.

⁸ Voir sur cette affaire ci-dessous p. 132.

⁹ Voir ci-dessous p. 136.

¹⁰ AFII² 255.

¹¹ Moniteur nr. 305.

indor le Comité de sûreté générale lance lui-même un mandat d'arrêt contre lui. C'était là le résultat de cette politique de réconciliation qui avait été réalisée dans les séances du 4 et du 5 thermidor, et Couthon en parle au Club des Jacobins le 6 thermidor : « à la dernière séance vous avez vu à notre tribune des patriotes opprimés dénoncer l'immoralité et la scélératesse d'un nommé Senard, agent national de la commune de Tours et agent du Comité de sûreté générale, mais des circonstances heureuses sont arrivées, on a devillé les yeux des citoyens, les opprimés ont obtenu des défenseurs officiels, le Comité de sûreté générale a retiré les pouvoirs qui lui avaient été surpris, et a fait mettre Senard en état d'arrestation »¹.

Robespierre n'a certainement pas eu plus de confiance dans un autre des agents les plus importants du Comité, Dossonville. Celui-ci avait d'abord été laquais chez un noble, plus tard il s'installe à Paris comme limonadier². Il était connu comme un admirateur fervent de Lafayette, et eut beaucoup d'influence dans sa section. Il fut élu juge de paix en 1791, et en outre employé à la police pour rechercher les falsificateurs d'assignats. Il fut envoyé en mission secrète en Angleterre le 8 juillet 1792 par Louis XVI, et fut à son retour attaché à la police royaliste secrète. Il était assez heureux d'être acquitté le 28 août par le Tribunal révolutionnaire. Il reprend son ancien métier, celui de rechercher les falsificateurs d'assignats, cette fois au service du Comité de sûreté générale. Avec l'assentiment du Comité il se laisse « corrompre » pour découvrir les coupables. Cela a pour résultat qu'il est arrêté par un comité de surveillance, et tenu sous les verrous du 6 septembre 1793 au 17 nivôse an II (6 janvier 1794). On s'en sert encore dans des affaires importantes, surtout dans les recherches pour trouver l'introuvable baron de Batz. Son rôle est cependant assez équivoque. Il favorise l'évasion du fameux spéculateur l'abbé d'Espagnac, et il cache le conventionnel Julien de Toulouse, qui à juste titre était accusé de corruption, compromis dans la Compagnie des Indes — et cela à proximité immédiate des locaux du Comité.

Le 11 prairial nous trouvons dans le registre du bureau l'ordre donné au comité de surveillance des Gardes Françaises d'arrêter sous 24 heures Dossonvilliers³. Nous n'avons pu trouver aucun individu suspect portant ce nom. Peut-être s'agit-il de l'agent du Comité de sûreté générale?

¹ Gabriel-Jérôme Senard est mort dans la prison en 1796. Il est surtout resté célèbre à cause de ses « Révélations » (voir chap. II, p. 33) qui furent publiées en 1824. Senard les avait laissées à Dossonville qui en 1823 les a données à l'éditeur Dumesnil. Dans cette source extrêmement suspecte la plupart des historiens ont largement puisé. Elle est remplie d'une haine exaspérée et de calomnies violentes contre tout et tous, contre Robespierre et les autres membres du Comité, contre la « faction thermidorienne ».

² Nous tirons ces renseignements et ceux qui suivent sur Dossonville du livre d'Ernst d'Hauterive : « Figaro-policier. Un agent secret sous la Terreur », Paris 1928. Voir aussi son dossier F¹ 4680.

³ AFII² 221 à la date.

C'est peu probable. Dossonville habitait la section de Guillaume Tell et était à ce moment en Alsace comme commissaire du Comité de sûreté générale. Il était parti le 12 floréal et n'est rentré que le 23 prairial¹. Il était d'abord parti pour le Havre pour trouver le baron de Batz, et il est peu probable que le Comité de salut public eût ignoré son expédition. Il existe dans son dossier un mémoire justificatif daté le 17 prairial an II. C'est que les accusés dans un procès de falsification avaient fait une tentative pour le compromettre, et le Tribunal Criminel avait même lancé un mandat d'arrêt contre lui. Mais le Comité s'était opposé à son exécution et le 8 messidor le tribunal le déclara innocent². En tout cas Dossonville n'a pas été arrêté avant le 9 thermidor. C'est cependant probable que le Comité de salut public ne l'a pas quitté des yeux. Le 8 thermidor le comité révolutionnaire de la section des « Amis de la Patrie » n'envoie pas moins de 13 dénonciations contre Dossonville, et toutes attestent que son café a été un lieu de réunion des modérés, et qu'il a été lui-même partisan de Lafayette³. Le Comité a certainement déjà d'avance eu ses soupçons. Personne ne peut lire les violentes sorties de Robespierre contre les agents du Comité de sûreté générale — « les anciens professeurs de royalisme » — sans penser à Dossonville⁴.

Senard et Dossonville étaient tous les deux animés d'une haine sincère contre un autre des agents principaux du Comité, Héron. Il était marin d'origine, et était devenu un partisan fervent de la révolution, il avait pris part aux luttes des grandes journées, et il était devenu l'ami de Marat qui s'était caché chez lui lorsqu'il était menacé par les persécutions de la police⁵. Les thermidoriens l'accusaient d'être le plus tyrannique des agents

¹ Hauterive, ouvrage cité p. 57, 62.

² Ibid. p. 69-70.

³ F¹ 3822, rapport 18 thermidor 1 div. d'Hauterive suppose que Dossonville lui-même a fait envoyer ces dénonciations comme il avait prévu la réaction thermidorienne. On peut cependant dire en toute sûreté que même pas le « Figaro policier » au commencement de thermidor ne pouvait prévoir qu'il y aurait bientôt avantage à avoir été « fayettiste ».

⁴ Jean-Baptiste Dossonville avait eu une carrière tourmentée. Il fut arrêté le 4 fructidor, parce que quelques-uns de ses rapports compromettaient Tallien et Merlin de Thionville, et ne fut mis en liberté que le 7 brumaire an IV. Il fut ensuite agent secret au ministère de la police, puis agent secret des « Clichéens », déporté avec Pichegru et d'autres royalistes après le 18 fructidor, organisa leur évasion de la Guyane, opéra en Allemagne et en Autriche, et fut après la restauration en récompense de son royalisme fidèle nommé commissaire de police à Paris. Voir d'Hauterive, ouvrage cité.

⁵ Voir sur Louis-Julien-Simon Héron, A. Mathiez : La vie de Héron, racontée par lui-même. Ann. hist. de la Rév. Franç. 1925, p. 480 d'après F¹ 4403. Voir aussi F¹ 4543—F¹ 4743. D'après les mémoires de Berryer, Héron avait un conflit avec les banquiers à Paris qui avaient refusé d'escompter une livraison du gouvernement espagnol sur la Havane d'une valeur nominale de 150 000 fr. Il se serait vengé en les arrêtant sous la terreur. Voir Belloni : Le Comité de sûreté générale p. 140, note 1.

du Comité de sûreté générale et d'avoir été l'espion de Robespierre dans ce comité¹. Dans ses mémoires Sénar l'appelle le « bouillotte de Robespierre »². Dans le procès de Fouquier-Tinville il accuse Héron entre autres de l'avoir prié d'avoir soin que la femme de Héron fut guillotinée³. L'accusation contre Héron d'avoir été l'agent secret de Robespierre n'avait d'autre appui que le fait que Robespierre avait défendu Héron le 30 ventôse⁴ contre les indulgents. Héron avait d'abord été décrété d'arrestation sur la proposition de Bourdon de l'Oise. Le décret fut cependant révoqué sur l'intervention de Couthon, Moïse Bayle et Robespierre. Mais Couthon et Robespierre défendent tous deux Héron parce qu'ils considèrent l'arrestation comme faisant partie de l'attaque des indulgents contre le gouvernement révolutionnaire. Couthon dit : « Le Comité de sûreté générale nous a déclaré que la République devait à Héron d'avoir atteint les plus grands conspirateurs, et notamment ceux que leur fortune rendait plus dangereux, comme banquiers et autres »⁵. Robespierre dit expressément qu'il ne connaît pas Héron personnellement.

Héron dénie lui-même catégoriquement dans ses différents mémoires justificatifs d'avoir été la créature de Robespierre. Il prétend au contraire avoir, longtemps avant le 9 thermidor, exprimé son opinion sur « son air de despotisme et sur son orgueilleuse misanthropie ». Il pouvait alléguer deux exemples péremptifs de sa loyauté envers le Comité de sûreté générale. Premièrement il avait, en collaboration avec Sénar, préparé l'affaire de la Mère de Dieu. Il dit même que c'est lui qui apporta au Comité de sûreté générale la lettre célèbre, qui aurait été écrite à Robespierre par Catherine Théot. Il accentue ensuite son rôle le 9 thermidor. Le Comité l'avait chargé d'une tâche très importante : l'arrestation du chef de la garde nationale, Hanriot, ce que le comité n'aurait certainement pas fait s'il avait soupçonné des relations entre Robespierre et Héron. Héron fut d'ailleurs lui-même accablé et arrêté lorsqu'il voulait saisir Hanriot. Mais il fut mis en liberté par l'ordre de son Comité⁶. Nous pouvons affirmer en toute sûreté que Héron n'a pas été la créature de Robespierre.

Nous avons donc vu que le Comité de salut public et le bureau n'ont pas fait arrêter les agents dominants du Comité de sûreté générale. La

¹ Voir Bourdon de l'Oise à la Convention le 15 thermidor, le *Moniteur* nr. 316. Le cointre p. 64-68.

² Sénar: *Révolutions* p. 109.

³ Buchez et Roux t. XXXIV, p. 308.

⁴ Buchez et Roux t. XXXII, p. 49.

⁵ Héron avait été chargé de l'arrestation des grands banquiers de la place Vendôme. Voir les mémoires de Berreyer, cités Belloni p. 140, note 1.

⁶ Voir l'ordre dans F⁷ 4743. Voir pour le reste le mémoire cité dans les *Ann. Hist. de la Rév. Franç.* 1925. Héron fut dénoncé à la Convention le 15 thermidor par Bourdon de l'Oise et arrêté le 19. Le 5 prairial an III, il fut traduit devant le tribunal criminel du département Eure-et-Loire avec, entre autres, Pache et Bouchotte. Mais comme eux il profita de l'amnésie de vendémiaire an IV. Il mourut peu de temps après.

seule chose obtenue est l'arrestation de Sénar. Mais celle-ci fut opérée par le Comité de sûreté générale lui-même, et Vadier a pu déclarer le 9 thermidor que ce comité a lui-même puni ses « agents infidèles »¹.

III.

Nous avons vu que la partie de beaucoup la plus grande des arrestations ont été opérées par le Comité de sûreté générale. Pour les affaires de police de quelque importance politique, nous trouvons qu'elles ont été soumises à l'examen soit des deux comités, soit du Comité de sûreté générale seul. Nous allons le montrer en examinant les arrestations les plus importantes. La première affaire est celle de l'arrestation du général Huché. Sur cette affaire Carnot dit à la Convention après thermidor : « Le général Huché fut dénoncé au Comité de salut public pour des cruautés qu'il avait exercées dans la Vendée et, par suite des dénonciations, mis en arrestation. Arrivé au Comité de salut public, Robespierre le défendit : il fut renvoyé à l'armée avec un grade supérieur, que je fus obligé de signer malgré mon opposition »². Ceci n'est que mensonge et calomnie. L'ordre d'arrestation contre Huché est du 6 floréal, et a été provoqué par Saint-Just³. Le 8 prairial nous trouvons dans le registre du Comité de sûreté générale l'ordre de le mettre en liberté⁴, et le 10 prairial le Comité de salut public lui ordonne de retourner à son poste⁵. Mais cet ordre, qui est signé Carnot, Robespierre et Barère, est de la main de Carnot!

Le 21 floréal les deux comités ordonnent l'arrestation du maire de Paris, Pache, son gendre Xavier Audouin, ex-adjoint au ministère de la guerre et rédacteur d'un journal sans-culotte, « Le Journal Universel », et en outre le vice-président de l'administration du département de Paris, Lachevardière. Cet ordre est de la main de Dubarran, — Robespierre et Couthon n'ont pas signé⁶. L'arrestation n'est pas enregistrée dans le registre du bureau, mais dans le registre du Comité de sûreté générale⁷. Nous avons aussi l'ordre d'arrestation de la mère et du fils de Pache, qui n'est signé que des membres du Comité de sûreté générale⁸. Il y a de même un ordre d'arrestation particulier des deux comités contre Lachevardière, qui lui non plus n'est pas signé par Robespierre. Robespierre a par contre signé l'ordre d'apposer les scellés sur les papiers des arrêtés⁹.

¹ *Moniteur* nr. 311.

² *Moniteur* nr. 11, an III.

³ Voir p. 53. L'ordre est enregistré dans AFII² 221.

⁴ AFII² 254 à la date.

⁵ Aulard t. XIV, p. 24.

⁶ Aulard t. XIII, p. 212. Voir sur cette arrestation aussi *Ann. Rév.* 1916, p. 148.

⁷ AFII² 254 à la date.

⁸ *Ibid.*

⁹ Voir Aulard t. XIII, p. 413.

C'est évident que le Comité de sûreté générale a pris l'initiative de cette arrestation, et c'est probable que Robespierre ne l'a pas approuvée. Nous savons que Robespierre avait empêché que Pache, Hanriot et plusieurs autres révolutionnaires compromis dans les interrogatoires, fussent impliqués dans le procès des hébertistes. Nous ne connaissons pas les motifs de cette dernière arrestation.

Billaud-Varenne dit après thermidor dans une réponse à Lecoindre que Saint-Just le 9 thermidor avait accusé les anciens membres du Comité d'avoir anéanti la municipalité dans la personne de Pache¹. Fruits de l'imagination. Je ne trouve dans le discours de Saint-Just le 9 thermidor aucune allusion à Pache. Au contraire, c'est Robespierre qui le 8 thermidor attaque ses adversaires parce qu'ils parlent de « rappeler Pache aux fonctions de maire »². Robespierre fait probablement allusion à l'agitation souterraine contre le gouvernement révolutionnaire dans les sections, liée, entre autre, au nom de Pache³.

Parmi les arrestations que Saladin reproche aux anciens membres des comités, arrêtons-nous à celle de Teresa Cabarrus, la maîtresse célèbre de Tallien⁴. Billaud-Varenne répond que cet arrêté était d'abord écrit et signé par Robespierre. Il ajoute qu'elle était étrangère et née dans un pays qui était en état de guerre avec la France, et qu'elle était par conséquent comprise dans la loi du 17 septembre⁵. Nous voyons que Billaud ne veut pas désavouer cette arrestation. Dans leur réponse en commun à Saladin les prévenus se contentent cependant de dire « Cette pièce est tirée du bureau de la police générale qui, comme on sait, fut dirigé par Robespierre, Saint-Just et Couthon »⁶.

Teresa Cabarrus était dénoncée pour avoir fait avec Tallien un trafic honteux de la justice à Bordeaux⁷. Dans le rapport du bureau de police du 2 prairial il est rendu compte d'une dénonciation de Rousseville: « La municipalité surveille avec soin quelques individus suspects de cette commune. La ci-devant Dame de cette commune, épouse divorcée d'un banquier de Madrid, nouvellement arrivée de Bordeaux, compte beaucoup sur Barère pour avoir une réquisition du Comité de salut public⁸. C'est une

femme séduisante, on la croit ci-devant maîtresse d'un Lameth⁹. Elle a chez elle un jeune homme inconnu »¹⁰. Il n'y a aucune note dans la marge. Mais l'ordre d'arrestation est du 3 prairial et écrit de la main de Robespierre. Il est en outre signé par Billaud-Varenne, Barère et Collot d'Herbois¹¹. Teresa Cabarrus fut arrêtée la nuit du 11 au 12 prairial à Versailles par le général Boulanger¹². Les rapports du bureau donnent aussi plusieurs autres articles sur Cabarrus. Le 17 prairial nous trouvons encore le résumé d'une lettre de Rousseville, qui n'a pas encore appris l'arrestation: « Il a été dit que Tallien, député, avait couché les jours derniers dans la maison de la femme Cabarrus-Fontenay, ex-noble qu'on croit être à Paris. On ne la voit plus à Fontenay »¹³. Dans le rapport du 29 prairial Rousseville instruit le Comité qu'on a apposé les scellés à ses papiers à Fontenay aux Roses. Robespierre note dans la marge: « charger Rousseville de lever les scellés et apporter les papiers qui s'y trouvent au Comité »¹⁴. Dans le rapport du 6 messidor on fait connaître que le comité révolutionnaire de la Fraternité envoie deux nouvelles lettres adressées à la citoyenne Cabarrus, mais qui sont sans intérêt. Mais Robespierre, qui veut être éclairé en détail, note: « Donnez-moi une idée plus précise de ces lettres »¹⁵. Dans le même rapport nous trouvons que le même comité a envoyé encore 10 lettres, que, d'ailleurs, elles non plus ne contiennent rien de suspect. « les sujets sont tous en amoroso ». Robespierre note: « Il faut réunir toutes les pièces relatives à la Cabarrus ».

Nous voyons que l'arrestation de la Cabarrus a eu lieu sur l'initiative de Robespierre, et qu'il s'est intéressé particulièrement à l'affaire. Mais le Comité de sûreté générale s'est aussi occupé de l'affaire. Le 12 prairial nous trouvons l'arrêté dans le registre du Comité: « Vu les renseignements produits, le Comité de sûreté générale arrête que la nommée Teresa Cabarrus, divorcée du nommé Fontenay, présentement à Versailles, sera saisie dans cette commune et même partout où elle sera rencontrée, et conduite au Comité de sûreté générale ». Le Comité n'a donc pas connu l'arrêté du Comité de salut public du 3 prairial, et naturellement encore moins l'arrestation qui avait eu lieu la nuit.

Cette affaire pourrait faire soupçonner un certain manque de liaison entre les deux comités, mais non des rapports tendus.

Orléans envoya une telle dénonciation qui provoqua une scène violente entre Barère, Saint-Just et Robespierre. Ils examinèrent le registre de réquisitions que Barère dit d'avoir tenu, mais n'y trouvèrent point le nom de Cabarrus. Bibl. Nat. Lb⁶/1687.

¹ Il y a trois frères Lameth, tous gentilhommes libéraux: Théodor, Charles et Alexandre, le célèbre orateur. On ne sait pas du quel il s'agit ici.

² F¹ 4437, rapport 2 prairial.

³ Aulard t. XIII, p. 668. Voir sur l'arrestation La Révolution Française 1887, I, p. 501.

⁴ Son rapport a été publié dans Papiers inédits trouvés chez Robespierre t. I, p. 269.

⁵ F¹ 4437, rapport 17 prairial.

⁶ F¹ 4437, rapport 29 prairial.

⁷ F¹ 4437, rapport 6 messidor.

¹ Moniteur nr. 345.

² Vellay: Discours et Rapports etc. p. 420.

³ Voir sur l'affaire Legray l'étude de M. Mathiez dans Ann. hist. de la Rév. Franç. Juillet-août 1927. Legray, membre du comité révolutionnaire de Muséum avait été dénoncé le 20 messidor pour des propos très graves contre le comité de salut public et le Tribunal révolutionnaire. Il avait dit entre autres choses qu'on n'osait pas instruire le procès contre Pache et Santerre. Robespierre fait aussi allusion à ces dénonciations le 8 thermidor. Voir Vellay: Discours et Rapports p. 410, note 1.

⁴ Saladin p. 12.

⁵ Moniteur nr. 189, an III.

⁶ Réponse p. 9.

⁷ Mathiez: La Révolution Française t. III, p. 139.

⁸ Barère dit dans un de ses mémoires justificatifs que « l'agent de Robespierre à

Dans une autre affaire, qui a été discutée aussi dans les deux comités, un conflit ouvert a éclaté. Nous pensons à l'affaire du comité révolutionnaire de la section de l'Indivisibilité. Le 9 thermidor Billaud-Varenne dit à la Convention : « On (Robespierre) se plaint que les patriotes étaient opprimés. Certes, vous aurez une bien étrange idée de la dénonciation quand vous saurez que celui de qui elle part, a fait arrêter le meilleur comité de surveillance de Paris, celui de la section de l'Indivisibilité, quoiqu'il n'y ait que deux de ses membres qui fussent dénoncés »¹. Vadier reproche dans la même séance à Robespierre qu'il a fait arrêter le comité révolutionnaire « le plus pur » de Paris. Dans leur réponse aux pièces de la commission de 21 les prévenus déclarent que l'arrestation de ce comité montre à quel degré ils étaient étrangers aux opérations du bureau de police générale, « puisque sitôt qu'ils furent instruits par le Comité de sûreté générale de la destitution de tous les membres du comité révolutionnaire de l'Indivisibilité, après une scène violente de Robespierre, ils s'empressèrent de prononcer la mise en liberté qui était demandée par la commission populaire du Muséum »².

Le fondement de l'arrestation est une dénonciation de Perrier, le président de la section, qui se trouve dans le rapport du 1 messidor. Il « dénonce au Comité pour la troisième fois les membres du comité révolutionnaire de la section de l'Indivisibilité. Leur promotion est le fruit de leurs intrigues. Depuis qu'ils sont en place, on a remarqué une progression dans leurs facultés pécuniaires. Ils se donnent des repas splendides. Hyvert³ a étouffé constamment la voix de ses concitoyens dans les assemblées générales. Despote dans ses actes, il a porté les citoyennes à s'entregorger à la porte d'un boucher, ce fait est constaté par procès-verbal. Grosler⁴ a dit hautement que les assemblées sectionnaires étaient au-dessus de la Convention. Il a rétabli sous les scellés des flambeaux d'argent qu'on l'accusait d'avoir soustraits. Il a dit à Testard et Guérin que Robespierre malgré son f... décret sur l'être suprême serait... (le mot « guillotiné » est bâtonné). Il a annoncé dans un café le prochain rétablissement des sociétés sectionnaires⁵. Viard a mis des richesses à contribution. Il a insulté des gens qu'il mettait en arrestation. Lainé⁶ a été persécuteur d'un anglais qui s'est donné la mort pour échapper à sa rage. Allemain, commissaire de police, est dépositaire d'une lettre de lui. Lainé et ses collègues ont été probablement en relation avec Hébert. Il est certain qu'il faisait fréquemment des sorties nocturnes. Il a fait en présence du citoyen Bosser

¹ Moniteur n° 311, an II.

² Réponse p. 57-58. Voir aussi Mémoire inédit de Billaud-Varenne, Revue Hist. de la Rév. Franç. 1910, p. 26.

³ Hyvert, Etienne, bouillonnier (F² 4759).

⁴ Grosler, Toussaint, gendarme (ibid.).

⁵ Voir chap. I, p. 11.

⁶ Lainé ou Laisné, ancien domestique, ancien trésorier de la marine, ancien commissaire aux accaparements, vivant d'une rente viagère (F² 4759).

un usage indécemment d'un décret de la Convention. Fournier¹ a traité les représentants de scélérats, d'intrigants qui seraient guillotins. Lors de la présentation du salpêtre, il disait que ceux qui le faisaient, se cassaient les jambes. Enfin le comité révolutionnaire s'est refusé à venir complimenter la Convention du décret sur l'Etre Suprême. Il a traité d'intrigants ceux qui s'y rendaient »².

Le président de la section accusait donc ces fonctionnaires publics de s'être enrichis à la révolution, de brutalité, d'avoir excité les masses aux troubles de substances, de taxations arbitraires, de propos injurieux contre la représentation nationale et le décret de l'être suprême. Voilà un exemple typique des intrigants et fripons en bonnets rouges qui voudraient perdre la révolution par leur immoralité et leurs excès. Robespierre note dans la marge : « arrêter tous les nommés dans cet article ». L'ordre d'arrestation n'est que du 6 messidor et la minute n'est signée que de Robespierre. L'ordre comprend tout le comité³. Dans la marge il est écrit : « sur l'avis de Perrier, employé à la bibliographie de l'instruction publique »⁴. Faut-il interpréter le grand intervalle entre la note de Robespierre du 1 messidor et l'ordre du Comité du 6, dans ces sens que la question a été débattue dans le Comité ? C'est fort probable. Les rapports suivants donnent cependant de nouvelles dénonciations. Dans le rapport du 11 messidor Javey, officier de santé, se plaint que deux membres du comité soient arrivés chez lui à minuit pour lui enlever le brouillon d'une dénonciation contre le comité⁵. Dans le rapport du 4 thermidor se trouve une dénonciation non datée du commandant en chef de la section contre Fournier pour avoir traité les représentants du peuple « de gueux, de scélérats, pour avoir fait périr Danton ». D'ailleurs les membres du comité sont accusés d'avoir blâmé les félicitations faites à la Convention sur l'être suprême, d'avoir dans le temps distribué des listes pour se faire porter à leurs places, d'avoir présagé le rétablissement des sociétés sectionnaires⁶.

Dans le rapport de fructidor nous trouvons enfin un article oublié. C'est le résumé d'une dénonciation anonyme contre le comité envoyée à Collot d'Herbois et Robespierre. Elle dit que « Lainé, le factotum de la bande et ci-devant domestique du tyran, était un de ceux qui soupaient à Passy à cent écus par tête »⁷. On mentionne en outre quelques exemples d'objets précieux qui ont été soustraits chez diverse suspects⁸.

¹ Etienne Fournier, « vivant de son revenu » de 1700 frs. (F² 4759).

² F² 4137, rapport 1 messidor.

³ Robespierre a mis d'abord : Hyvert, Grosler, Viard, Lainé, mais ces noms ont été biffés.

⁴ Aulard t. XIV, p. 520.

⁵ F² 3821, rapport 11 messidor 1 div.

⁶ F² 3822, rapport 4 thermidor.

⁷ Les diners de Danton avec Gusman. Voir le discours de Saint-Just contre Danton Vellay : Œuvres complètes t. II, p. 329.

⁸ F² 3822, rapport fructidor.

Le 12 messidor les arrêtés ont cependant envoyé un mémoire justificatif, qui dans le rapport du 24 messidor est résumé ainsi: « Les membres du comité révolutionnaire de la section de l'Indivisibilité écrivent que les listes distribuées lors de leur nomination l'ont été non par eux, mais par les patriotes de la section. Leur élection est légale et à la grande majorité des suffrages ». Ils passent ensuite en revue leurs dénonciateurs qu'ils désignent comme des modérés de la section, des citoyens auxquels ils ont refusé le certificat de civisme, ou qui ont été frappés par la loi du 17 septembre contre les suspects. L'article se termine par la phrase suivante: « Ils rappellent les services qu'ils ont rendus à la chose publique. Ils réclament le suffrage du Comité de sûreté générale »¹. Ils n'ont pas fait appel en vain au Comité de sûreté générale qui les avaient employés dans plusieurs opérations comme agents². Le 17 messidor nous trouvons l'ordre de conduire deux des arrêtés, Thibaut³ et Claudel, au Comité⁴. L'ordre est signé par Dubarran et Moïse Bayle⁵. Le 20 ils donnent un nouvel ordre, cette fois de traduire tous les arrêtés devant le Comité. Cet ordre est signé par Moïse Bayle, Dubarran et Jagot⁶. Le résultat de l'interrogatoire se voit déjà le lendemain dans deux arrêtés des comités réunis. L'un met tous les arrêtés en liberté. Je n'ai trouvé cet arrêté que dans le registre du Comité de sûreté générale, où la note suivante est ajoutée: signé de Vadier, Saint-Just, Billaud-Varenne, Dubarran, Lavicomterie, Amar, Voulland, Louis, Collot d'Herbois, Jagot, Moïse Bayle, Carnot et Barère⁷. Nous faisons remarquer que Robespierre et Couthon sont de ceux dont les signatures manquent. Mais s'agit-il ici de la minute ou seulement de ceux qui ont « signé au registre »? Il est impossible de trancher la question. On ne se contente pas cependant de mettre en liberté les détenus. Le deuxième ordre est conçu dans les termes suivants: « Le Comité de sûreté générale, considérant qu'il résulte de l'examen sévère de la conduite des membres du comité de surveillance de la section de l'Indivisibilité et des attestations des membres des commissions populaires, que la dénonciation dirigée contre les fonctionnaires publics est calomnieuse, qu'elle porte l'empreinte d'une coalition de l'aristocratie contre un comité dont les opérations ont atterré les ennemis du peuple résidant dans la section de l'Indivisibilité, et que la démarche de Perrier est criminelle sous tous rapports, arrête que Perrier sera traduit dans la maison de

¹ F⁷ 3821, rapport 24 messidor 1 div.

² Nous voyons que Viard et Bodson ont été envoyés en mission en Seine-et-Marne, le 12 floréal (F⁷ 4775/27) — entrég. AFD² 254. Aussi Thiboust et Fournier ont été employés hors de Paris. Voir F⁷ 4759, le rapport sur l'affaire des anciens membres du comité révolutionnaire.

³ Thiboust, colleur de papier.

⁴ Claudel, Charles, ci-devant courrier de la malle aux postes.

⁵ F⁷ 4775/27.

⁶ Ibid.

⁷ AF² 235.

Forcé ». Cet arrêté n'est pas non plus signé de Robespierre ou de Couthon, mais par contre de Saint-Just et de la plupart des autres membres des comités¹. Le même jour on prend encore deux arrêtés ayant rapport à la même affaire. L'un rend aux libérés leurs armes, l'autre arrête qu'on « laisserait passer les 12 membres du comité révolutionnaire de la section de l'Indivisibilité, lesquels se retirent chez eux avec leur famille et quelques amis ». Ces deux arrêtés ne sont signés que de membres du Comité de sûreté générale².

Il ressort donc clairement que le Comité de sûreté générale est intervenu contre la décision de Robespierre pour la désavouer. Ceci est encore accentué par l'arrestation de Perrier, dont la dénonciation était le fondement de la décision de Robespierre. Les arrêtés du Comité de sûreté générale constituent aussi un empiètement sur le domaine du bureau, puisque celui-ci était chargé de la surveillance des fonctionnaires publics. Les anciens membres du Comité de salut public déclarent qu'ils ont mis en liberté les détenus après que le Comité de sûreté générale avait examiné l'affaire, et que l'arrêté ne fut effectué qu'après une scène violente avec Robespierre³. A ce moment Robespierre s'était cependant retiré du Comité. On a dû tout simplement profiter de son absence. De l'autre côté nous trouvons le nom de Robespierre sous un autre arrêté relatif au traitement de prisonniers de guerre⁴.

Après thermidor, Trinchard, le président d'une des commissions populaires, dit dans un interrogatoire le 8 nivôse qu'il s'était d'abord adressé au Comité de salut public pour faire mettre en liberté les membres du comité révolutionnaire, mais que Saint-Just l'avait accueilli avec dédain et qu'alors il s'est adressé au Comité de sûreté générale⁵. Nous avons vu que dans l'arrêté de la mise en liberté on renvoie à l'intervention des commissions populaires. Mais de l'autre côté Trinchard a dû inventer le conflit avec Saint-Just pour parer à l'accusation d'être le complice de Robespierre. Saint-Just a justement signé les deux arrêtés décisifs.

Le Comité de sûreté générale pouvait le 9 thermidor avoir confiance en ceux qu'il avait mis en liberté contre l'assentiment de Robespierre. Parmi les nouveaux administrateurs de police qui sont nommés ce jour pour remplacer les administrateurs robespierristes, nous retrouvons deux des membres du comité, Hivert et Thiboust⁶. Le comité révolutionnaire a-t-il réellement commis les abus dont il était accusé, ou bien Perrier a-t-il été un modéré qui pour des motifs politiques a voulu les frapper? Ou bien derrière l'affaire ne se cache-t-il qu'une lutte personnelle pour la domina-

¹ F⁷ 4774/68 — AFD² 235.

² F⁷ 4775/27.

³ Réponse p. 57—58.

⁴ Aulard t. XV, p. 30.

⁵ L'interrogatoire est publié dans le rapport de Saladin p. 115.

⁶ Aulard t. XV, p. 458.

tion de la section? Il est difficile de trancher la question. Sous la réaction thermidorienne la plupart des membres furent arrêtés de nouveau comme terroristes et accusés de différentes malversations. Ils réussirent cependant en gros à se réhabiliter¹. La question n'a qu'un intérêt secondaire pour la solution de notre problème. Il nous suffit de savoir que Robespierre a eu confiance dans les dénonciations de Perrier, et que la mise en liberté a été effectuée par l'intervention du Comité de sûreté générale, qui désavoue les mesures prises par Robespierre.

En même temps que nous avons le conflit autour du comité révolutionnaire de l'Indivisibilité, nous avons une affaire analogue relative au comité révolutionnaire de la section de l'Unité. Cette section, voisine de celle de Marat, avait été une des forteresses de l'hébertisme. Le personnage dominant avait été Sébastien Lacroix, un ci-devant procureur syndic à Châlons, et qui avait été aussi employé comme agent du conseil exécutif. C'était un jeune libertin ambitieux, fortement soupçonné de s'être enrichi à trafiquer de ses fonctions de membre du comité révolutionnaire. Il avait été des amis de Danton, mais s'était plus tard allié aux hébertistes pour devenir l'ami intime de Vincent. Il fut exécuté avec Chaumette². Dans le rapport du 3 messidor se trouve une dénonciation détaillée contre les autres membres du comité révolutionnaire. Elle provient de Jean Robert, marchand de vin, détenu aux Carmes. Robert prétend d'abord qu'il a été arrêté parce qu'on avait peur que sa déposition dans l'affaire Hébert ne compromît Vincent et Lacroix, intimement liés avec plusieurs des membres du comité révolutionnaire. La dénonciation s'occupe d'abord de Legagneur-Lalande « ex-procureur au ci-devant Châtelet, ex-commissaire de police de la section de l'Unité, actuellement employé à la commission des poudres et des salpêtres ». Cet homme disait en 1790 qu'il défendrait l'innocent et le coupable « parce que c'était son métier ». Il est ensuite accusé d'avoir défendu un notaire « dépositaire de la pétition liberticide »³, puis d'avoir été très lié avec Lacroix, et d'avoir fait des démarches auprès du Comité de sûreté générale pour le faire mettre en liberté. Comme ceci n'aboutissait à rien, il réussit à obtenir de la section qu'elle se prononçât en faveur de Lacroix. Ensuite, il mentionne une dénonciation faite en pleine assemblée générale contre Husson, Caprouet et Garot, membres du comité, « pour avoir violé une jeune fille dans l'exercice de leurs fonctions. Le comité révolutionnaire étouffa, par la terreur qu'il inspira au dénonciateur et à la jeune fille, cette dénonciation, et on accorda au dénonciateur un passeport en exigeant de lui un désistement ». Cette jeune

¹ Voir le « Rapport sur l'affaire des anciens membres du comité révolutionnaire de l'Indivisibilité », F^o 4759, et F^o 4804 (Bodson), F^o 4759 (Laitié), F^o 4775/27 (Thiboust), F^o 4775/45 (Viard), F^o 4774/68 (Perrier).

² Voir Albert Mathiez: « La vie chère et le mouvement social sous la Terreur », Paris 1907, p. 173. Wallon t. III, p. 198.

³ Il s'agit probablement de la pétition des 20 000 en faveur du roi le 20 juin 1792. Voir Mathiez, *La Révolution Française* t. I, p. 208.

filie était actuellement à Peronne, et les 3 dénoncés étaient également absents de Paris — on suppose qu'ils sont en mission dans les départements. Robert accuse de même « Sandos, membre du comité révolutionnaire, membre du conseil d'administration de la ci-devant armée révolutionnaire et lieutenant de la compagnie des canonniers de la section de l'Unité ». Il est suspect d'avoir touché les traitements attachés à ces différentes places — il est un des rédacteurs de la pétition par laquelle on demandait de faire marcher six guillotines à la tête de l'armée révolutionnaire pour faire justice de ceux qui ne fourniraient pas de subsistances à Paris⁴. Il a présidé le club des Cordeliers après Momoro et Ducroquet⁵. L'ex-noble Bereyter est accusé de « faillite frauduleuse », et pour avoir dit dans la société de la section, peu de temps avant la découverte de la faction d'Hébert, qu'il ne fallait pas que les hommes alassent en campagne parce que le 31 mai n'était pas loin. Comme il était noble, l'accès au comité révolutionnaire lui était interdit, mais il avait accepté une mission dans les départements de la part de Vincent. Mathis, chef de légion, avait été l'ami de Lacroix et partisan de Lafayette. Ballay, chez qui Lacroix logeait, était avant la révolution « homme de louage dans les maisons garnies », et sa femme « revendeuse à la toilette ». Il a fait depuis peu l'acquisition d'une maison considérable à Saint-Maur où se tenaient les conciliabules d'Hébert, Mathis et autre. Dans ces conciliabules prennent part aussi entre autres le commandant et le commandant en second du bataillon. Celui-là est un ex-musicien de la cour, Jansson. Il est en outre accusé d'avoir fait le commerce d'argent et d'avoir entrepris divers voyages en Angleterre. Guérard, un autre membre du comité, a été accusé publiquement d'escroquerie, mais il a menacé de « faire pourrir dans les prisons quiconque parlerait de ce fait ». Albert et Dorles, membres du même comité, sont accusés d'être des hommes violents et d'avoir eu des relations avec Lacroix. Pour terminer Robert dit que dans sa section, qui compte 6000 votants, il y a encore une société sectionnaire de 200 membres à peine, qui refuse de se laisser dissoudre « quoique ce soit là le vœu de l'opinion publique »⁶.

Ce que Robert a voulu obtenir, c'est naturellement la liberté, et il n'y a aucune raison d'accepter les accusations à la légère. Mais Robespierre a eu des raisons pour y ajouter foi. Il note dans la marge: « renvoyer à la commission de police générale, interroger Robert sur les faits dont quelques-uns sont notoires, et les personnes dénoncées ». Plusieurs des

⁴ Nous ne connaissons pas cette pétition. Il s'agit sans doute de l'agitation hébertiste avant la chute des factions.

⁵ Le célèbre imprimeur et administrateur du département de Paris, Antoine-François Momoro, et le commissaire aux accaparements de la section Marat, l'ex-perruquier Frédéric-Pierre Ducroquet, tous deux exécutés avec Hébert le 4 germinal. Wallon t. III, p. 64.

⁶ La dénonciation est dans le F^o 4437, rapport 3 messidor.

dénonces avaient déjà été compromis dans les interrogatoires sous le procès Hébert, surtout par la déclaration de Thierry, employé comme expéditionnaire au greffe du Tribunal révolutionnaire. Il flétrit Bereyter « banqueroutier » comme un « être immoral sous tous rapports », Sandos comme un « tigre féroce », Albert comme ayant « à peu près l'aspect et la voix d'un sanglier en furie, ne parlant que d'éventrer et d'égorger, auteur de la motion pour réclamer Lacroix, son ami »¹. Bereyter fut compromis dans le procès contre Chaumette et Lacroix. Il dit dans un mémoire justificatif du 17 germinal qu'il « est la victime des perfides manœuvres des aristocrates pour perdre les meilleurs patriotes et fait remarquer entre autres choses qu'il a été chargé d'une mission importante au Calvados »². La fortune lui sourit, il fut acquitté le 24 germinal³. Déjà le lendemain il est arrêté de nouveau sur l'ordre des 2 comités réunis « sur la dénonciation de l'accusateur public pour propos menaçants et contre-révolutionnaires »⁴.

Le 18 floréal Lalande et probablement Ballay sont arrêtés⁵, mais mis en liberté déjà le 20⁶. Après ces arrestations rien n'a été entrepris envers les dénonces avant le 9 thermidor. On avait même saboté la proposition de Robespierre d'interroger Robert. Le Comité n'arrête que le 21 messidor que Herman doit interroger Robert⁷. Nous n'avons pas pu trouver cet interrogatoire; en tout cas il n'a abouti à rien. Les mêmes qui protégèrent Dorfeuille et le comité révolutionnaire de l'Indivisibilité, ont aussi protégé les amis de Lacroix. En tout cas un des membres du comité, Albert, a été employé comme l'agent du Comité de sûreté générale⁸.

Ces deux affaires nous donnent l'impression que les dantonistes et les hébertistes cherchaient leurs partisans dans le même milieu social, et que les limites entre eux sont plus flottantes qu'on ne croirait. Parmi les membres du comité révolutionnaire de l'Indivisibilité, nous trouvons bien plusieurs qui se plaignent de l'exécution d'Hébert, mais aussi (un) qui dit que la Convention se recrute de scélérats parce qu'elle a fait guillotiner Danton. Dans la section de l'Unité Sébastien Lacroix est l'ami de Danton et de Vincent, exemple typique des hommes qui pouvaient servir de lien entre les deux « factions ». Nous renvoyons aussi au cas Sintex, que nous avons déjà examiné⁹, et à l'affaire Rousselin à laquelle nous allons passer. Les deux affaires nous permettent de jeter un coup d'œil au milieu d'où étaient sortis les meneurs révolutionnaires. Nous ne trouvons

¹ Tuotey t. XI, p. 27. Voir aussi les dénonciations dans t. X, no. 2327, 2328, 2333.

² Tuotey t. XI, no. 1062.

³ Wallon t. III, p. 202.

⁴ Tuotey t. XI, no. 1126.

⁵ F¹ 4774/13.

⁶ Tuotey t. XI, no. 2527, 2629.

⁷ AFD¹ 221 à la date.

⁸ Voir les pouvoirs du 22 frimaire dans son dossier F¹ 4577.

⁹ Voir chap. IV, p. 36.

pas d'ouvriers, pas de sans-culottes au sens propre du mot, quoiqu'il y ait d'importantes manufactures dans les 2 sections. D'un autre côté nous trouvons quelques artisans: Thiboust est colleur de papier, Mathis peintre, Albert doreur en métaux. Il y a un employé subalterne de l'administration comme Claudel, qui est courrier de la malle aux postes, un gendarme comme Grosclair. Il y a le bouillonnier Hivert, le petit rentier Fournier, l'ancien domestique Laine, le musicien Jansson. Nous trouvons des bourgeois un peu déclassés, dont les affaires marchent mal, comme le banquier et le marchand de tableaux Bereyter, mais surtout et avant tout de jeunes intellectuels et bohémiens sans fortune, qui avec audace et sans scrupules cherchent une carrière dans la nouvelle bureaucratie. Lacroix est ex-procureur syndic, Legagneur-Lalande ex-procureur au Châtelet. Celui-ci était cependant nommé comptable de la raffinerie de poudre et salpêtre de la section de l'Unité. Sous la réaction thermidorienne il fut accusé de vexations, vols et dilapidations et en outre d'être septembriseur¹. Il nie naturellement et il semble qu'on n'ait pas pu alléguer des preuves juridiques. Robespierre a voulu épurer cette nouvelle bureaucratie, sur laquelle reposait tout le régime. Mais il s'est naturellement heurté à la solidarité de la bureaucratie révolutionnaire, une solidarité qui s'étendait jusqu'aux comités du gouvernement et au Tribunal révolutionnaire. Le Comité de sûreté générale couvre ses agents dans les comités révolutionnaires, l'ex-comédien Collot d'Herbois a couvert son collègue l'ex-comédien Dorfeuille. Le Tribunal révolutionnaire acquitte le terroriste Alexandre Rousselin.

Alexandre Rousselin était un jeune ex-noble, né en 1773, qui était en peu de temps devenu un révolutionnaire de marque. Il était l'ami de Danton, joua un rôle prépondérant le 31 mai, fut rédacteur de l'organe officieux « Feuille du salut public », et fut en outre employé comme commissaire civil par les deux ministres de l'Intérieur Garat et Paré à Provins et à Troyes². Après la chute des factions les dénonciations contre lui arrivaient en masse au Comité de salut public. Dans le rapport du 1^{er} prairial nous trouvons une demande de Robert, un marchand détenu à Troyes, d'être traduit à Paris et entendu par le Comité³. Le lendemain le Comité

¹ F¹ 4774/13.

² Sur Alexandre-Charles-Omer-Rousselin de Corbeau voir Pierre Caron: La Revue de l'Histoire moderne et contemporaine 1920, p. 5. Sur son rôle à Troyes: Albert Bobeau: Histoire de Troyes pendant la Révolution, 1874, t. II. Voir aussi Documents relatifs à la Révolution Française. Extraits des œuvres inédites de A. R. C. de Saint-Albin, 1873. Rousselin fut plus tard, entre autres choses, secrétaire général au ministère de la guerre sous Bernadotte. En 1806 il fut arrêté à cause de ses relations continues avec Bernadotte et Joséphine, pendant les Cent Jours il occupa un poste important sous Carnot, sous la Restauration et la monarchie de juillet il était un membre marquant de l'opposition libérale. Il est l'auteur d'une biographie de Hoche et de plusieurs ouvrages littéraires.

³ F¹ 4437 à la date.

ordonne de satisfaire à sa demande¹. Dans le rapport du 17 prairial il se trouve une dénonciation détaillée de Robert², dans le rapport du 29 prairial on rend compte d'une dénonciation tout aussi détaillée d'Augustin Guelon, marchand de toile, détenu à Troyes. C'est une dénonciation imprimée, transmise à Robespierre par Robert³. Robert et Guelon ont dû, selon toute probabilité, délibérer d'avance. Les dénonciations contiennent à peu près la même chose. Nous passerons en revue les points principaux de la dénonciation de Guelon.

Rousselin est accusé d'actes arbitraires, de dilapidations des fonds publics, d'avoir avili les autorités constituées, d'athéisme, d'intelligence coupable avec Danton. Le 28 brumaire, quand Danton était de passage d'Arcis à Paris, il est descendu chez Rousselin. Il a eu un long entretien secret avec lui. Rousselin a eu des relations intimes avec un ami proche de Danton, Bertrand, procureur syndic d'Arcis, que Rousselin fait nommer procureur syndic général. Lorsque cette charge fut abolie, Rousselin tâche de faire nommer Bertrand agent national près le district de Troyes, et fait arrêter l'agent national en fonction, le patriote Loyez. Ce plan est cependant empêché par l'intervention des sections. Il exempte Arcis, la ville natale de Danton, de taxes révolutionnaire, et lui fait voter une somme de 25 000 livres, prise dans l'impôt levé à Troyes. Un discours de Rousselin du 8 frimaire où il exalte Danton, est cité. Il a, en calomniant à Paris la commune de Troyes, fait mettre à sa disposition un détachement de la bataillon de la section de la Montagne. A l'arrivée de ce détachement, il lui a fait distribuer environ cent pistolets de vin, en l'excitant contre Troyes. Il est en outre accusé d'avoir fait installer la guillotine devant la porte de la ci-devant cathédrale, de l'y avoir déclarée en permanence, et « au lieu de consacrer cet édifice national au culte de l'être suprême, dégagé de toute superstition, de l'avoir converti en lieu de prostitution et d'y avoir autorisé un libertinage dont on eût rougi dans les lieux les plus infâmes ». Il a imposé un taxe sans en fixer le montant exact d'avance. Elle lui a servi à des vengeances particulières. Il a calomnié à Paris la commune de Troyes en la traitant de contre-révolutionnaire, ce qui lui a servi de prétexte de tâcher d'obtenir du gouvernement la permission d'établir un Tribunal révolutionnaire à Troyes. Il a déjà désigné plusieurs de ses créatures comme membres de ce « tribunal de sang ». Il s'est créé une garde prétorienne de 24 hommes. Il a fait écrire sur la porte de plusieurs détenus : « Assassins du peuple ». Il a dit en public, après qu'il eut renoncé au Tribunal révolutionnaire, que « Danton lui avait promis de lui envoyer dans un panier les têtes de ceux qu'il allait envoyer à Paris pour être guillotins ». Il a institué dans le sein du comité révolutionnaire central

¹ AFII² 221, 2 prairial.

² F⁷ 4437, rapport 17 prairial.

³ La dénonciation imprimée se trouve conservée dans le dossier de Rousselin W. 426.

une commission d'amis fidèles avec le pouvoir de se porter chez les citoyens et d'en enlever l'argenterie, les flambeaux et les jetons d'argent. On n'a pas donné de récépissés. Il a « applaudi hautement aux atrocités commises sur les femmes des campagnes en leur arrachant en plein marché leurs chaînes d'argent et leurs croix ». On énumère quelques objets confisqués de cette manière — un couteau garni en or, un sabre, un fusil et avant tout trois chevaux qui toujours étaient montés par Rousselin et le maire Gachez. Il a par des affiches et dans ses discours dans la société populaire professé « l'athéisme le plus révoltant et l'immoralité la plus perverse ». Il a fait nommer instituteurs de la maison d'éducation des ex-prêtres « qui ont fait un commerce honteux de leur apostasie et dont le seul mérite était d'être frère et parent de la Barvovian, fille publique et maîtresse avouée du crapuleux maire Gachez ». Après l'abolition du comité révolutionnaire central en vertu de la loi du 14 frimaire, les complices de Rousselin se réunirent dans une commission illégale de 12, qui décida l'élection des membres des autorités constituées, et dirigea leur politique. Enfin on demande compte des 118 500 livres qu'il avait touchées pour une mission.

Rousselin avait eu des conflits avec le représentant Dubouchet, mais avait été appuyé par Bô¹. Ses adversaires s'appuyèrent sur les sections, lui-même sur la société populaire et le comité révolutionnaire central. La société populaire a pris la défense de Rousselin². Mais d'après l'affirmation de Robert cette société n'avait, après l'épuration opérée par Bô, que 48 membres, y compris les membres de la commission de 12³. Dans le rapport du 17 messidor nous trouvons le compte-rendu d'un mémoire justificatif de Rousselin. Il nie énergiquement toutes relations avec Danton. Danton n'a été à Troyes qu'une seule fois de passage à Paris. Il avait nommé Bertrand procureur syndic général parce qu'il était indiqué par la société populaire. Il n'avait d'ailleurs exalté Danton que dans le temps où celui-ci jouissait de la confiance des patriotes. S'il avait taxé Troyes et non Arcis, c'est que Troyes était un foyer de richesses. Danton avait voulu mettre Guelon en liberté. Rousselin s'y est opposé. Il avait décliné la garde qui lui fut offerte, c'était le Comité de salut public lui-même qui lui avait envoyé 200 hommes de l'armée révolutionnaire.

Cette défense n'était pas pour convaincre le Comité de salut public. Rousselin avait été arrêté cependant déjà le 6 prairial. Alors on ne se fondait encore que sur la première dénonciation de Robert, et ce n'était pas non plus l'affaire de Troyes qui fut la raison immédiate de l'arrestation de Rousselin. Elle était due à son attitude aux Jacobins le 6 prairial. Ici les débats roulaient sur les tentatives d'assassinats contre Robespierre

¹ Babeau ouvrage cité chap. II, p. 125 et p. 196 sqq.

² F⁷ 4437, rapport 17 prairial.

³ F⁷ 4437, rapport 23 prairial.

et Collot d'Herbois le 4 et le 5 prairial. Legendre, le dantoniste célèbre, avait invité les patriotes « à redoubler de surveillance et d'activité et ne point laisser aller seuls les représentants du peuple dont l'existence est très utile à la République ». Dumas et Couthon interprètent la motion de Legendre dans ce sens qu'il faut donner une garde aux conventionnels ou aux membres du Comité de salut public, et protestent « qu'il n'y a que les despotes qui veulent avoir des gardes et nous ne sommes pas faits pour leur être assimilés ». Legendre fait comme d'habitude une retraite soumise, et raconte qu'un citoyen la veille lui avait inspiré cette proposition; qu'il avait repoussée comme une proposition contre-révolutionnaire. Rousselin propose ensuite que les honneurs civiques soient rendus pendant la fête de l'être suprême le 20 prairial au serrurier Geoffroy, qui avait converti de son corps Collot d'Herbois et probablement ainsi sauvé sa vie. Ceci amène Robespierre à prendre la parole: « Robespierre combat cette proposition en déclarant que les honneurs que l'on paraît vouloir rendre aux Représentants du Peuple et à ceux qui les ont défendus, ne sont qu'un piège adroit inventé par les partisans de la tyrannie. Il rapproche la motion faite en dernier lieu de celle qui a pour objet de donner une garde aux représentants, et fait voir que toutes deux tendent à jeter sur eux de la défaveur — à leur attirer l'envie et la calomnie en les accablant d'honneurs superflus ». Il attaque Rousselin en accusant les relations qu'il avait eues avec Danton et Paré, et annonce que Rousselin avait l'intention de faire une deuxième proposition qui était « très insidieuse ». Elle proposait des actions de grâces à l'être suprême au temple de la Raison pour avoir conservé la vie des représentants. Il montre que « cette mesure est très dangereuse parce qu'elle ramène aux anciennes cérémonies religieuses ». Couthon supplée les accusations de Robespierre: Rousselin est accusé entre autres choses d'avoir gaspillé une somme de 80 à 100 000 livres dans une mission. La société vote l'exclusion de Rousselin et décide de le faire traduire au Comité de sûreté générale¹. L'ordre d'arrestation a été lancé le soir même et est signé par Dubarran, Elie Lacoste et David².

Robespierre a été persuadé qu'on se trouvait ici en présence d'une intrigue, et que les deux ex-dantonistes s'étaient partagé en avance les rôles. Leur conduite avait un rapport intime avec l'agitation souterraine qui représentait Robespierre comme dictateur et tyran. Robespierre a certainement lui-même soupçonné que les nouveaux indulgents et les milieux de Rousselin ne fussent pas étrangers à l'attentat. Le fait que l'arrestation a été effectuée par le Comité de sûreté générale, tient à ce que ce comité conduit les recherches dans toute cette affaire. Robespierre et Collot d'Herbois ne voulaient pas être chargés d'une affaire qui les touchait personnellement. — Rousselin n'est cependant pas traduit devant

¹ Le Journal de la Montagne no. 32.

² AFII² 254, séance 6 prairial.

le Tribunal révolutionnaire immédiatement. Le 26 prairial il est de nouveau dénoncé aux Jacobins³, et le 28 le Comité de salut public nomme un agent particulier, Pottofeux, pour l'Aube, l'Yonne et la Côte d'Or⁴, et le même jour le comité ordonne la mise en liberté des deux principaux dénonciateurs, Robert et Guelon⁵. C'était d'un mauvais augure pour Rousselin. Le 18 messidor le Comité de sûreté générale ordonne l'arrestation de 12 de ses partisans à Troyes⁶. Pottofeux hésite. Il écrit de Troyes que « l'arrestation de 12 membres de la société populaire par l'ordre du Comité de sûreté générale excite les esprits. Il pense qu'il eût été plus à propos de chercher d'abord à connaître la vérité. Il s'étonne que le Comité de sûreté générale ait pris quelque détermination dans cette affaire dont celui de salut public est chargé »⁷. Pottofeux a d'ailleurs envoyé quelques dénonciations contre Rousselin, mais sa mission ne paraît pas avoir joué un rôle⁸. Le 26 messidor l'affaire est de nouveau discutée aux Jacobins, et Couthon saisit l'occasion pour flétrir les hébertistes et les dantonistes à Troyes⁹. Le 27 messidor le Comité de salut public met en liberté plusieurs détenus à Troyes¹⁰, et le 30 le Comité donne l'ordre suivant, écrit de la main de Couthon: « Le Comité de salut public arrête que Rousselin sera renvoyé au Tribunal Révolutionnaire pour y être jugé avec ses complices, et que le citoyen Augustin Guelon remettra à cet effet sur le champ à l'accusateur public les pièces et dénonciations qu'il a présentées au Comité et lui donnera verbalement tous les autres renseignements qui sont à sa connaissance »¹¹. Le 2 thermidor Rousselin et tous ses coaccusés sont cependant acquittés. Par contre Guelon est arrêté sur l'ordre de Dumas, sur la réquisition de Fouquier-Tinville, comme soupçonné de faux témoignage¹². Guelon, a-t-il été le représentant des modérés qui en voulaient aux sans-culottes? Dans le rapport du 26 messidor nous trouvons une dénonciation d'un ex-curé qui se plaint d'une nouvelle faction à Troyes, qui se soulève contre l'emprunt forcé de Rousselin, dirigé par les riches et les négociants¹³.

³ Moniteur no. 271.

⁴ AFII² 221 à la date. Voir sur Pottofeux chap. VII, p. 146.

⁵ Ibid. à la date.

⁶ AFII² 255 à la date.

⁷ F² 3821, rapport 20 messidor 1 div. La lettre de Pottofeux est datée le 13 messidor. C'est alors probable que arrêté du Comité de sûreté générale a été enregistré sous une date erronée p. ex. le 18 au lieu du 8. Dans le registre nous connaissons plusieurs exemples d'arrêtés oubliés qui ont été enregistrés plus tard. Dans ces cas il était facile d'écrire une date incorrecte.

⁸ Voir F² 3821, 1 div., les rapports 17 et 29 messidor. F² 3822, rapport 2 thermidor. Aussi Babeau t. II, p. 310.

⁹ Moniteur no. 303.

¹⁰ Aulard t. XV, p. 213-14.

¹¹ Aulard t. XV, p. 283, signé par Couthon, Billaut-Varenne, Barère, Carnot, enrég. AFII² 221.

¹² Voir Babeau t. II, p. 314-15.

¹³ F² 3821, rapport 26 messidor 1 div.

Une telle dénonciation ne dit cependant pas grand'chose. Il est plus intéressant de savoir que Guelon avait un frère détenu qui, d'après Babeau, était un royaliste avéré et un des chefs des modérés¹. Les comités paraissent pourtant persuadés que Rousselin s'est rendu coupable d'abus criminels. Plusieurs circonstances concourent à indiquer qu'il y a eu une certaine lutte de compétence entre les deux comités, mais il n'y a aucune raison de croire que le désaccord ait été réel. Sa conduite les a confirmés dans la conviction que les deux factions voulaient perdre la révolution par leur immoralité. Le dantoniste Rousselin était accusé d'athéisme, taxations arbitraires, brutalité — tout ce qu'on entendait par hébertisme. L'acquiescement de Rousselin signifie que le Tribunal révolutionnaire désavoue les deux comités. C'était avant tout un désavoue de Robespierre et de Couthon, qui s'étaient engagés au premier rang dans la lutte contre lui.

Parmi les conventionnels qui avaient exercé la terreur en province, il y a deux qui sous la réaction thermidorienne durent l'expié par leur mort, Carrier et Lebon. On ne pouvait pas jeter la responsabilité de Carrier sur Robespierre², mais Lebon fut accusé par les thermidoriens d'avoir été l'instrument de Robespierre³, conception qui passe aux historiens postérieurs. Lebon de son côté prétend le 15 thermidor que « cet homme infâme a voulu me faire périr il y a trois décades »⁴.

L'ex-prêtre Lebon, Joseph, avait été envoyé en mission au Pas-de-Calais le 8 brumaire⁵. Cet arrêté est de la main de Robespierre, mais Lebon était à ce moment plutôt considéré comme modéré⁶. Le 23 le Comité étend ses pouvoirs aux départements voisins⁷, le 26 il précise qu'on a des pouvoirs illimités⁸. Toutes ces deux résolutions sont de la main de Barère. Le 30 pluviôse il est rappelé par un arrêté, signé de Saint-Just et de Collot d'Herbois⁹. Le Comité semble cependant content de son travail, puisqu'il est envoyé le 11 ventôse en mission dans les mêmes départements. Cette fois l'ordre est de la main de Barère, et en outre signé de Collot d'Herbois et de Carnot¹⁰. Lebon dit lui-même qu'on « l'a tenu en garde contre une humanité fausse et mal entendue »¹¹.

¹ Babeau t. II, p. 20.

² Voir chap. VII, p. 146.

³ Voir sur Lebon: Joseph Lebon dans sa vie privée et dans sa carrière politique par son fils Emile Lebon, 1861, et La Terreur dans le Pas-de-Calais et dans le Nord. Histoire de Joseph Le Bon et des Tribunaux Révolutionnaires, par A. J. Paris-Arras 1864. A. Mathiez: Lebon et Robespierre. Ann. hist. de la Rév. Franç. 1924.

⁴ Voir Buchez et Roux t. XXXV, p. 229.

⁵ Aulard t. VIII, p. 90.

⁶ Mathiez, article cité p. 5.

⁷ Aulard t. VIII, p. 390.

⁸ Aulard t. VIII, p. 457.

⁹ Aulard t. XI, p. 255.

¹⁰ Aulard t. XI, p. 274.

¹¹ Paris ouvr. cité p. 194.

La campagne dans le Nord était ouverte ce printemps sous des auspices peu rassurants. Déjà le 30 ventôse la garnison de Cambrai était battue dans sa sortie, le 28 germinal le prince d'Orange met le siège à Landrécy, le 14 floréal la ville se rend. Cambrai et Arras étaient deux centres de modérantisme, et le Comité soupçonnait la trahison. Lebon se mettait à l'œuvre avec la plus grande énergie. A Arras le tribunal criminel du département du Pas-de-Calais était déjà transformé en tribunal révolutionnaire, à Cambrai Lebon établit une commission révolutionnaire. Lebon commit dans une espèce de « fièvre patriotique » plusieurs excès. A l'occasion d'une révolte dans le district Saint-Paul, il écrit: « La guillotine attend impatiemment son gibier, les juges sont en plein ouvrage, des milliers de témoins que j'ai requis hier dans une proclamation solennelle de venir déposer tout ce qu'ils sauraient sous peine d'être traités comme complices, inondent les avenues du tribunal. L'exemple sera tel qu'il intimidera les aristocrates et les pervers jusqu'à la vingtième génération »¹.

Lebon était cependant mécontent du tribunal révolutionnaire d'Arras, surtout de l'accusateur public, Demeulliez, qui avait saboté le jugement d'un émigré, le comte de Béthune, et qui l'avait même fait acquitter². Lorsque le tribunal le 25 germinal avait acquitté Dauchey qui selon Lebon et la société populaire était un contre-révolutionnaire dangereux, Lebon, appuyé par conventionnel Duquesnoy, lança le 30 germinal le mandat d'arrêt contre Demeulliez, le président du Tribunal, Beugniet, un des jurés, le marchand Gabriel Leblond et le frère de celui-ci, l'adjudant général Joseph Leblond³.

La loi du 27 germinal avaient arrêté que « les prévenus de conspiration seront traduits de tous les points de la République au Tribunal Révolutionnaire à Paris »⁴. Mais le 30 germinal le Comité de salut public arrête: « Le Comité de salut public, instruit par le représentant du peuple Lebon des circonstances importantes qui rendent nécessaire le tribunal institué à Arras pour réprimer les ennemis du peuple, arrête que le dit tribunal continuera l'exercice de ses fonctions »⁵.

Le 9 floréal Lebon reçoit une circulaire sur la suppression des commissions révolutionnaires dans les provinces, et écrit le même jour au Comité de salut public⁶. Le 11 le comité prend une nou-

¹ Buchez et Roux t. XXXV, p. 252.

² Mathiez p. 7, Paris p. 164.

³ Mathiez p. 9, Paris p. 331. L'ordre d'arrêter Joseph Leblond est du 2 floréal (Paris p. 337).

⁴ Voir la loi, article 1.

⁵ Aulard t. XII, p. 680. Papiers inédits trouvés chez Robespierre III, p. 212. Lebon s'était donc adressé au comité. En même temps, Xavier Dailliet, un ancien commis de commerce qui était devenu maire d'Arras, avait écrit directement à Robespierre (Correspondance de Max et Aug. Robespierre p. 275). Dailliet fut président du tribunal révolutionnaire à Cambrai (Paris p. 209-10).

⁶ Paris p. 360.

velle décision qui expressément maintient le tribunal révolutionnaire d'Arras¹.

Le 15 floréal Lebon envoie Demeuliez, Beugnot et les frères Leblond à Paris, pour les faire traduire devant le Comité de sûreté générale². Ces bourgeois d'Arras avaient cependant connu Robespierre, et avaient en tout cas des relations avec ses anciens amis. Ils espéraient regagner la liberté par son appui. Un ami de Robespierre, Buissart, avait déjà envoyé sa femme à Paris pour tenter de l'influencer. Elle était descendue chez Duplay. Buissart envoya lui-même plusieurs lettres à Robespierre où il se plaint de la tyrannie de Lebon — sans recevoir de réponse³.

Le 17 floréal le Comité de sûreté générale lança un mandat d'arrêt contre Beugnot, Demeuliez et les frères Leblond — une confirmation de l'ordre de Lebon. A son arrivée à Paris, Demeuliez avait cherché à voir Robespierre sans résultat. Il essaya aussi de se mettre en rapport avec Herman, qui, comme on sait, avait été président du tribunal d'Arras⁴. Ici non plus il ne parait avoir rien obtenu. Mais il réussit à intéresser un autre député d'Arras, Guffroy, à sa cause. Guffroy appartenait aux « nouveaux indulgents », et était des 9 qui signaient l'acte d'accusation secret contre Robespierre⁵. Lebon prétendait, lorsque son affaire fut discutée à la Convention l'an III, que l'alliance de Demeuliez et Guffroy était due à une affaire de corruption. Guffroy était en tout cas l'adversaire le plus exaspéré de Lebon. Guffroy non plus ne trouva Robespierre chez lui⁶, et lui écrit ensuite une lettre datée le 30 floréal, où il lui reproche de protéger « le prêtre persécuteur Joseph Lebon qui a tué le patriotisme à Arras, et qui y fait regner la crapule et le crime »⁷. Le Comité n'a cependant pas perdu confiance en lui. La loi du 19 floréal abolit expressément les tribunaux révolutionnaires dans les départements, mais le 22 on autorise le tribunal d'Arras de continuer dans ses fonctions⁸. Le 25 le Comité appelle cependant Lebon à Paris, mais la forme de l'arrêté montre clairement qu'on n'a pas pu voulu le désavouer. « Le Comité de salut public a besoin de conférer avec toi sur des objets importants, il rend justice à l'énergie avec laquelle tu a réprimé les ennemis de la révolution. Le résultat de notre conférence sera de la diriger d'une manière encore plus utile. Viens le plus tôt possible ». Cet arrêté est signé de Barère, Billaud-Varenne, Couthon, Robespierre, C. A. Prieur et Carnot. La minute

est cependant de la main de Robespierre⁹. Il n'y a rien qui indique l'ombre d'un mécontentement de Lebon. Darthé¹⁰, un des principaux agents de Lebon, a écrit à son ami Lebas, qui de son côté le 28 floréal écrit à Robespierre: Il a entendu dire par Darthé que Lebon a été appelé à Paris. Il paraît que Guffroy a beaucoup fait pour noircir Lebon, mais Lebas est convaincu que ceci n'aura aucune influence sur le jugement du Comité et il a, en conséquence, calmé Darthé. « Hâtez-vous de renvoyer Lebon qui continue à faire beaucoup de bien et qui vaut une garnison à Cambrai »¹¹. Le 30 floréal Darthé écrit de Cambrai une lettre triomphante à Lebas: « Lebon est revenu avant-hier à Paris, le Comité de salut public lui a rendu toute la justice qu'il méritait ». Il croit que Guffroy est déjà décrété d'accusation. « Le Comité de salut public a dit à Lebon que nous irions tous les jours de mieux en mieux. Robespierre voudrait que chacun de nous pût former seul un tribunal et empoigner chacun une ville et une frontière »¹².

Il est cependant probable que Lebon a exagéré envers Darthé et que Robespierre, tout en louant son énergie, lui a reproché ses excès. Le 4 prairial le rapport du bureau de police contient une dénonciation d'un fusilier, Bongard, contre Lebon « qui révolte le peuple par sa dureté ». S'il n'est pas rappelé, les départements du Pas-de-Calais et du Nord se soulèveront. Robespierre a retenu cette dénonciation et note dans la marge: « faire venir Bongard au Comité »¹³. Après l'assassinat du 4 et du 5 prairial Lebon écrit de nouveau à Robespierre pour lui reprocher la confiance dans les ennemis de la patrie, et se plaint que le Comité de salut public fasse de nombreuses exceptions en faveur des nobles et des prêtres. « Au surplus ce n'est ni la noblesse ni la prêtraille sans argent ou sans estoc qui fait le mal en France. Ce sont les hommes d'esprit ou riches qui ne se sont pas montrés constamment depuis la Révolution amis incorruptibles du peuple ». Il propose de changer la loi des suspects de façon à la faire frapper aussi ces groupes¹⁴.

Le 17 prairial le comité met Demeuliez, Beugnot, les deux frères Leblond, Dantin et leurs femmes en liberté. Ces arrêtés sont de la main de Robespierre, par conséquent votés sur sa proposition¹⁵. Lebon a été exaspéré par cet arrêté et s'en plaint amèrement dans une lettre à Lebas

¹ Aulard t. XIII, p. 321. Voir la minute avec une variante insignifiante dans « Correspondance etc. » p. 284-85.

² Augustin Darthé, originaire de Saint-Pol, étudiant en droit, après le 10 août 1792, administrateur du département, juré au tribunal révolutionnaire d'Arras, accusateur public près la commission révolutionnaire à Cambrai. Il fut exécuté avec Babeuf. Paris p. 183. Biographies Modernes t. II.

³ « Correspondance etc. » p. 285-86. Aulard t. XIII, p. 383.

⁴ Papiers inédits t. I, p. 148.

⁵ F¹ 4437, 4 prairial.

⁶ « Correspondance etc. » p. 289.

⁷ F¹ 4386 — AEF¹ 221.

¹ Paris p. 161.

² Paris p. 373.

³ Correspondance de Max et Aug. Robespierre p. 279.

⁴ Paris p. 457.

⁵ Laurent Lecointre: Robespierre peint par lui-même. Bibl. Nat. Lb⁴/1168.

⁶ Paris p. 462.

⁷ Correspondance de Max et Aug. Robespierre p. 286.

⁸ Aulard t. XIII, p. 331.

du 20 prairial. En même temps il fait savoir qu'il envoie Darthé au Comité et le prie de l'entendre¹. Il paraît aussi plus tard que le Comité s'est laissé persuader. Le 24 prairial il rappelle son arrêté: « Le Comité de salut public, éclairé par les pièces qui ont été mises sous ses yeux concernant les citoyens Demeuliez, Beugnot et Leblond, rapporte l'arrêté qui les met en liberté et charge le représentant du peuple Lebon de prendre à leur égard les mesures qu'il jugera convenables »². C'était une réhabilitation complète pour Lebon. Malheureusement je n'ai vu cet arrêté que dans le registre du bureau, de sorte que je ne sais pas lesquels des membres ont écrit et signé la minute.

Lebon ne pouvait cependant pas jouir entièrement de sa victoire. Il ne réussit qu'à arrêter l'un des frères Leblond, le juré. Les autres restaient en liberté et il paraît que l'arrêté lui-même a été tenu secret. Le 28 prairial Lebon écrit à Lebas: « Il n'y a pas une minute à perdre, il faut faire arrêter de suite Demeuliez, Beugnot et l'adjudant Leblond, qui sont, dit-on, à Paris. Il y a une infinité de dénonciations des plus graves contre ces coquins, tu frémeras d'horreur. Le nommé Dantin, en faveur duquel Robespierre m'a paru prévenu, a donné sa mesure en suivant Demeuliez »³.

Le 30 prairial Guffroy écrit à Robespierre pour lui dire qu'il a en vain essayé la veille de le trouver au Comité de salut public pour lui parler de Lebon. Il fait savoir que Lebon continue à vexer les patriotes qui ont été mis en liberté, et que « malgré du Comité de salut public, il vient de faire arrêter de nouveau, le 28 prairial, Gabriel Leblond, marchand à Arras, chez qui tu as été parrain »⁴. Pourquoi l'ordre n'a-t-il pas été exécuté? N'a-t-on pas pu trouver les dénoncés, ou Robespierre a-t-il obtenu l'ajournement de l'exécution de l'ordre ou même son deuxième rappel? Dans le rapport du bureau de police du 20 messidor, il se trouve un article où l'adjudant général Leblond se plaint que son frère ait été arrêté à Arras « au mépris d'un arrêté »⁵. Le 6 messidor Joseph Leblond est introduit à la Convention pour se plaindre du système hébertiste à Arras. Il fait savoir que lui et son frère étaient mis en liberté le 18 prairial sur l'ordre du Comité de salut public. Son frère est cependant réintégré à Arras, et lui-même est menacé du même sort s'il rentre. Il est appuyé par Guffroy, et sa pétition est transmise au Comité de salut public⁶. Mais l'affaire est maintenant compromise par l'opposition « des nouveaux indulgents », et le Comité est devenu méfiant. Aux Jacobins Couthon reproche aux journaux leur attitude à l'égard de Lebon: Guffroy s'est fait le défenseur officieux

¹ Emile Lebon, ouvrage cité p. 57.

² AFII* 221 à la date.

³ F¹ 4771, le juré Dantin a été arrêté le 19 floréal (Paris p. 454).

⁴ « Correspondance etc. » p. 298-99.

⁵ F¹ 2821, rapport 20 messidor 1 div.

⁶ Moniteur no. 277.

de tous ceux qui se sentaient injuriés par Lebon. « Je n'entends pas préjuger ce qu'ont voulu faire Guffroy et ses clients. Leurs dénonciations ont été portées aux comités et la Convention jugera — mais ce que je veux dire, c'est que plusieurs journaux ont appuyé avec une certaine affectation en rapportant ce qui avait été dit contre Lebon »¹. C'était un avertissement de l'attitude du Comité. Le 11 messidor Barère dit dans son rapport sur la victoire de Fleurus: « Lebon, tant calomnié par les ennemis de la liberté, Lebon sur la lettre de Saint-Just a fait exécuter à Cambrai les espions et guillotiner toutes les intelligences de l'ennemi. (On applaudit.) La police faite à Cambrai depuis deux mois contre laquelle les journaux étrangers et les émigrés vomissent des imprécations horribles, a fait changer le plan de campagne de nos ennemis. Ce fait est attesté par des rapports de plusieurs prisonniers interrogés par Guyton, Saint-Just et Lebas, mais il sera fait un rapport particulier sur cet objet qui tient à la police révolutionnaire et aux opérations d'un représentant républicain et fidèle »². Barère a été fourni de ces renseignements par Saint-Just qui probablement a partagé ses idées sur Lebon³. Le même soir le Comité de sûreté générale lance un mandat d'arrêt contre Dantin, Demeuliez, Beugnot et Leblond. Cet ordre est signé de Jagot et Louis du Bas-Rhin⁴. Pourquoi agit-on cette fois au moyen du Comité de sûreté générale? A-t-on craint de rencontrer la résistance de Robespierre au Comité de salut public? C'est possible. Le 17 messidor le rapport du bureau de police cite une longue dénonciation anonyme, il est vrai, contre Lebon — de Douay: « Il s'est entouré d'athées, de laquais de ci-devants et d'intrigants, autrefois aristocrates et feignant le patriotisme pour mieux persécuter les patriotes. Ses discours ne sont remplis que de guillotine et de sang. Il a fait porter à sa femme et à ses amis des habillements de guillotins encore teints de sang. Un jour ne trouvant plus de place au spectacle à Cambrai, il se fit donner un fauteuil sur le théâtre, puis s'adressant aux femmes aux premières loges: « qui m'a f... de pareils muscadins? Autrefois vous vous seriez dérangées pour un roi et vous ne vous dérangez pas pour un dieu ou un représentant du peuple »⁵. Cette dénonciation anonyme n'a certainement pas beaucoup influencé le Comité. Par contre il semble qu'on ait ajouté plus de foi aux sociétés populaires qui prenaient la défense de Lebon. Le 10 messidor on donne le compte d'une pétition de la société de Cambrai à la Convention⁶. Le 15 messidor une autre société populaire envoie un mémoire justificatif au Comité de salut public. Elle considère l'inculpation de Lebon comme

¹ Moniteur no. 279.

² Moniteur no. 282.

³ Voir ci-dessous p. 131, note 3.

⁴ F¹ 4771, enrég. AFII* 235.

⁵ F¹ 2821, rapport 17 messidor 3 div.

⁶ Moniteur no. 281.

infâme et affirme qu'il est « l'ami constant des patriotes ». Ce témoignage est voté à l'unanimité et signé de tous les membres de la société¹. Le 21 la société de Béthune envoie une défense pareille. La dénonciation de Guiffroy a suscité le mépris et l'indignation, et « les discours et les actions du représentant du peuple Lebon ont toujours tendu à porter l'esprit public à la hauteur de la révolution »².

Les sociétés d'Arras, de Calais et de Saint-Omer ont envoyé des déclarations semblables³. La dénonciation anonyme de Douay que nous avons citée, accuse Lebon d'avoir « arraché par la terreur dans les communes de Cambrai et d'Arras des signatures qui attestent sa bonne conduite ». Buissart se plaint de la même chose dans une lettre à Robespierre du 10 messidor⁴. Pendant la discussion de l'affaire Lebon à la Convention au mois de messidor l'an III, un des chefs d'accusation est que Lebon a forcé les citoyens d'Arras et de Cambrai à signer les mémoires justificatifs, et qu'il a menacé d'arrêter les récalcitrants. Lebon le dénie et allègue comme preuve le fait que de tels mémoires furent signés le même jour à Cambrai, Arras, Calais et Saint-Omer, et qu'il n'aurait pu être présent à tous ces endroits en même temps⁵. Le fait que ces mémoires furent tous signés le même jour paraît cependant indiquer un plan commun.

Le Comité de salut public a cependant discuté « le rapport particulier » sur l'affaire Lebon. Barère dit après thermidor que Robespierre jeune parlait contre Lebon, tandis que Robespierre aîné et Saint-Just le défendaient⁶. Robespierre jeune n'était pas membre des comités de gouvernement, mais il est probable qu'il a travaillé le Comité de salut public en faveur des arrageois emprisonnés. Buissart demande dans ses lettres à Robespierre que son frère soit envoyé comme représentant à Arras⁷. D'un autre côté il y a peu de raisons d'ajouter foi à Barère disant que Robespierre aîné a défendu Lebon. Probablement Robespierre était absent. Et Robespierre jeune aurait-il voulu parler contre son frère au Comité?

Le 21 le rapport de Barère arrive. C'est, à tout prendre, une justification de Lebon. « Des formes un peu acerbes ont été érigées en accusation, mais ces formes ont détruit les pièges de l'aristocratie. Une sévérité outrée a été reprochée au représentant, mais il n'y a démasqué que de faux patriotes et pas un patriote n'a été frappé »⁸. Cette remarque désavoue nettement tous ceux qui se sont intéressés à Demeuliez,

¹ P¹ 3821, rapport 29 messidor 4 div.

² P¹ 3821, rapport 28 messidor 2 div.

³ Buchez et Roux t. XXXV, p. 265.

⁴ « Correspondance etc. » p. 301.

⁵ Buchez et Roux t. XXXV, p. 265.

⁶ *Moniteur* no. 146.

⁷ « Correspondance etc. » p. 301.

⁸ *Moniteur* no. 202.

Beugnot et Leblond — y compris les deux Robespierre. Après la victoire de Fleurus on a de l'autre côté considéré « la police redoutable » de Lebon comme superflue. Le lendemain le Comité destitue la commission révolutionnaire de Lebon, et l'engage à rassembler ses papiers et à rentrer à Paris¹. Cet arrêté n'est pas signé de Robespierre, qui a été absent du Comité. Le 5 thermidor le Comité prend une dernière décision dans l'affaire: « Le Comité de salut public après avoir pris des éclaircissements sur la détention des citoyens Demeuliez, les deux frères Leblond et la femme de Gabriel Leblond, sur les témoignages rendus de leur patriotisme constant depuis le commencement de la révolution, arrête qu'ils seront mis en liberté et charge l'agent national du district d'Arras de l'exécution du présent arrêté »². Cet arrêté a été pris dans la séance où Robespierre rentrait au Comité, et où l'on essayait une réconciliation. Il n'y a pas de doute qu'il soit dû à son influence.

Il est difficile de tirer une conclusion sûre de cet examen. Le Comité a jugé utile le régime de terreur qu'exerçait Lebon dans le Nord, et lui donne une partie de l'honneur de la victoire de Fleurus. C'est pourquoi il l'a défendu contre toutes les attaques, d'autant plus que son principal dénonciateur Guiffroy a été suspect de dantonisme. En même temps on a fait quelques réserves à l'égard des « formes acerbes », et on le rappelle dès que le front du nord paraît définitivement hors de danger. Il ne semble pas y avoir eu de désaccord entre les deux comités quant à cette attitude, et elle a été approuvée par Saint-Just³, Couthon et Lebas — les amis de Robespierre. La question est de savoir si Robespierre a eu une opinion divergente. Dans le rapport du bureau de police du 3 messidor il se trouve une note de la main de Robespierre, qui semble indiquer que lui non plus n'a pas été d'une méfiance absolue envers Lebon. Il s'agit d'une dénonciation de Saint-Omer contre les fermiers qui approvisionnent l'ennemi. Robespierre écrit dans la marge: « renvoyer au représentant du peuple Lebon, pour qu'il fasse faire justice des traitres »⁴. Robespierre a certainement partagé la méfiance des autres membres du Comité à l'égard de Guiffroy. D'un autre côté il paraît prouvé qu'il a voulu mettre en liberté ses amis d'Arras, et que sur ce point il s'est heurté à la résistance des autres membres du Comité de salut public et de tout le Comité de sûreté générale. En tout cas il serait dénué de bon sens de caractériser Lebon comme l'instrument de la politique personnelle de Robespierre. —

¹ Aulard t. XV, p. 50. La minute est signée Barère, C. A. Prieur, Billaud-Varenne, Carnot. P¹ 4438 — enrég. AFII¹ 221.

² Enrég. AFII¹ 221.

³ Dans le manuscrit de son discours du 9 thermidor Saint-Just dit que lui et ses collègues Guyton et Laurent avaient interrogé un officier suisse pris devant Maubeuge. Cet officier avait déclaré que « la police redoutable survenue à Cambrai avait déconcerté les plans des alliés ». Vellay t. II, p. 186.

⁴ P¹ 4437, rapport 3 messidor.

L'affaire qui empoisonna le plus les rapports entre les deux comités, était sans doute l'affaire de « la mère de Dieu », la « conspiration fanatique » qui fut lancée par Vadier dans son rapport du 27 prairial. Cette affaire a cependant déjà fait l'objet d'une étude approfondie de M. Mathiez¹, et nous nous contenterons donc de donner un bref résumé du côté politique de l'affaire.

Robespierre mentionne dans son discours du 8 thermidor cette affaire comme « la première tentative que firent les malveillants », et se plaint amèrement de cette tentative d'avilir les grands principes que vous avez proclamés, et d'effacer le souvenir touchant de la fête nationale², et il regrette qu'on ait essayé de représenter quelques « dévots imbéciles » comme des conspirateurs politiques, et qu'on « ne présentât à l'attention publique qu'une farce mystique et un sujet inépuisable de sarcasmes indécents ou puérils »³.

Le fond de l'affaire était le suivant: Une vieille femme visionnaire, Cathérine Théot, tenait chez elle des réunions religieuses, et prophétisait que la venue du Messie approchait. Les réunions étaient fréquentées surtout de pauvres gens et ne portaient pas trace de tendances contre-révolutionnaires. Cathérine elle-même avait été détenue à la Bastille avant la Révolution et en imputait la faute aux prêtres. Aussi ailleurs elle s'était prononcée contre les rois et les prêtres d'une manière sévère. Parmi ses partisans se trouva l'ex-prêtre Dom Gerle, ex-membre de la Constituante, où il se trouvait à l'aile gauche. Parmi les autres partisans fidèles, était le médecin Quesyremont Lamotte, qui avait été au service de la maison d'Orléans. Le Comité de sûreté générale est averti de ces réunions, et deux de ses meilleurs agents, Sénar et Héron, sont chargés d'examiner l'affaire. Ils font semblant de s'attacher à la secte et essayaient, d'après la disposition faite plus tard par Dom Gerle, d'amener Cathérine Théot à introduire Robespierre dans ses prophéties. Le 23 floréal le Comité de sûreté générale lance un mandat d'arrêt contre Cathérine Théot et ses « complices ». Le 28 l'ordre est exécuté, plus tard plusieurs autres sont arrêtés, dont le neveu de Cathérine, un ex-prêtre dont le Comité de salut public s'était servi dans une mission dans les Hautes-Alpes. Le 27 prairial Vadier fait un rapport à la Convention et décrit, sous l'hilarité générale, les cérémonies burlesques chez la « mère de Dieu », dont le nom avait été très adroitement changé en Théos⁴. Il dépeignait l'affaire comme une

¹ Voir l'étude sur Cathérine Théot dans « Contributions à l'histoire religieuse de la révolution », Paris 1906, et deux études dans « Autour de Robespierre », Paris 1925: « Nouveaux témoignages sur Cathérine Théot » et « Fouquier-Tinville et Robespierre ».

² Vellay: Discours et Rapports p. 407.

³ Vellay prétend que ce rapport est dû à Barère. (« Les Mystères de la Mère de Dieu dévoilés », Bibl. Nat. Lbⁿ/1352 p. 4.) Il n'y a aucune raison d'y ajouter foi. Le style du rapport est bien de Vadier.

conspiration contre-révolutionnaire: le Messie attendu était le fils de Louis XVI. Son rapport aboutit à la conclusion suivante: « Citoyens, il ne m'appartient pas de prévenir les sages mesures qui vous restent à prendre à l'égard des prêtres scélérats. Je dois me renfermer dans le sujet qui fait la matière de ce rapport. Mais mon amour pour la liberté m'engage à vous dire que toute composition, toute demi-mesure, tout acte de clémence envers les prêtres convaincus de fanatisme est une barbarie, un crime de lèse-humanité envers le peuple ». Vadier ne mentionne pas le nom de Robespierre, mais il n'est pas difficile de comprendre que Vadier fait allusion à la prudence de sa politique religieuse, telle qu'elle se manifestait dans la liberté des cultes et dans son attitude envers les prêtres constitutionnels. C'était un défi jeté à Robespierre que d'arrêter ces fidèles pauvres et obscurs. Le 8 thermidor il déclare qu'ici on se trouve en présence d'une tentative « d'ouvrir une persécution aussi atroce qu'impolitique contre les esprits faibles ou crédules, imbus de quelques souvenirs religieux ». On a cependant aussi voulu frapper Robespierre lui-même. Robespierre avait obtenu un certificat de civisme pour Dom Gerle, son ancien collègue de la Constituante. Un proche parent de Duplay avait aussi été mêlé au procès. Enfin Barère fait connaître le 9 thermidor qu'on avait trouvé dans le lit de Théos une lettre adressée à Robespierre, où elle dit entre autres choses que « c'était à lui qu'on devait le rétablissement de la religion, qu'il débarrassait des prêtres ». Il est bien probable que cette lettre, maintenant introuvable, a été fabriquée par Sénar et Héron. D'après les mémoires de Sénar elle l'aura appelé « son premier prophète, son ministre cheri, le félicitait des honneurs qu'il rendait à l'être suprême, son fils ». De tout cela il n'est pas fait mention dans le rapport de Vadier, mais la Convention vote la traduction de l'affaire au Tribunal révolutionnaire, et sous le procès les lettres seraient naturellement produites pour compromettre et ridiculiser Robespierre. Les robespierristes ont compris que l'affaire était une intrigue montée contre Robespierre. L'agent national Payan écrit à Robespierre le 9 messidor que l'affaire selon toute probabilité est due aux intrigues des « corrupteurs de la morale publique » qui veulent détourner l'attention de leurs propres crimes. C'est probable, quoique nous n'ayons pas de preuves directes d'une collaboration entre « les nouveaux indulgents » et le Comité de sûreté générale dans cette affaire. Mais Robespierre s'est certainement rappelé les propos tenus contre lui pendant la fête du 20 prairial.

Robespierre devait empêcher le procès. Fouquier l'avait préparé pour le 9 messidor, mais le 8 Robespierre soumet l'affaire à la discussion au Comité de salut public, et obtient après une discussion mouvementée qu'on ajourne le procès pour lui donner l'occasion d'examiner les actes de l'affaire. Fouquier-Tinville s'en plaint au Comité de sûreté générale, qui ne peut rien faire. Il ne s'est cependant agi que d'un ajournement. Le

13 messidor les documents sont renvoyés à Fouquier¹. Le 14 messidor le rapport du bureau de police fait savoir que le comité révolutionnaire de la section du Contrat Social envoie le procès-verbal contre la femme Blasie, arrêtée comme complice de la mère de Dieu. Elle déclare qu'elle a été amenée à Catherine Théot par une femme de la Halle, mais qu'elle n'a reçu rien que « des avis sages et patriotiques ». Saint-Just note : « renvoyer le procès-verbal à l'accusateur public près le Tribunal révolutionnaire »². Les pièces en question ne sont expédiées que le 27 messidor³. On n'a donc pas liché le procès, et les arrêtés n'ont pas été mis en liberté. D'un autre côté Fouquier a jugé commode d'ajourner l'affaire. La solution a été un compromis qui conjure la catastrophe, mais qui ne résout pas la question, et qui pour cette raison maintient l'amertume et la méfiance réciproque.

Nous trouvons encore quelques affaires qui ont été discutées dans les deux comités. Le 14 messidor les comités donnent l'ordre d'arrêter le vice-président du Tribunal révolutionnaire, Marc-Claude Naulin. L'ordre est de la main de Moïse Bayle et signé de tous les membres du Comité de salut public, excepté Robert Lindet⁴. On a attribué à l'arrestation tant d'importance qu'on a présenté l'ordre à Robespierre en vue de le lui faire signer. Il s'était à ce moment déjà retiré du Comité.

Quel est le motif de cette arrestation sensationnelle? L'ordre n'est pas motivé, et les journaux ne donnent rien. L'explication s'en trouve dans l'ordre d'arrestation de Vilate⁵, et dans une lettre de celui-ci à Billaud-Varenne. Le juré au Tribunal révolutionnaire, Joachim Vilate, fut arrêté sur l'ordre du Comité de sûreté générale le 2 thermidor. Le motif en est que « Vilate, juré au Tribunal révolutionnaire partageait l'opinion contre-révolutionnaire de Naulin, qu'il soufflait dans l'oreille du représentant du peuple Billaud-Varenne la même motion avant que Naulin parlât »⁶. La lettre de Vilate à Billaud-Varenne du 17 thermidor, nous renseigne sur cette « motion » : Vilate assure qu'il n'a jamais parlé avec Naulin. Il a eu les meilleures intentions avec ses observations, bien qu'il reconnaisse que leur forme était peu heureuse : « Le scélérat Robespierre à la vertu duquel j'avais une croyance aveugle, m'avait persuadé qu'il y avait des scélérats dans la Convention »⁷. Dans ses mémoires célèbres il raconte de même qu'il fut arrêté sur la dénonciation de Billaud-Varenne : « Il imaginait de prendre un motif ostensible dans le peu de mots analogues à la motion

de Naulin que je lui avais dit aux Jacobins »⁸. Billaud dit enfin sous la discussion du rapport de Saladin que Naulin avait appuyé la motion de Couthon, visant à « purger la Convention des scélérats qu'elle contenait », et que Vilate avait voulu le contraindre à parler en faveur de cette motion⁹. Le lendemain Chénier dit que Vilate lui a dit à lui aussi qu'il était nécessaire de mettre en état de prévention 18 membres de la Convention Nationale¹⁰. Naulin a donc présenté une motion contre les scélérats à la Convention, probablement aux Jacobins le 13 messidor, dans la même séance où Robespierre, après s'être retiré du Comité, jette le gant à ses ennemis. Mais pourquoi Robespierre a-t-il signé l'ordre d'arrestation? N'ouvre-t-il pas lui-même sa campagne contre les « nouveaux indulgents »? L'explication doit peut-être se trouver dans une remarque de Barère sous la discussion du rapport de Saladin. Après Barère, Robespierre a dans la séance définitive du Comité le 5 thermidor entre autres attaqué Jagot « qui en sortant des Jacobins a dit que Naulin n'avait fait la motion que d'après mes insinuations »¹¹. La motion de Naulin a été propre à compromettre Robespierre, à alimenter les bruits disant qu'il voulait écraser la Convention, et à augmenter la peur créée parmi les conventionnels effrayés par les listes de proscription. Peut-être même Robespierre l'a-t-il considérée comme faisant partie des intrigues dirigées contre lui.

Naulin fut plus tard encore plus compromis lorsqu'on apprit que son neveu Legris qu'il avait fait nommer greffier au Tribunal révolutionnaire, plusieurs fois avait émigré en Angleterre. Ce greffier fut arrêté, interrogé, jugé et exécuté dans le courant d'un jour¹². Naulin ne fut pas cependant jugé avant le 9 thermidor. Il fut d'un autre côté acquitté dans le procès de Fouquier-Tinville. Maintenant il représente son arrestation comme due à la tyrannie de Robespierre. La raison réelle, il se gardait bien de la nommer.

Le 3 thermidor les deux comités donnent l'ordre d'arrêter l'ex-ministre de la guerre, Bouchotte. L'ordre est signé de Moïse Bayle, comme le premier, et ne se trouve pas au registre du bureau, mais seulement au registre du Comité de sûreté générale¹³. C'est évidemment à ce comité que revient l'initiative. Bouchotte était fortement attaché aux hébertistes, et avait « sanculottisé » les bureaux de la guerre en les rem-

¹ Causes secrètes de la nuit du 9 au 10 thermidor par Vilate, ex-juré au Tribunal Révolutionnaire de Paris, détenu à la Force. L'an III de la révolution. 13th/1790 p. 43.

² Moniteur no. 190, an III.

³ Moniteur no. 191, an III.

⁴ Moniteur no. 190, an III.

⁵ Voir Wallon t. V, p. 50.

⁶ F¹ 4610 — AFI¹ 255. En dehors de Moïse Bayle, l'ordre est signé de Billaud-Varenne, Amar, Lavicomterie, Louis, C. A. Prieur, Barère, Saint-Just, Vadier, Voulland, Elie Lacoste, Dubarran et Collot d'Herbois.

¹ Voir la copie de la lettre de Lejeune à Fouquier, le 13 messidor, AFI¹ 225.

² F¹ 2437, rapport 14 messidor 1 div.

³ AFI¹ 225.

⁴ Anlard t. XIV, p. 650.

⁵ Voir sur Vilate ci-dessous p. 138.

⁶ AFI¹ 255 à la date.

⁷ L. R. F. 1887, II, p. 272.

plaisant de révolutionnaires de Paris. Il avait toujours été en lutte avec les démagogues des Indulgents, mais le Comité de salut public, au premier jour de la révolution, s'était toujours déclaré solidaire de sa conduite. Pourquoi Robespierre, s'était-il toujours déclaré solidaire de sa conduite ? Est-ce la fin de la crainte d'une nouvelle arrestation immédiate ? Est-ce la fin de la crainte d'une nouvelle arrestation immédiate ? Est-ce la fin de la crainte d'une nouvelle arrestation immédiate ?

IV

Une série d'affaires importantes n'a été soumise qu'au Comité de sûreté générale seul. Ceci est vrai p. ex. de l'affaire de Santerre. Le brasseur Santerre, le général célèbre de la garde nationale, qui avait conduit l'assaut des Tuileries, était en 1793 nommé général de division en Vendée. Le lendemain de l'exécution des dantonistes, le 17 germinal, le Comité lance un mandat d'arrêt contre lui, et le 27 il fut arrêté à Rennes. Le 2 floreal il est à Paris, on sur l'ordre du Comité de sûreté générale il est traduit aux Carmes¹. Le Comité de salut public n'est même pas renseigné de cette arrestation importante. Il écrit au Comité de sûreté générale pour demander si c'est vrai que le général Santerre est arrêté et traduit aux Carmes. « Les bruits qui se répandent nous font désirer que vous donniez cet éclaircissement le plus tôt possible »². Nous ne connaissons pas la réponse, et ne savons pas non plus si derrière la question il y a le désir de porter secours à Santerre. Ceci est peu probable, comme Santerre avait été arrêté comme dantoniste. Ce sont vraisemblablement les « nouveaux indulgents » qui le font charger le 10 thermidor³. Il est d'ailleurs peu de temps après arrêté de nouveau et n'est libéré que le 13 vendémiaire⁴. Le Comité de sûreté générale avait chargé Sénar d'interroger Santerre et d'examiner ses papiers. Lorsque Sénar est entendu au procès de Fouquier-Tinville, il dit qu'il avait trouvé des actes prouvant que Santerre avait « injurié le peuple et surtout celui de Paris ». Et il ajoute : « Une rivalité, des différends même paraissent s'élever entre les Comités de salut public et de sûreté générale. Santerre avait des amis »⁵. Sénar opère comme l'agent du Comité de sûreté générale et avec les pouvoirs de celui-ci. Les amis de Santerre auront donc été au Comité de salut public. Sénar dit d'ailleurs que Fouquier déclara de rire, et tourna en plaisanterie l'affaire lorsque le procès-verbal contre Santerre lui fut apporté⁶. Fouquier de son côté se vante de s'être opposé

¹ Voir la note 2, p. 116.

² Voir Ann. Rev. 1916, F^o 4773^o.

³ F^o 4773^o — corr. AFH^o 254.

⁴ Ann. Rev. 1916, F^o 4773^o, signé Collot d'Herbois, Billaut-Varenne, Barère.

⁵ Aulard t. XV, p. 478.

⁶ F^o 4773^o.

⁷ Buchet et Roux t. XXXIV, p. 307.

⁸ Ibid. p. 307.

à la mise en jugement de Santerre, et ajoute que le procès-verbal de Sénar était « rempli d'astuces et de perfidies ».

Le 11 floreal le Comité de sûreté générale fait arrêter Jourdan « Coupe-tête », un des pires ennemis de la révolution, qui entre autres avait secondé Rovère et Poullet dans leurs pilleries dans le Midi. Le 22 floreal le Comité de sûreté générale fait arrêter Deschamps du Desfontaines, l'ex-ministre des finances. C'était un honnête et prudent bourgeois qui avait été compromis avec les libéraux. Il avait été lié avec Lullier, et Helbert l'avait choisi comme défenseur⁷.

Le 4 prairial les attentats contre Collot d'Herbois et Robespierre ont lieu. Toutes les arrestations dans cette affaire sont opérées par le Comité de sûreté générale et le rapport à la Convention le 27 prairial est d'Elie Lacoste⁸.

C'est encore le Comité de sûreté générale qui fait arrêter Roch Marcandier, l'ancien secrétaire de Camille Desmoulins. C'était un des bandits de la presse contemporaine, qui pouvait être acheté par toutes les factions. Il avait débüté comme cordelier, lié avec Desmoulins et Marat. Plus tard entré au service de Roland, il se fait girondin fervent. Après la défaite des girondins il est forcé de se tenir caché. Lorsque Camille Desmoulins ouvre sa campagne dans le « Vieux Cordelier », il s'adresse à lui de nouveau. Après la chute de Danton il s'adresse deux fois à Legendre pour offrir son assistance contre Robespierre, mais Legendre le livre aux comités. Il fut arrêté et on trouva chez lui deux manuscrits « Conspiration de Robespierre » et « Au meurtre, à l'assassin ». Sous l'interrogatoire on apprend qu'il avait voulu envoyer une adresse aux 48 sections. L'interrogatoire avait été tenu le 30 prairial par Volland, mais le Comité de salut public en avait été renseigné. Robespierre en fait mention deux fois, à savoir le 13 messidor aux Jacobins et le 8 thermidor à la Convention. Il a dû établir un certain rapport entre l'exhortation de Marcandier à l'assassinat par le poison et les attentats du 4 prairial, la conjuration de Leconte et les autres intrigues montées par les « nouveaux indulgents »⁹. Marcandier et sa femme furent exécutés le 24 messidor¹⁰.

⁷ Buchet et Roux t. XXXIV, p. 307. C'est certain que Fouquier-Tinville, qui était redevable de sa situation à Camille Desmoulins, a eu certaines relations avec des députés dantonistes. Sur les relations avec Leconte voir la lettre de Riton au Amar 15 fructidor an II, publiée par George Looze: Notes et documents sur Fouquier-Tinville, 1885, p. 22. « Quand il (Fouquier) a vu le projet d'arrestation de Leconte, il a dit que c'était lui qui lui avait fait parvenir des moyens de son père ».

⁸ AFH^o 252 à la date. Mathieu-Jourdan Jourdan fut exécuté le 8 prairial, voir Wallon t. IV, p. 41. Voir en général sur Jourdan l'étude de M. Valladier dans Ann. Hist. de la Rév. Fr. mars-avril 1926.

⁹ F^o 4671 — enrég. AFH^o 251 à la date. Son interrogatoire est publié par M. Mathier dans Ann. Hist. de la Rév. Fr. 1924, p. 250.

¹⁰ Voir chap. VIII, p. 128.

¹¹ Cette affaire a été étudiée par M. Mathier. Les intrigues contre Robespierre au printemps ed 1794. Trudon et Roch Marcandier dans l'Antiquaire de Robespierre, Paris 1925.

¹² Wallon t. V, p. 17.

Parmi les autres arrestations opérées par le Comité de sûreté générale nous avons signalé celle de Vilate le 2 thermidor, due, comme nous l'avons vu, à Billaud-Varenne. Vilate avait été le protégé de Barère. Nous voyons cependant qu'il fut libéré par les robespierristes le soir du 9 thermidor. Cela veut-il dire que, malgré les démentis énergiques après thermidor, il a été compté comme l'un des Robespierre ?

V.

Comme conclusion de cet examen nous pouvons établir : Le Comité de sûreté générale a opéré de beaucoup le plus grand nombre d'arrestations, et rien ne montre que le bureau de police ait essayé de les invalider. Le bureau n'a pas non plus, en dehors de quelques cas insignifiants, fait arrêter les agents du Comité de sûreté générale. Il s'est en général borné à surveiller les fonctionnaires publics sans toutefois que le Comité de sûreté générale de son côté ait renoncé à cette partie de la police révolutionnaire. Le bureau n'a pris des décisions que dans des affaires sans portée politique. Les affaires plus importantes ont été soumises soit aux deux comités, soit au seul Comité de sûreté générale. Dans le premier cas c'est le plus souvent le Comité de sûreté générale qui prend l'initiative et propose la décision à prendre. Pendant l'examen de ces affaires nous avons constaté un certain manque de liaison et des commencements de luttes de compétence, qui semblaient témoigner d'une méfiance réciproque, mais nous n'avons trouvé que 2 exemples clairs de conflits, dont l'un est l'affaire du comité de la section de l'Indivisibilité. Dans ce cas le Comité de sûreté générale a empiété directement sur le domaine du bureau, en désavouant la décision du Comité de salut public. Dans l'autre cas, l'affaire de la « mère de Dieu », c'est Robespierre qui provoque l'intervention du Comité de salut public dans les dispositions de l'autre comité. Mais c'est là la réponse à une provocation, la défense contre une attaque très dangereuse.

Nous croyons par conséquent avoir montré que les thermidoriens ont tort en affirmant que le bureau effaçait le Comité de sûreté générale et étranger ses opérations. C'est le contraire qui est le cas : le Comité de sûreté générale a en réalité gardé la direction de la police révolutionnaire.

¹ Buchez et Roux t. XXXIV, p. 377-78 et « Causes secrètes de la Révolution du 9 au 10 thermidor par Vilate exilé au Tribunal révolutionnaire détenu à la Force, l'an III de la République ». Bibl. Nat. Lb²/1150 p. 55. Vilate fut condamné à mort avec Fouquier-Tinville le 17 floréal an III. Dans la prison il avait écrit ses mémoires vivants mais peu sûrs. Voir sur lui Alphonse Dunoyer : Deux jurés au Tribunal révolutionnaire, Vilate « le petit maître » et Trinehard « l'homme de la nature », 1916.

CHAPITRE VII

Le bureau et les agents du Comité de salut public.

I.

Parmi les accusations des thermidoriens on trouve celle-ci que Robespierre par ses agents secrets tyrannisait les départements¹. Nous allons examiner dans quelle mesure les agents du Comité de salut public ont été les agents personnels de Robespierre. Mais il faut commencer par donner un aperçu des conditions de leur activité.

Le gouvernement ressentait naturellement depuis longtemps le besoin de surveiller et d'influencer l'esprit public, surtout en vue de contrôler les différentes autorités constituées dans les départements. Roland avait organisé son célèbre bureau de l'esprit public, et avait envoyé de nombreux agents dans les départements pour les soulever contre Paris et les montagnards. Le ministre de l'Intérieur suivant, Gacal, organisa par l'arrêté du 3 mai 1793 un système d'observateurs pour toute la France, et ceux-ci continuaient leur activité sous son successeur Péri². Mais le Comité de salut public considérait avec scepticisme ces agents, surtout ceux de Paris. Il les soupçonnait, non sans raison, d'être des dantonistes. Dans son rapport contre les dantonistes, Saint-Just dit : « Tes amis (les amis de Danton) ont tout fait pour toi, ils placent ton nom dans tous les journaux, étrangers et dans les rapports journaliers du ministre de l'Intérieur. Les rapports dont je parle, envoyés tous les soirs par le ministre de l'Intérieur, te présentent comme l'homme dont tout Paris s'entretient, les moindres réflexions y sont rendues éclaires³ ». Ces agents sont d'ailleurs compris dans l'article 6 de la loi du 23 ventôse arrêtant que les autorités ne pouvaient envoyer des commissaires « ni dedans ni au dehors de la République sans l'autorisation expresse du Comité de salut public⁴ ». Ils sont définitivement destitués après la chute de Danton.

¹ Voir Réponse p. 25, et Mémoire inédit de Billaud-Varenne dans Revue hist. de la Rev. Fr. 1916, p. 15, 14, 16.

² Voir l'introduction dans Pierre Caron : « Paris pendant la terreur. Rapports des agents secrets du ministère de l'Intérieur », 1916.

³ Vellay, Œuvres complètes t. II, p. 121.

Le Comité était maintenant sans service d'information propre à Paris, et pour les départements il devait s'en tenir aux lettres des représentants en mission.

Les rapports des agents nationaux étaient le plus souvent tout schématisés et souvent aussi l'expression d'intérêts locaux définis. Et le gouvernement avait rattrapé la plupart des représentants en mission. Ceux-ci avaient fait une œuvre très utile avant l'organisation du gouvernement révolutionnaire et des armées. Mais cette tâche était maintenant résolue, et le grand prestige des représentants et leurs pouvoirs étendus les mettaient sur un pied d'égalité avec le gouvernement central et avaient en conséquence en effet nuisible à l'autorité de celui-ci. Bien que le Comité de salut public dans un degré toujours croissant agit comme leur supérieur, ils n'en restaient pas moins des « collègues » et n'étaient jamais de simples fonctionnaires. Une conduite brusque de la part du Comité était sentie comme un abus et amenait le député à s'approcher des ennemis du Comité à la Convention. C'est pourquoi le Comité envoie une série d'agents dont la tâche est limitée à la production de renseignements objectifs, et qui n'avaient pas le droit de prendre des décisions ou de procéder à des arrestations sans être munis de pouvoirs de la part du Comité pour chaque cas particulier. Pour l'espace de temps du 20 germinal au 9 thermidor nous avons trouvé 8 de ces agents. Les arrêtés concernant ces agents sont à partir du 5 floréal enregistrés dans le registre du bureau et leurs rapports sont résumés dans les rapports du bureau.

Le 23 germinal le Comité nomme Etienne Lambert comme son agent dans les départements Marne et Ardennes¹. Lambert était simple berger, devenu maire à Tréges, près de Reims. Il avait sur la poste de chevaux dans sa commune rencontré Saint-Just qui s'était intéressé à lui. Saint-Just l'a recommandé à Robespierre, qui l'a mis sur sa liste de patriotes². Il avait le mandat suivant: « I. De vérifier les abus de toute espèce dont les cultivateurs ont été victime dans cette partie de la République. II. De prendre des renseignements qui tendent à faire connaître les aristocrates et les hommes suspects. III. De rechercher les causes de la diminution des troupeaux et de la destruction de bestiaux de toute espèce. IV. De dévoiler les manœuvres par lesquelles on a détruit les forêts et de recueillir tous les faits qui ont eu lieu pour les favoriser ». Le même arrêté décide que Lambert « rendra compte au Comité par une correspondance privée du progrès de toutes opérations audessus prescrites ». Enfin on lui verse 3000 livres prises « sur les cinquante millions dont le Comité pouvait disposer »³.

¹ Aulard t. XII, p. 535. Les informations sur Lambert sont puisées dans l'étude de M. Gustave Laurent: « Etienne Lambert, ami de Saint-Just », Ann. rév. 1923, p. 46 et suiv.

² Buchez et Roux, t. XXXV, p. 406.

³ Voir l'étude citée de M. Laurent p. 23. Sur les 50 millions voir Mathiez: La Révolution Française t. III, p. 20.

Lambert travaillait à pied les départements, habillé de sa blouse de paysan, chaussé de lourds sabots, coiffé de son bonnet de berger, son bâton à la main. Il vivait d'une manière très économe et n'utilisait pas tout le crédit accordé⁴. Le Journal des Jacobins de Reims donne un compte rendu de son apparition dans la société populaire de la ville le 24 floréal qui donne une idée caractéristique de cet agent sans-culotte. Il monte à la tribune « avec l'assurance et la simplicité d'un républicain ». Il explique comment le Comité l'a appelé à Paris pour le nommer juré au Tribunal révolutionnaire. Il dit qu'il avait refusé: « je répondis que je ne me sentais pas en état de remplir cet emploi, que je n'avais qu'une connaissance légère et imparfaite des lois. Si j'allais par erreur voter la mort d'un innocent, j'en serais toute ma vie inconsolable et son ombre me poursuivrait sans cesse ». Le Comité a vu à son refus et l'a en revanche chargé de procurer des renseignements sur les bestiaux, qui jouent un rôle essentiel pour les subsistances. Il est cependant aussi chargé d'une plus grande tâche: « Je suis aussi chargé de faire connaître au Comité tout ce que je pourrais découvrir de braves sans-culottes propres à remplir les places dont l'administration veut enfin chasser les misérables ». Il exhorte la société à collaborer avec lui dans ces deux tâches et à enregistrer ses pouvoirs dans son procès-verbal. La société vote à l'unanimité de le suivre, et rend hommage au « patriote que l'œil clairvoyant du Comité salueur a su découvrir dans une cabane et sous le chaume. Il reçoit au milieu des acclamations l'accolade fraternelle »⁵.

Dans le rapport du bureau du 24 messidor il se trouve un résumé qui évidemment est fondé sur plusieurs rapports de Lambert. Il contient 8 articles qui donnent une idée nette des occupations de ces agents.

I. Une dénonciation de la société populaire de la commune d'Essigny le Petit (Ardennes) concernant les dilapidations énormes dans les forêts nationales. On exige un exemple sévère. II. Un procès-verbal de la municipalité de Selve concernant des dommages causés par la grêle le 30 mai 1793. III. Une dénonciation contre deux commissaires pour la levée des scellés. IV. Une dénonciation contre une gouvernante d'un ex-curé qui désire le retour des émigrés. V. Une dénonciation contre un juge de paix qui est chérif dans ses fonctions. VI. L'observation que, sur un marché où l'on vendait autrefois de 4 à 6000 faucelles, on n'a rien vendu cette année. La cause est l'insobriété du maximum. VII. Une dénonciation contre des ouvriers qui ne veulent pas travailler pour le maximum. VIII. Une dénonciation contre une commune où le prêtre est expulsé, mais où l'on a célébré la messe et les vêpres⁶.

⁴ Voir l'étude citée de M. Laurent p. 24.

⁵ Le compte rendu du journal est ici cité d'après l'étude de M. Laurent.

⁶ F^o 3821, rapport 21 messidor.

La conduite de Lambert a été moralement irréprochable. Cela se voit du fait que ses ennemis qui le font arrêter deux fois sous la réaction thermidorienne, sont incapables de lui trouver un abus de pouvoir, et pour cette raison obligés de le remettre en liberté¹. Il n'y a rien qui indique qu'il a été l'agent personnel des « triumvirs ». Nous voyons que le Comité a le charge de rendre compte dans une « correspondance privée au Comité ». Ses rapports doivent donc être secrets, mais adressés au Comité entier.

Le 4 floréal le Comité nomme un agent particulier pour la surveillance des ex-nobles dans les environs de Paris. L'ordre est : « Le Comité de salut public charge Rousseville de rechercher les contre-révolutionnaires dans les environs de Paris et le département de Paris, d'y prendre renseignements sur les ci-devant nobles. Il n'exercera aucun acte d'autorité quelconque et par une correspondance il mettra le Comité à même de prononcer sur les malveillants »².

Comme nous l'avons vu, le décret du 27 germinal expulsait les étrangers et les ex-nobles de Paris et beaucoup d'entre eux s'installaient dans les faubourgs. Rousseville estime le 22 messidor leur nombre à plus de 400 après l'arrestation de beaucoup d'entre eux³. C'était une tâche importante que d'empêcher ces ennemis de la révolution de corrompre l'esprit public dans ces communes et de les transformer en foyers de conspiration.

L'agent que le Comité chargeait de cette tâche importante, Pierre-Henri Rousseville⁴, était un ex-prêtre qui avait joué un rôle actif dans les soulèvements contre la Gironde du 31 mai au 2 juin, et qui pour cela fut nommé secrétaire du comité de salut public du département de Paris⁵. Peu de temps après il est destitué parce qu'on découvre qu'il est l'auteur de « libelles inciviques », probablement des écrits contre la constitution civile. Après la destitution il est cependant employé par le ministre de l'Intérieur soit comme observateur, soit comme agent chargé de différentes commissions dans les départements. Le 23 germinal le Comité donne l'ordre de le faire arrêter avec son collègue Sollier pour avoir, en dépit du décret du 23 ventôse, continué à accomplir une commission « pour évaluation des pertes causées par l'invasion de l'ennemi dans le département du Bas-Rhin ». Cependant il a dû réussir à justifier entièrement sa conduite, puisque déjà le 4 il est nommé agent du Comité. Il est le seul de ces agents qui ait été agent du ministre de l'Intérieur.

¹ Il est emprisonné depuis du 26 thermidor au 25 frimaire, et du 3 messidor au 22 fructidor l'an III. Voir l'étude citée de M. Laurent.

² Aulard t. XIII, p. 6. Aulard donne l'arrêté sans signatures, et sans sources. Il dit « Tourneville » pour Rousseville. — Entrég. AFIIⁿ 227.

³ Fⁿ 3821, rapport Rousseville datée 22 messidor.

⁴ Voir sur Rousseville la notice biographique dans P. Caron : « Paris pendant la terreur, les rapports du ministère de l'Intérieur ». Paris 1910.

⁵ Voir chap. V, p. 97.

Rousseville a-t-il été l'agent particulier de Robespierre? Les résumés des rapports de Rousseville montrent comment il surveille les ex-nobles, dénonce les fonctionnaires publics intrigants ou iséagables, donne des renseignements sur l'esprit public. Il peut p. ex. s'agir du fanatisme et de l'exécution de la loi du maximum. Il rapporte jusqu'aux moindres détails. Dans un endroit on a jeté de la viande par la fenêtre, dans un autre un citoyen a soustrait à la réquisition deux chevaux de luxe sous prétexte de les employer à la culture, dans un troisième on a arrêté quelques paysannes qui avaient abattu des vaches pleines de 8 huit mois⁶. Nous cherchons en vain des preuves montrant Rousseville comme l'agent secret de Robespierre. Il n'y a rien dans ses rapports qui indique qu'il a agité à l'insu des autres membres du Comité. Il est vrai qu'on trouve parmi les minutes des ordres d'arrestations écrits de la main de Robespierre, plusieurs où Robespierre a ajouté dans la marge : « sur l'avis de Rousseville ». Mais il écrit de même : « sur l'avis de Garnerin », « sur l'avis du comité de surveillance de... » etc. Par cette note Robespierre fait connaître au reste du Comité que l'arrestation est opérée sur la dénonciation de Rousseville⁷.

Le 5 floréal deux nouveaux agents sont nommés, Demaillet et Garnerin. Le littérateur Eve Demaillet était originaire de Dole dans le Jura. Il avait été le précepteur de Saint-Just⁸.

L'arrêté, qui le fait nommer, est conçu dans ces termes : « Le Comité de salut public arrête que le citoyen Demaillet se rendra en qualité d'agent du Comité de salut public à Orléans pour y rechercher les conspirateurs et les ennemis de la Révolution. Il prendra des notes sur la conduite des fonctionnaires et les dénoncera au Comité. Le citoyen Demaillet vivra en simple particulier et n'exercera aucun pouvoir, il se bornera à la surveillance qui lui est confiée; il écrira tous les jours au Comité »⁹.

Nous avons vu comment il combattit les intrigants à Orléans¹⁰. Ses rapports ont été reçus et résumés dans le bureau de police, et à Paris il s'est adressé à Robespierre chargé de ce travail¹¹. Mais rien n'indique

⁶ Les résumés des rapports de Rousseville se trouvent dans les rapports du bureau du 14, 16, 20 floréal, du 2, 11, 13, 17, 22, 24, 29 prairial, du 1^{er} messidor dans Fⁿ 4475, et du 17 messidor dans Fⁿ 3821, 2. 100. Il se trouve dans le même dossier un grand rapport dont le premier article est daté le 12, le dernier le 25 messidor.

⁷ Il y a ici une lacune dans nos recherches. Nous n'avons pas vu le dossier de Rousseville dans Fⁿ 4775.

⁸ Voir sur Antoine-François Eve Demaillet Fⁿ 1597 et Fⁿ 4063. Voir aussi l'histoire historique des Prisons d'État en France sous le règne de Napoléon, par M. Eve, dit Demaillet, vieillard infirme et prisonnier d'État pendant 10 ans. Paris 1861. Bibl. Nat. Lbⁿ 10. L'étude de M. Lévy-Schneider dans La Rev. Fr. 1900, t. I, p. 97. Demaillet fut arrêté après thermidor et mis en prison où il resta jusqu'au 24 brumaire l'an III. Il était en opposition à Napoléon et fut compromis dans la conspiration du général Malet.

⁹ Entrég. AFIIⁿ 227 à la date.

¹⁰ Voir chap. IV, p. 64.

¹¹ Voir son mémoire justificatif « Ma conduite » dans son dossier Fⁿ 4669.

que ses rapports aient été destinés à Robespierre ou à Saint-Just personnellement. Il a été considéré comme l'agent de tout le Comité. Le 27 messidor il est nommé agent à Paris du la Montagne (Toulon). L'arrêté est signé Billaud-Varenne, Saint-Just, Carnot et C. A. Drieur et mentionne que Demaillet a joué de la confiance du Comité entier.

L'autre agent Jean-Baptiste-Olivier Garnerin était né en 1756 et avait été avant la révolution commis à la correspondance des fermes pour les provinces de Languedoc et Languedoc. Après la révolution il avait cherché fortune dans la bureaucratie révolutionnaire. En 1792 il était employé au département de police de la Commune, et avait été ensuite nommé secrétaire en chef de la commission des 24 de la Convention. Il avait pris part à l'assaut des Tuileries et aux journées du 31 mai au 2 juin. Il avait été en outre commissaire du ministre de la guerre dans l'armée du Nord et du Rhin pour surveiller les services de charrois et de l'artillerie. Dans la dernière mission il s'était rencontré avec l'ami de Saint-Just, Gâteau. Par ce canal il est entré en relations avec Saint-Just, qui l'a également recommandé à Robespierre. Son nom se trouve sur la liste de patriotes de celui-ci.¹

Il avait eu un conflit avec sa section (celle des Axiés) qui l'avait fait arrêter le 20 septembre comme soupçonné d'être septembriseur et ami de Vincent. Le 24 germinal il est cependant remis en liberté sur l'ordre du Comité de sûreté générale.²

L'arrêté l'envoie comme agent aux départements du Haut-Rhin, surtout Huningue. Il est conçu dans les mêmes termes que celui concernant Demaillet.³ Le 16 prairial nous rencontrons deux nouveaux arrêtés qui étendent ses pouvoirs jusqu'à embrasser aussi les départements du Haut et du Bas-Rhin et Mont-Terrible. L'un, désigné « Projet de pouvoirs ostensibles » est conçu dans les mêmes termes que l'arrêté du 5 floréal, mais enjoint à toutes les autorités constituées de lui fournir les renseignements qu'il demandera. L'autre désigné « Instruction en forme de pouvoirs non ostensibles » contient l'adjonction suivante: « Il s'attachera à connaître les motifs de détention de ceux arrêtés comme suspects, il fera connaître au Comité de salut public ceux qui lui sembleront injustement détenus ou mis en liberté avec trop de facilité ou de précipitation, il transmettra au Comité les notes et renseignements d'après lesquels il aura fixé son opinion. Il collaborera avec les représentants du peuple, et il instruira le Comité des causes qui peuvent y mettre obstacle de la part des mal-

¹ Nous puissions les données biographiques dans son dossier F⁴⁷¹⁶. Il fut arrêté pendant la réaction thermidorienne.

² Voir de cette commission: A. Mathiez: La Révolution Française t. II, p. 114.

³ Voir la lettre de Gâteau et Garnerin de Wissembourg le 19 mai 1793 dans les Papiers inédits t. II, p. 241.

⁴ Buchez et Roux, t. XXXV, p. 495.

⁵ F⁴⁷¹⁶.

⁶ Aulard t. XIII, p. 30 — corrigé. AFH²²¹ à la date.

veillants. Il entretiendra la correspondance la plus active sur tous ces points avec le Comité il ne sera pas plus de cinq jours sans écrire.⁴

En Alsace une lutte amère avait eu lieu entre Saint-Just et Lacroix d'un côté, et J. B. Lacroix et Barère de l'autre. Ceux-ci s'étaient appuyés sur un club de patriotes « de propagande » et sur un journal local. Le prêtre allemand Euloge Schneider, que Saint-Just avait fait arrêter et qui avait été exécuté le 12 germinal.⁵ Le Comité avait eu peu de confiance dans toutes les décisions concernant des emprisonnements et des mises en liberté prises par Schneider et ses amis. Les nouilles des rapports de Garnerin qui se trouvent dans les rapports du bureau de police, sont malheureusement très sommaires et ne donnent qu'une idée imparfaite de son activité.⁶ Il parle de police et de prières qui dissuadent les assignats, d'autorités constituées qui protègent les parents des émigrés et les jésuites, il accuse le tribunal militaire de modérantisme et fait envoyer à Paris les juges et les jurés pour être traduits devant le Tribunal révolutionnaire.⁷ Il accentue la nécessité d'incorporer à la France la république de Mulhouse pour maintenir le cours des assignats, et en d'avis que l'ancien bailliage, auquel était confiée cette tâche, s'est laissé guider par les agents plus que par le désir des habitants.⁸

Le 8 floréal le Comité donne des pouvoirs identiques au citoyen Vieille des départements Ain, Jura et Côte d'Or. Vieille, maire de Soissons, s'était fait introduire à la Convention au commencement de floréal. Il raconte qu'après avoir été invité à l'honneur de la séance, il avait rencontré Saint-Just qui l'avait prié de devenir le commissaire du Comité. Saint-Just qui avait fait ses études à Soissons, a dû le connaître d'avance. Vieille raconte que ses pouvoirs étaient d'abord signés de Collet d'Herbois, Saint-Just, Barère, Billaud-Varenne et Carnot. Pour une raison ou une autre, il les trouve cependant insuffisants, et va trouver Robespierre qui lui en procure d'autres. Ceux-ci ont été signés de Collet d'Herbois, Barère, Robespierre et Billaud-Varenne.⁹ Nous avons vu que Vieille dénonce des fédéralistes et des hébertistes dans l'Ain, mais nous n'avons trouvé aucune trace de son activité. C'est probablement contre ce Vieille que les comités lancent un mandat d'arrêt le 10 thermidor.¹⁰

¹ Les deux arrêtés sont enregistrés AFH²²¹ à la date. La même jour l'ordre est donné de donner à Garnerin un mandat de 3000 francs sur les 30 millions. La minute de cet arrêté est signée de Robespierre. Aulard t. XIV, p. 111.

² Voir Mathiez: La Révolution Française t. III, p. 135. Voir sur Schneider l'article de Ernst Hamel dans La Rev. Fr. 1893, II.

³ Il y a de tels résumés dans F⁴⁷¹⁶, rapport 1, 2, 31 prairial et dans F⁴⁷¹⁶, rapport 11, 16, 21, 30 messidor.

⁴ F³⁸²¹, rapport 39 messidor 4 div.

⁵ AFH²²¹ à la date.

⁶ F⁴⁷⁷⁵. Voir son mémoire justificatif. Il fut arrêté après le 9 thermidor et mis en liberté le 12 frimaire.

⁷ Aulard t. XV, p. 261.

Le 28 prairial Pierre-Polycarpe-Pottofeux est nommé agent dans les départements Aube, Côte d'Or et l'Yonne¹. Pottofeux avait été procureur syndic général du département de l'Aisne. Sa première tâche avait été de rétablir l'ordre à Troyes, mais son activité ne paraît pas avoir eu grande importance². Il est arrêté et traduit devant le Tribunal révolutionnaire après thermidor. Il est désigné dans son procès comme ami de Robespierre et Saint-Just. 9 députés de l'Aisne avaient appuyé l'accusation, mais pendant le procès la défense produit beaucoup de témoins parmi lesquels 5 autres députés. Pottofeux fut reconnu excellent patriote et acquitté à l'unanimité le 4 brumaire l'an III³. Ce jacobin paraît être resté fidèle envers les idées robespierristes. Il fut compromis dans le procès contre Babeuf, et était de ceux qui furent acquittés à la Haute Cour de Vendôme⁴.

Tous ces agents s'en sont scrupuleusement tenus à leurs pouvoirs et rien n'indique qu'ils se soient considérés comme les agents personnels de Robespierre. C'est moins évident dans le cas de Marc-Antoine Julien, un jeune jacobin de 19 ans, auquel le Comité avait confié plusieurs tâches importantes. Courtois en dit qu'il était « cire flexible et complaisante dans les mains de Robespierre »⁵, et publie dans son rapport une suite de lettres de Julien à Robespierre. Les historiens ont sans façon accepté son assertion sur ce fondement.

Julien avait été en mission en Vendée, à Rochefort et à Bordeaux. Partout il avait travaillé énergiquement à mettre l'esprit public à la hauteur de la révolution et à mettre en œuvre la politique du Comité de salut public. Sa célébrité est due surtout à ses dénonciations des excès terroristes en Vendée et au fait qu'il fit rappeler Carrier⁶. Il s'attaque d'ailleurs avec la même énergie aux modérés et aux riches. Le 21 germinal il écrit de Bordeaux à Barère : « J'électrise ici l'esprit public de mon mieux et tâche de substituer le sans-culottisme au négociantisme »⁷.

Il est cependant en dépit de sa jeunesse nommé commissaire de l'instruction publique le 29 germinal, et rentre à Paris⁸. Mais le 29 floréal le Comité lui donne de nouveau l'ordre de partir pour Bordeaux. Cet arrêté est de la main de Carnot⁹. Le même jour le Comité prend deux autres arrêtés qui concernent la destitution et le remplacement du Comité

¹ AFII* 221 à la date.

² Voir chap. VI, p. 123.

³ Nous citons d'après Wallon (t. VI, p. 184) qu'on ne peut guère soupçonner d'être partial en faveur d'un jacobin.

⁴ Voir « Biographie Moderne » t. IV.

⁵ Courtois, Rapport p. 85. Voir aussi les mémoires de Barère p. 105.

⁶ Carrier fut rappelé le 18 pluviôse sur la dénonciation de Julien. Voir le livre de son petit-fils Edouard Lockroy : « Une mission en Vendée », Aulard t. X, p. 724.

⁷ Lockroy, *ouvr. cit.* p. 276.

⁸ Aulard t. XII, p. 664.

⁹ Aulard t. XIII, p. 385.

de surveillance de Bordeaux, l'un de la main de Barère et l'autre de la main de Billaud-Varenne¹. Cela montre qu'à ce moment Julien a joui de la confiance de tout le Comité.

Dans les rapports du bureau on trouve des résumés de rapports de Julien². Ils ne contiennent rien qui touche aux intrigues à la Convention et aux comités du gouvernement. Julien réssuscite l'énergie du club national, il ne permet aux théâtres de jouer que des pièces patriotiques, il éloigne de Bordeaux les muscadins et les filles publiques, purge les autorités constituées et accélère la fabrication des salpêtres. Il apprend qu'à la campagne on célèbre encore la messe et envoie de bons patriotes pour enseigner les paysans. A côté de ces brefs résumés il se trouve cependant une suite de lettres adressées à Robespierre, qui plus tard ont été imprimées par le soin de Courtois et dans les « Papiers inédits ». Dans ces lettres il recommande au Comité l'arrestation des intrigants de Bordeaux Tallien, Cabarrus et de leurs instruments³. Mais avant tout il accuse Ysabeau qui refuse de partir en dépit du rappel par l'arrêté du Comité du 25 floréal⁴. Il le traite de « mielleux et modéré »⁵. Bordeaux est le « foyer du négociantisme et de l'égoïsme »⁶. Ysabeau s'est laissé capter par les négociants et s'est fait honorer comme un intendant de l'ancien régime, il s'est fait décerner le titre de « sauveur de Bordeaux »⁷. Il s'est entouré d'un « luxe asiatique », tandis que le pauvre n'avait à manger que l'herbe et les racines. Il avait lui-même assisté à un ballet où des bergers avec des guirlandes de fleurs avaient formé ces mots : « Ysabeau, Liberté, Égalité »⁸. Ysabeau ne partit que le 17 prairial⁹. Ces lettres sont adressées à Robespierre. Il n'y a aucun doute que Julien ait admiré Robespierre comme un modèle politique et moral. Mais ces lettres ne contiennent rien de privé. Il n'est question que du Comité et jamais d'une politique personnelle de Robespierre. Dans une lettre datée le 13 prairial il se plaint qu'Ysabeau ait dit de sa propre conduite à Bordeaux « qu'elle était un reproche pour Collot d'Herbois qui avait fait couler des flots de sang dans Lyon, et que ce député faisait tous ses efforts pour nuire aux représentants envoyés à Bordeaux »¹⁰. Il ne connaît donc pas le conflit entre Colot d'Herbois et Robespierre. Dans les lettres du 14 et du 15 prairial il exprime son indignation à propos des attaques contre

¹ Aulard t. XIII, p. 388.

² F^o 4437, rapport 15 prairial, et deux articles datés le 15 et le 16 prairial dans le rapport du 14 messidor 2 div.

³ Papiers inédits t. III, p. 31.

⁴ Voir l'arrêté dans Aulard t. XIII, p. 317.

⁵ Papiers inédits t. III, p. 36.

⁶ Ibid. t. III, p. 37.

⁷ Ibid. t. III, p. 38.

⁸ Ibid. t. III, p. 40.

⁹ Voir p. 58.

¹⁰ Papiers inédits t. III, p. 27.

le Comité de salut public¹. Il n'a d'ailleurs pas écrit à Robespierre seul, mais aussi à Barère, il s'agit de deux lettres écrites le 12 et 13 messidor², Barère lui a répondu. Le 12 messidor il écrit qu'il a reçu le courrier extraordinaire du Comité, et qu'il veut travailler plus que jamais à mériter sa grande confiance, et il continue: « Comme ma santé succombe, je crois, d'après ce que m'écrit Barère, qu'il me sera permis de prendre un peu de repos dans les Pyrénées »³.

Les agents du Comité ont été soigneusement choisis d'entre les jacobins, dans la plupart des cas probablement sur la proposition de Saint-Just ou de Robespierre. Leur conduite paraît irréprochable, et les thermidoriens ne réussissent à maintenir aucune accusation contre eux. En tout cas quelques-uns d'entre eux, Julien, Lambert et Pottotieux, paraissent avoir été des hommes d'une haute valeur morale. Tous ces agents ont suivi leurs instructions, et aucun d'eux ne s'est immiscé dans les luttes intérieures du Comité.

II.

Tous les thermidoriens se plaignent des « espions de Robespierre ». Il est certain que Robespierre a eu connaissance de bien des manœuvres de ses ennemis. Cela ressort clairement de son discours du 8 thermidor: « Est-il vrai qu'on a colporté des listes odieuses où l'on désignait pour victimes un certain nombre des membres de la Convention, et qu'on prétendait être l'ouvrage du Comité de salut public et ensuite le mien? Est-il vrai qu'on a osé supposer des séances du Comité, des arrêtés rigoureux qui n'ont jamais existé, des arrestations non moins chimériques? ... Est-il vrai que l'imposture a été répandue avec tant d'art et d'audace qu'un grand nombre de membres n'osaient plus habiter la nuit leur domicile? Oui, les faits sont constants, et les preuves de ces deux manœuvres sont au Comité de salut public »⁴.

Robespierre a été renseigné de ces intrigues de bien des côtés. Les députés, qui se sentaient liés avec lui ou qui avaient peur, ont dénoncé leurs collègues⁵. Des fonctionnaires qui avaient peur de même ou qui voulaient augmenter les chances de leur carrière, ont renseigné le Comité⁶. Et les jacobins ont été sur leurs gardes⁷.

¹ *Papiers inédits* t. III, p. 30 et 31.

² *AFII* 46, dossier 339.

³ *Papiers inédits* t. III, p. 8.

⁴ Vellay: *Discours et Rapports* p. 387-88.

⁵ *Bô* envoie quatre lettres de Fouché, l'un le 3 et trois le 8 thermidor. Aulard t. XV, p. 345 et 453.

⁶ Voir l'affaire Legray p. 110; note 3, et la dénonciation de Cellier contre Lecointre. — Lecointre p. 191.

⁷ Voir la lettre de Payan à Robespierre datée le 6 messidor dans *Papiers inédits* t. II, p. 339.

Rien de tout cela n'a cependant pas eu le caractère d'un espionnage organisé. Courtois publie en revanche dans son rapport une suite de rapports de police signés G—, dont le vrai nom était Guérin. Ces rapports, trouvés dans les papiers de Robespierre, servent de fondement à l'affirmation d'un service d'espionnage pour le compte personnel de Robespierre.

Dans le registre du bureau de police nous trouvons: « Séance 28 floréal. Présents: Robespierre, Barère, Couthon, Carnot, C. A. Prieur, Collot d'Herbois, Billaud-Varenne, Robert Lindet. Le Comité de salut public charge Claude Guérin de la surveillance intérieure de Paris. Tous les jours, il lui présentera un rapport circonstancié sur les intrigants, les voleurs, les conspirateurs, dont il aura découvert les manœuvres et les refuges. Il parcourra les lieux publics, notera les coupables de quelque délit que ce fût et en donnera les noms, les habitudes, les demeures. Sa mission est secrète, il ne la divulguera pas à qui que ce soit. Son traitement est de 4000 l. par an à compter d'aujourd'hui. Il s'adjoindra les citoyens Sergent et Roy, leur traitement sera de 1500 l. par an chacun »¹. Le 3 prairial le Comité autorise Guérin à s'adjoindre deux autres assistants, Legand et Ravis, et augmente les traitements des subordonnés à 2000 l.². Il se trouve dans les rapports du bureau de police pour prairial 7 résumés de rapports de Guérin. Ils ne contiennent rien de sensationnel. Ce sont des dénonciations pour correspondance en chiffres secrets avec les émigrés, des dénonciations contre les habitués des tripots et ceux qui sont soupçonnés d'agiotage ou de spéculation sur les assignats. Le dernier rapport de Guérin qui soit résumé, se trouve dans le rapport du bureau du 24 prairial³. Du mois de messidor nous avons 7 autres rapports de Guérin, et ce sont ceux-là qui contiennent des dénonciations contre les députés. Ils ne sont pas résumés dans les rapports du bureau de police, mais Courtois les publie dans son rapport sur les papiers de Robespierre. Le premier de ces rapports date du 4 messidor⁴.

A la fin de prairial les relations entre les « nouveaux indulgents » et le Comité en étaient venues au point où une crise pouvait surgir à chaque instant. On venait d'assister à une scène violente entre Robespierre et Fouché aux Jacobins⁵ et au conflit aussi violent à la Convention avec Bourdon de l'Oise et Tallien à l'occasion de la loi du 22 prairial⁶. Robespierre a soupçonné Bourdon de l'Oise de vouloir l'assassiner. Dans ses notes sur différents députés il écrit sur Bourdon: « Cet homme se promène sans cesse avec l'air d'un assassin qui médite un crime. Il semble

¹ *AFII* 221 à la date.

² *Ibid.*

³ De tels résumés se trouvent dans *F* 4437, rapport du 4, 7, 8, 15 et 24 (3 articles) prairial.

⁴ *Papiers inédits* t. I, p. 366.

⁵ Voir chap. IV, p. 64.

⁶ Voir ci-dessous chap. IX, p. 178-79.

poursuivi par l'image de l'échafaud et les furies¹. Le 25 prairial Cellier dénonce la conjuration de Lecointre². Le 25 prairial Roch Marcandier était arrêté³. Les tentatives d'assassinat du commencement de prairial n'étaient pas oubliées — le rapport d'Elie Lacoste sur l'affaire ne vient que le 27 prairial⁴.

Les rapports montrent que Guérin et ses agents ont filé les députés Legendre, Thuriot (Th....) Bourdon de l'Oise, Tallien (Ta....) et Léonard Bourdon. Ils les suivent pas à pas, mais ne savent toutefois rien raconter de bien intéressant. Dans le rapport du 4 messidor nous apprenons que Legendre a eu « une grande conversation » d'une demi-heure avec Parein, ex-général de l'armée révolutionnaire et ancien chef de la commission des 7 à Lyon⁵. Le rapport du 10 messidor raconte que Bourdon de l'Oise à la Convention « baillait dans le temps que l'on ap- prenait des nouvelles avantageuses »⁶. Le même jour il avait eu une mystérieuse conférence prolongée avec 6 autres qu'on suppose être des députés⁷. Tallien entre dans le jardin de l'Égalité « toujours regardant d'un côté à l'autre avec un air inquiet ». Dans le rapport du 14 messidor un des agents de Guérin a eu un entretien avec Rambouillet, ci-devant préposé à la surveillance de la police, homme de confiance de Tallien. Il raconte entre autres que Tallien avait placé son secrétaire au Comité de salut public, mais qu'on l'avait congédié le 1^{er} messidor⁸.

Dans le même rapport nous apprenons que Thuriot à la Convention a eu un long entretien avec Charlier, Fouché, Bourdon de l'Oise, Gaston et Bréard. Dans le rapport du 29 messidor l'espion a pu établir des rapports avec les jacobins qui avaient été les hommes de Collot d'Herbois et Fouché à Lyon. Après les excès terroristes du premier temps Fouché change de politique, couvre les modérés et dirige la terreur contre les patriotes locaux appelés « amis de Calier ». L'instrument principal de Fouché était la commission temporaire, dont Marino⁹ était le président,

¹ *Papiers inédits* t. II, p. 20. Le soupçon de Robespierre a probablement été légitime. Sur les projets d'assassinat de Bourdon voir « Souvenirs de M. Berryer 1774-1838 », Doyen des avocats de Paris 1839, p. 228.

² Lecointre p. 191, note 1.

³ Voir chap. VI, p. 137.

⁴ Voir chap. VIII, p. 158.

⁵ *Papiers inédits* t. I, p. 366. Pierre-Mathieu Parein, homme de lettres, vainqueur de la Bastille, chef du bureau du ministère de la guerre, principal-adjudant de Ronsin en Vendée, chef de la commission militaire à Saumur, général de brigade de l'armée révolutionnaire. Voir Chassin: *La Vendée patriotique* t. I, p. 550. Voir sur la commission de 7, Madelin: Fouché p. 34.

⁶ *Papiers inédits* t. I, p. 370.

⁷ *Ibid.* t. I, p. 373.

⁸ *Ibid.* t. I, p. 374.

⁹ Jacques-Jean-Baptiste Marino, peintre en porcelaine, membre de la municipalité en 1792, administrateur de police. Il fut arrêté pour avoir bafoué le conventionnel Pons de Verdon, plus tard compromis dans le procès des « chemises rouges » et exécuté le 29 prairial. Voir Wallon t. III, p. 257-258. *Biographie Moderne* t. II.

et qui était composé de jacobins de Paris, rivalisant avec les amis de Chaliier du pouvoir dans la ville. Le Comité de salut public avait déjà par son arrêté le 7 germinal pris sous sa protection les amis de Chaliier, et interdit leur arrestation¹. Robespierre avait accusé plus tard la commission d'avoir perdu tout courage et tout dévouement, et de persécuter les patriotes. La cause était qu'elle était séduite par « certaines femmes »². L'agent de Guérin peut faire savoir qu'un des anciens membres de la commission, l'ex-prêtre Portalier, a parlé « d'un tas de scélérats, qui entourent Robespierre et qui se disent les amis de Chaliier, voulaient perdre son ami Fouché et la commission temporaire. Qu'en sus il fallait montrer qu'il n'y avait pas un moment à perdre »³.

Nous nous trouvons donc en présence d'un service d'espionnage organisé. Guérin finit par avoir 10 hommes sous ses ordres⁴. Mais cette police secrète a été subordonnée au Comité, et non pas à Robespierre personnellement. Les rapports ont été adressés au Comité. Un grand nombre des rapports s'ouvrent en effet par les mots « citoyens ». Courtois a omis ce trait et une fois il commet directement un faux. Il fait imprimer dans le rapport du 8 messidor « citoyen », tandis que la copie dans les papiers de Robespierre porte « citoyens » — au pluriel⁵.

Il semble que Guérin ait été employé par le Comité de sûreté générale même après la chute de Robespierre. Dans les « Papiers inédits » on trouve imprimée une lettre de Santerre au Comité de sûreté générale, datée le 14 thermidor. Elle commence ainsi: « Deux commissaires, dont l'un se nomme G+++++, sont venus me demander si je pouvais leur indiquer Vincent, mon ancien secrétaire et par suite aux bureaux de l'Etat-Major de Hanriot »⁶. Guérin est toujours dans les rapports désignés par G+++++.

Si les comités avaient considéré Guérin comme le chef d'une police secrète de Robespierre, ils n'auraient sûrement pas manqué de le faire arrêter immédiatement après le 9 thermidor. Mais le mandat d'arrêt n'est lancé que le 27 thermidor⁷, lorsque le vieux Comité de sûreté générale avait été remplacé par un nouveau comité, dominé par les nouveaux indulgents⁸.

¹ Aulard t. XII, p. 217.

² *Moniteur* no. 296.

³ *Papiers inédits* t. I, p. 379-80.

⁴ Voir l'ordre du comité du 1^{er} thermidor sur l'appointement de Guérin et « les dix hommes qu'il occupe pour l'aider dans ces opérations » signé de Couthou. Aulard t. XV, p. 285.

⁵ Nous n'avons pas les originaux. Mais les copies qui sont imprimées dans le rapport de Courtois, se trouvent dans F⁷ 4435, plaque 4. Les rapports du 4, 8, 27, 29 messidor portent tous « citoyens ».

⁶ *Papiers inédits* t. III, p. 179.

⁷ F⁷ 4735.

⁸ Voir A. Mathiez: *La réaction thermidorienne*, Paris 1920, p. 17.

Nous voyons donc que Guérin a adressé ses rapports au Comité entier, et que ces rapports ne contiennent rien qui fasse allusion à la politique personnelle de Robespierre en face des comités. De plus, après le 9 thermidor Guérin passe directement au service du Comité de sûreté générale. Il n'est arrêté qu'au moment où les anciens terroristes ont perdu le pouvoir. Il a été un fonctionnaire au service du Comité comme tel et non pas l'agent personnel de Robespierre.

Le 23 prairial, pendant la discussion sur la loi du 22 prairial à la Convention, Tallien se plaint amèrement d'avoir été suivi la veille par 5 espions. Robespierre le déclare un mensonge et saisit l'occasion pour faire une violente sortie contre Tallien. Billaud-Varenne s'y joint: « L'impudence de Tallien est extrême. Le fait dont il est question s'est passé avant-hier puisque je le savais hier à midi. Les hommes dont a parlé Tallien, sont d'excellents patriotes dont l'un se nomme Jarri »¹. Il s'agit probablement d'Edme-Philippe Jarri, courrier de la guerre et cordelier, qui dépose contre les hébertistes pendant l'instruction de leur procès². Rien n'indique qu'il ait été employé à la police. C'est très probable qu'il ne s'agit pas d'espions, et que le tout est dû à l'imagination surchauffée et aux nerfs excités de Tallien. Mais si d'autre part on s'est servi d'espions envers les députés déjà à ce moment, il est évident que Billaud-Varenne en a eu connaissance aussi.

¹ Moniteur no. 266, au 11.

² Tuetey t. XI, no. 44; Mathiez: Robespierre terroriste p. 71.

CHAPITRE VIII

Le bureau et le Tribunal révolutionnaire.

I.

Les derniers mois précédant thermidor sont la période de la « grande terreur ». La terreur est centralisée à Paris et le Tribunal révolutionnaire, qui d'avril 1793 au 22 prairial condamne à mort 1254 accusés, n'envoie pas moins de 1258 à la guillotine du 22 prairial au 9 thermidor. C'est la période des « amalgames », des « grandes fournées », où des personnes accusées pour des crimes tout différents sont réunies dans le même procès. Le droit d'avoir un défenseur et de produire des témoins est d'abord réduit à une pure forme, enfin abrogé. Sous le poids écrasant du travail l'accusateur public et les juges traitent les affaires d'une manière de plus en plus sommaire, et le verdict du jury devient l'expression d'une appréciation générale. Des erreurs se produisent — un père est condamné au lieu du fils et inversement¹. Il arrive que le tribunal en une seule matinée condamne 60 personnes². Les membres des anciens comités ont évidemment tout intérêt à rejeter sur les « triumvirs » la responsabilité des rapports entre le Comité et le Tribunal révolutionnaire. Ils affirment que Fouquier-Tinville, Dumas et Coffinhal avaient reçu leurs ordres du bureau de police. Il est dit dans la réponse à Lecointre: « Il est notoire que les présidents du Tribunal Révolutionnaire, Dumas et Coffinhal étaient tous les matins à se concerter dans la maison de Robespierre; il est public aujourd'hui que là ces scélérats faisaient leurs listes et concertaient secrètement les mesures qui tendaient à transformer les décrets de la justice nationale en proscriptions arbitraires »³. Dans la réponse à Saladin ils disent: « quand Fouquier-Tinville parle des ordres du Comité de salut public, il est attesté par les pièces mêmes qu'il indique, qu'ils sont sortis du bureau de police général et l'ouvrage par conséquent des membres qui dirigeaient ce bureau, et qui sont toujours Robespierre, Saint-Just et Couthon »⁴.

Dumas et Coffinhal avaient été connus comme les hommes de Robespierre et avaient sombré avec lui. Mais Fouquier-Tinville se défend avec

¹ Wallon t. V, p. 55 et p. 137.

² Ibid. p. 422.

³ L. R. F. XXXIV, p. 73.

⁴ Réponse p. 35.

154

une énergie opiniâtre d'avoir été le complice de Robespierre. Il affirme, comme nous l'avons vu, qu'il s'est toujours adressé au Comité entier, qu'il ne connaissait même pas le domicile de Saint-Just et de Couthon, et qu'il n'a été voir Robespierre qu'une seule fois, à savoir le jour de l'assassina-
de Collot d'Herbois¹. Cette fois il avait même été traité sur un « ton despotique »². Leurs rapports avaient été franchement hostiles. Fouquier s'est plaint de Robespierre 4 mois avant le 9 thermidor à un dîner chez Lecoindre, auquel entre autres Merlin de Thionville assistait³. Il a dit environ une semaine avant le 9 thermidor au député Martel « qu'il fallait nous liquer contre le despotisme de Robespierre pour sauver nos têtes, et que Robespierre l'avait menacé, s'il n'allait pas plus vite en besogne »⁴. Vers le même temps il s'est plaint à Vadier et Voulland⁵. Il avait protesté contre la loi du 22 prairial et prétend qu'il avait voulu se démettre de ses fonctions après le vote de celle-ci⁶. Nous avons vu le conflit surgi entre Robespierre et Fouquier à propos de l'affaire de la « Mère de Dieu ». Vers la même époque on a eu, semble-t-il, l'intention de trouver un autre accusateur public. Le 8 messidor Herman envoie un billet à un juge de sa connaissance avec la prière de « lui indiquer un citoyen propre à remplir les fonctions d'accusateur public que le Comité de salut public m'a chargé de chercher. Prompte réponse »⁷. Mais cette tentative échoue. Fouquier reste dans sa fonction et ne fait aucune difficulté pour expédier Robespierre et ses amis à la guillotine le 10 thermidor.

A l'origine c'est le Comité de sûreté générale qui est le supérieur de Fouquier⁴. Lui-même caractérise ainsi ses rapports avec les 2 comités : « Jusqu'à l'époque du gouvernement révolutionnaire, le tribunal et l'accusateur public n'avaient de rapport avec le Comité de salut public qu'autant qu'ils y étaient mandés. Ils en avaient de plus fréquents avec le Comité de sûreté générale qui est chargé des arrestations et de la police révolutionnaire de la république. Cependant, ils ne se rendaient à ce comité qu'autant qu'ils y étaient mandés également ».

⁴ Mémoire pour A. F. O. Fouquier, ex-accusateur près le tribunal révolutionnaire Lb⁶/1713, p. 1. A. Mathiez: *Fouquier-Tinville et Robespierre dans l'Autour de Robespierre* p. 126-129.

² Voir son interrogatoire au mois de frimaise dans Dunoyer: Fouquier-Tinville, accusateur public près le Tribunal révolutionnaire (1793-95), Paris 1913, p. 253.

⁸ Mathies p. 117, Denoyer p. 179.

⁴ C'est Martel lui-même qui nous l'apprend dans son témoignage dans le procès de Fouquier-Tinville. Mathiez p. 137.

¹ *Mémoire etc.*, Lb^{ms}/1711, p. 5.

* *Procès de Fouquier-Tinville*. Bibl. Nat. 11⁴/:798, p. 56.

² Le billet est publié in extenso par Mathiez, ouvrage cité p. 140. Mais peut-on être sûr que par accusateur public il faut entendre l'accusateur public près le Tribunal révolutionnaire?

* Lorsque Fougère était à la Convention le 21 thermidor il dit expressément que le Comité de sûreté générale était « chargé spécialement de la surveillance du Tribunal révolutionnaire ». *Moniteur* no. 323.

Quinze jours après l'établissement du gouvernement révolutionnaire, il fut mandé au Comité de salut public où Robespierre lui reproche qu'il ne rend pas compte de ce qui se passe au tribunal. Après l'affaire des hébertistes les relations deviennent plus régulières. Les deux premières fois il a été reçu par Robespierre seul, mais plus tard toujours par le comité entier¹. Il se présentait maintenant au Comité de salut public entre 10 et 11 h. du soir, de là il passe au Comité de sûreté générale, que souvent il ne quitte qu'à 2 h. ou encore plus avant dans la nuit².

Le 24 floréal le Comité enjoint à Fouquier-Tinville d'envoyer au commencement de chaque décade une liste des affaires qu'il va présenter au tribunal. La minute est de la main de Robespierre, mais elle est aussi signée par Billaud-Varenne et Couthon⁵. Nous avons conservé plusieurs de ces lettres de Fouquier dans les Archives. L'une d'elle, datée le 20 prairial, est adressée aux « Citoyens composant le Comité de salut public bureau du citoyen Lejeune »⁶. Les autres ne mentionnent pas de bureau particulier. La liste susnommée s'ouvre cependant par « citoyens représentants », par conséquent elle est destinée à tout le comité, bien qu'elle soit expédiée au bureau de police. Le 11 prairial le Comité écrit à Fouquier : « Tu nous enverras le recensement exact des individus condamnés à la peine de mort depuis l'établissement du Tribunal révolutionnaire, tu continueras ainsi cet envoi par décade », signé Billaud-Varenne, Couthon et Robespierre⁷. Dans une autre lettre qui n'est pas datée, mais où il est écrit dans la marge « répondu le 19 prairial », les deux comités réunis demandent une liste de toutes les affaires jugées au tribunal. Cette lettre n'est signée que de Louis et Dubarran⁸. Le 2 thermidor le Comité de sûreté générale exige pour chaque décade une liste alphabétique de tous ceux qui ont été mis en jugement⁹.

Fouquier-Tinville a donc été subordonné aux deux comités et rien n'indique des relations personnelles entre lui et Robespierre.

Mais comment les choses se présentent-elles pour les juges et les jurés? Ce étaient surtout le président Dumas et le vice-président Coffinhal qui sont considérés comme les hommes de Robespierre. Coffinhal joue aussi un rôle important aux côtés de Robespierre le 9 thermidor. C'est lui qui libéra Hanriot, un évènement qui un moment sembla jouer la victoire aux mains de la Commune⁸. Dumas se trouve à la deuxième place sur

¹ Danoyet p. 177.

² Mémoire etc. Lb⁴⁵/1711, p. 1—2.

² Auslard t. XIII, p. 316 d'après AFH 22. Le même arrêté se trouve comme « Extrait du registre » dans F¹ 4436A, plaque 1.

⁴ Saladin p. 109, pièce no. VI — F^o 418, plaque 1.

¹ P¹ 4426A, plaque 1 — corrigé. AFIP² 245.

^c P⁺ 44 mA, plaque I.

1994

² Mathiez, *La Révolution Française* t. III, p. 219.

la « liste des patriotes » de Robespierre, où il est désigné comme « homme énergique et probe, capable des fonctions les plus importantes »¹. Il a plusieurs fois la parole aux Jacobins, toujours au côté de Robespierre. Il était, d'après Fouquier, « l'ennemi mortel de celui-ci ». Fouquier prétend s'être plaint de lui aux comités². Mais peut-on en conclure qu'il y a eu rapports secrets entre Dumas, Coffinhal et Robespierre, que Robespierre de concert avec eux a élaboré des listes de personnes à condamner à mort? Il n'y a aucune preuve concrète. Le seul exemple qui puisse être allégué de tels rapports, est mentionné par Fouquier à propos de la loi du 22 prairial. Fouquier dit en effet, que quelques jours avant le 22 il apprit par Dumas le contenu de la loi³. Nous ne croyons pas cependant que la préparation de la loi était un secret⁴, et dans aucun cas on ne peut traiter de « conspiration » le fait de conférer d'avance avec le président du Tribunal révolutionnaire sur la loi du 22 prairial. De plus il faut avoir présent à l'esprit que Fouquier pour des raisons faciles à comprendre à toute occasion essaie de mettre Dumas en relation avec Robespierre.

D'un autre côté nous trouvons dans les rapports du bureau de police un article qui jette une nouvelle lumière sur ce problème: « Département de Paris, 12 messidor. Dumas, président du Tribunal révolutionnaire, attend de nouveaux ordres pour procéder au jugement de la conspiration ourdie par le fanatisme, dont les pièces sont au Comité de salut public »⁵.

Il n'y a pas de doute qu'il s'agit ici de l'affaire de la « Mère de Dieu ». Si Dumas entretenait des rapports journaliers avec Robespierre, il aurait su que précisément Robespierre — le 8 messidor — après des luttes violentes, avait obtenu l'ajournement de ce procès⁶. Il aurait compris qu'on avait ici à faire à une manœuvre dirigée contre Robespierre, et n'aurait pas, bien entendu, demandé de nouveaux ordres pour procéder au jugement.

Nous rappelons aussi que Robespierre appuie Prost contre Dumas⁷, et que Dumas, de son côté, signa l'ordre d'arrestation contre Guelon, le témoin principal contre Rousselin⁸.

Pour les « triumvirs » il était toujours d'une importance capitale que la terreur était confiée à des mains pures, et ils surveillaient soigneusement le choix des juges et jurés au Tribunal révolutionnaire. Les membres du Comité de sûreté générale se sont plaints, d'après ce que ils avaient dit à Lecointre, de Robespierre qui rejette toute leur liste des nouveaux jurés

¹ Buchez et Roux, t. XXXV, p. 407.

² Voir p. ex. *Moniteur* no. 207, 229, 296.

³ Buchez et Roux t. XXXIV, p. 241. Fleischmann p. 270.

⁴ Buchez et Roux t. XXXIV, p. 370.

⁵ Voir chap. IX, p. 176 sqq.

⁶ F¹ 3821, 24 messidor 1 div.

⁷ Voir chap. VI, p. 133.

⁸ Voir chap. V, p. 87, note 4.

⁹ Voir chap. VI, p. 123.

qui devaient être nommés le 22 prairial¹. D'un des juges, Garnier-Launay, nous avons conservé une lettre adressée à Robespierre qui témoigne de la crainte et du dévouement dévot. Garnier-Launay avait eu la malchance de proposer un « repas civique » dans sa section². Après avoir entendu la critique de Robespierre et de Barère il écrit une lettre contrite: « Je suis tellement oppressé de regrets et de confusion que je n'ai osé paraître à tes yeux hier soir à la société des Jacobins. L'aveu ingénu de mon erreur involontaire et subite me fait espérer avec confiance que tu ne verras en moi que le désir de voir les patriotes fraterniser entre eux... »³.

Parmi les jurés nous trouvons plusieurs des « séides de Robespierre », des jacobins qui entretenaient des relations avec la maison de Duplay et qui accompagnaient Robespierre dans ses promenades — l'imprimeur Nicolas⁴, le luthier Renaudin⁵, le peintre Girard⁶. Trois des autres, Lumière, Desboisseaux et Besnard, furent guillotins le 10 thermidor comme membres de la Commune rebelle⁷. L'hôte et l'ami de Robespierre, Maurice Duplay, était aussi juré. Cela ne veut pas toutefois dire que Robespierre contrôlait personnellement le tribunal. L'acquiescement de Rousselin montre clairement que le tribunal avait gardé son indépendance. Sous le procès de Fouquier-Tinville on ne produit rien tendant à montrer que Robespierre s'immiscerait dans les affaires du tribunal. Maurice Duplay fut acquitté⁸.

Dans la famille de Duplay une tradition était conservée que nous mentionnons parce que nous la croyons caractéristique des idées que les meilleurs d'entre les jacobins se faisaient de leurs devoirs comme fonctionnaires publics. Ernst Hamel la rend ainsi dans son style un peu onctueux: « Robespierre avait trop de sentiment et de respect de la justice pour chercher à exercer la moindre influence sur les votes de son hôte, et celui-ci de son côté était trop rigide et trop pur pour écouter une autre voix que celle de sa conscience. Un soir à table, Robespierre s'était vaguement informé de ce qu'il avait fait au Tribunal révolutionnaire où il avait siégé dans la journée: « Maximilien », lui répondit Duplay, « je ne vous demande jamais ce que vous faites au Comité de salut public » Robespierre comprit la discrétion de son vieil ami, et sans mot dire il lui serra affectueusement la main »⁹.

¹ Lecointre p. 78.

² Voir sur les repas civiques chap. IV, p. 67.

³ Papiers inédits t. I, p. 231.

⁴ Voir « Le vieux Cordelier » no. 5. Buchez et Roux t. XXXI, p. 206.

⁵ Voir le procès de Fouquier-Tinville, Buchez et Roux t. XXXV, p. 97-98.

⁶ W. 500, 1 div. son mémoire justificatif.

⁷ Wallon t. V, p. 423.

⁸ Wallon t. VI, p. 118.

⁹ Hamel t. III, p. 289. Hamel tenait l'anecdote de Philippe Lebas, fils du conventionnel Lebas et la fille de Duplay. Voir aussi Stéphane Poi: *Autour de Robespierre* p. 75.

II.

Si nous examinons « les grandes fournées » du commencement de floréal jusqu'au 9 thermidor, nous trouvons que la plupart des condamnations est due à l'initiative du Comité de sûreté générale, de les représentants en mission ou de l'accusateur public.

C'est ainsi du représentant du peuple Mallarmé que vient l'initiative du grand procès appelé « procès des vierges de Verdun ». Il fit traduire l'ancienne municipalité et un certain nombre de femmes du monde — 9 femmes et 9 jeunes filles — au Tribunal révolutionnaire, pour avoir accueilli avec trop de bienveillance les prussiens pendant l'invasion. Le 5 floréal 35 d'entre eux furent condamnées à mort, dont 12 femmes, entre celles-ci 5 jeunes filles¹. Les 28 fermiers généraux qui furent condamnés à mort le 19 floréal, avaient été traduits devant le Tribunal révolutionnaire en vertu du décret de la Convention du 16². Ce décret fut voté à la suite d'un rapport de Dupin au nom des « Comités de sûreté générale, des finances et de l'examen de comptes réunis ». Ils étaient accusés d'avoir trompé l'état et de s'être procuré des revenus illicites, entre autres d'avoir « introduit dans le tabac de l'eau dans la proportion d'un septième ». Parmi les condamnés se trouvait le chimiste célèbre Lavoisier. Leurs papiers avaient été au Comité de sûreté générale.

Le premier grand procès contre les parlementaires de Paris et de Toulouse, le 1^{er} floréal, qui envoya 24 ex-membres des parlements à l'échafaud, est dû au Comité de sûreté générale. Ils avaient été traduits devant le Tribunal révolutionnaire sur l'ordre de ce comité du 9 germinal³. La principale accusation contre eux était qu'ils avaient en 1789 et en 1790 protesté contre l'abolition des parlements et contre les décrets qui violaient les prérogatives de l'église, de la couronne et de la noblesse⁴.

Le deuxième procès contre les parlementaires le 26 prairial aboutit à 30 nouvelles condamnations à mort. Les chefs d'accusation étaient les mêmes et le procès était dû cette fois aussi à l'initiative du Comité de sûreté générale⁵.

Nous avons déjà mentionné que l'affaire des « chemises rouges » était entièrement aux mains du Comité de sûreté générale⁶. Elle a toutefois été soumise aux délibérations des deux comités. Les arrestations sont ordonnées par le Comité de sûreté générale, les interrogatoires ont été conduits par le même comité, en partie par les juges du tribunal. Il se trouve cependant dans le dossier de l'affaire un document qui semble indiquer que le Comité de salut public est aussi intervenu de son côté dans l'affaire. C'est une « instruction à l'accusateur public du Comité de salut public ».

¹ Wallon t. III, p. 318 sqq.

² Voir Tuetey t. XI, p. 402 sqq.

³ Ibid. t. XI, p. 353.

⁴ Ibid. t. XI, p. 349.

⁵ Ibid.

⁶ Voir chap. VI, p. 137.

On avait réuni dans le même procès les deux tentatives d'assassinat et les intrigues de l'introuvable baron de Batz. Le Comité enjoint à l'accusateur public d'insister sur les projets du baron de Batz pour faire évader la famille royale¹, lui recommande d'omettre quelques points de l'accusation, et ajoute la remarque finale: « surtout les (à savoir les condamnés) faire mettre en robes rouges comme assassins des représentants du peuple »². Ce document est, d'après Emile Campardon, de la main de Héron³. Héron était, comme nous l'avons dit, l'agent du Comité de sûreté générale. La pièce montrerait que l'affaire a été discutée par les deux comités en même temps. Le rapport d'Elie Lacoste à la Convention le 27 prairial est en effet fait au nom des deux comités. Le 29 prairial 34 des accusés furent condamnés et exécutés comme assassins en chemises rouges⁴. Quelques robespierristes ont cru que l'ordre des chemises rouges émanait du Comité de sûreté générale, et que c'était une intrigue pour faire abhorrer Robespierre comme tyran. Mais, d'après le document que nous avons cité ci-dessus, les fameuses chemises rouges seraient dues précisément au Comité de salut public. Rien n'indique toutefois l'intervention personnelle de Robespierre dans l'affaire. Nous trouvons dans ses papiers une lettre d'un frère de Cécile Renault, caporal à l'armée du Nord, arrêté comme soupçonné d'être le complice de sa sœur. Il proteste de son patriotisme et prie Robespierre d'être son avocat⁵. Contrairement aux autres membres de la famille Renault ce frère échappait à la guillotine, et c'est possible que l'intervention personnelle de Robespierre en soit la cause.

Le procès contre la sœur de Louis XVI, Madame Elisabeth, était aussi l'un des grands procès de cette période. Robespierre l'avait défendu auparavant. Hébert et Chaumette avaient exigé sa tête en brumaire⁶. Dans la grande séance aux Jacobins le 1^{er} frimaire où Robespierre jette définitivement le gant aux hébertistes, il la défend indirectement: « A qui persuadera-t-on que la punition de la méprisable sœur de Capet imposera plus à nos ennemis que celle de Capet lui-même et de sa criminelle compagne? »⁷. Beaulieu, un écrivain royaliste, détenu pendant la terreur, mais qui survécut à thermidor, raconte dans ses mémoires une anecdote qu'il tient du libraire Maret, dont la librairie près du Palais Royal était une espèce de bureau de nouvelles. Le jour où Madame Elisabeth fut condamnée, Robespierre avait demandé à Maret ce qu'on disait dans la ville. Maret avait répondu qu'on regrettait qu'on envoyât à l'échafaud l'innocente et vertueuse Madame Elisabeth. Robespierre avait dénié d'être

¹ Wallon t. IV, p. 246.

² Tuetey t. XI, p. 667.

³ Wallon t. IV, p. 247, note 1.

⁴ Ibid. t. IV, p. 251 sqq.

⁵ Papiers inédits t. I, p. 196.

⁶ Hamel t. III, p. 222.

⁷ Ibid. t. III, p. 232.

l'auteur de la mort de Madame Elisabeth. C'était « le scélérat de Collet d'Herbois qui l'avait exigée »¹. C'est possible que cette anecdote contienne un principe de vérité. Beaulieu était réactionnaire et n'avait aucun intérêt à inventer une telle anecdote. Nous savons aussi que, selon les bruits qui couraient après thermidor, Robespierre avait l'intention d'épouser Madame Elisabeth². Il n'y a en tout cas aucune raison de croire que Robespierre ait voulu forcer le procès d'Elisabeth.

III.

Pour les procès que nous venons de citer, il est évident que le Comité de salut public et Robespierre sont sans responsabilité directe.

Le problème est plus compliqué quand nous passons aux procès qui exigeaient le plus grand nombre de vies — les conspirations de prisons. Toute la terreur est dominée par le spectre des soulèvements des prisons. Comme on sait, c'était la peur que les contre-révolutionnaires ne forcent la sortie des prisons pour égorger les femmes et les enfants des patriotes au front, qui provoqua les massacres de septembre en 1792. Les hébertistes nourrissaient au printemps 1794 des plans d'un épurement des prisons d'une manière semblable³.

Sous le procès des étonnistes les Comités reçoivent une dénonciation annonçant que l'ami de Camille Desmoulins, le général royaliste Dillon, la femme de Desmoulins et les deux Grammont qui avaient été des hébertistes, projetaient un soulèvement général dans les prisons afin de libérer les accusés et de renverser les comités de gouvernement. C'est probable que cette dénonciation repose sur une base réelle⁴. La loi du 27 germinal transférait les contre-révolutionnaires de toute la France au Tribunal révolutionnaire à Paris. C'est pourquoi le nombre des détenus malgré les condamnations allait toujours en croissant. Le 10 floréal il y avait à Paris 6921 détenus, distribués en 40 maisons d'arrêt. Le 23 prairial le nombre était monté à 7321, le 10 thermidor à 7800⁵.

Les prisons étaient comblées⁶ et le traitement des prisonniers devenait dans les derniers mois toujours plus dur. Les intrigues souterraines

rendaient en même temps les comités nerveux. Ils n'avaient pas de garde armée permanente, mais devaient se fier à la garde nationale de Paris, qui dépendait de l'opinion de la ville, et qu'il fallait d'abord convoquer. Un soulèvement subit et général mettrait les comités dans une situation très difficile.

Voilà l'état des choses qui fait comprendre les grands procès de conspirations de prison. Dans toutes les grandes prisons, on trouvait des prisonniers, qui voulaient améliorer leur état, collaborer avec des fonctionnaires zélés en vue d'élaborer des listes de proscriptions de « conspirateurs » qui furent envoyés à l'échafaud. Ces procès coûtent la vie à 353 prisonniers. Il y eut probablement parmi les prisonniers des grandes prisons une anxiété facile à comprendre, et dans deux d'entre elles il y a eu, à ce qu'il paraît, des projets d'évasion⁷. Mais sous le procès de Fouquier-Tinville, lorsque les « moutons » de prisons à leur tour étaient sur le banc des accusés, ils ne réussissent pas à donner l'ombre d'une preuve qu'il y a eu réellement une conspiration organisée.

Dans quelle mesure la responsabilité de ces tueries retombe-t-elle sur les comités de gouvernement ou sur Robespierre, Saint-Just et Couthon seuls? La première conspiration, celle de Bicêtre, est inventée par Valagnos, un ancien peintre, membre du comité révolutionnaire de Châlons, condamné à 12 ans de fers pour avoir prévariqué dans ses fonctions. Il envoya deux lettres de dénonciation à l'occasion d'un projet d'évasion de ses codétenus⁸. La deuxième est transmise au Comité de salut public, où elle passe par le bureau de police pour être résumée dans le rapport du bureau du 14 prairial. Le 19 prairial le Comité expédie l'affaire à Herman. La lettre à Herman est signée de Robespierre et Barère⁹. Le 25 prairial le Comité donne l'ordre de traduire les dénoncés de Bicêtre devant le Tribunal révolutionnaire, et donne à la commission de l'administration civiles le pouvoir d'y traduire tous ceux que les recherches ultérieures rendent suspectes d'avoir pris part au même complot. Nous n'avons pas la minute de cet ordre, mais l'Extrait du Régistre est signé Barère, Robespierre, Robert Lindet, Fouquier, et l'adjoint de Herman, Lanne, ont procédé à un interrogatoire dans la prison de Bicêtre¹⁰. Le résultat est que 37 accusés sont condamnés le 28 prairial. Le 8 messidor suivent encore 36, traduits en vertu d'un arrêté de la commission de l'administration civiles¹¹.

¹ Pour les conspirations de prison nous renvoyons au dossier de Fouquier-Tinville W. 500, W. 499, F. 4435 plaque 2, les dépositions dans le procès de Fouquier-Tinville dans Buchez et Roux t. XXXIV-XXXV, et l'exposition dans Wallon t. IV-V. Wallon donne la liste des accusés et le résultat des procès, et nous renvoyons une fois pour toutes à lui pour ces chiffres. Voir aussi le livre d'Alphonse Dunoyer sur Fouquier-Tinville.

² Wallon t. IV, p. 269. Buchez et Roux t. XXXIV, p. 429.

³ Buchez et Roux t. XXXIV, p. 430.

⁴ Wallon t. IV, p. 270.

⁵ Saladin p. 163.

Vid.-Akad. Skr. II. H.-F. Kl. 1930. No. 6.

Bicêtre était un dépôt pour condamnés de droit commun, et la majorité des condamnés étaient des criminels qui attendaient le départ pour les galères. Ils étaient accusés d'avoir voulu désarmer les gardiens, « forcer les portes et aller poignarder les membres des Comités de salut public et de sûreté générale de la Convention, de leur arracher les cœurs, les griller et les manger, et faire mourir les plus marquants dans un tonneau garni de pointes »¹. Le tout se réduit probablement à un projet d'évasion.

Ensuite, c'est le tour du Luxembourg, la plus grande et la plus célèbre des prisons politiques. L'initiative est prise par Herman et les recherches sont étendues aux autres prisons. Le 3 messidor il envoie un rapport où il est dit: « Il serait possible de connaître ceux qui dans chaque prison servaient et devaient servir les diverses factions, les diverses conjurations; qui dans ce moment même ne peuvent contenir leur rage ni s'empêcher de prononcer tout ce qu'ils sont: il faudrait peut-être purger dans un instant les prisons et débayer le sol de la liberté de ces immondices, de ces rebuts de l'humanité; justice serait faite, et il serait plus facile d'établir l'ordre dans les prisons. La commission demande à être autorisée de faire ces recherches pour en donner ensuite le résultat au Comité de salut public; en conséquence, elle vous propose l'arrêté suivant: « Le Comité de salut public charge la commission des administrations civiles, police et tribunaux de rechercher dans les prisons de Paris ceux qui ont particulièrement trempé dans les diverses conjurations que la Convention Nationale a anéanties, et dont elle a puni les chefs; ceux qui dans les prisons étaient les affiliés, les agents de ces factions et conjurations, et qui devaient être les auteurs de scènes tant de fois projetées pour le massacre des patriotes et la ruine de la liberté, pour en faire son rapport au Comité dans un court délai. La charge en outre de prendre de concert avec l'administration² de police tous les moyens d'établir l'ordre dans les prisons ». Signé Herman.

En bas on lit « approuvé », suivent les signatures de Robespierre, Billaud-Varenne, B. Barère³. L'arrêté du Comité est du 7 messidor, et l'extrait du registre est signé de Billaud-Varenne, B. Barère et Robert Lindet. L'arrêté est enregistré dans le registre du bureau de police⁴.

C'est cet arrêté qui est le point de départ des proscriptions sanglantes du Luxembourg. Lanne se rend au Luxembourg, et avec l'aide de différents prisonniers, un guichetier et le concierge, une liste contenant 159 noms est dressée. Dans son rapport au Comité de salut public la commission caractérise ces 159 comme les « agents intimes » de Dillon et ses complices. Ils ont regretté de n'avoir pu assassiner les patriotes et se sont plaints des victoires des armées révolutionnaires. Ils sont aristocrates et

¹ Dunoyer p. 96.

² Il s'agit des administrateurs de police de la commune. La municipalité avait particulièrement comme tâche la surveillance des prisons.

³ Saladin p. 135 — F^o 4435.

⁴ Aulard t. XIV, p. 518. Enreg. AFI^o 221.

se servent des titres de l'ancien régime dans leur conversation¹. Sur la proposition de la commission ces 159 sont traduits devant le Tribunal révolutionnaire. Nous n'avons pas conservé d'arrêté formel ordonnant cette traduction. La liste des 159 se trouve en deux exemplaires — un exemplaire dans le rapport de Lanne² et un autre signé de Saint-Just³. Au premier la note suivante est ajoutée de la main d'un bureaucrate: « on observe que cet arrêté n'a pas été signé et qu'on a seulement donné la liste de ces détenus à Fouquier-Tinville ». Le Comité prend le 17, le même jour qu'il reçoit le rapport, une décision qui rend superflue une signature de la liste. Cet arrêté charge la commission de l'administrations civiles de faire chaque jour un rapport à l'accusateur public sur la conduite des détenus, et ajoute que « le Tribunal révolutionnaire sera tenu, conformément à la loi, de juger dans les 24 heures ceux qui auraient tenté la révolte et auraient excité à la fermentation ». Il est signé de Saint-Just, Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, et écrit de la main de Saint-Just⁴. La liste des 159 a cependant été connue par tout le Comité. Le 18 Fouquier annonce qu'il veut le lendemain mettre en jugement « les conspirateurs de la maison de Luxembourg, dénommés dans la liste qui m'a été remise ce matin par le citoyen Pierre »⁵. Or, Pierre était le secrétaire général de tout le Comité, et n'avait rien à faire avec le bureau de police⁶.

Fouquier et les anciens membres du Comité affirment qu'à l'origine on avait eu l'intention de juger tous les 159 en une fois, et que Dumas à cet effet avait fait dresser « un échafaudage énorme » dans la salle du tribunal. Fouquier était cependant le soir du 18 au Comité et, comme résultat des délibérations, on décida de distribuer les accusés sur 3 journées, le 19, le 20 et le 22 messidor. Fouquier et les anciens membres s'attribuent également l'honneur de ce résultat. Le point intéressant est cependant qu'il découle des deux exposés que Fouquier a conféré avec le Comité entier dans le local de celui-ci, et non seulement avec Saint-Just qui à ce moment était chargé du bureau de police⁷. Des 159, 60 furent condamnés le 19 messidor, 48 le 21, et 38 le 22. Le 4 thermidor on jugea une nouvelle journée du Luxembourg. Des 28 accusés, 25 furent condamnés. La plupart des condamnés étaient aristocrates et ennemis de la révolution. Mais il n'y avait rien qui justifiait le soupçon d'une conspiration réelle.

¹ Saladin p. 164.

² Saladin p. 164 — F^o 4436 A.

³ F^o 4435.

⁴ F^o 4436 A plaque 8 — enregistré AFI^o 221^o. Il y a erreur lorsque Aulard t. XIV, p. 730 le donne comme étant de la main de Barère.

⁵ F^o 4436 A plaque 1.

⁶ Voir AFI^o 223 A carton 188.

⁷ Voir Fouquier à la Convention le 21 thermidor dans le Moniteur du 23, son interrogatoire du 1^{er} frimaire dans Dunoyer p. 265. Réponse p. 50, l'intervention de Billaud-Varenne à la Convention le 13 fructidor, Moniteur no. 246, an II.

Bicêtre était un dépôt pour condamnés de droit commun, et la majorité des condamnés étaient des criminels qui attendaient le départ pour les galères. Ils étaient accusés d'avoir voulu désarmer les gardiens, « forcer les portes et aller poignarder les membres des Comités de salut public et de sûreté générale de la Convention, de leur arracher les cœurs, les griller et les manger, et faire mourir les plus marquants dans un tonneau garni de pointes »¹. Le tout se réduit probablement à un projet d'évasion.

Ensuite, c'est le tour du Luxembourg, la plus grande et la plus célèbre des prisons politiques. L'initiative est prise par Herman et les recherches sont étendues aux autres prisons. Le 3 messidor il envoie un rapport où il est dit: « Il serait possible de connaître ceux qui dans chaque prison servaient et devaient servir les diverses factions, les diverses conjurations; qui dans ce moment même ne peuvent contenir leur rage ni s'empêcher de prononcer tout ce qu'ils sont: il faudrait peut-être purger dans un instant les prisons et débayer le sol de la liberté de ces immondices, de ces rebuts de l'humanité; justice serait faite, et il serait plus facile d'établir l'ordre dans les prisons. La commission demande à être autorisée de faire ces recherches pour en donner ensuite le résultat au Comité de salut public; en conséquence, elle vous propose l'arrêté suivant: « Le Comité de salut public charge la commission des administrations civiles, police et tribunaux de rechercher dans les prisons de Paris ceux qui ont particulièrement trempé dans les diverses conjurations que la Convention Nationale a anéanties, et dont elle a puni les chefs; ceux qui dans les prisons étaient les affiliés, les agents de ces factions et conjurations, et qui devaient être les auteurs de scènes tant de fois projetées pour le massacre des patriotes et la ruine de la liberté, pour en faire son rapport au Comité dans un court délai. La charge en outre de prendre de concert avec l'administration² de police tous les moyens d'établir l'ordre dans les prisons ». Signé Herman.

En bas on lit « approuvé », suivent les signatures de Robespierre, Billaud-Varenne, B. Barère³. L'arrêté du Comité est du 7 messidor, et l'extrait du registre est signé de Billaud-Varenne, B. Barère et Robert Lindet. L'arrêté est enregistré dans le registre du bureau de police⁴.

C'est cet arrêté qui est le point de départ des proscriptions sanglantes du Luxembourg. Lanne se rend au Luxembourg, et avec l'aide de différents prisonniers, un guichetier et le concierge, une liste contenant 159 noms est dressée. Dans son rapport au Comité de salut public la commission caractérise ces 159 comme les « agents intimes » de Dillon et ses complices. Ils ont regretté de n'avoir pu assassiner les patriotes et se sont plaints des victoires des armées révolutionnaires. Ils sont aristocrates et

¹ Dunoyer p. 96.

² Il s'agit des administrateurs de police de la commune. La municipalité avait particulièrement comme tâche la surveillance des prisons.

³ Saladin p. 135 — F^o 4435.

⁴ Aulard t. XIV, p. 518. Enrég. AFH^o 221.

se servent des titres de l'ancien régime dans leur conversation¹. Sur la proposition de la commission ces 159 sont traduits devant le Tribunal révolutionnaire. Nous n'avons pas conservé d'arrêté formel ordonnant cette traduction. La liste des 159 se trouve en deux exemplaires — un exemplaire dans le rapport de Lanne² et un autre signé de Saint-Just³. Au premier la note suivante est ajoutée de la main d'un bureaucrate: « on observe que cet arrêté n'a pas été signé et qu'on a seulement donné la liste de ces détenus à Fouquier-Tinville ». Le Comité prend le 17, le même jour qu'il reçoit le rapport, une décision qui rend superflue une signature de la liste. Cet arrêté charge la commission de l'administrations civiles de faire chaque jour un rapport à l'accusateur public sur la conduite des détenus, et ajoute que « le Tribunal révolutionnaire sera tenu, conformément à la loi, de juger dans les 24 heures ceux qui auraient tenté la révolte et auraient excité à la fermentation ». Il est signé de Saint-Just, Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, et écrit de la main de Saint-Just⁴. La liste des 159 a cependant été connue par tout le Comité. Le 18 Fouquier annonce qu'il veut le lendemain mettre en jugement « les conspirateurs de la maison de Luxembourg, dénommés dans la liste qui m'a été remise ce matin par le citoyen Pierre »⁵. Or, Pierre était le secrétaire général de tout le Comité, et n'avait rien à faire avec le bureau de police⁶.

Fouquier et les anciens membres du Comité affirment qu'à l'origine on avait eu l'intention de juger tous les 159 en une fois, et que Dumas à cet effet avait fait dresser « un échafaudage énorme » dans la salle du tribunal. Fouquier était cependant le soir du 18 au Comité et, comme résultat des délibérations, on décida de distribuer les accusés sur 3 journées, le 19, le 20 et le 22 messidor. Fouquier et les anciens membres s'attribuent également l'honneur de ce résultat. Le point intéressant est cependant qu'il découle des deux exposés que Fouquier a conféré avec le Comité entier dans le local de celui-ci, et non seulement avec Saint-Just qui à ce moment était chargé du bureau de police⁷. Des 159, 60 furent condamnés le 19 messidor, 48 le 21, et 38 le 22. Le 4 thermidor on jugea une nouvelle journée du Luxembourg. Des 28 accusés, 25 furent condamnés. La plupart des condamnés étaient aristocrates et ennemis de la révolution. Mais il n'y avait rien qui justifiait le soupçon d'une conspiration réelle.

¹ Saladin p. 164.

² Saladin p. 164 — F^o 4436 A.

³ F^o 4435.

⁴ F^o 4436 A plaque 8 — enregistré AFH 221^o. Il y a erreur lorsque Aulard t. XIV, p. 730 le donne comme étant de la main de Barère.

⁵ F^o 4436 A plaque 1.

⁶ Voir AFH 223 A carton 188.

⁷ Voir Fouquier à la Convention le 21 thermidor dans le Moniteur du 23, son interrogatoire du 1^{er} frimaire dans Dunoyer p. 265. Réponse p. 50, l'intervention de Billaud-Varenne à la Convention le 13 fructidor, Moniteur no. 246, an II.

Le 5 thermidor on condamne une fournaise de 49 des Carmes. Ici un projet d'évasion semble avoir existé — quelques prisonniers avaient trouvé une corde dans le clocher et voulaient en faire une échelle afin de s'évader. On avait en outre quelques dénonciations pour propos inciviques, surtout contre un chirurgien qui avait injurié Robespierre, le Comité de salut public et la Convention¹. Ce chirurgien se tue d'ailleurs avant le procès en sautant d'une fenêtre. C'étaient deux administrateurs de la police de la commune qui menaient ces recherches et leur rapport est adressé au Comité de sûreté générale². Mais l'ordre de traduction est du Comité de salut public. Il est marqué « bureau de la surveillance administrative et de la police générale » et signé pour extrait de Saint-Just, Couthon, Carnot, Billaud-Varenne et Collot d'Herbois³.

Enfin suivent les trois fournaies de la prison de Saint-Lazare — 25 accusés le 6 thermidor, 26 le 7 et 25 le 8⁴. Les recherches sont ici conduites par Lanne et les administrateurs de police, mais l'ordre de traduction est du Comité de salut public⁵. Si on peut en croire les témoins, un projet d'évasion a aussi cette fois existé.

Les conspirations de prison furent au Tribunal révolutionnaire maniées selon la loi du 22 prairial⁶. On n'essayait pas de prouver que les accusés étaient coupables du crime dont ils étaient accusés. On se contentait d'essayer de montrer qu'ils étaient des contre-révolutionnaires. L'accusé fut interrogé s'il connaissait la conspiration. La réponse était naturellement négative, mais le président reprenait en demandant p. ex. : « Es-tu prêtre ? » ou « Es-tu noble ? » et passait rapidement au suivant⁷.

En nivôse an III, l'ex-président de la commission populaire, le menuisier Trinchard⁸, fait une déposition au Comité de sûreté générale, qui montrerait la manière dont ces listes étaient examinées au Comité de salut public. Trinchard avait communiqué avec l'ex-président de la section Châlier, Guillemain, et celui-ci s'était adressé au Comité de sûreté générale, qui ensuite procéda à l'interrogatoire de Guillemain et Trinchard tous deux.

¹ Saladin p. 173.

² Saladin p. 183. Parmi les traduits se trouve le général et ex-constituant Alexandre Bouharnais.

³ Saladin p. 183 — F⁴ 4436 A.

⁴ Dans la fournaise du 7 thermidor nous trouvons entre autres le poète André Chénier. Voir Wallon t. V, p. 100.

⁵ F⁴ 4435 plaque 2.

⁶ Voir chap. IX.

⁷ On se fonde ici sur les dépositions à charge dans le procès de Fouquier-Tinville, évidemment partiales. Elles sont cependant d'accord et la réponse des accusés est si faible qu'il faut pouvoir faire fond sur elles. Fouquier se borne à rejeter la responsabilité sur la loi du 22 prairial et sur Dumas.

⁸ Voir sur Trinchard, Alphonse Dunois: Deux jurés au Tribunal révolutionnaire, Vilate « le petit maître », Trinchard « l'homme de la nature », Paris 1910.

Les deux dépositions s'accordent sur les points principaux¹. Trinchard raconte que lui et son collègue Soubleyras² s'étaient rendus au Comité de salut public à l'occasion des commissions populaires, qu'ils entrèrent dans la salle où le Comité tient ses séances, et y trouvèrent le citoyen Lane (sic!) adjoint de la commission civile, police et tribunaux, que le dit Lane parlait à Saint-Just, et tenait en ce moment une liste à la main, que Saint-Just jeta un coup d'œil dessus, signa en souriant; et la passa ensuite à Billaud-Varenne qui la regarda et dit: « Je le veux bien », et la signa; que cette manière de signer sans entendre aucun motif de ce que contenait la liste dont était porteur le citoyen Lane, lui fit présumer que cette liste pouvait avoir rapport aux prisons³.

Trinchard dit lui-même que ceci se passa au commencement de thermidor, mais il a en même temps sans doute eu en vue la première conspiration du Luxembourg. Il dit en effet au courant de la même déposition qu'il reçut la même nuit une lettre contenant une liste de Fouquier-Tinville. Or, cette lettre est publiée par Saladin. Elle est datée la nuit du 18 au 19 messidor et demande à la commission populaire les pièces à charge et à décharge des dénoncés de conspiration⁴. D'un autre côté Trinchard dit qu'il a parlé avec Soubleyras à la même occasion surtout du rapport de Barère où celui-ci dit que « le Comité avait pris de mesures que dans deux mois les prisons fussent évacuées ». Mais ceci est une allusion au rapport de Barère du 4 thermidor⁵. Trinchard semble donc confondre deux entrevues avec le Comité de salut public, et déjà ce fait rend extrêmement suspect tout son exposé dramatique. Trinchard voulait avant tout sauver sa tête. Il veut faire croire à une opposition entre Saint-Just et les commissions populaires. Il tâche en même temps de compromettre Billaud-Varenne qui depuis longtemps était en disgrâce auprès de la réaction dominante. Dans le cas même où nous tenons compte de ceci, il n'en reste pas moins une observation intéressante à faire: la liste de proscription a été soumise au Comité entier, non pas au seul bureau de police. Les anciens membres du Comité ne renient pas dans leur défense

¹ Voir les interrogatoires de Guillemain et Trinchard. Saladin pièce no. VIII, p. 110-109.

² Soubleyras était président de l'autre commission populaire à Paris, Aulard t. XIII, p. 512.

³ Saladin p. 114.

⁴ Saladin p. 115. Voir aussi la déposition de Soubleyras le 12 brumaire an III. Dunois p. 240.

⁵ Ibid. Trinchard a lui-même donné ce tour dramatique aux paroles de Barère. Barère dit: « mais les mesures que les 2 comités ont prises hier pour faire juger dans peu de temps les ennemis du peuple qui sont détenus dans toute la République, vont être en activité ». Il fait sans doute allusion aux commissions populaires. — *Moniteur* nr. 306. Wallon rapporte le scène entre Trinchard et le Comité aux conspirations au commencement de thermidor, plutôt celles des Carmes (t. V, p. 91). Mais tout le rapport ultérieur de Trinchard indique la conspiration du Luxembourg.

que Trinchard a été au Comité. Ils prétendent que la liste qui fut signée a bien pu être une liste de fonctionnaires publics!¹

Les anciens membres du Comité se bornent d'ailleurs à l'occasion des conspirations à renvoyer au bureau de police². Nous avons cependant montré que si les pièces concernant ces affaires selon toute probabilité ont été reçues et expédiées par le bureau, elles ont été connues et discutées par tout le Comité. La responsabilité retombe sur les dénonciateurs et avant tout sur la commission de l'administrations civiles, Herman, et son adjoint Lanne. Herman était originaire d'Arras, où il avait été président du Tribunal Criminel. Ensuite il avait été nommé président du Tribunal révolutionnaire, et avait comme tel siégé dans tous les grands procès — contre les girondins, contre Marie-Antoinette, contre les deux « factions ». On sait que Robespierre l'estimait beaucoup. Il est le premier sur la liste de patriotes: « Herman, homme éclairé et probe, capable des premiers emplois »³. Herman affirme cependant et dans son interrogatoire et dans ses mémoires justificatifs qu'il n'y avait jamais eu des rapports personnels entre Robespierre et lui. « J'affirme que durant 8 mois que j'ai été dans ce tribunal, je ne suis allé que deux fois chez Robespierre quoiqu'il fût de la même ville que moi, quoique je l'eusse rencontré quelquefois à Arras sans être lié avec lui. Ce ne fut qu'après trois mois de séjour à Paris que j'y allai pour la première fois. Durant les 4 mois que j'ai été commissaire des administrations civiles, quoique je fusse voisin de la maison où habitait Robespierre, je suis allé trois fois chez lui par occasion et parce que l'on m'y a mené, mais je jure que jamais un mot confidentiel n'a été dit »⁴. Herman le dit bien entendu pour sa défense. Mais rien n'a été produit ni sous son procès⁵, ni d'une autre manière qui infirme son assertion. Il n'y a pas trace d'une correspondance privée entre Robespierre et Herman. Herman n'a pas seulement été en contact régulier avec Robespierre, Saint-Just et Couthon qui étaient chargés du bureau de police, mais aussi, et probablement davantage, avec Collot d'Herbois et Billaud-Varenne qui étaient chargés du bureau de la surveillance de l'exécution des lois⁶. Lanne avait été l'ami de Lebas⁷. Rien

¹ Réponse p. 52.

² Ibid. p. 96.

³ Buchez et Roux t. XXXV, p. 407.

⁴ Mémoire justificatif pour le citoyen Herman p. 2. Voir p. 41, note 1.

⁵ Herman et Lanne furent tous les deux condamnés à mort avec Fouquier-Tinville.

⁶ L'arrêté qui nomme Herman ministre de l'Intérieur est de la main de Collot d'Herbois (Andard t. XII, p. 436). Dans son « Journal » nous trouvons la note suivante datée le 12 floréal: « Adresser à Billaud-Varenne, chargé, m'a-t-on dit, de la surveillance de la commission, mon compte journalier pour me mettre au courant. » B K²/22.

⁷ Voir la lettre de Lebas à sa femme du 27 floréal an II dans Buchez et Roux t. XXXV, p. 361. Lanne avait été témoin pour l'acte civil de la naissance de l'enfant de Lebas. Marie-Esmanuel-Joseph Lanne avait été procureur syndic de Saint Pol, lieu d'origine de Lebas.

n'indique ici non plus des relations personnelles avec les triumvirs. Ni Herman ni Lanne ne prirent part à l'insurrection du 9 thermidor.

Ce n'est pas notre tâche de rendre un jugement moral sur les fonctionnaires de la terreur. Le jugement de la postérité repose essentiellement sur le procès de Fouquier-Tinville, qui était avant tout la grande revanche des anciens dantonistes. Quoique maintenant « l'opinion publique » fût dirigée par eux, quoi que le tribunal fût organisé de nouveau et purgé de tous les anciens révolutionnaires, on fut obligé d'acquitter un grand nombre des accusés¹. Un homme de la trempe de Herman a forcé le respect moral de ses plus violents ennemis. Sur la plupart des accusés il y avait aussi des dépositions favorables. On n'avance que des exemples peu nombreux et bien douteux de cruauté ou brutalité personnelles. On peut faire abstraction de Dumas et Coffinhal qui par tous furent dépeints comme des « brutes sanguinaires ». Mais ces derniers avaient sombré avec Robespierre et ne pouvaient se défendre. Même dans leur cas, on n'était pas capable de nommer un seul exemple de corruption. Et quelles n'étaient pas les tentations de ces hommes qui disposaient à leur gré de la vie et de la mort.

¹ Buchez et Roux t. XXXV, p. 146. Sur les 31 accusés 15 furent acquittés.

CHAPITRE IX

Le bureau et les lois révolutionnaires.

I.

Nous avons vu le rôle essentiel que Robespierre et Saint-Just avaient voulu donner aux commissions populaires. Celles-ci furent immédiatement sabotées et les anciens membres du Comité se vantent de les avoir empêchées d'entrer en vigueur¹. Nous renvoyons d'ailleurs pour ces commissions à l'étude de M. Mathiez², et nous nous contentons ici d'étudier la question de leur rapport avec le bureau de police et le Comité de salut public.

Il semble que Barère et Billaud-Varenne et probablement aussi Collot d'Herbois aient été partisans des lois de ventôse. Barère y fait allusion dans son rapport du 16 ventôse contre les hébertistes³. Le 1^{er} floréal Billaud-Varenne donne indirectement son adhésion au nouveau programme social: « Il faut une action forte, une impulsion vigoureuse propre à développer les vertus civiques et à comprimer les passions et la cupidité inciviques. Citoyens, l'inflexible austérité de Lycurge devint à Sparte la base inébranlable de la République, le caractère faible et confiant de Solon replongea Athènes dans l'esclavage. Ce parallèle renferme toute la science du gouvernement ». Sur la proposition de Billaud, la Convention décréta: « La Convention appuyée sur les vertus du peuple français fera triompher la République démocratique »⁴.

On avait établi un bureau spécial de détenus pour recevoir les tableaux de comités révolutionnaires, et ce bureau était subordonné aux deux comités du gouvernement. Nous ne savons pas lesquels des membres des deux comités étaient chargés de ce travail. Mais c'est Barère qui dans son rapport sur le livre de la bienfaisance le 22 floréal renseigne la Convention des progrès du travail. « Déjà les Comités de sûreté générale et de salut public ont reçu en vertu des décrets du 9 et du 13 ventôse environ 40 000 décisions des comités révolutionnaires »⁵.

¹ Réponse p. 89. La Rév. Fr. t. XXXIV, p. 176.

² Ann. hist. de la Rév. Fr. mai-juin 1928.

³ Mathiez, article cité p. 204.

⁴ Ibid. p. 211.

⁵ Ibid. p. 212.

Le 24 floréal les deux comités nomment la première commission populaire. Elle devait procurer des renseignements exacts sur tous les détenus à Paris. S'il y avait entre eux des patriotes, on devait en dresser la liste et l'expédier aux comités. Les autres devaient être traduits devant le Tribunal révolutionnaire. On insiste sur la responsabilité morale des membres de la commission. « Ils vivront dans cet isolement salutaire qui concilie aux juges le respect et la confiance publique, et qui est le plus sûr garant de l'intégrité des jugements. Ils repousseront toutes sollicitations et fuiront toutes les relations particulières qui peuvent influencer les consciences et affaiblir l'énergie des défenseurs de la liberté ». Cet arrêté est de la main de Billaud-Varenne et a été expédié par le bureau de la surveillance les lois⁶.

Le président de cette commission fut le menuisier Trinchart, ancien juré au Tribunal révolutionnaire. Le lendemain une nouvelle commission est nommée dont le président fut Soubleyras, vice-président au Tribunal révolutionnaire. Cette commission a pour tâche de faire « le recensement de tous les gens suspects à déporter ». L'arrêté est signé d'Elie Lacoste, Robespierre, Couthon, Dubarran et Vadier⁷. Le même jour le Comité de salut public arrête que les commissions rendront compte chaque jour de leur travail au Comité de salut public⁸. Le 28 floréal Herman dresse une série de questions qu'il expédie au Comité, concernant l'organisation des commissions. Robespierre répond à chaque question dans la marge, et sur ce fondement un règlement est voté le 3 prairial⁹.

Dans leur réponse à Lecoindre les anciens membres des comités disent que les commissions ne furent organisées que sur « les instances fréquentes de Saint-Just »¹⁰. Ceci est en tout cas un mensonge, comme Saint-Just à cette époque est aux armées. Robespierre s'est sans doute beaucoup intéressé à ces commissions. Mais les comités n'ont pas été tenus à l'écart, et Billaud-Varenne paraît en tout cas vers cette époque avoir donné son adhésion aux commissions. Les commissions avaient des difficultés à commencer leur travail. Dans l'interrogatoire de nivôse an III, que nous avons mentionné¹¹, Trinchart invente une opposition entre les commissions et Saint-Just. Selon Trinchart, les commissions avaient reçu une lettre

⁶ Aulard t. XIII, p. 484, signé Billaud-Varenne, Voulland, Robespierre, Barère, C. A. Prieur, Couthon, Amar, Elie Lacoste, Louis du Bas-Rhin, Dubarran, Gr. Jagot, Carnot, Vadier.

⁷ Aulard t. XIII, p. 513.

⁸ Aulard t. XIII, p. 516. La minute, écrite de la main de Robespierre et signée de Couthon, Billaud-Varenne et Robespierre, se trouve dans AFH 25, un extrait signé de C. A. Prieur, Billaud-Varenne et Robespierre dans F⁷ 4436.

⁹ Voir la lettre de Herman avec les questions et les notes de Robespierre F⁷ 4436A, plaque 1. L'arrêté du Comité dans Aulard t. XIII, p. 665 d'après F⁷ 4438 — euré. AFH² 221 à la date. La lettre de Herman est résumée dans F⁷ 4437, rapport 29 floréal.

¹⁰ La Rév. Fr. t. XXXIV, p. 176.

¹¹ Voir ci-dessus p. 164.

du Comité et « il se rappelle que cette lettre portait en substance de la part du Comité de salut public son indignation de ce que la commission n'allait pas ». Cette lettre était signée de « Saint-Just, Billaud et autres ». Lui et Soubleyras se rendent au Comité de salut public où ils sont témoins de la scène que nous avons mentionnée. Soubleyras sort la lettre du Comité et la montre à Saint-Just en se plaignant de son contenu: Saint-Just « prenait un air de colère, lui arracha la lettre des mains et la déchira ».

Dans le dossier de Herman il se trouve une lettre des commissions populaires adressée à Herman, datée le 14 messidor. La lettre est la réponse à une lettre de Herman du 12 messidor, que nous n'avons pas conservée, mais par la réponse nous pouvons en deviner le contenu. Les commissions se défendent des accusations de lenteur et sont très indignées des reproches que le Comité leur a adressés par Herman. Elles se plaignent d'avoir « essayé toutes sortes de désagréments ». Seulement le 26 ou le 27 prairial elles ont pu apporter au Comité les premières décisions. Cependant elles seront bientôt capables d'apporter de 2 à 300 décisions par décades. Elles mentionnent en outre qu'après quelques conversations relatives aux modes de correspondance entre le Comité et nous, il fut convenu que nous remettons nos tableaux et les pièces au bureau de police générale. C'est là régulièrement nous avons porté le résultat de nos opérations, nous en avons les reçus, il y a environ 450 personnes sur lesquelles nous avons prononcé, et plus de 300 de renvoyées au Tribunal révolutionnaire¹. Herman répond qu'on n'a pas voulu adresser des reproches particuliers aux commissions, et qu'on reconnaissait leur patriotisme. La lettre a été une circulaire à toutes les commissions populaires en fonction. Elle « ne frappait pas sur le fonds des opérations, mais sur le compte journalier à rendre et que le comité exige »².

Maintenant l'histoire dramatique de Trinchard apparaît sous son vrai jour. Il ne s'agit pas d'une lettre spéciale « signée de Saint-Just et autres », mais d'une circulaire écrite par Herman sur l'ordre du Comité de salut public. Les commissions protestent de leur bonne volonté de mener à bout les opérations, et il n'y a aucune raison d'en douter. Le conflit avec Saint-Just est probablement inventé par Trinchard pour défendre les membres des commissions envers les nouveaux maîtres antiterroristes. Ce n'est pas impossible que ce soit à ce petit roman que Trinchard devait de sauver sa tête dans le procès de Fouquier-Tinville³.

Nous apprenons une autre chose par la lettre de la commission au Comité. Les pièces et les décisions ont été remises au bureau de police, non pas au Comité de sûreté générale. C'est probablement l'indice que Robespierre et Saint-Just dans cette question se sont méfiés du Comité

de sûreté générale. Dans la réponse à Lecoindre les anciens membres des comités disent: « Saint-Just fit renvoyer par décret à ce bureau les opérations à faire sur les tableaux de détenus comme suspects et tous les indigènes de la République »⁴. C'est inexact. Nous pouvons en effet par les notes de Saint-Just ajoutées dans la marge des rapports du bureau voir qu'il a à plusieurs reprises expédié des affaires au bureau de détenus⁵. Mais Robespierre et Saint-Just ont probablement voulu subordonner les commissions populaires au bureau et au Comité de salut public.

Cette méfiance envers le Comité de sûreté générale n'a pas été illégitime. Après les lois de ventôse les signatures des deux comités étaient requises pour mettre en fonction les commissions. Lorsque les premières décisions des commissions du 26-27 prairial traînent pendant tout le mois de messidor sans être signées, la seule explication possible est que le Comité de sûreté générale les a sabotées. C'est aussi la seule raison concevable du fait qu'on ne nomme plus de commissions au delà des deux du 25-26 floréal. Les lois de ventôse supposent 6 commissions.

Le sabotage du Comité de sûreté générale a été soutenu par la majorité des membres du Comité de salut public. Le 12 vendémiaire an III Collot d'Herbois dit à la Convention: « Que Carnot atteste si nous n'avions pris la résolution de rien signer de ce qui concernait la police générale sans un rapport de Robespierre ». Le même jour Carnot dit: « Lorsque Robespierre s'est totalement déclaré, je les (les autres membres du Comité) ai engagés à ne pas signer les arrêtés de police générale qu'ils (Couthon et Saint-Just?) nous présentaient et ils (les autres membres) furent de mon avis »⁶. Il n'a toutefois pas été question de refuser la signature aux arrêtés ordinaires qui sortaient du bureau. Les arrestations ont suivi leur cours. Ces affirmations n'ont de sens que si l'on les considère comme touchant les décisions des commissions. Des hommes tels que Billaud-Varenne et Collot d'Herbois n'ont pas été guidés par des motifs d'ordre politique général, mais par le désir d'affaiblir Robespierre. Ils étaient en outre nerveux à cause de sa retraite du Comité et des violentes attaques qu'il fit contre tous ses ennemis aux Jacobins. C'est pourquoi ils refusent de signer « sans un rapport de Robespierre » — ils mettent comme condition qu'il rentre au Comité et lui fasse un compte-rendu.

À la fin de messidor l'affaire a été de nouveau soumise au Comité et maintenant Saint-Just a offert des concessions importantes. Il est dit dans la réponse à Lecoindre: « Ce sont d'étranges complices (de Robespierre) ceux qui à la fin de messidor et au commencement de thermidor ont refusé à Robespierre et à Saint-Just de prendre un arrêté pour ratifier toutes les opérations de la police générale, et qui ont refusé de se charger

¹ W. 500, voyez Mathiez, étude citée.

² Ibid.

³ Buchez et Roux t. XXXV, p. 146.

⁴ La Rév. Fr. t. XXXIV, p. 465.

⁵ F¹ 4432, rapport 12 messidor 2 div.

⁶ Moniteur no. 14, an III. Voir aussi « Les Mémoires de Carnot par son fils » p. 522.

de ce travail dans les derniers temps lorsque les scélérats cherchaient par cet abandon à nous faire tremper en apparence dans leurs crimes »¹.

Les ordres de police ordinaires — arrestations et mises en liberté — n'avaient cependant pas besoin d'une « ratification générale » — ils furent expédiés de jour en jour. Aussi sur ce point il y a probablement eu question des décisions des commissions. C'est probablement Saint-Just seul qui a fait ces propositions. Robespierre a été absent du Comité. Cela se voit aussi à deux autres remarques tombées, qui d'ailleurs confirment celle que nous venons de citer. Dans une réponse personnelle à Lecointre, Billaud-Varenne dit, après avoir pris à témoin le Comité de sûreté générale, qu'il n'a eu rien à faire avec le bureau : « Demande à ceux de nos collègues du Comité de salut public que tu as également mis de côté pour un instant », avec quelle indignation fut rejetée la proposition, qui nous fut faite par Saint-Just quelque temps avant le 9 thermidor, de ratifier par un arrêté toutes les opérations de ce bureau de police générale et de nous en charger directement »². Et Barère dit à la Convention le 7 germinal : « nous refusâmes constamment d'approuver les opérations de ce bureau. Nous dûmes à Saint-Just qu'il en répondrait à la Convention, et Billaud refusa de le diriger avec lui lors de l'absence de Robespierre »³.

Nous voyons que Saint-Just a offert à Billaud de partager avec lui la direction du bureau, si en revanche les décisions des commissions sont approuvées. Billaud qui intriguait avec le Comité de sûreté générale, s'est probablement plaint du bureau au Comité de salut public. Billaud n'a cependant pas voulu se solidariser avec Saint-Just, et a pour cette raison décliné l'offre.

Malgré ce refus la politique de réconciliation l'a emportée. Dans la réponse commune à Lecointre, Barère dit : « A la fin de messidor, Saint-Just se plaignit aux comités réunis de ce que les travaux des commissions populaires étaient retardés par le défaut de signature à apposer par les comités, et alors, après de longs retards, les comités se disposaient à signer les premières opérations des commissions »⁴. Le 1^{er}, le 2 et le 3 thermidor une suite de décisions des commissions populaires est ratifiée, et la liste de ceux qu'il faut traduire devant le Tribunal révolutionnaire, est expédié à Fouquier-Tinville « pour être mis à l'instant en jugement »⁵.

Mais en revanche Saint-Just a accordé que les commissions populaires ne relèveront plus du bureau de police. Le 1^{er} thermidor on ouvre un

nouveau registre qui commence ainsi : « Exécution des lois du 8 et du 13 ventôse. Régistre des arrêtés des Comités de salut public et de sûreté générale réunis ». Ici on enregistre les décisions approuvées des commissions populaires⁶. D'un autre côté ces décisions ne se trouvent pas dans le registre du bureau de police. C'est probablement à cela que fait allusion Barère lorsqu'il dit dans une de ses réponses à Saladin : « Si, par les usurpations des trois conspirateurs, le bureau de police générale a empiété sur les fonctions du Comité de sûreté générale, ce sont les membres du Comité de salut public qui ont forcé Saint-Just à rétablir ce qui avait été usurpé. J'invoque sur ce point les membres de l'ancien Comité de sûreté générale »⁷.

Le 4 thermidor la politique de réconciliation fait encore un pas. Les deux comités ont arrêté d'établir encore quatre commissions populaires. Le 5 thermidor Robespierre lui-même est présent à la séance des comités⁸.

II.

Les terroristes s'étaient souvent plaints de ce que le Tribunal révolutionnaire agissait avec trop de lenteur, et qu'il était dans une trop grande mesure lié par les formes juridiques. On avait mis 12 jours à expédier le procès du général Custine⁹. Pour empêcher un pareil sabotage du procès des girondins, la Convention décréta sur la proposition du Comité de salut public que les jurés pourraient se déclarer convaincus après trois jours et couper le procès¹⁰. Le 5 nivôse on vote un nouveau décret : « Le Comité de salut public fera, dans le plus court délai, son rapport sur les moyens de perfectionner l'organisation du Tribunal révolutionnaire ». Le décret est voté sur un rapport de Robespierre sur les principes du gouvernement révolutionnaire, où il se plaint de ce que la loi ne frappe pas avec une rapidité suffisante les grands coupables¹¹. Et dans son rapport sur les principes de morale politique le 18 pluviôse il déclare : « On veut gouverner les révolutions par des arguties de palais, on traite les conspirateurs contre la République comme les procès des particuliers... La lenteur des jugements équivalant à l'impunité, l'incertitude de la peine encourage tous les coupables »¹². Mais la réorganisation du tribunal fut ajournée et les grands procès du printemps 1794 furent conduits dans les mêmes formes qu'avant. On se borna, à l'occasion des scènes mouve-

¹ APH²²⁰.

² Observations de Barère sur le rapport fait par Saladin à la Convention Nationale le 12 ventôse IV, p. 2 — 25 ventôse Lb¹⁶⁶⁹.

³ Voir l'étude de M. Mathiez, *Ann. hist. de la Rév. Franc.* mai-juin 1927.

⁴ Buchez et Roux t. XXIX, p. 213.

⁵ Wallon t. I, p. 497.

⁶ Vellay : *Discours et Rapports de Robespierre* p. 320. Le Décret p. 722.

⁷ *Ibid.* p. 334-35.

¹ L. E. F. t. XXXIV, p. 65.

² Lecointre avait dans son écrit d'accusation excepté Carnot, Lindet et C. A. Prieur (de la Côte d'Or) et en outre naturellement Prieur (de la Marne) et Jeanbon-Saint-André qui avaient été en mission.

³ *Bibl. Nat. Lb¹⁶⁶⁹* 1444, p. 27.

⁴ *Moniteur* no. 191, an III.

⁵ *La Rév. Fr.* t. XXXIV, p. 176.

⁶ Voir les décisions approuvées dans Saladin pièce IX—XII.

mentées sous le procès des dantonistes, à voter une loi qui permettait de mettre hors de débat les accusés qui troublaient le tribunal¹.

Les lois de ventôse et du 27 germinal nécessitaient cependant une simplification de la procédure, de sorte que le tribunal pût juger un nombre beaucoup plus grand qu'avant. La terreur était maintenant centralisée à Paris, ce qui entraînait l'encombrement des prisons. Robespierre et ses amis avaient certainement compris que la terreur ne pouvait être maintenue que tant que la guerre durait. En même temps ils étaient adversaires de la guerre de conquête perpétuelle préconisée par les hébertistes, — les émigrés étrangers, les aventuriers et les gens des bureaux de la guerre. Mais la guerre de défense révolutionnaire approchait de la fin — l'ennemi était repoussé sur tous les points, les dernières insurrections étaient écrasées. La grande proscription des ennemis de la révolution qui était nécessaire pour la mise en vigueur des lois de ventôse, devait être effectuée dans le plus bref délai possible.

Les nouveaux principes de procédure et d'instruction sont mis en vigueur pour la première fois par le Comité de salut public par la création de la commission populaire d'Orange. Les anciens membres des comités prétendent naturellement que cette décision relève du bureau de police, et qu'ils sont sans aucune responsabilité². Carnot prétend même ne pas l'avoir connue³.

La commission d'Orange a été créée sur la proposition du député Maignet, qui était en mission en Vaucluse et aux Bouches du Rhône. Il trouva ces départements remplis de contre-révolutionnaires et pillés de la bande noire de Jourdan Coupe-tête. La loi du 27 germinal recommande aux représentants en mission d'envoyer tous les contre-révolutionnaires à Paris. Mais Maignet écrit le 4 floréal à son ami Couthon que ceci est impossible: «S'il fallait exécuter, dans ces contrées, votre décret qui ordonne la translation à Paris de tous les conspirateurs, il faudrait une armée pour les conduire et des vivres sur la route en forme d'étapes. Car il faut vous dire que dans ces deux départements, je porte à douze ou quinze mille hommes ceux qui ont été arrêtés»⁴. Il envoie à Paris son secrétaire Lavigne pour travailler le gouvernement, et obtint aussi le 21 floréal la création d'une commission populaire à Orange de 5 membres⁵. La minute est de la main Robespierre, mais signées en outre de Collot d'Herbois, Barère, Billaud-Varenne⁶. Nous avons aussi conservé deux

exemplaires d'une instruction pour la commission. Le premier n'est pas signé, mais est de la main de Robespierre⁷, l'autre, qui est cité dans le procès-verbal de l'installation de la commission, dit que Carnot, Couthon et Collot d'Herbois ont signé⁸.

Cette instruction définit ainsi les ennemis de la révolution: «Les ennemis de la révolution sont tous ceux qui, par quelque moyen que ce soit, ont cherché à contrarier la marche de la révolution et à empêcher l'affermissement de la République. La peine due à ce crime est la mort: la preuve requise pour la condamnation sont tous les renseignements de quelque nature qu'ils soient, qui peuvent convaincre un homme raisonnable et ami de la liberté». Un deuxième arrêté du 1^{er} prairial qui charge Maignet «d'organiser tout ce qui est nécessaire pour qu'elle soit en activité sans délai», est signé de Carnot, Couthon, Collot d'Herbois⁹.

Cette commission a condamné à mort sans recherches préalables, sans défenseurs, et sans droit pour les accusés de produire des témoins sauf dans les cas particuliers où la commission le trouvait utile. Jusqu'au 9 thermidor elle prononçait 591 condamnations, dont 332 à mort¹⁰.

Les arrêtés relatifs à la création de la commission ne sont pas enregistrés au registre du bureau. Mais la commission a envoyé des rapports réguliers au Comité de salut public, et ces rapports sont résumés dans les rapports du bureau. Ils ne contiennent que le nombre des condamnations prononcées par la commission. Le premier est expédié le 3 messidor, le dernier le 9 thermidor¹¹.

Nous pouvons considérer comme certain que le Comité entier a discuté l'établissement de la commission, mais que les pièces qui la concernent ont été reçues et enregistrées au bureau.

Par la loi fameuse du 22 prairial, votée sur un rapport de Couthon, les mêmes principes sont réalisés pour le tribunal de Paris. Les questions relatives à cette loi n'entrent pas directement dans le sujet de notre travail du moment qu'il n'y a pas de rapports immédiats entre cette loi et le bureau. La loi joue cependant un rôle si essentiel pour la question de savoir si Robespierre exerçait la dictature ou y aspirait, qu'il y a lieu de la traiter ici. Cette loi, de même que l'instruction de la commission d'Orange, rend si large la définition des ennemis de la révolution qu'en réalité elle enlève toute garantie juridique aux accusés. La vie et la mort sont aux mains du jury. Sa tâche n'est pas de juger des crimes définis en se fondant sur des preuves de fait, mais de déterminer si l'accusé est patriote ou conspirateur. «La preuve nécessaire pour condamner les ennemis du peuple est toute espèce de documents, soit matérielle, soit

¹ Wallon t. III, p. 179.

² La Rév. Fr. t. XXXIV, p. 171. Réponse p. 110—111.

³ Moniteur no. 187, an III, son intervention dans le débat à la séance du 3 germinal.

⁴ Aulard t. XIII, p. 21.

⁵ Il ne faut comparer cette commission avec celles qui devaient être créées d'après les lois de ventôse. Ces dernières devaient se prononcer sur les détenus et faire traduire les contre-révolutionnaires au Tribunal révolutionnaire. La commission d'Orange est au contraire elle-même un tribunal révolutionnaire.

⁶ Aulard t. XIII, p. 410—11, F^o 4435.

⁷ Saladin p. 50.

⁸ Ibid. p. 206—207.

⁹ Aulard t. XIII, p. 620—621.

¹⁰ Mathiez: La Révolution Française t. III, p. 169.

¹¹ F^o 4437, rapport 14 messidor. F^o 3622, rapport 28 thermidor 4. div.

verbale, soit écrite, qui peut naturellement obtenir l'assentiment de tout esprit juste et raisonnable. La règle des jugements est la conscience des jurés, éclairée par l'amour de la patrie, leur but le triomphe de la République et la ruine de ses ennemis, la procédure les moyens simples que le bon sens indique pour parvenir à la connaissance de la vérité dans les formes que la loi détermine »¹.

Elle abolit l'interrogatoire préalable, le droit de produire des témoins et le droit à un défenseur public. Pour justifier ce dernier point, Couthon dit que le droit à un défenseur favorise les riches, et il mentionne aussi l'exemple d'un avocat qui exploitait ses clients. La loi dit : « La loi donne pour défenseurs aux patriotes calomniés des jurés patriotiques, elle n'en accorde point aux conspirateurs ». Le droit à un défenseur avait d'ailleurs depuis longtemps perdu toute signification.

La loi est une loi de proscription. Couthon le dit nettement dans son rapport. Il distingue les délits ordinaires qui ne frappent que l'individu, et les crimes des conspirateurs qui menacent directement l'existence de la société : « La vie des scélérats est ici mise en balance avec celle du peuple, ici toute lenteur affectée est coupable, toute formalité indulgente ou superflue est un danger public. Le délai pour punir les ennemis du peuple ne doit être que le temps de les reconnaître; il s'agit moins de les punir que de les anéantir ».

Lorsqu'après le 9 thermidor on mettait les anciens membres du Comité et Fouquier-Tinville en face des exécutions en masse de messidor et du commencement de thermidor, ils répondaient en renvoyant à la loi du 22 prairial. Les anciens membres du Comité insistent dans leur défense sur le point très important que le décret du 22 prairial était combiné secrètement entre Robespierre et Couthon, et qu'il ne fut pas discuté au Comité, et qu'il ne fut même pas porté à la connaissance du reste des membres. Robespierre profitait de sa situation de président à la Convention pour faire voter la loi, tandis que les autres membres du Comité étaient occupés à des conférences². Barère déclare le 12 vendémiaire à la Convention qu'il n'arriva le 22 prairial à la séance de la Convention qu'à 3 h. un quart, juste au moment où Couthon faisait la lecture des derniers articles. Il remarquait immédiatement que la loi n'avait pas passé par le Comité³. Billaud-Varenne raconte déjà le 13 fructidor qu'après le vote de la loi il y eut une scène orageuse au Comité, où Robespierre pleura de rage. On décida de transporter les séances du Comité à l'étage supérieur pour ne pas rendre le scandale public⁴. A une autre occasion il dit que

¹ On trouve le texte de cette loi et le rapport de Couthon dans le *Moniteur* no. 264, an II. En outre elle est citée, in extenso ou en partie par tous les historiens qui ont étudié cette époque.

² La *Rév. Fr.* t. XXXIV, p. 168. Voir aussi: Réponse p. 119 et 169.

³ *Moniteur* no. 14, an III.

⁴ *Moniteur* no. 345, an II.

le Comité de sûreté générale après le vote de cette loi l'invita à venir le trouver « pour concerter ensemble les moyens d'arrêter le tyran dans sa course dictatoriale »⁵. Selon les mémoires de Barère⁶ les comités ont, après plusieurs conférences, décidé d'appeler aux comités Robespierre et Saint-Just pour obtenir le rappel de la loi. Le Comité de sûreté générale, surtout Vadier et Moïse Bayle, se sont amèrement plaints de ce que la loi n'avait pas été présentée au Comité de sûreté générale, et qu'un membre du Comité de salut public avait été chargé de présenter le rapport. Le Comité de salut public a de même désavoué la loi et déclaré qu'elle était due au « triumvirat ». Tous étaient d'accord pour la faire rappeler dès le lendemain, « c'est après cette décision que Robespierre et Saint-Just déclarèrent qu'ils voyaient bien qu'il y avait un parti pour perdre les ardents amis de la liberté, mais qu'ils sauraient prémunir les bons citoyens contre les manœuvres combinées par les deux comités de gouvernement »⁷.

Lecointre affirme que tous les membres du Comité de salut public étaient présents à la discussion de la loi⁸. Mais il raconte aussi qu'il avait rencontré Amar et Moïse Bayle deux jours après le vote de la loi, et qu'ils s'étaient plaints de la loi⁹. Fouquier-Tinville raconte que Dumas lui avait dit qu'on préparait une loi qui réduirait le nombre des membres du jury de 9 à 7. Fouquier-Tinville s'était alors rendu au Comité pour protester. Au Comité Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, Carnot et Robespierre étaient présents. Robespierre lui avait répondu d'une manière tranchante que ce n'étaient que des aristocrates qui pussent parler ainsi, et les autres membres s'étaient tus. Fouquier s'était ensuite rendu au Comité de sûreté générale et avait protesté devant lui. Ici on lui avait répondu qu'on avait aucune connaissance de ce travail. Le 21 prairial Dumas repart de la préparation de la nouvelle loi, et Fouquier se rend pour la deuxième fois aux comités pour protester. Au Comité de salut public il trouve Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, Barère, Carnot et Prieur. Ils se bornaient à lui répondre que c'était Robespierre qui était chargé de ce travail. Au Comité de sûreté générale on lui a répondu que c'était impossible qu'une telle loi fût présentée¹⁰.

Nous devons comparer ces témoignages d'intéressés rendus après le 9 thermidor avec le compte-rendu de la discussion dans le *Moniteur*. Le *Moniteur* raconte que Barère au commencement de la séance a fait un rapport sur les victoires de l'armée des Pyrénées Occidentales¹¹. Lecointre a donc raison en disant qu'il a été présent pendant toute la séance. Après

⁵ Mémoire inédit. *Rev. hist. de la Rév. Fr.* 1910, p. 162.

⁶ Mémoires de Barère p. 202-205.

⁷ Ibid. p. 205.

⁸ Lecointre p. 80.

⁹ Ibid. p. 78.

¹⁰ Fleischmann: p. 272.

¹¹ *Moniteur* no. 263, an II.

le rapport de Couthon, Roamps et Lecointre exigent l'ajournement de la loi. Ruamps menace de se faire sauter la cervelle si on force le vote de la loi. Barère déclare pouvoir accorder un ajournement de 3 jours. Il le fait cependant dans les termes suivants : « Lorsqu'on propose une loi toute en faveur des patriotes, qui assure la punition prompte des conspirateurs, les législateurs ne peuvent avoir qu'un vœu unanime. Je demande qu'au moins l'ajournement ne dépasse pas 3 jours »¹. Barère se solidarise donc avec la loi, en même temps qu'il cède à la pression violente des « nouveaux indulgents ». Mais Robespierre ne désire pas céder. Après un vigoureux plaidoyer la loi est votée à l'unanimité. Le 24 prairial lorsqu'on discute la question de changement de la loi, Barère se prononce comme Robespierre et Couthon, et caractérise la loi comme « l'œuvre du Comité de salut public »². Dans le débat du 24 Billaud-Varenne se fait remarquer par une sortie violente contre Tallien. Il ne mentionne pas la loi, mais termine son discours de la façon suivante : « Mais, citoyens, nous nous tiendrons unis, les conspirateurs périront et la patrie sera sauvée »³.

En rapprochant le compte-rendu de Fouquier de la discussion, nous arrivons au résultat probable que la loi est due à l'initiative de Robespierre et Couthon, mais qu'elle a été connue à l'avance par tout le Comité de salut public. Si Barère et Billaud-Varenne réellement désiraient le rappel de la loi, leur conduite pendant la discussion devient très difficile à expliquer. D'un autre côté tous les témoignages s'accordent sur ce point que le Comité de sûreté générale a été tenu à l'écart. C'est aussi très frappant qu'aucun des membres de ce comité ne prenne la parole pendant les délibérations à la Convention. C'est probablement sur ce point qu'on s'est plaint à la « séance orageuse » après le vote de la loi. C'est aussi probable que le Comité de sûreté générale sur ce point a été appuyé par Billaud-Varenne.

Sur un point la loi provoqua des vagues de protestations à la Convention. Le 23 prairial, le lendemain du vote forcé, Bourdon (de l'Oise) relève l'affaire à la Convention. Il prétend que le décret permet aux comités de traduire les représentants du peuple devant le Tribunal révolutionnaire « sans décret préalable ». Il demande qu'on statue par un décret que ceci n'est pas le cas. La Convention suit cette interpellation en votant une motion de Merlin (de Douai) qui a la forme diplomatique suivante : « La Convention Nationale, sur la proposition d'un membre tendante à ce qu'il soit décrété que par le décret d'hier, concernant le Tribunal révolutionnaire, elle n'a pas entendu déroger aux lois qui défendent de traduire au Tribunal révolutionnaire aucun représentant du peuple sans qu'au préalable il ait été rendu contre lui un décret d'accusation, considérant que le droit exclusif de la représentation nationale de

¹ Moniteur no. 263, an II.

² Moniteur no. 266.

³ Ibid.

décréter ses membres d'accusation et de les faire mettre en jugement, est un droit inaliénable, décrète qu'il n'y a pas à délibérer »⁴. Les comités avaient le droit de faire arrêter les députés sans décret préalable de la Convention, mais aucun député ne pouvait, suivant les anciennes lois, être traduit au tribunal sans décret⁵.

La loi du 22 prairial n'en fait pas mention expresse. L'article auquel Bourdon fait allusion est ainsi conçu : « Nul ne pourra traduire personne au Tribunal Révolutionnaire si ce n'est la Convention Nationale, le Comité de Salut public, le Comité de Sûreté générale, les Représentants du peuple commissaires de la Convention, et l'accusateur public ». Ici on ne dit pas expressément que les représentants ne pouvaient être traduits que par un décret seul de la Convention. En outre l'article XX dit que les lois qui contredisent la loi nouvelle, tombent.

Cela veut-il dire que Robespierre et Couthon par une ruse aient voulu livrer les représentants du peuple aux mains du Comité de salut public ?

Aucun des membres du Comité n'avait été présent à la discussion du 23 prairial. Mais le lendemain Couthon reprend encore la question à la Convention. Il traite l'interprétation de Bourdon de la « plus atroce calomnie » du Comité de salut public. L'article XX ne vise que les lois du Tribunal révolutionnaire, et aucunement « cette loi d'exception relative aux représentants du peuple, loi constitutionnelle et fondamentale de la liberté »⁶. Il exige le rappel de la motion Merlin comme étant une calomnie du Comité. Robespierre voit dans l'intervention de Bourdon une manœuvre infâme : « Quant à la proposition, celle qui fut faite hier, sans doute, en l'isolant, elle ne peut paraître qu'absurde, mais il faut la rapprocher de tout ce qui se dit et tout ce qui se fait chaque jour : son but était de faire croire que le projet présenté par le Comité attentait aux droits de la représentation, ce qui est évidemment faux »⁷. Et Robespierre saisit l'occasion pour fouetter les scélérats et intrigants qui voulaient semer la discorde entre les patriotes⁸.

Barère parle dans le même sens que Robespierre. Le considérant déclare que seul le privilège de la Convention de traduire les représentants

⁴ Moniteur no. 264.

⁵ Voir l'étude de Mathiez : « L'immunité parlementaire sous la Révolution » dans « La Conspiration de l'Étranger » 1916, p. 277-280.

⁶ Moniteur no. 266.

⁷ Ibid.

⁸ C'est à cette occasion qu'on a la scène connue entre Robespierre et Bourdon. Bourdon interrompt Robespierre : « Je demande qu'on prouve ce qu'on avance — on vient de dire assez clairement que j'étais un scélérat ». Robespierre : « Je demande au nom de la patrie que la parole me soit conservée. Je n'ai pas nommé Bourdon. Malheur à qui se nomme lui-même ! ». Bourdon : « Je défie Robespierre de prouver... ». Robespierre : « Mais s'il veut se reconnaître au portrait que le devoir m'a forcé de tracer, il n'est pas de mon pouvoir de l'en empêcher ». Moniteur no. 266.

au Tribunal révolutionnaire, est un « droit inaliénable ». Mais si on vote un tel décret immédiatement après une loi concernant le Tribunal révolutionnaire, cela ne peut avoir qu'un seul effet : « n'est-ce pas évidemment vouloir faire soupçonner aux esprits crédules, et faire dire par les malveillants, que le Comité de salut public a eu l'intention de violer les lois qui constituent la représentation nationale ? »¹

Robespierre, Couthon et Barère déclarent donc tous solennellement qu'ils n'ont pas eu l'intention de violer les lois qui protégeaient les représentants. Néanmoins, les historiens qui ont étudié la loi, ne doutent pas qu'ils ont voulu frapper leurs ennemis à la Convention par cette porte de derrière. Ils n'ont pas pu trouver d'autre explication de la loi du 22 prairial. Mais il n'est pas nécessaire d'attribuer à Robespierre et Couthon une si grossière et imprudente hypocrisie. Cela contredirait toute leur politique, qui aspirait à réunir la majorité de la Convention pour isoler « les scélérats ». Le but de la loi de prairial n'a pas été d'écraser la Convention, mais de mettre en vigueur les décisions des commissions populaires. La loi du 22 prairial s'explique si elle est rapprochée des lois de la loi du 27 germinal. L'opposition des « nouveaux indulgents » peut naturellement s'expliquer par le fait qu'ils se trouvaient dans un état de peur hystérique. C'est cependant probable que Robespierre, Couthon et Barère ont raison en considérant leur intervention comme faisant partie des intrigues contre le gouvernement révolutionnaire. Les « nouveaux indulgents », qui craignaient pour leur tête, ont voulu augmenter l'insécurité et la peur parmi les députés irrésolus. L'interprétation de la loi de Bourdon de l'Oise se trouve sur le même plan que les fausses listes de proscription mises en circulation. Il faut aussi se rappeler que Bourdon avait été au premier rang de ceux qui, à la fête du 20 prairial, quelques jours avant, avaient crié « dictateur » à Robespierre². Robespierre et Couthon ont vu dans le considérant de Merlin une victoire de ces intrigants en même temps qu'un vote de méfiance, c'est pourquoi ils exigent son rappel.

¹ Moniteur no. 266.

² Papiers inédits t. II, p. 19.

CONCLUSION

I.

Les rapports du bureau nous ont donné une impression de la situation politique pendant les derniers mois avant thermidor. L'affaire Combes est un exemple typique de la nouvelle attitude politique envers les commerçants¹. Nous voyons qu'on prend des mesures énergiques contre ceux qui entravaient le transport des marchandises, et qu'on observe avec prudence le maximum envers les cultivateurs². La plus grande difficulté des comités n'est plus le problème des subsistances, mais les attaques spontanées des ouvriers contre le maximum des salaires³. C'était un conflit qui devait particulièrement embarrasser les jacobins qui avaient basé toute leur politique sur l'alliance des sans-culottes. Ils tâchent de les enrayer par des admonitions républicaines ou par des menaces du Tribunal révolutionnaire. Les montagnards ont cependant aussi compris que le système de réglementation ne pourrait pas être maintenu à la longue. Saint-Just va jusqu'à qualifier les taxes d'une invention contre-révolutionnaire, inventée par le baron de Batz⁴. Robespierre et Saint-Just ont voulu résoudre le problème sociale par les lois de ventôse. Mais les sans-culottes ne se laissaient pas enthousiasmer par des décrets et des promesses — pour les attacher au régime il aurait fallu leur montrer des résultats. Les lois de ventôse ne furent cependant jamais appliquées. La bourgeoisie entière les regardait avec une anxiété profonde, et les montagnards mêmes les sabotaient. Après le 9^e thermidor les taxes sont abrogées et l'inflation a libre cours. Ce sont la bourgeoisie et les nouveaux riches qui en tirent profit, les ouvriers sont trop faibles pour faire entendre leur voix, et avec les artisans, les petits rentiers et les fonctionnaires qui dans une certaine mesure avaient été protégés par les taxes, font les frais de l'inflation.

Les rapports du bureau ne nous donnent pas beaucoup sur la question agraire et l'attitude des paysans envers le régime⁵. Nous n'avons pas les moyens de déterminer dans quelle mesure il y a eu un rapport entre

¹ Voir p. 74. ² Voir p. 75-76. ³ Voir p. 76 sqq. ⁴ Vellay: Œuvres complètes t. II, p. 513. ⁵ Voir sur les paysans et la révolution l'article de M. G. Lefebvre.

« La place de la Révolution dans l'histoire agraire de la France », avec bibliographie, dans Annales d'histoire économique et sociale 1929, p. 506.

un inéconement des prix maxima et des requisiions et les troubles religieux. Nous pouvons constater seulement, avec nos rapports, que ces troubles ont persisté même après la chute des hébertistes, et qu'ils ne cessent de préoccuper le Comité. La politique de Robespierre et de Saint-Just est connue: Ils voulaient introduire l'ordre et le système dans le culte révolutionnaire, et celui-ci ne devait pas offenser les croyants. Voilà pourquoi la Convention Nationale reconnaît solennellement l'être suprême et l'immortalité de l'âme. Le même décret du 18^e floréal reconnaît aussi en termes expresse la liberté des cultes, et se borne à interdire les rassemblements censés troubler l'ordre public ou ceux qui avaient un caractère contre-révolutionnaire. Les croyants loyaux et les prêtres loyaux ne devaient pas être persécutés. Les notes de Robespierre et de Saint-Just montrent d'une façon saisissante leur prudence et leur circonspection sur ce point. Saint-Just rappelle énergiquement à l'ordre un agent national qui organise des « courses républicaines », et qui se plaint de ce que les prêtres continuent dans leurs fonctions: « qu'il se rappelle la liberté des cultes et qu'il fasse le bien sans faux zèle »¹. Robespierre est exaspéré par une question si on devait permettre aux femmes de porter leurs croix, et demande si le dénonciateur est un fou ou un fripon². Et lorsqu'une société populaire demande que les prêtres soient compris dans le décret du 27^e germinal, Robespierre y voit une preuve que la société est menée par des intrigants³. Nous attirons aussi l'attention sur l'opposition de Robespierre au sujet de la traduction de Catherine Théot devant le Tribunal révolutionnaire.

Les rapports rendent probable que le décret sur l'être suprême a contribué à apaiser les adversaires, et qu'il a affermi la position des patriotes. Mais ils témoignent aussi des difficultés à surmonter pour faire cesser cette lutte exaspérée. Partout en France une lutte violente dressait les uns contre les autres les patriotes et les « fanatiques », souvent menés par des prêtres non assermentés. Par beaucoup ces prêtres étaient considérés comme des martyrs, et ils menaient le combat avec la passion des martyrs. De leur côté, les patriotes étaient dans bien des endroits une minorité exaltée qui tâchait d'appliquer les lois à leur profit. Aussi nous voyons un citoyen se plaindre d'avoir été arrêté pour avoir « regardé l'arbre de la liberté avec indifférence »⁴, et d'autre côté un comité de surveillance accusé de menaces d'incarcération contre les citoyens qui ne refusaient d'aller à la messe⁵. Dans de telles circonstances il était naturellement très difficile de savoir si un rassemblement troublait l'ordre public ou non. Et sur un point les troubles étaient difficiles à éviter; à savoir lorsqu'il s'agissait du calendrier chrétien et du calendrier républicain. Devait-on célébrer les décades ou les dimanches? Déjà l'automne 1793

¹ Voir p. 69. ² Voir p. 81. ³ Voir p. 69. ⁴ Voir p. 70. ⁵ Voir p. 71.

Robespierre note dans son carnet: « Ajournement indéfini du décret sur le calendrier »¹.

Après la chute des factions la vie politique est morte. Il n'y a plus aucune liberté d'opinion ou de presse — même pour les montagnards. Nous avons vu que les sociétés populaires et les autorités constituées se contentent de questions, de dénonciations ou de mémoires justificatifs. Aucune initiative, encore moins de critique libre. Les robespierristes, et surtout Saint-Just, l'ont compris. Saint-Just écrit dans ses « Institutions »: « La révolution est glacée; tous les principes sont affaiblis; il ne reste que des bonnets rouges portés par l'intrigue. L'exercice de la terreur a blasé le crime comme les liqueurs fortes blasent le palais »². Ils étaient victimes de leur propre centralisation politique. On ne crée pas artificiellement l'initiative. La base du régime est devenue toujours plus étroite, le gouvernement repose plus que jamais sur la terreur. Robespierre et Saint-Just ont voulu faire de la terreur une arme contre les ennemis de la République pour la défense des patriotes et des « malheureux ». Dans les notes aux rapports nous avons trouvé des témoignages de leur sollicitude pour le peuple. Saint-Just fait verser au vieux père d'un sergent son allocation de secours³, à un directoire de district il rappelle, à l'occasion du prix d'un cochon, que « le Comité rendra justice au peuple dans les plus petits détails de ces intérêts »⁴. C'est le respect profond du peuple qui constitue la base de la politique religieuse de Robespierre. Nous les avons vus se servir de la terreur contre tous les privilégiés de l'ancien régime, les ex-nobles, les fermiers, les hommes de lettres comme Florian⁵, les modérés, les riches égoïstes et le « négociantisme ». Mais à une époque où la bureaucratie était toute-puissante, il fallait avant tout surveiller les « hommes en place ». « Il faut faire peur à ceux qui gouvernent. Il ne faut jamais faire peur au peuple », écrit Saint-Just dans les « Institutions »⁶. Saint-Just avait projeté un système de « censure des magistrats » qui devait protéger le peuple contre les abus de pouvoir du gouvernement⁷. Mais provisoirement il fallait charger le Comité de salut public et le bureau de surveillance administrative de cette tâche. Les fonctionnaires ont été surveillés avec la plus grande sévérité, avant tout les modérés et tous les fonctionnaires qui méprisaient le peuple, et qui pour cette raison voulaient saboter les lois révolutionnaires. Robespierre donne l'ordre de faire arrêter le maire qui a traité le peuple de « canaille »⁸. Herman rejette un mémoire justificatif pour Latour, homme du monde et commissaire de guerre qui a préféré « un quart d'heure d'entretien avec une femme galante à la visite de 10 000 républicains. Il est difficile de croire qu'un homme aussi extrême en galanterie ait l'âme trempée pour la liberté »⁹. On soup-

¹ A. Mathiez: Robespierre terroriste 1921, p. 62. ² Vellay: Œuvres complètes t. II, p. 508.

³ Voir p. 82. ⁴ Voir p. 82. ⁵ Voir p. 49. ⁶ Vellay: Œuvres complètes t. II, p. 530. ⁷ Ibid. t. II, p. 537. ⁸ Voir p. 50. ⁹ Voir p. 50.

comme tous ceux qui ne font rien pour la révolution, qui ont toujours été neutres¹. Ce sont ceux-là qui appellent au Comité au lieu de faire eux-mêmes leur devoir. Lorsque l'agent national de Saintes se plaint de ce que la loi des suspects n'est pas observée, Saint-Just lui fait remarquer que l'agent seul en garde toute la responsabilité et donne l'ordre au commissaire de police de faire des recherches sur son activité². Mais on se met surtout en garde contre les fonctionnaires publics qui profitent de leur situation pour s'ensicher et opprimer les citoyens. Souvent ils se couvraient avec des phrases extrémistes et beaucoup d'entre eux avaient trempé dans les factions, surtout dans celle des hébertistes. Le Comité ne reconnaissait pas dans les factions des adversaires politiques, il regardait les dantonistes et les hébertistes comme deux aspects d'une même conspiration, dont la source était la corruption et la trahison. Ce sont tantôt des ex-nobles, tantôt des bourgeois déclassés, tantôt des jeunes intellectuels sans fortune ou des artisans qui avaient fait carrière dans la bureaucratie révolutionnaire. C'est l'ex-noble Alexandre Rousselin³, accusé pour abus de pouvoir, débauche et athéisme, ancien ami de Danton. Ce sont l'ex-comte Dree à Marcigny⁴, l'ex-serrurier Alban, maire de Bourg⁵, accusé de « sybaritisme », ce sont Morène, agent de la subsistance, et Bigot, « meunier en 1787 et millionnaire en 1793 », qui monte des intrigues à Orléans et qui tâche de couvrir ses spéculations par des mesures ultrarévolutionnaires. Ces derniers ont proposé la mort du petit Capet, et ils ont fait élever une montagne symbolique de 70 pieds de hauteur sur la seule place libre d'Orléans. « Cette « montagne » dit l'agent du comité », « est l'œuvre des trembleurs du marais »⁶. Nous avons suivi les efforts de Robespierre pour épurer les comités révolutionnaires de l'Unité et de l'Indivisibilité. Les membres étaient accusés, probablement avec raison, de s'être enrichis à la révolution, de brutalité, d'avoir excité les masses aux troubles de subsistances, de taxations arbitraires, de propos injurieux contre la représentation nationale et contre le décret sur l'être suprême, et enfin d'avoir eu des relations avec les deux factions⁷. Nous avons vu que Robespierre s'est heurté à plusieurs reprises contre la solidarité de la bureaucratie, solidarité que s'est montrée jusque dans les comités du gouvernement. C'était difficile de procéder à une épuration d'en haut. Un contrôle réel de la bureaucratie aurait dû s'appuyer sur une critique vigilante dans les sociétés populaires. Or la centralisation avait tué la vie politique dans les sociétés, qui maintenant furent dominées par les fonctionnaires eux-mêmes. L'opinion de Robespierre n'avait pas été de poursuivre ceux qui de bonne foi s'étaient joints au hébertisme. Il n'avait voulu frapper que « les fripons », qui s'étaient rendus coupables de crimes de droit commun. Mais en pratique, la distinction était malaisée

à établir, et on peut se demander si cette tentative avortée n'a pas contribué à affaiblir sa position politique dans les milieux révolutionnaires de Paris.

Nos recherches nous ont permis de nous faire une image du fonctionnaire public tel que se le représentait l'idéal jacobin. Il est inflexible, simple et frugal; il ne s'exalte que pour le bien public. Saint-Just dit: « L'exaltation est dans le mépris des richesses et la simplicité courageuse des mœurs; l'exaltation est vertu et non pas fureur »⁸. Nous avons cité la circulaire de Herman où il trace les règles de conduite des commis. Dans leur style et dans leur conduite ils doivent déposer « tout le fatras ministériel », toute servilité et toute arrogance. « La décence et une gravité non affectée doivent composer tout l'extérieur d'un homme occupé de la chose publique; la manière d'être de l'homme dans le système de la nature est de se tenir droit »⁹. L'homme public doit avoir en horreur l'intrigue, il doit éviter la faveur et la jalousie. « Tant que vous verrez quelqu'un dans l'antichambre des magistrats et des tribunaux, le gouvernement ne vaut rien », dit Saint-Just dans ses Institutions¹⁰. La porte des autorités constituées doit être fermée aux jolies solliciteuses, mais ouverte aux sans-culottes et aux malheureux. Nous avons vu que Saint-Just refusait les compliments et qu'il refusait de faire mettre en liberté un suspect sur la seule recommandation de son ami intime Gateau¹¹. Saint-Just et Robespierre savaient distinguer l'amitié, qui était une « affection sainte » et la camaraderie. Nous avons vu comment le Comité cherchait à trouver des agents qui se rapprochaient de l'idéal jacobin. Leur idéal d'un fonctionnaire a certainement été ce Lambert qui parcourait les départements, habillée de sa blouse de paysan, chaussé de sabots, le bâton à la main, ce patriote que le Comité avait « découvert dans une cabane et sous le chaume »¹². Malheureusement il était difficile de trouver des patriotes pauvres possédant l'instruction nécessaire pour une fonction publique.

Le fonctionnaire devait surtout se borner à l'exécution des lois pour le bien du peuple, et ne devait jamais se mêler de la politique. Le Comité y voyait une garantie essentielle pour éviter les abus de leur pouvoir, et on y insiste dans toutes les lois révolutionnaires, la dernière fois dans la loi du 27^e germinal (art. 18), celle qui amène la création de notre bureau. On a souvent parlé de la lâcheté et la poltronnerie dont faisaient montrer les vieux fonctionnaires terroristes dans les grands procès après thermidor. Il est certain que l'attitude indigne de beaucoup d'entre eux est due au désir de sauver la tête, surtout a-t-on le droit de soupçonner leur bonne foi lorsqu'ils essayaient de salir le souvenir de Robespierre. Mais lorsqu'ils affirmaient de n'avoir été que l'instrument passif des lois, ils ont pu être de bonne foi. C'était là justement leur devoir selon les conceptions des jacobins.

¹ Voir p. 80. ² Voir p. 81. ³ Voir p. 119 sqq. ⁴ Voir p. 63. ⁵ Voir p. 62.
⁶ Voir p. 64 sqq. ⁷ Voir p. 112 sqq.

⁸ Vellay: Œuvres complètes t. II, p. 385. ⁹ Voir p. 41. ¹⁰ Vellay: Œuvres complètes t. II, p. 507. ¹¹ Voir p. 81. ¹² Voir p. 140 sqq.

Les jacobins n'ont pas voulu seulement créer un nouvel ordre social, mais aussi une régénération morale. Ils ont eu leur culte républicain et leurs articles de foi, ils ont eu le sentiment d'être une église militante. Prenons comme exemple Julien à Bordeaux. Il s'occupe sans doute des subsistances et de la fabrication de guerre, mais sans oublier la vertu. Il fait jouer des pièces patriotiques au théâtre, et fait expulser les muscadins et les filles¹. Les jacobins se sont cependant rendu compte de leur isolement toujours croissant. Cela n'a fait que croître leur exaltation. Les luttes entre les vieux révolutionnaires ont en même temps contribué à la création de cette profonde mélancolie, de cette indifférence au sujet de leurs pécuniaires vies et de celles des autres. Dans l'introduction aux « Institutions » Saint-Just écrit : « Les circonstances ne sont difficiles que pour ceux que reculent devant le tombeau. Je l'implore, le tombeau, comme un bienfait de la Providence pour n'être plus témoin de l'impunité des forfaits ourdis contre ma patrie et l'humanité »². Il serait facile de trouver des traces d'un pareil état d'esprit dans le grand discours de Robespierre le 8^e thermidor. Mais cette mélancolie ne conduit pas au découragement et à la lassitude, mais plutôt à une fanatisme à moitié mystique. Dans une des notes de Saint-Just nous trouvons l'expression des mêmes pensées sombres et religieuses : « Les malheurs de ma patrie ont répandu sur tout l'empire une teinte sombre et religieuse. Le recueillement est nécessaire dans ces circonstances pénibles — il doit être le caractère de tous les amis de la République »³. Et dans les « Institutions » nous lisons : « Celui qui plaisait à la tête du gouvernement tend à la tyrannie »⁴.

Il ne s'agit plus de châtier ou de terroriser les ennemis de la révolution, mais de les exterminer : « il s'agit moins de les punir que de les anéantir »⁵, dit Couthon dans son rapport sur la loi du 22^e prairial. Herman déclare dans son rapport sur les prisons qu'il faut « débayer le sol de la liberté de ces immondices, de ces rebuts de l'humanité »⁶. Et cette mentalité n'est pas confinée à Paris seul et aux centres de la terreur. Nous rappelons la lettre de la municipalité de Castillon sur la mort de Pétion et de Buzot, au après avoir décrit les cadavres hideux « défigurés et rongés par les vers » et les « membres épars devenus la proie de chiens dévorants », elle écrit : « Telle est l'horrible fin d'une vie plus horrible encore ! »⁷. Les seules initiatives que nous trouvons dans les rapports du bureau sont celles qui ont pour but de faire aggraver la terreur. Nous renvoyons au rapport de Rousseville disant que les patriotes désirent l'incarcération de tous les nobles qui n'ont pas montré expressément leur attachement à la révolution, au comité révolutionnaire qui exige l'interdiction aux ex-nobles de faire apprendre à leurs enfants un métier bour-

¹ Voir p. 147. ² Vellay : Œuvres complètes t. II, p. 494. ³ Ibid. p. 537. ⁴ Ibid. p. 504. ⁵ Voir p. 146. ⁶ Voir p. 162. ⁷ Voir p. 55.

geois, à la société populaire qui demande que le « sol de la liberté soit purgé de tous les ex-nobles »⁸.

Après la centralisation croissante suivant la chute des hébertistes, les adversaires du régime étaient obligés surtout d'avoir recours à des intrigues secrètes. Les attaques publiques sont déguisées, la calomnie et l'hypocrisie sont les armes principales. Nous avons mentionné la conspiration des nouveaux indulgents, et nous entrevoyons par éclairs leurs sourdes menées. Nous avons l'impression — en particulier par l'affaire Legray — qu'on se trouve en présence dans les sections d'une vaste agitation souterraine. Parfois elles se montrent en pleine lumière. Nous rappelons les pétitions pour la mise en vigueur de la Constitution et les repas civiques à Paris et à Arras⁹. Une atmosphère de susceptibilité nerveuse en est le résultat. Le policier Guérin rapporte que Tallien a « l'air inquiet », et que Bourdon à la Convention « baillait dans le temps qu'on apprenait des nouvelles avantageuses ». Robespierre note sur Bourdon qu'il « se promène sans cesse avec l'air d'un assassin qui médite un crime. Il semble poursuivi par l'image de l'échafaud et les furies »¹⁰. Lorsque sur la base de quelques projets d'évasion, on échafaude les grandes conspirations dans les prisons, c'est là avant tout un témoignage de cette excitation nerveuse et défiante.

Les intrigues secrètes, les manœuvres, la susceptibilité et l'hypocrisie, ont aussi pénétré dans les comités du gouvernement pour détruire toute confiance, toute franche collaboration. Nous avons suivi le sabotage des lois de ventôse, l'affaire Théot, l'affaire de l'Indivisibilité. Dans le dernier discours de Saint-Just nous trouvons une description de Billaud-Varenne qui nous fait sentir l'atmosphère empoisonnée au Comité : « lorsqu'on délibérait, il ferme les yeux et feint de dormir comme si son attention avait d'autres objets ». Il parle par « phrases entrecoupées » et répète souvent avec un « feint effroi » : « Nous marchons sur un volcan », « il était silencieux, pâle, l'œil fixe, arrangeant ses traits altérés »¹¹. Les ennemis de Robespierre ont été, de leur côté, inquiétés par son absence du Comité, ils ont su qu'il préparait un grand discours, et que le combat décisif s'engageait. De leur mieux ils ont fait croire aux bruits d'après lesquels il voulait s'emparer de la dictature.

II.

Nous recherchons nous permettons d'arriver à des conclusions sûres sur le rôle du bureau, problème essentiel si l'on veut se faire une opinion sur la question de savoir si Robespierre aspirait réellement à devenir un nouveau Cromwell.

⁸ Voir p. 48-49.

⁹ Voir p. 67.

¹⁰ Voir p. 149-50.

¹¹ Vellay : Œuvres complètes t. II, p. 481.

Nous avons vu que la police des fonctionnaires a été sous la direction immédiate de Robespierre, Saint-Just et Couthon. Mais cela ne veut pas dire que le bureau de police ait été l'instrument d'une dictature personnelle. Toutes les affaires de quelque importance ont été présentées au Comité entier. Les opérations du bureau n'ont pas non plus contrarié les opérations du Comité de sûreté générale. Ce comité a conservé la direction de la police révolutionnaire et opéré la plupart des arrestations en même temps que les plus importantes. Il n'a pas non plus cessé d'exercer son contrôle sur les fonctionnaires publics qui, d'après la loi du 27^e germinal, relevaient du Comité de salut public. Il n'y a pas de communication mystérieuse entre le bureau et le Tribunal révolutionnaire, qui rendrait les « triumvirs » seuls responsables de la grande terreur. L'essentiel pour Robespierre et ses partisans a été de mettre en vigueur les lois de ventôse. Mais ils n'ont pas voulu le faire en secret et derrière le dos des autres membres des comités. Au contraire, en vue d'obtenir leur collaboration, Saint-Just leur a offert la direction du bureau de police. Lorsque nous rapprochons le programme de ce bureau, exposé dans le rapport de Saint-Just du 26^e germinal, des résultats de son activité, il faut donner raison à Robespierre qui le 8^e thermidor parle de la faible organisation du bureau. Il a été incapable de remplir ses promesses : la surveillance de la grande armée des fonctionnaires publics.

La conception du bureau qui a été créée par les anciens membres du Comité de salut public, reposent sur deux hypothèses. La première est que Robespierre, Saint-Just et Couthon étaient des « tyrans sanguinaires », par opposition aux autres membres des comités qui étaient sensibles et humains. Au cours de nos recherches nous n'avons pu trouver rien qui ferait supposer que les anciens membres des comités ont formé l'opposition pour des raisons d'humanité. Quand on connaît le passé de ces hommes, il faut garder une attitude de scepticisme réservé envers cette sensibilité tardive. Il est en effet étrange d'entendre parler d'humanité à un homme de la trempe de Billaud-Varenne, qui avait montré tant de zèle dans la lutte contre Danton. Déjà à la séance du 5^e septembre 1793 il dit : « En profitant de l'énergie du peuple, vous allez écraser tous les ennemis de la révolution, et tous les marais, j'espère, disparaîtront de la surface de la terre »¹.

Collot d'Herbois avait dit vers la même époque : « Il ne faut rien déporter, il faut détruire et ensevelir dans la terre de la liberté tous les conspirateurs ; qu'ils soient arrêtés, que le lieu de leur arrestation soit miné, que la mèche toujours allumée soit prête à les faire sauter s'ils osaient, ceux ou leurs partisans, tenter de nouveaux efforts contre la République »². Par les mitraillades de Lyon, Collot d'Herbois prouvait qu'il ne s'agissait pas ici de menaces vaines.

¹ Saladin p. 88.

² Discours aux Jacobins du 17 septembre. Saladin p. 18.

Carnot eût personnellement soin que Victor Broglie fût mené à l'échafaud³.

Barère défendait à toute occasion la terreur, et lança la plus célèbre parole terroriste : « il n'y a que les morts qui ne reviennent point »⁴.

Vadier s'efforçait avec beaucoup d'ironie cruelle à faire expédier à l'échafaud Catherine Théot et ses pauvres complices — exclusivement en vue d'une manœuvre politique contre Robespierre.

Non, ces hommes n'avaient pas de scrupules d'humanité et n'avaient rien à reprocher aux « triumvirs ». Cela ne veut pas dire, il est vrai, qu'ils étaient des bandits sanguinaires. Billaud-Varenne et Collot d'Herbois étaient sans doute des démocrates sincères, Vadier et Carnot voulaient défendre la révolution contre les ennemis extérieurs et intérieurs. L'éloquent et aimable Barère était rien moins qu'une nature de bourreau. Mais la guerre et les insurrections, les trahisons et les luttes fractionnelles envénimées leur avaient ôté tout respect de vies humaines. Cela est vrai des politiciens de tout temps, aussi bien que de ceux que nous pourrions appeler les robespierristes. C'est le doux Couthon qui motive la loi du 22^e prairial. Et Robespierre qui à l'Assemblée Constituante avait flétri la peine de mort⁵, s'écrie le 17^e pluviôse : « Indulgence pour les royalistes, s'écrient certains gens. Grâce pour les scélérats. Non : Grâce pour les innocents, grâce pour les faibles, grâce pour les malheureux, grâce pour l'humanité »⁶. Et Saint-Just qui à cette époque était occupé des projets des « institutions » qui créeraient un nouvel ordre social et le bonheur commun, déclare dans son rapport contre Danton : « Soyons donc inflexibles ; c'est l'indulgence qui est féroce puisqu'elle menace la patrie »⁷.

L'autre hypothèse des anciens membres des comités et qui a été adoptée par la plupart des historiens dans leur exposés du bureau, est que Robespierre — ou les triumvires — cherchait à fonder une dictature personnelle. Nous avons montré, point par point, qu'il n'y a rien dans l'activité du bureau qui justifie une telle hypothèse. Nous croyons que nos résultats s'accordent avec ce que nous savons ailleurs de la politique des robespierristes dans le temps précédant le 9^e thermidor. Le grand discours de Robespierre le 8^e thermidor est une longue protestation passionnée contre l'accusation d'aspirer à la dictature. Il proteste plusieurs fois de suite de son dévouement sans bornes envers la Convention Nationale. Il pouvait dire à juste titre que son influence ne reposait que sur son autorité morale : « l'influence morale des anciens athlètes de la Révolution est aujourd'hui assimilée par eux (les intriguants) à la tyrannie »⁸.

³ Wallon t. IV, p. 41.

⁴ Moniteur no. 248. Son rapport sur le décret qui défend de prendre des prisonniers anglais.

⁵ Vellay : Discours et Rapports p. 66. Le discours de Robespierre le 30 mai 1791.

⁶ Ibid. p. 330.

⁷ Vellay : Œuvres complètes de Saint-Just t. II, p. 330.

⁸ Vellay : Discours et Rapports de Robespierre p. 397.

A la fin de son discours il résume son programme: « Punir les traîtres, renouveler les bureaux du Comité de sûreté générale, épurer le Comité lui-même et le subordonner au Comité de salut public, épurer le Comité de salut public lui-même, constituer l'unité du gouvernement sous l'autorité suprême de la Convention Nationale qui est le centre et le juge »¹.

L'ami de Robespierre, Payan, l'agent national de Paris, avait dans une lettre à Robespierre indiqué légèrement la possibilité d'abolir le Comité de sûreté générale², et Barère dit, comme nous l'avons vu, qu'il fallait le renverser³. Mais le discours du 8^e thermidor montre que Robespierre n'a désiré qu'épurer le Comité de sûreté générale. Même ici où Robespierre expose in extenso son programme maximum, il n'y a pas question de remplacer le Comité de sûreté générale par le bureau de police du Comité de salut public. Et dans son discours du 9^e thermidor Saint-Just ne fait presque pas mention du Comité de sûreté générale. Mais il reproche à Billaud-Varenne et Collot d'Herbois, d'avoir envahi le gouvernement à un moment où les autres étaient absents ou ensevelis dans leurs bureaux. Il recommande à la Convention de considérer comme une oppression tout acte du Comité de salut public qui n'est pas signé de 6 membres⁴.

Robespierre et Saint-Just ont compris qu'ils ne pouvaient réaliser leur programme social et politique sans une dictature centralisée. Mais ils ont voulu réunir la majorité des comités et avant tout la majorité à la Convention autour de ce programme. Ils ont voulu une dictature légale, non pas une dictature personnelle. S'ils avaient voulu une dictature personnelle, ils n'auraient pas repoussé les « montagnards de proie », les « scélérats » qui étaient prêts à se vautrer dans la poussière à leurs pieds et à se laisser employer à quoi que ce soit. Et avant tout, ils auraient préparé un coup militaire. Mais M. Mathiez a prouvé que le soulèvement du 9^e thermidor était spontané et surprit les « triumvirs »⁵. Robespierre et Saint-Just avaient craint la dictature militaire et le « généralat ». Leur politique avant et après le soulèvement reste incompréhensible si on part de l'idée qu'ils étaient guidés par le désir de s'assurer la dictature personnelle. Ils ont voulu, jusqu'au dernier souffle, fonder la république démocratique et sociale.

Robespierre exprime avec des mots ardents l'idéalité sociale brûlante qui avait été l'étoile conductrice de ses actions, mais que ses calomnieux ne connaissaient point et qu'ils déniaient⁶: « Mais elle existe, je vous

en atteste, âmes sensibles et pures: elle existe cette passion tendre, impérieuse, irrésistible, tourment et délices de cœurs magnanimes, cette horreur profonde de la tyrannie, ce zèle compatissant pour les opprimés, cet amour sacré de la patrie, cet amour plus sublime et plus saint de l'humanité sans lequel une grande révolution n'est qu'un crime éclatant qui détruit un autre crime; elle existe cette ambition généreuse de fonder sur la terre la première République du monde; cet égoïsme des hommes non dégradés, qui trouvent une volupté céleste dans le calme d'une conscience pure et dans le spectacle ravissant du bonheur public. Vous le sentez en ce moment qui brûle dans vos âmes; je le sens dans la mienne ».

¹ Vellay: Discours et Rapports de Robespierre p. 427.

² Papiers inédits t. II, p. 359.

³ Moniteur no. 315.

⁴ Vellay: Œuvres complètes t. II, p. 490.

⁵ Voir l'étude de M. Mathiez: Robespierre à la Commune dans « Autour de Robespierre », Paris 1925.

⁶ Vellay: Discours et Rapports p. 356.